86-02279/

Revue économique

Avril 1985

Aperçu général de la conjoncture économique
présenté par
l'honorable Michael H. Wilson
ministre des Finances

Ministère des Finances Canada
Department of Finance Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1985

En vente au Canada par l'entremise de nos

agents libraires agréés
et autres librairies

ou par la poste auprès du:

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa, (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue FI-21/1985F
ISBN 0-660-91447-6

au Canada: $10.50
à l'étranger: $12.60

Prix sujet à changement sans préavis

Table des matières

1. Introduction 1

2. Aperçu de la situation 3

3. Perspective économique de 1979 à 1982 11
   Au niveau international 11
   Au Canada 11

4. Principaux développements économiques en 1984 13
   4.1 Croissance économique 13
      Évolution nationale 13
      Évolution régionale 14
      Évolution sectorielle 15
   4.2 Secteur des particuliers 17
      Croissance du revenu des particuliers 17
   4.3 Secteur de la construction résidentielle 19
   4.4 Secteur des entreprises 19
      Investissements fixes 19
      Origines de la faiblesse de l'investissement 21
      Investissements énergétiques et non énergétiques 21
      Construction non résidentielle et dépenses en machine et équipement 22
      Stocks 22
      Bénéfices et rentabilité des sociétés 22
   4.5 La balance des paiements 24
      Facteurs à l'origine de la vigueur du surplus commercial 24
      Flux internationaux au titre des services 27
      Flux financiers internationaux et taux de change 27
   4.6 Marché du travail 28
      Emploi 28
      Population active 31
      Chômage 32
   4.7 Inflation des prix et des salaires 32
      Inflation des prix 32
      Coûts de main-d'œuvre 33
   4.8 Évolution financière 34
      Taux d'intérêt et politique monétaire 34
      Flux du crédit 37
      Institutions financières 37
   4.9 Évolution de la situation financière 38
      Ensemble du secteur public 38
      Gouvernement fédéral 42
      Administrations provinciales et locales (hôpitaux inclus) 44

5. Comparaisons internationales 59
   5.1 Comparaison Canada-États-Unis de la reprise de 1983-1984 59
   5.2 Évolution économique au niveau international 61

Tableaux de référence 63

Tableaux

2.1 Tenue récente de l'économie canadienne: principaux indicateurs 7
2.2 Évolution de la conjoncture au Canada: Reprises entre 1953 et 1954 8
2.3 Contributions de la Dépense nationale brute réelle à la croissance pendant les reprises de l'après-guerre 9
4.1 Indicateurs du logement 45
4.2 Sélection de ratios financiers des grandes sociétés industrielles 46
4.3 Investissements des entreprises (en dollars courants) 47
4.4 Sommaire de la balance courante des paiements internationaux 48
4.5 Solde du commerce par catégories de produits et par pays (méthode de la balance des paiements) 48
4.6 Évolution des importations de machines et équipement et de biens de consommation autres que les automobiles 49
4.7 Évolution du marché du travail 50
4.8 Évolution de l'emploi 51
4.9 Progression de l'emploi par catégorie de travailleurs rémunérés et non rémunérés 52
4.10 Inflation récente des prix et des coûts au Canada 53
4.11 Expansion monétaire et taux d'intérêt 54
4.12 Expansion du crédit 55
4.13 Recettes, dépenses et solde budgétaire de l'ensemble du secteur public (Selon les Comptes nationaux) 56
4.14 Recettes, dépenses et solde budgétaire de l'administration fédérale (Selon les Comptes nationaux) 57
4.15 Recettes, dépenses et solde budgétaire du secteur des administrations provinciales et locales (hôpitaux inclus) (Selon les Comptes nationaux) 58

Graphiques

2.1	DNB réelle et ses composantes en périodes de reprise	4
4.1	Reprise de la DNB réelle	14
4.2	Croissance du PIB réel et composantes choisies	16
4.3	Parts du revenu personnel	18
4.4	Comportement de l'investissement résidentiel	20
4.5	Parts des investissements fixes d'entreprises	23
4.6	Mouvements de la DNB canadienne réelle et des importations réelles de marchandises	25
4.7	Indices des cours du dollar canadien par rapport aux devises des pays du Groupe des Dix	29
4.8	Le marché du travail en périodes de reprise	30
4.9	Mouvement des prix en périodes de reprise	33
4.10	Taux d'intérêt à court et à long termes, Canada et États-Unis	35
4.11	Courbes de rendement, obligations du gouvernement du Canada	36
4.12	Le secteur public en périodes de reprise	39
4.13	Dépenses, recettes et solde budgétaire de l'État	41
5.1	Comparaison Canada-É.-U. pour la reprise 1983-1984	60

1. Introduction

Comme par le passé, la *Revue* de cette année examine l'évolution de la situation économique canadienne durant l'année écoulée. Toutefois, elle diffère de beaucoup des publications antérieures du fait qu'elle a été considérablement abrégée. Ses domaines d'intérêt demeurent les mêmes, mais une plus grande importance est accordée au jeu des grandes forces économiques et l'on s'attarde moins aux particularités qui les caractérisent.

Le plan de la *Revue* s'établit comme suit. Le chapitre 2 présente un aperçu de la reprise de l'économie canadienne en 1983 et 1984. La situation économique actuelle au Canada se ressentant encore des développements intervenus entre 1979 et 1982, en particulier de l'intensité de la récession de 1981-1982, le chapitre 3 passe brièvement en revue les principales forces économiques qui ont joué entre 1979 et 1982. Un examen plus approfondi de l'évolution de la situation en 1984 figure au chapitre 4. Enfin, le chapitre 5 situe notre performance économique de l'an dernier dans une perspective internationale.

2. Aperçu de la situation

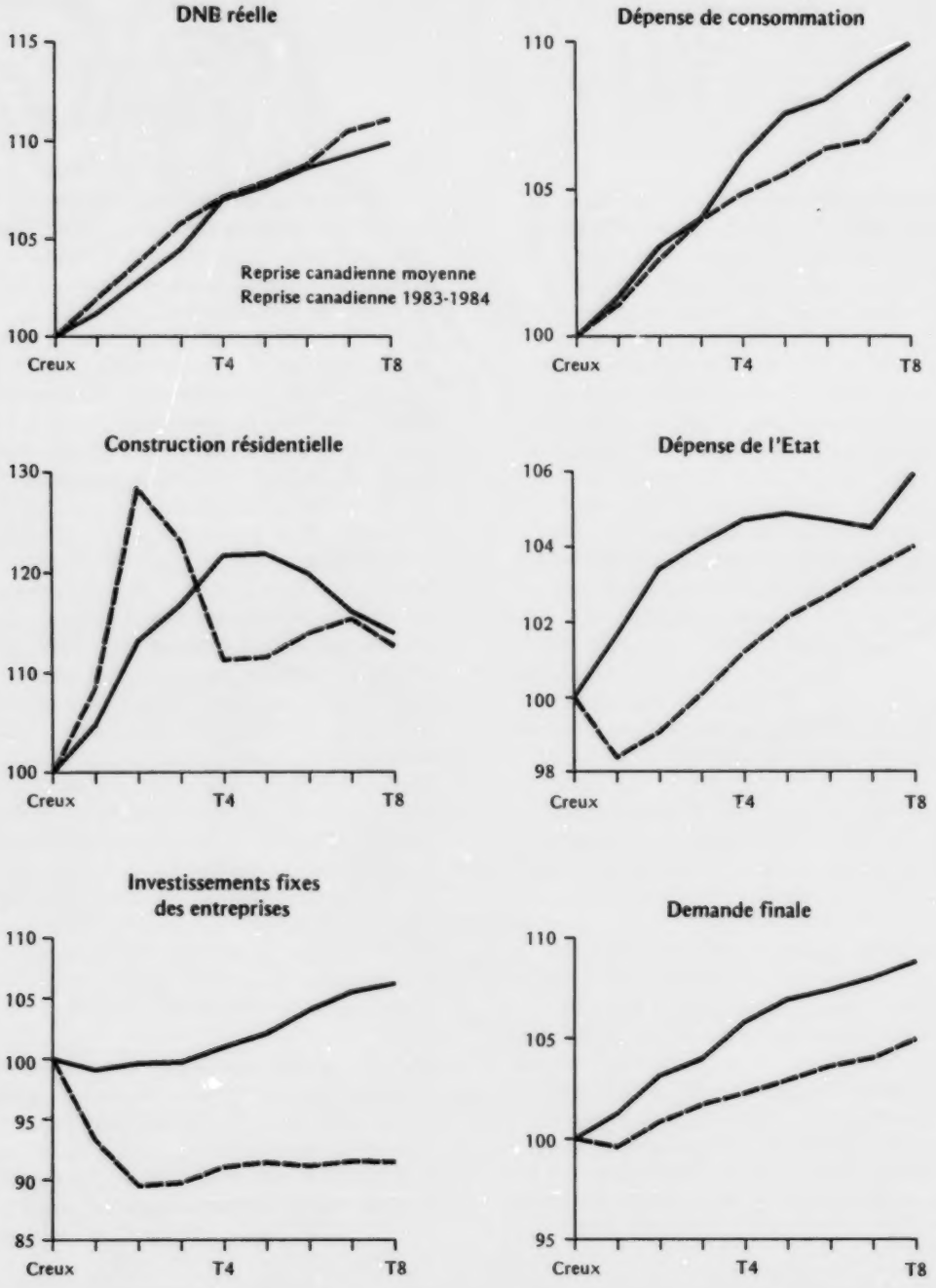
L'économie canadienne est sortie au premier trimestre de 1983 de la plus grave des récessions de l'après-guerre et n'a depuis cessé de progresser pendant huit trimestres consécutifs jusqu'à la fin de 1984. Au cours des deux années de la présente reprise, les hausses réelles de la production et de l'emploi, ainsi que la baisse du taux de chômage, ont été les plus importants changements en moyenne [1] jamais enregistrés par le Canada pendant les autres reprises de l'après-guerre (tableau 2.2 et graphique 2.1). Malgré cette évolution favorable, l'économie canadienne a continué de se ressentir en 1984 des effets de la sérieuse récession de 1981-1982. À la fin de 1984, l'économie canadienne fonctionnait encore à des niveaux sensiblement inférieurs à son potentiel. Ainsi, le taux de chômage s'établissait à 11.1 pour cent au quatrième trimestre de 1984 et se situait donc à environ 4.5 points de pourcentage inférieur au niveau moyen atteint dans la décennie de 1970 (tableau 2.1).

Bien que la reprise de 1983-1984 ait été plus forte sur le plan de la croissance économique globale que celles qui ont marqué le Canada par le passé, elle a en général démontré un équilibre moins prononcé et une dépendance marquée sur la vigueur des exportations et la variation des stocks. Cette dernière a fortement contribué à la croissance, le taux d'épuisement des stocks ayant atteint un niveau record durant la récession de 1981-1982. En ce qui concerne les échanges commerciaux, les exportations ont sensiblement augmenté en raison de la vigueur de la reprise économique générale aux États-Unis; du solide redressement de la demande américaine de grosses automobiles importées du Canada; de la progression continue des exportations de produits de haute technologie; et d'une amélioration de la position concurrentielle du Canada, ainsi qu'en témoignent le ralentissement plus marqué (de l'ordre de 6 points de pourcentage) du rythme d'augmentation des coûts et des prix au Canada comparativement à nos principaux partenaires commerciaux (tableau de référence 91) et la dépréciation du dollar canadien par rapport à un indice pondéré des cours des principales devises (tableau 2.1). L'influence positive de la montée générale des exportations a, dans une certaine mesure, été neutralisée par le ralentissement de la demande d'exportation de bois de construction de la Colombie-Britannique et par une hausse sensible des importations canadiennes. Durant la reprise de 1983-1984, la demande intérieure finale, excluant les stocks et le commerce extérieur, a progressé à un rythme qui était un peu plus de la moitié du taux moyen de la croissance enregistrée au cours des autres reprises de l'après-guerre. Cette lente progression de la demande finale était dans une large mesure attribuable à la baisse cumulative des investissements fixes des entreprises qui a marqué les deux dernières années; toutefois, les dépenses de consommation et les dépenses publiques en biens et services ont également enregistré des taux de croissance inférieurs à la moyenne pendant la présente reprise.

Lors des reprises antérieures, la coutume voulait que la croissance économique, dans la seconde année, chute en même temps que l'économie en général recouvre sa pleine vigueur. Au cours de la deuxième année de la présente reprise, la croissance économique a également faibli malgré

[1] Dans la *Revue*, nous établissons fréquemment des comparaisons avec la moyenne des autres reprises de l'après-guerre. Il va sans dire que cette moyenne passée peut, ou non, refléter fidèlement l'évolution réelle de la situation durant chacune des reprises de l'après-guerre. Le lecteur qui souhaiterait obtenir davantage de précisions sur chacune des reprises antérieures est invité à consulter le tableau 1.3 de la *Revue économique* d'avril 1984. Les dates précises de ces reprises sont celles arrêtées officiellement par Statistique Canada dans *La conjoncture économique* publiée en mars 1982.

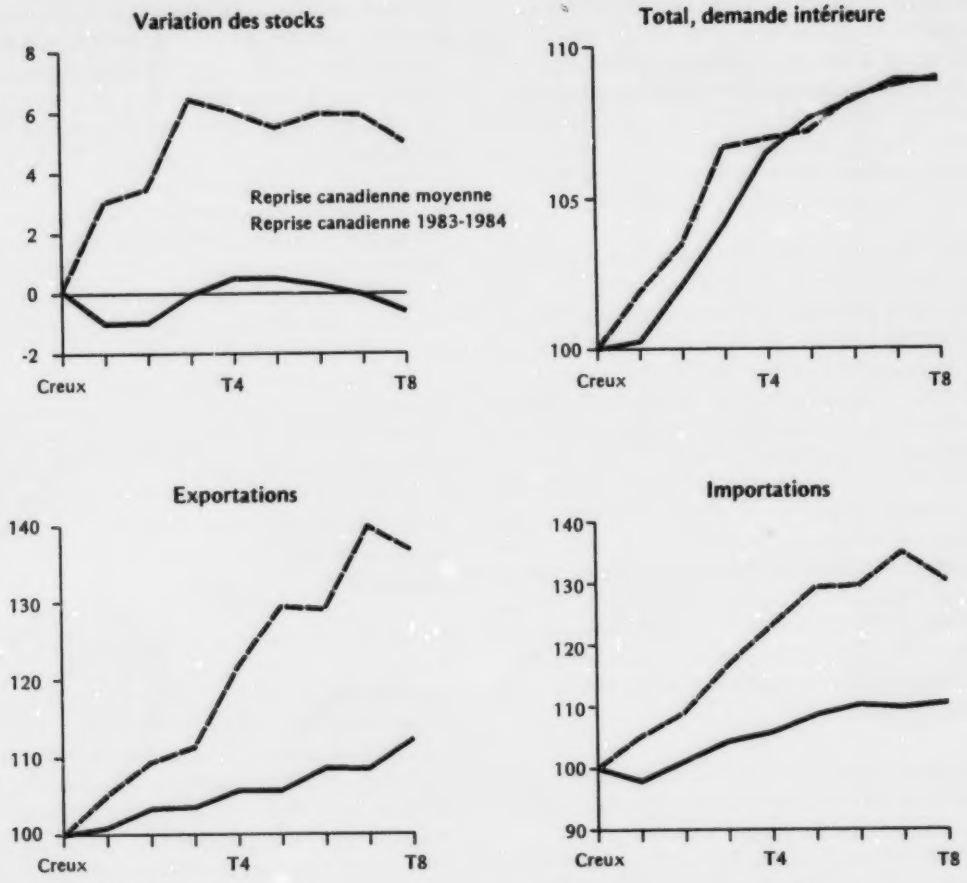
Graphique 2.1
DNB réelle et ses composantes en périodes de reprise(1)



(1) Variation procentuelle cumulative, 100 représentant le creux.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, n° cat. 13-001, publ. trim.

Graphique 2.1 (Suite)



(1) Variations cumulatives en millions de dollars ou en pourcentages, 0 ou 100 représentant le creux.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, n° cat. 13-001, publ. trim.

l'existence d'une capacité particulièrement inutilisée dans un certain nombre de secteurs-clés et la persistance d'un taux de chômage élevé, quoique le ralentissement de l'activité ait été inférieur à son fléchissement moyen pendant les autres reprises de l'après-guerre. En fait, le taux de chômage n'a pas baissé en 1984, la progression de l'emploi ne suffisant qu'à compenser la croissance de la population active. Il y a deux principaux facteurs qui ont contribué au ralentissement de la croissance en 1984, c'est-à-dire le cycle normal des stocks à mesure que la reprise prenait de l'ampleur, et l'incidence sur les achats de la flambée des taux d'intérêt. La variation des stocks constituait en 1984 une entrave à la croissance, contrairement à 1983 où elle a représenté 65 pour cent de la croissance totale (tableau 2.3). Les taux d'intérêt réels à court terme (définis comme étant les taux nominaux à court terme moins le taux d'inflation actuel) ont plus que doublé, passant de 4 pour cent en 1983 à plus de 8 pour cent en 1984, ce qui constitue un taux légèrement supérieur au record précédent de 1981 (voir le tableau 2.1).

Cette hausse des taux d'intérêt réels a contribué en 1984 au ralentissement de la croissance des dépenses de consommation et de construction résidentielle, et au freinage de la reprise des investissements par les entreprises. Toutefois, malgré ce ralentissement, la croissance a été plus équilibrée en 1984 qu'en 1983, toutes les principales composantes de la demande, à l'exception de la variation des stocks, ayant contribué positivement à la croissance (tableau 2.3).

Reflétant l'évolution des taux d'intérêt aux États-Unis et la vigueur de la devise américaine, les taux d'intérêt nominaux au Canada ont augmenté pendant la majeure partie de 1984, avant de fléchir légèrement vers la fin de l'année. Pour sa part, la montée des taux d'intérêt aux États-Unis durant la première moitié de l'année témoignait de la vigueur de la croissance de la production réelle aux États-Unis, de la poursuite de la politique monétaire anti-inflationniste préconisée par le Conseil de la Réserve fédérale, et des demandes considérables imposées aux marchés financiers par les énormes déficits budgétaires du gouvernement américain. Au Canada, à cause du fléchissement de l'inflation, les taux d'intérêt réels se sont élevés plus rapidement que les taux d'intérêt nominaux.

La montée des taux d'intérêt aux États-Unis et la vigueur de la devise américaine ont poussé à la baisse presque toutes les grandes devises, y compris le dollar canadien. Ce dernier a touché un niveau record de 74.86 cents É.U. le 11 juillet, et a terminé l'année à 75.66 cents É.U., soit une baisse de 5.8 pour cent par rapport à la fin de 1983. Le dollar canadien s'est déprécié par rapport à la devise américaine, malgré un surplus record du compte courant et une forte augmentation des entrées nettes au Canada de capitaux à long terme en 1984, ce qui constitue l'indice fondamental des importantes sorties du pays des capitaux à court terme. Toutefois, les autres devises principales se sont encore plus dépréciées que le dollar canadien par rapport à la devise américaine. En conséquence, pour la quatrième année consécutive, la valeur du dollar canadien a augmenté par rapport aux autres grandes devises. Considérant un indice pondéré, le dollar canadien a perdu du terrain face aux devises des principaux partenaires commerciaux du Canada, y compris les États-Unis, en raison de l'ampleur de sa dépréciation face au dollar américain.

La hausse des taux d'intérêt et un autre fléchissement inattendu des taux effectifs moyens de l'impôt sur le revenu ont eu pour effet d'accroître sensiblement le déficit budgétaire fédéral en 1984. Cet accroissement du déficit fédéral était entièrement structurel, c'est-à-dire qu'il n'avait aucun rapport avec le fait que l'économie se dirigeait vers un niveau d'activité inférieur à la moyenne. L'augmentation du déficit budgétaire fédéral a plus que contré la réduction du déficit total des administrations provinciales et locales du secteur hospitalier de sorte que le déficit budgétaire de l'ensemble du secteur public a augmenté.

Après deux années de croissance économique soutenue, les emprunts du secteur privé sur les marchés financiers canadiens se sont considérablement accrus en 1984. Cette augmentation était surtout attribuable à l'accroissement du volume des fonds recueillis par le secteur des sociétés non financières afin de financer la hausse limitée des dépenses en capital après deux années de baisse sensible des investissements.

Toutefois, le relèvement des demandes de crédit du secteur privé a été partiellement contré par une réduction des emprunts du secteur public en 1984, et ce malgré l'augmentation du déficit budgétaire de l'ensemble des administrations. Les besoins d'emprunts du secteur public ont diminué en raison d'une hausse des recettes non budgétaires de l'administration fédérale et d'une baisse des besoins d'emprunt des administrations provinciales pour le compte de leurs sociétés d'État.

Tableau 2.1

Tenue récente de l'économie canadienne: principaux indicateurs

	Moyenne 1971-80	1981	1982	1983	1984
	(variation en pourcentage, sauf indication contraire)				
Dépense nationale brute réelle	4.1	3.3	−4.4	3.3	4.7
Dépenses de consommation	4.7	1.7	−2.0	3.1	3.4
Biens	4.8	1.4	−3.2	3.5	4.2
Durables	7.6	0.6	−8.2	10.6	11.0
Semi-durables	5.0	2.8	−3.3	2.1	2.2
Non durables	3.2	1.1	0.0	0.0	0.7
Services	4.5	2.1	−0.3	2.7	2.5
Construction résidentielle	4.0	3.9	−21.0	24.4	−3.8
Dépenses publiques[1]	2.4	2.5	1.2	0.5	3.4
Investissements fixes des entreprises	6.0	7.7	−9.1	−12.4	0.5
Construction non résidentielle	5.9	8.3	−7.2	−16.2	−2.6
Machines et équipement	6.2	7.1	−10.9	−8.8	3.3
Demande finale	4.3	2.9	−3.3	0.9	2.7
Variation des stocks[2]	775	774	−3650	−222	630
Demande intérieure totale	4.3	3.9	−6.5	3.5	3.4
Exportations nettes[2]	−3409	−3625	22	−540	868
Exportations	4.4	3.1	−1.6	6.4	19.7
Importations	5.7	4.5	−11.2	8.1	15.5
Marché du travail					
Population active	3.3	2.9	0.5	1.9	1.8
Taux d'activité[3]	61.1	64.8	64.1	64.4	64.8
Emploi	3.1	2.8	−3.3	0.8	2.5
Taux de chômage[3]	6.8	7.5	11.0	11.9	11.3
Coûts et prix					
Rémunération moyenne	10.3	12.4	10.6	4.6	3.6
Productivité	1.0	0.5	−1.2	2.4	2.1
Coûts unitaires de main-d'œuvre	9.2	11.8	11.9	2.1	1.4
Indice des prix à la consommation	8.0	12.5	10.8	5.8	4.4
Règlements salariaux sans indemnité	10.7	13.3	9.9	5.5	3.5
Indice des prix de vente dans l'industrie	9.7	10.2	6.0	3.5	4.1
Indice des prix des matières brutes[4]	15.7	19.1	8.3	5.3	3.1
Revenus					
Bénéfices avant impôts	17.2	−13.4	−35.3	54.8	21.3
Revenu du travail	13.7	15.6	7.0	5.5	6.1
Revenus de placements des particuliers	18.6	36.2	12.2	−4.3	10.7
Revenu disponible des particuliers	14.0	16.8	9.7	5.5	6.8
Revenu réel disponible des particuliers	5.6	4.6	−1.1	−0.3	2.5
Ratios-clés					
Ratio des stocks aux ventes[5]	0.93	0.92	0.89	0.80	0.77
Part du PNB représentée par les bénéfices	11.4	9.6	5.9	8.4	9.4
Part du PNB représentée par le travail	55.7	57.1	57.9	56.1	55.2
Taux d'épargne des particuliers	9.6	14.2	15.2	13.3	12.8
Taux d'intérêt et taux de change					
Papier commercial à 90 jours (nominal)	8.6	18.3	14.2	9.5	11.2
Papier commercial à 90 jours (réel)	−0.3	7.8	3.8	4.0	8.2
Valeur du dollar É.-U. en cents canadiens	105.3	119.9	123.4	123.2	129.5
Indice du dollar canadien[6] par rapport aux devises du Groupe des 10	94.2	81.5	81.1	82.1	79.3
Soldes budgétaires[7] (en milliards de dollars)					
Administration fédérale	−4.4	−7.4	−18.9	−24.1	−29.6
Administrations provinciales et locales et secteur hospitalier	−0.5	−1.3	−2.8	−3.4	− 0.8
Ensemble des administrations	−2.9	−5.4	−17.9	−24.3	−26.9

(1) Comprend les dépenses courantes en biens et services et la formation de capital.

(2) En millions de dollars de 1971.

(3) Pourcentage ou part en pourcentage.

(4) Moyenne en 1978-1980.

(5) Les ventes comprennent les dépenses en biens de consommation, les investissements privés (y compris la construction résidentielle), les exportations de biens, les dépenses publiques courantes non salariales et les investissements publics.

(6) 1971 = 100

(7) Selon les Comptes nationaux. Les soldes de l'ensemble du secteur public ne correspondent pas à la somme des soldes de l'administration fédérale, et des administrations provinciales et locales et du secteur hospitalier parce que l'on n'a pas tenu compte des excédents des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; *La population active*, mens., nº cat. 71-001; *L'indice des prix à la consommation*, mens., nº cat. 62-001; *Indices des prix de l'industrie*, mens., nº cat. 62-011; Travail Canada, *Règlements salariaux*, trim.; Banque du Canada, *Revue*, mens.; et le ministère des Finances.

Tableau 2.2

Évolution de la conjoncture au Canada: Reprises[1] entre 1953 et 1984

	Moyenne des 5 dernières reprises			Reprise de 1983-1984		
	Première année	Deuxième année	Total	Première année	Deuxième année	Total
	(variation en pourcentage, sauf indication contraire)					
Dépense nationale brute réelle	7.0	2.7	9.9	7.1	3.7	11.1
Dépenses de consommation	6.1	3.6	9.9	4.9	3.1	8.2
Biens	6.5	3.5	10.2	5.9	3.3	9.4
Durables	12.7	4.3	17.6	15.4	7.3	23.8
Semi-durables	5.5	2.2	7.8	3.7	1.8	5.6
Non durables	4.4	3.7	8.3	1.3	1.4	2.7
Services	5.5	3.9	9.6	3.5	2.8	6.4
Construction résidentielle	21.7	−6.3	14.0	11.3	1.2	12.6
Dépenses publiques	4.7	1.1	5.9	1.2	2.8	4.0
Investissements fixes des entreprises	1.0	5.1	6.2	−9.0	0.4	−8.6
Construction non résidentielle	2.4	4.1	6.6	−14.1	−0.2	−14.3
Machines et équipement	0.0	6.8	6.8	−4.1	0.9	−3.2
Demande finale	5.8	2.8	8.8	2.3	2.6	5.0
Variation des stocks[2]	410	−1105	−695	5932	−1020	4912
Demande intérieure totale	6.5	2.3	8.9	6.9	2.0	9.0
Exportations nettes[2]	−134	816	682	−448	2492	2044
Exportations	5.7	6.1	12.2	21.6	12.5	36.8
Importations	5.7	4.5	10.5	23.0	5.9	30.3
Marché du travail						
Population active	2.2	1.7	3.9	1.6	2.3	3.9
Taux d'activité[3]	0.1	−0.1	0.0	0.2	0.7	0.9
Emploi	2.6	1.3	3.9	3.5	2.3	5.9
Taux de chômage[3]	−0.4	0.4	0.0	−1.6	0.0	−1.6
Coûts et prix[4]						
Rémunération moyenne	0.6	0.7	1.3	−4.5	0.2	−4.3
Productivité	6.2	−3.1	3.1	4.1	−2.2	1.9
Coûts unitaires de main-d'œuvre	−5.8	3.8	−2.0	−8.6	2.3	−6.3
Indice des prix à la consommation	−0.2	−0.6	−0.8	−5.1	−0.9	−6.0
Règlements salariaux sans indemnité de vie chère[5]	−1.5	−3.3	−4.8	−3.2	0.5	−2.7
Indice des prix de vente dans l'industrie	−2.7	−1.0	−3.7	−1.0	0.3	−0.7
Revenus						
Bénéfices avant impôts	14.5	−0.3	14.2	58.1	13.8	79.9
Revenu du travail	10.2	9.4	20.6	7.1	6.2	13.7
Revenus de placements des particuliers	13.6	16.0	31.8	4.6	13.8	19.0
Revenu disponible des particuliers	11.5	7.9	20.3	6.2	6.7	13.3
Revenu réel disponible des particuliers	6.3	3.4	9.9	1.7	3.0	4.8
Ratios-clés						
Ratio des stocks aux ventes[6][3]	−0.061	−0.002	−0.063	−0.063	−0.018	−0.081
Part du PNB représentée par les bénéfices[3]	0.2	−1.0	−0.8	2.7	0.6	3.3
Part du PNB représentée par le travail[3]	−0.7	0.8	0.1	−1.6	−0.3	−1.9
Taux d'épargne des particuliers[3]	0.3	−0.3	0.0	−1.8	−0.1	−1.9

Remarque: Les variations des diverses composantes de la demande globale ne reflètent peut-être pas entièrement les variations des agrégats (en l'occurrence les investissements fixes des entreprises et la DNB réelle totale) dans le cas des données sur la moyenne des reprises antérieures à cause des inscriptions d'ajustement (avant 1970) et de l'erreur résidentielle. Ni les inscriptions d'ajustement, ni l'erreur résidentielle n'ont été prises en considération dans l'établissement du tableau.

[1] Les six reprises de l'après-guerre ont débuté plus précisément au troisième trimestre de 1954, au premier trimestre de 1958, au deuxième trimestre de 1961, au deuxième trimestre de 1975, au troisième trimestre de 1980 et au premier trimestre de 1983.

[2] En millions de dollars de 1971.

[3] Variation en pourcentage ou part en pourcentage.

[4] Changement de la variation en pourcentage d'une année à l'autre.

[5] Les règlements salariaux sans indemnité de vie chère ne couvrent que la période commençant en 1967.

[6] Les ventes comprennent les dépenses de consommation en biens, les investissements des entreprises (y compris la construction résidentielle), les exportations de biens, les dépenses publiques courantes non salariales et les investissements publics.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, mens., nº cat. 13-001; *La population active*, mens., nº cat. 71-001; *L'indice des prix à la consommation*, mens., nº cat. 62-001; *Indices des prix de l'industrie*, mens., nº cat. 62-011; Travail Canada, *Règlements salariaux*, trim.; et le ministère des Finances.

Tableau 2.3

Contributions[1] de la Dépense nationale brute réelle à la croissance pendant les reprises de l'après-guerre

	Moyenne des 5 reprises antérieures			Reprise de 1983-1984		
	Première année	Deuxième année	Total	Première année	Deuxième année	Total
Dépense nationale brute réelle	100	100	100	100	100	100
Dépenses de consommation	53	192	69	43	52	47
Construction résidentielle	16	– 64	7	6	1	4
Investissements fixes des entreprises	9	6	9	– 20	2	– 12
Construction non résidentielle	5	– 3	4	– 15	0	– 10
Machines et équipement	4	9	5	– 5	2	– 2
Dépenses publiques	14	31	16	4	15	8
Demande finale	92	172	102	33	70	47
Variation des stocks	8	– 171	– 12	65	– 20	34
Demande intérieure totale	101	2	89	98	50	81
Exportations nettes	– 3	126	12	– 5	49	14
Exportations	21	111	32	75	94	82
Importations	– 24	15	– 19	– 80	– 45	– 67

[1] Le total des contributions peut différer de 100 parce que l'on n'a pas tenu compte de l'erreur résiduelle et des inscriptions d'ajustement (qui existaient avant 1970).

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; et estimations du ministère des Finances.

3. Perspective économique de 1979 à 1982

Au niveau international

Dans les pays industriels, la seconde moitié des années 1970 a été caractérisée par une inflation élevée, un fort taux de chômage et un affaiblissement de la croissance de la productivité. Ces résultats économiques décevants étaient liés aux politiques relativement souples poursuivies pendant la majeure partie de la décennie. En outre, avec la deuxième série de hausses des prix du pétrole survenue en 1979 et 1980, les risques que le processus inflationniste envahisse les structures économiques des pays industrialisés se sont accrus.

La deuxième série de hausses des prix du pétrole a eu pour effet d'inciter la plupart des gouvernements à rechercher les moyens de rétablir les conditions nécessaires à une croissance non inflationniste soutenue. Comme les anticipations inflationnistes étaient généralisées, il était inévitable que le rétablissement d'un climat économique plus stable soulève de difficiles problèmes d'ajustement à court terme. Dans la dernière moitié de 1979, les taux d'intérêt sont devenus plus instables et ont commencé à augmenter, reflétant ainsi la montée du taux d'inflation, des politiques monétaires plus restrictives et le scepticisme du marché à l'égard de l'engagement des autorités face à la *désinflation*. En 1981, les taux d'intérêt s'établissaient à des niveaux records dans la plupart des pays industriels et ils sont demeurés élevés jusqu'au milieu de 1982, contribuant ainsi à une baisse prononcée de la production en 1981-1982 parmi les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (l'OCDE). À mesure qu'il devenait évident que plusieurs pays s'efforçaient avec succès de réduire sensiblement le taux d'inflation, les conditions des marchés financiers se sont relâchées au second semestre de 1982 et les taux d'intérêt ont fortement baissé pendant le reste de l'année.

Les perspectives inflationnistes plus favorables et le fléchissement des taux d'intérêt ont joué un rôle déterminant dans le raffermissement de la demande de consommation et l'établissement des conditions du redressement de l'activité économique qui a débuté en 1983.

Au Canada

Le processus d'adaptation à des conditions moins inflationnistes s'est déroulé de divers façons et rythmes dans les pays industrialisés. Au Canada, la réponse a été plus lente que dans la plupart des grands pays, et en particulier aux États-Unis. L'activité économique a commencé à ralentir dans la deuxième moitié de 1979 à la suite de l'accélération de l'inflation et de la montée des taux d'intérêt. Au milieu de 1980, toutefois, la production a recommencé à se redresser. Malgré de fortes augmentations des taux d'intérêt, au deuxième trimestre de 1981, la production réelle était en hausse de 5.5 pour cent par rapport au niveau atteint un an plus tôt, les investissements des entreprises ayant été particulièrement importants puisqu'ils ont progressé de 11.5 pour cent.

Au cours de cette période, la production, exprimée en dollars courants, a progressé de 15.5 pour cent et l'indice des prix à la consommation (l'IPC) de 12.75 pour cent. Les emprunts ont fortement augmenté car les entreprises et les particuliers ont acquis des immobilisations, en particulier des biens énergétiques et immobiliers, comme ils étaient fondamentalement convaincus que l'inflation se maintiendrait à un niveau élevé.

Au début de 1981, la confiance des consommateurs a commencé à fortement diminuer, reflétant ainsi l'incidence conjointe du niveau élevé des taux d'intérêt et de l'endettement excessif des particuliers. Les achats des consommateurs ont commencé à ralentir dans la première moitié

de 1981. De même, les ventes à l'exportation ont commencé à fléchir en raison de la stagnation de la demande mondiale. Les bénéfices des sociétés ont commencé à diminuer fortement au début de 1981, ce qui est attribuable tant à la faiblesse de la demande de consommation et de la demande mondiale qu'à d'importantes augmentations de coûts découlant du niveau élevé des règlements salariaux conclus précédemment. Au troisième trimestre de l'année, les entreprises ont commencé à réduire la production et l'emploi dans le but d'abaisser le niveau de leurs stocks, de contenir la chute de leurs bénéfices et de mettre fin à la détérioration de leur situation financière. Ces mesures ont provoqué une baisse sans précédent des dépenses de consommation et entraîné d'autres diminutions des revenus, de la production et de l'emploi dans le secteur des sociétés.

La récession qui s'ensuivit a été particulièrement grave au Canada, tant en ce qui concerne son intensité que sa durée. La production a fléchi de 6.6 pour cent en six trimestres, soit entre le troisième trimestre de 1981 et le quatrième trimestre de 1982. Comparativement, les cinq récessions précédentes de l'après-guerre n'avaient duré en moyenne que trois trimestres, la baisse moyenne de la production ayant été d'environ 1 pour cent. Plusieurs facteurs particuliers expliquent la gravité de la récession de 1981-1982. Au nombre de ceux-ci figurent l'accroissement du taux d'épargne des particuliers et les tensions considérables auxquelles a été soumis le secteur des sociétés, lesquels sont en grande partie attribuables au fait que la vague d'expansion des investissements au cours de la période antérieure à la récession a été financée au moyen d'une proportion relativement importante d'emprunts à taux d'intérêt variables. Pour la première fois depuis 1953, la production et l'emploi ont fléchi simultanément pendant une récession. L'emploi a reculé de 5 pour cent, portant ainsi le taux de chômage à 12.9 pour cent à la fin de la récession, comparativement à environ 7 pour cent au cours de la période précédente.

Les tensions inflationnistes ont commencé à se relâcher à mesure que la récession gagnait en intensité et en durée. Les majorations de prix ont commencé à ralentir vers la fin de 1981, mais il a fallu attendre le deuxième trimestre de 1982 pour que les règlements salariaux évoluent nettement dans le même sens. Pour leur part, les prix des marchandises ont fléchi pendant toute l'année 1982 reflétant ainsi la faiblesse des marchés mondiaux. La hausse des prix de vente dans l'industrie a continué de ralentir durant toute l'année. Le rythme de progression des prix de l'énergie a considérablement ralenti au deuxième semestre de 1982, après s'être accéléré au cours des 18 mois précédents. À la fin de l'année, la progression sur 12 mois de l'IPC est tombée au-dessous des 10 pour cent. En ce qui concerne les salaires, les nouvelles augmentations négociées sans IVC ont nettement ralenti à mesure que l'année s'écoulait. À la fin de 1982, les nouveaux règlements étaient tombés à 7.2 pour cent, comparativement à 12 pour cent au deuxième trimestre.

La chute de l'inflation et des taux d'intérêt au second semestre de 1982 a permis l'établissement des conditions d'une relance des dépenses et du début de la reprise économique. Toutefois, la récession a laissé le Canada aux prises avec de forts taux de chômage, de faibles niveaux d'utilisation de la capacité, un endettement élevé, et une confiance amoindrie des consommateurs et des entreprises qui pertube toujours l'activité économique quelque deux ans après la fin de la récession.

4. Principaux développements économiques en 1984

4.1 Croissance économique

Les variations de la production en 1984 sont étudiées ci-dessous aux niveaux national, régional et sectoriel.

Évolution nationale

En considérant les moyennes annuelles, la Dépense nationale brute (DNB) réelle en 1984 a progressé de 4.7 pour cent par rapport à 1983, soit à un rythme sensiblement supérieur aux taux de 3.3 pour cent enregistrés entre 1982 et 1983 (tableau 2.1). Ces taux de croissance ne témoignent toutefois pas avec exactitude de la vigueur de l'économie *durant* les deux années considérées. Cela est attribuable au fait que les variations des moyennes annuelles pendant une année dépendent non seulement de l'évolution économique durant cette même année, mais également de l'évolution de la conjoncture au cours de l'année précédente. Au lieu de considérer les moyennes annuelles, on pourrait donc comparer la situation économique en fin d'année avec celle qui prévalait au début de l'année. Si l'on utilise cette base de comparaison, la DNB réelle (également qualifiée ci-dessous de production réelle) a progressé de 3.7 pour cent entre le quatrième trimestre de 1983 et le quatrième trimestre de 1984, comparativement à 7.1 pour cent au cours des quatre trimestres de 1983 (tableau 2.2). Le graphique 4.1, qui retrace le redressement de la DNB réelle, offre une comparaison utile des données en fin de période et des moyennes annuelles. Dans ce chapitre, nous recourons aux deux types de comparaisons, c'est-à-dire fin d'année et moyennes annuelles, en tenant compte de leur signification pour en faire l'analyse.

Comme l'indiquent le graphique 2.1 et le tableau 2.2, la progression de la DNB réelle durant la première année de la reprise de 1983-1984 a été semblable à celle enregistrée en moyenne durant les reprises de l'après-guerre. Toutefois, la deuxième année de la reprise actuelle, l'année 1984, a été marquée par une croissance supérieure à la moyenne. On trouvera ci-dessous certaines des autres caractéristiques importantes qui ressortent d'une comparaison de la reprise actuelle avec la reprise moyenne de l'après-guerre.

- Tant en 1983 qu'en 1984, la progression des dépenses de consommation a été beaucoup plus faible qu'en moyenne, ce qui était attribuable à une croissance inférieure à la moyenne du revenu réel disponible des particuliers.

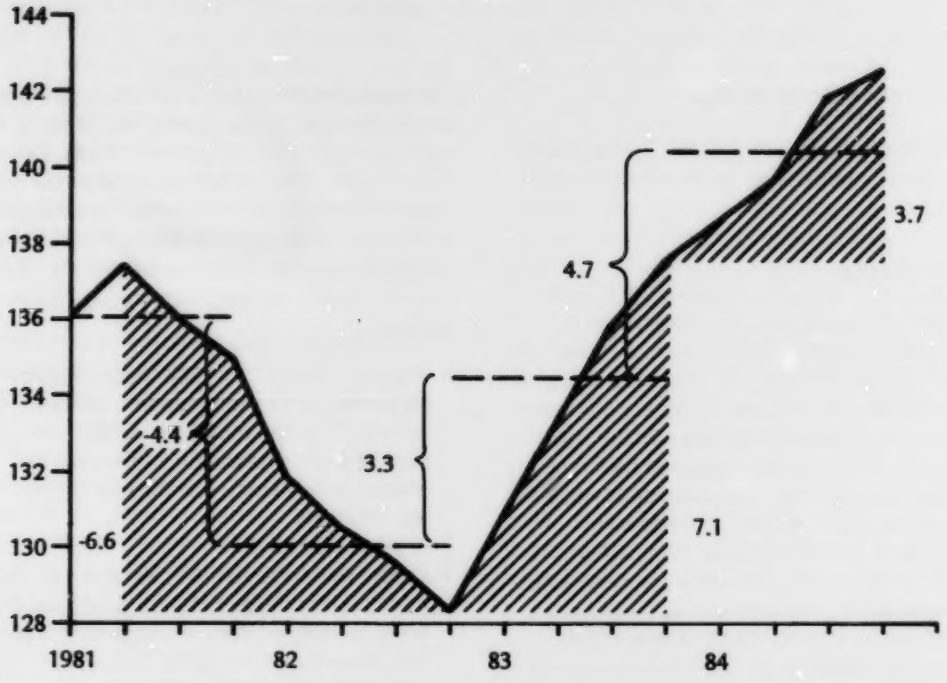
- La performance globale des dépenses de construction résidentielle au cours des deux années de la reprise a été légèrement plus mauvaise qu'en moyenne; toutefois, la situation a été meilleure en 1984 que durant la deuxième année de la reprise moyenne antérieure, même si elle présentait toujours un écart important par rapport au taux de croissance enregistré en 1983.

- Les investissements fixes des entreprises ont été bien plus faibles que par le passé, tant pendant la période de deux années que durant chacune des deux années considérées; toutefois, les investissements en machines et équipement ont commencé à se redresser en 1984 après avoir sensiblement fléchi en 1983.

- Au cours des deux années complètes de la reprise, la croissance des dépenses publiques en biens et services a été inférieure à la moyenne; elle a toutefois été légèrement supérieure à la moyenne en 1984.

- Au cours de la première année de la reprise actuelle, la contribution (tableau 2.3) de la

Graphique 4.1
Reprise de la DNB réelle
(Millions de dollars 1971)



Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, n° cat. 13-001.

demande intérieure finale à la variation totale de la DNB réelle a été sensiblement inférieure à la moyenne, et celle de la variation des stocks considérablement plus élevée, tandis que la contribution du commerce extérieur a été à peu près équivalente. Au cours de la deuxième année de la reprise en 1984, la contribution de la demande finale a de nouveau été inférieure à la moyenne (quoique plus élevée qu'en 1983), celle de la variation des stocks toujours supérieure à la moyenne, et celle du commerce extérieur inférieure à la moyenne; toutefois, dans le cas du commerce extérieur, les exportations et les importations se sont toutes deux accrues sensiblement plus durant la reprise de 1983-1984 qu'elles ne l'ont fait en moyenne pendant les autres reprises de l'après-guerre.

Évolution régionale

Généralement, les cycles économiques agissent différemment sur les économies provinciales, surtout parce que les grandes industries y sont présentes à divers degrés et niveaux. Si la reprise

a été relativement forte en 1984 en Ontario, au Québec, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, elle a été particulièrement faible en Alberta et en Colombie-Britannique.

L'expansion relativement vigoureuse de l'industrie manufacturière a contribué en particulier à la reprise économique en Ontario et au Québec. En Alberta, les investissements énergétiques ont souffert de l'existence de surplus pétroliers à l'échelle internationale et de la baisse consécutive des prix mondiaux du pétrole. Le fléchissement de la construction, le ralentissement de la demande d'exportation de bois de construction, le long conflit de travail qui a paralysé l'industrie des pâtes et papiers, et le repli des prix mondiaux du cuivre ont tous contribué en 1984 à freiner l'activité économique en Colombie-Britannique.

Évolution sectorielle

L'économie ayant emprunté une trajectoire de croissance globale, l'activité économique a progressé dans la plupart des grandes industries en 1984, quoiqu'en général à un rythme légèrement plus faible qu'en 1983. La production a toutefois reculé dans l'agriculture, la chasse et pêche, et la construction. La croissance de la production de biens a été supérieure à celle de la production totale (graphique 4.2) et elle a été plus vigoureuse dans le secteur minier, dans l'industrie manufacturière, particulièrement en ce qui concerne les biens durables, et dans le secteur des services d'utilité publique. Dans les industries de services, ce sont les transports, l'entreposage, les communications et le commerce qui ont enregistré la plus forte progression. À la fin de 1984, ce n'est que dans l'agriculture, la pêche et la construction que la production n'avait pu retrouver son sommet antérieur. On trouvera ci-dessous certaines des autres caractéristiques de la récente évolution sectorielle.

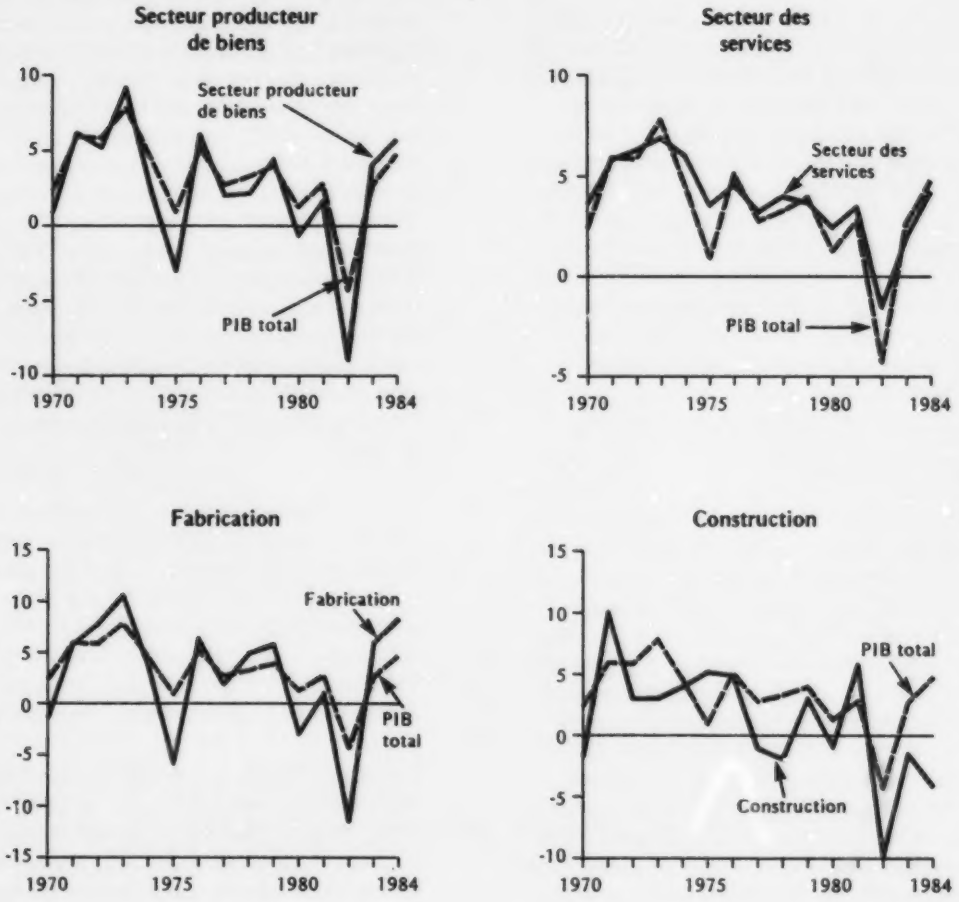
- En raison d'un été torride en 1983 (dont avait surtout souffert le Manitoba) et d'une sécheresse considérable en 1984 (qui avait particulièrement touché le sud de la Saskatchewan et de l'Alberta), la production agricole a fléchi au cours de chacune de ces années. La production piscicole a reculé pour une troisième année consécutive en 1984. La baisse des prix, le niveau élevé des stocks et les grèves des chalutiers et des pêcheurs de pétoncles ont contribué à la réduction des approvisionnements.

- Compte tenu du cycle économique global en général et d'une évolution propre au secteur du logement tant au Canada qu'aux États-Unis, la production de l'industrie forestière s'est fortement accrue au cours des trois premiers trimestres de 1983, mais sa croissance a enregistré des fluctuations prononcées pendant les cinq trimestres suivants. La production de bois de construction a continué de croître en 1984, mais plus lentement qu'en 1983, en raison de l'existence d'une offre excédentaire sur le marché nord-américain, laquelle a entraîné un recul des prix. La production de papier journal s'est redressée à la suite de la forte demande américaine et malgré le déclenchement d'un conflit de travail au début de 1984.

- Dans l'industrie minière, la production a fortement augmenté en 1984, quoique en général à un rythme moindre qu'en 1983. La croissance s'est généralement étendue à tous les secteurs, mais la production de minerais non métalliques a été particulièrement intensive en 1984, ce qui était attribuable à une importante augmentation de la production de la potasse.

- La progression de la production dans le secteur manufacturier s'est encore accélérée en 1984, de sorte que son redressement cumulatif au cours de la période des deux années est l'un des plus spectaculaires jamais enregistré dans la période de l'après-guerre. Dans l'ensemble, la croissance des industries de biens durables, relativement généralisée en 1984, a été dominée par l'industrie automobile, malgré le déclenchement d'une grève dans ce secteur vers la fin de l'année. En raison du déclin de la construction résidentielle, toutefois, la croissance des industries liées au logement, comme celles des produits du bois, du mobilier et des appareils de radio et de télévision, a fortement ralenti, tandis que la production de l'industrie des gros appareils électriques a fléchi. Les industries de biens non durables ont également connu soit une croissance plus lente qu'en 1983, soit un fléchissement de l'activité. Dans l'industrie du papier et des activités annexes, des arrêts de travail au

Graphique 4.2
Croissance du PIB réel et composantes choisies
(Variation procentuelle annualisée)



Source: Statistique canada, *Produit intérieur brut par industrie*, n° cat. 61-213, publ. mens.

premier trimestre de 1984 ont eu une incidence négative sur l'accroissement de la production pour l'ensemble de l'année.

- Dans le secteur de la construction, l'activité a fléchi pour la troisième année consécutive en 1984. La construction résidentielle a enregistré une plus forte baisse que le secteur non résidentiel.

- En raison de l'intensification de l'activité industrielle, de températures inférieures à la moyenne et de la vigueur de la demande d'exportation, le secteur des services d'utilité publique a continué d'afficher une forte croissance en 1984, quoiqu'à un rythme légèrement moindre qu'en 1983.

- Dans le secteur des transports, de l'entreposage et des communications, la croissance a également été généralisée en 1984. Les transports par chemin de fer en particulier ont fortement augmenté à la suite d'accroissements importants des expéditions de véhicules

automobiles, de produits forestiers, de charbon, de métaux et de produits minéraux non métalliques.

- Parmi les autres industries de services, la croissance annuelle de la production du commerce et des services socio-culturels, commerciaux et personnels a été vigoureuse en 1984 et s'est établie à un taux bien supérieur à celui de 1983. Les hausses ont été généralisées parmi les diverses catégories de commerce, tout en s'avérant particulièrement fortes dans le cas des services fournis à la direction des entreprises et aux secteurs du divertissement et des loisirs. Dans le secteur de la finance, de l'assurance et de l'immobilier, le recul de la production des institutions financières et des compagnies d'assurance a limité l'expansion de ce secteur, quoique celle-ci était encore légèrement plus élevée qu'en 1983. Pour la deuxième année consécutive, la production réelle du secteur de l'administration publique n'a enregistré qu'une légère hausse en 1984, reflétant ainsi la poursuite des programmes de restriction des dépenses publiques.

4.2 Secteur des particuliers

En considérant les moyennes annuelles, la croissance du revenu réel disponible, au ralenti en 1983, et une diminution du taux d'épargne ont entraîné en 1984 une plus forte progression des dépenses de consommation qu'en 1983 (tableau 2.1). Toutefois, on comprend mieux l'évolution en 1984 si l'on compare la situation en fin d'année avec celle qui prévalait au début de l'année. En se basant sur cette comparaison, la croissance des dépenses de consommation a considérablement ralenti en 1984, comparativement à 1983, et ce malgré une forte accélération du revenu réel disponible, car le taux d'épargne n'a pas fléchi autant qu'en 1983 (tableau 2.2). Le ralentissement de la croissance des dépenses de consommation était évident dans la plupart des grands secteurs, ainsi que l'indique le tableau 2.2. Il est probable que le taux d'épargne n'a pas fléchi sensiblement en 1984 pour les raisons suivantes: les majorations des taux d'intérêt réels et des taux hypothécaires, qui ont freiné les dépenses de consommation et encouragé le remboursement accéléré des hypothèques, et la persistance d'un fort taux d'épargne par mesure de précaution en raison du niveau élevé du taux de chômage. Comme le ralentissement de la progression de la DNB réelle a été plus important que celui des dépenses de consommation, la contribution de ces dernières à la croissance économique a augmenté au cours de la deuxième année de la reprise de 1983-1984, comparativement à la première année (tableaux 2.2 et 2.3).

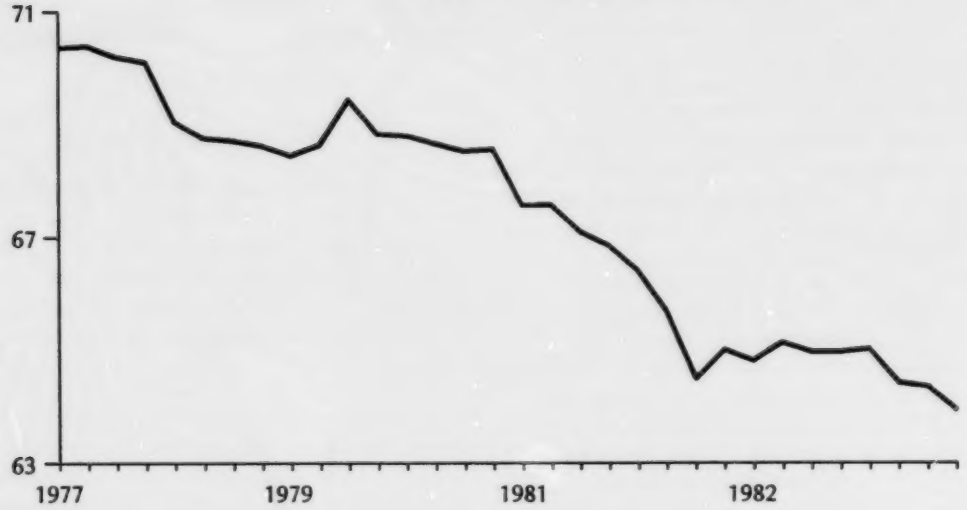
Croissance du revenu des particuliers

En 1984, la croissance du revenu des particuliers a été plus élevée qu'en 1983; la plus forte progression des revenus de placements des particuliers et des paiements de transfert des administrations publiques a tué dans l'oeuf la moindre progression du revenu du travail et du revenu net des entreprises non agricoles et non constituées en société de capitaux. Ainsi, le revenu personnel disponible réel a progressé plus vite en 1984 qu'en 1983 car le taux d'inflation a également fléchi. Malgré cette évolution favorable, l'accroissement cumulatif du revenu réel disponible des particuliers au cours des deux années de la reprise actuelle n'a été que de moitié inférieur à celui de la reprise moyenne de l'après-guerre.

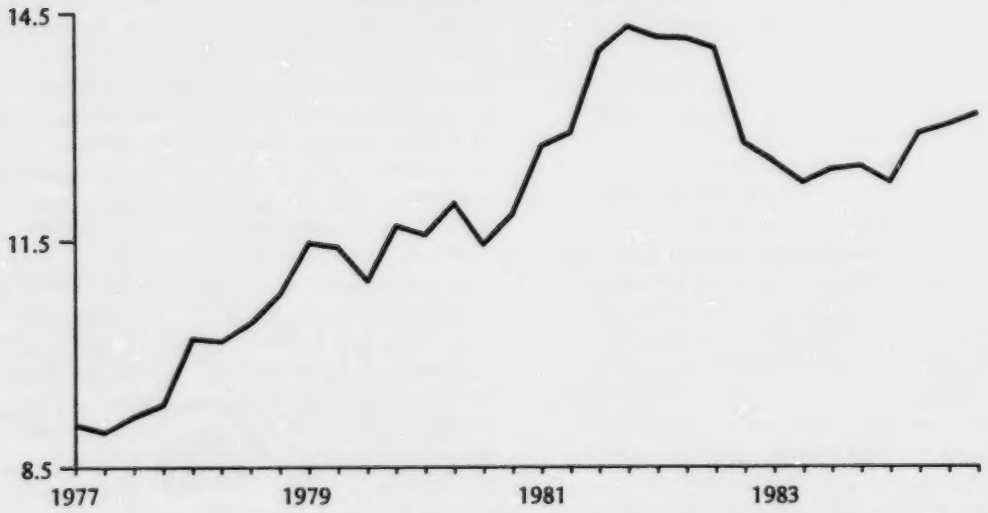
La progression des revenus de placements des particuliers a été plus rapide en 1984 qu'en 1983 car les taux d'intérêt étaient, en moyenne, plus élevés en 1984 qu'en 1983 où ils avaient enregistré de fortes baisses. La hausse des revenus d'intérêt en 1984 a toutefois été partiellement neutralisée par une diminution des paiements de dividendes. Le taux de croissance des paiements de transfert des administrations publiques aux particuliers s'est surtout accéléré par suite de l'élévation du niveau de chômage en 1984, lui-même responsable de l'augmentation des prestations d'assurance-chômage. La croissance du revenu du travail a diminué en 1984 en raison d'un ralentissement de la croissance de l'emploi (tableau 2.2). La progression ralentie du revenu net des entreprises non agricoles et non constituées en société de capitaux n'était pas étranger au ralentissement prononcé des bénéfices des sociétés. En raison de tous ces facteurs, la part du revenu des particuliers représentée par les gains provenant du travail a de nouveau fléchi en 1984, et celle des revenus de placements a augmenté (graphique 4.3).

Graphique 4.3
Parts du revenu personnel

a) Part du revenu du travail dans le revenu personnel



b) Part du revenu d'investissement dans le revenu personnel



Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, n° cat. 13-001, publ. trim.

4.3 Secteur de la construction résidentielle

Le marché du logement a été marqué par trois grandes évolutions en 1984. Premièrement, les dépenses de construction résidentielle, de même que les dépenses de construction non résidentielle, ont été les seules composantes de la demande globale à fléchir en 1984 considérant la moyenne annuelle (tableau 2.1). Deuxièmement, la faiblesse du marché du logement en 1984 s'est surtout manifestée au niveau des dépenses de construction engendrées par les nouvelles habitations puisque la valeur réelle des dépenses en travaux de transformation, d'amélioration et de construction des chalets et des maisons mobiles n'a que légèrement baissé, contrairement aux commissions immobilières qui ont augmenté. Troisièmement, dans le secteur du logement neuf, le nombre de mises en chantier d'habitations multiples était de 30 000 environ inférieur à celui des mises en chantier de maisons unifamiliales en 1984, ce qui diffère de la situation des dix dernières années où le nombre de mises en chantier de logements unifamiliaux et multifamiliaux était approximativement égal. Le recul relativement moindre de la construction d'habitations unifamiliales en 1984 est dû au fait que le taux de vacance de ce type de logement était extrêmement bas, ce qui a eu un effet stabilisateur sur ce segment du marché. Le graphique 4.4 présente certains ratios utiles qui montrent que l'évolution de la situation en 1984 faisait suite aux tendances récentes du marché du logement.

Trois facteurs expliquent le recul de la construction de logements neufs en 1984. Premièrement, les taux hypothécaires ont augmenté pendant la majeure partie de l'année dernière avant de fléchir vers la fin de l'année. Deuxièmement, les entreprises de construction domiciliaire ont encore connu une dégradation de leur rentabilité en 1984, comme ce fut le cas ces dernières années, car les hausses de prix des logements n'ont pas suivi celles des coûts de construction (tableau 4.1). Troisièmement, les mises en chantier ont fléchi en 1984 après avoir temporairement rebondi en 1983 à la suite de l'expiration du Programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété. De plus, plusieurs autres programmes de moindre envergure se sont terminés à la fin de 1984. Au nombre de ceux-ci figuraient le Programme canadien de construction de logements locatifs qui accordait des prêts sans intérêts pendant 15 ans aux entrepreneurs admissibles pour la construction de logements locatifs; la disposition prévoyant la possibilité de déduire du revenu imposable, en un seul total, la somme nécessaire pour porter à $10,000 les contributions à un Régime enregistré d'épargne-logement; et le programme Corvée-Habitation du gouvernement québécois.

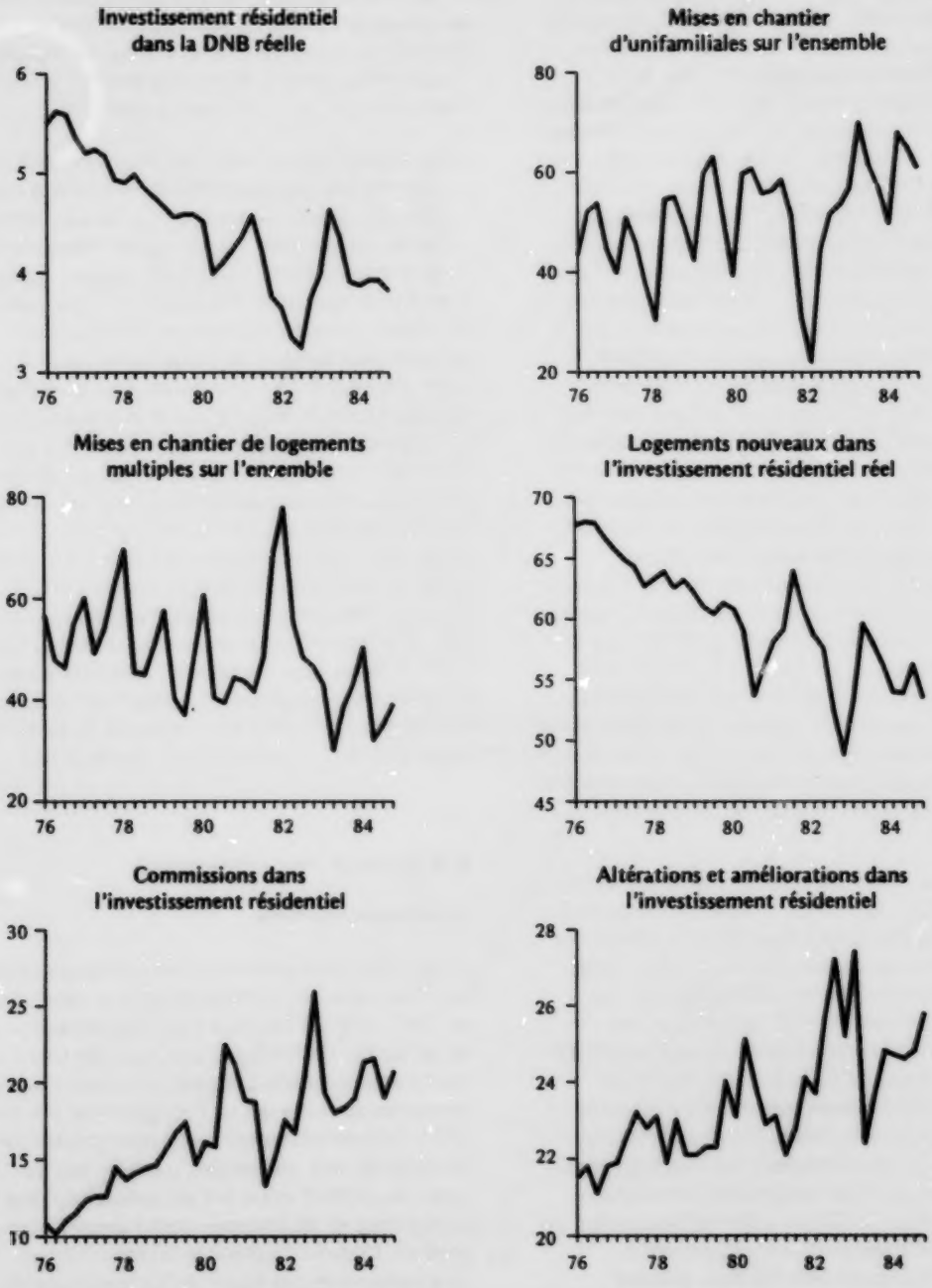
Comparativement à l'affaiblissement important du marché des logements neufs, la stabilité relative des dépenses consacrées aux améliorations domiciliaires en 1984 a continué de refléter le jeu de plusieurs facteurs: le réaménagement urbain; la faiblesse des coûts d'amélioration des maisons existantes comparativement à ceux qu'il faut engager pour acheter des logements neufs à l'aide d'hypothèques plus coûteuses; le vieillissement du stock de logements; et le nombre réduit de logements neufs disponibles. En ce qui concerne les commissions immobilières, qui ont progressé en 1984, le marché de la revente, quoique toujours sensible aux variations des taux d'intérêt et des prix, l'est moins que celui des logements neufs car les transactions sont souvent effectuées par des propriétaires de maisons qui vendent un logement pour en acheter un autre. En outre, le faible taux de vacance des habitations unifamiliales a constitué un facteur positif sur ce marché, tout comme il a contribué à stabiliser les mises en chantier de logements unifamiliaux.

4.4 Secteur des entreprises

Investissements fixes

Le fléchissement prononcé des investissements fixes réels des entreprises pendant la récession de 1981-1982 et les deux premiers trimestres de la reprise de 1983 n'a été suivi que par une légère augmentation cumulative au cours des six trimestres suivants qui se sont terminés à la fin de 1984. Comparativement aux cycles passés de l'investissement, les baisses enregistrées au cours du présent cycle ont été beaucoup plus prononcées et les hausses pratiquement négligeables. Comme l'indique le tableau 2.2, les investissements ont fléchi de 8.6 pour cent durant la présente reprise, comparativement à un gain antérieur moyen de 6.2 pour cent. À la fin de 1984, les dépenses d'investissement étaient

Graphique 4.4
Comportement de l'investissement résidentiel
(Parts en pourcentage)



Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, n° cat. 13-001, publ. trim.; *Logements mis en chantier et parachevés*, n° cat. 64-002, publ. mens.

encore de 20 pour cent inférieures au niveau record atteint à la fin de 1981.

Origines de la faiblesse de l'investissement

Trois principaux facteurs expliquent la faiblesse actuelle de l'investissement au Canada: la persistance d'une capacité excédentaire; la fragilité de la situation financière des sociétés canadiennes; et, à la suite de l'évolution des prix du pétrole et des ressources naturelles sur les marchés internationaux, le recul des investissements dans le secteur énergétique.

Premièrement, la capacité excédentaire résulte de la vigueur de l'investissement avant la récession. Ce problème s'est aggravé en raison de la forte diminution de la production réelle pendant la récession. En conséquence, le taux d'utilisation de la capacité dans l'industrie manufacturière (mesure utilisée par la Banque du Canada) est tombé à un niveau plancher de 69 pour cent au quatrième trimestre de 1982. Le redressement de l'utilisation de la capacité a été lent, puisqu'on évalue son taux de remontée à 81.6 pour cent au deuxième trimestre de 1984. Comparativement, durant l'après-guerre, le taux minimum d'utilisation de la capacité qui déclenchait une croissance *soutenue* de l'investissement après une baisse n'a jamais été inférieur à 82.2 pour cent.

Deuxièmement, afin de financer l'expansion de l'investissement au cours de la période antérieure à la récession, les entreprises ont abondamment recouru au financement par emprunts plutôt qu'au financement par actions en raison du faible niveau des taux d'intérêt réels après impôt dans un contexte inflationniste. La majorité de ces emprunts se présentaient sous forme de dettes flottantes ou à court terme, ce qui a entraîné une augmentation importante des paiements d'intérêt lorsque les taux d'intérêt réels ont atteint des niveaux records, de sorte qu'une proportion croissante des revenus devait être consacrée au paiement des frais d'intérêt. Le fléchissement des bénéfices pendant la récession a aggravé encore plus la position des sociétés en matière de liquidités (tableau 4.2). Comme les taux d'utilisation de la capacité sont demeurés faibles durant les premiers mois de la reprise, les entreprises ont décidé de redresser leur situation financière, en particulier au niveau de la liquidité et du levier financier, au lieu de consacrer les fonds dont elles disposaient à l'investissement.

Troisièmement, la faiblesse de l'investissement fixe en 1984 était évidente dans le secteur énergétique où l'investissement avait fléchi de 6.4 pour cent cette même année (en dollars nominaux), après avoir enregistré une baisse beaucoup plus importante de 14.7 pour cent en 1983 (tableau 4.3). Les investissements non énergétiques ont progressé de 6.1 pour cent en 1984. (Il n'existe pas de ventilation sectorielle de l'investissement en dollars constants.)

Investissements énergétiques et non énergétiques

Dans le secteur énergétique, l'investissement a énormément fléchi dans les industries de l'énergie électrique et des produits du pétrole et du charbon. Ces fortes baisses n'ont été que partiellement compensées par le redressement des investissements en pipelines, lesquels ont progressé de 7.4 pour cent en 1984 après s'être repliés de 66.9 pour cent en 1983. Après avoir ralenti en 1983, l'investissement a également augmenté dans les industries de l'extraction du pétrole et du gaz, et de la distribution du gaz. L'investissement a progressé de 6.1 pour cent en termes nominaux dans le secteur non énergétique en 1984. Il s'agissait d'une amélioration sensible si l'on considère qu'il avait baissé de 8.8 pour cent en 1983; le redressement était cependant faible puisque les investissements dans le secteur non énergétique avaient progressé au rythme annuel moyen de 16 pour cent entre 1972 et 1980. Dans le secteur non énergétique, la croissance de l'investissement dans les industries de services (9.3 pour cent) a dépassé celle des industries de biens (2.8 pour cent). Dans l'industrie forestière, l'investissement s'est fortement accru, progressant de 31.5 pour cent, après avoir faiblement augmenté en 1983. Dans les industries manufacturières non énergétiques, il s'est redressé en 1984 et a avancé de 6.7 pour cent après avoir enregistré une baisse annuelle moyenne de 17.8 pour cent en 1982 et en 1983. Dans l'agriculture et la pêche, l'investissement a légèrement augmenté mais a affiché une forte progression dans les secteurs des services socioculturels, commerciaux et personnel, et dans celui du commerce. Dans l'industrie de la construction et le secteur minier, il a continué de fléchir pour la troisième année consécutive.

Construction non résidentielle et dépenses en machines et équipement

Comparativement à la croissance tendancielle de la part de la construction non résidentielle dans l'investissement total entre 1977 et 1982 (graphique 4.5a), les investissements en machines et équipement ont moins fléchi (3.2 pour cent) que ceux de la construction non résidentielle (14.3 pour cent) pendant la présente reprise. Cette faiblesse relative des dépenses de construction non résidentielle s'est manifestée tant en 1983 qu'en 1984, une forte diminution ayant été enregistrée en 1983, suivie d'une autre baisse, légère cette fois, en 1984. Comparativement, les investissements en machines et équipement ont affiché une progression de 1 pour cent en 1984, après avoir fléchi de 4.1 pour cent en 1983 (tableau 2.2).

Stocks

La réduction du taux d'épuisement des stocks a été le principal facteur à l'origine du redressement de la production au début de 1983 (tableau 2.3). Alors que la reprise économique gagnait en vigueur, la contribution de la variation des stocks a été légèrement négative en 1984. Au cours des deux années de la présente reprise, les stocks ont contribué pour $4.9 milliards à la production réelle, comparativement à une contribution négative de $695 millions pendant la reprise moyenne de l'après-guerre (tableau 2.2), ce qui était surtout destiné à compenser l'important écoulement des stocks qui s'était produit pendant la récession de 1981-1982.

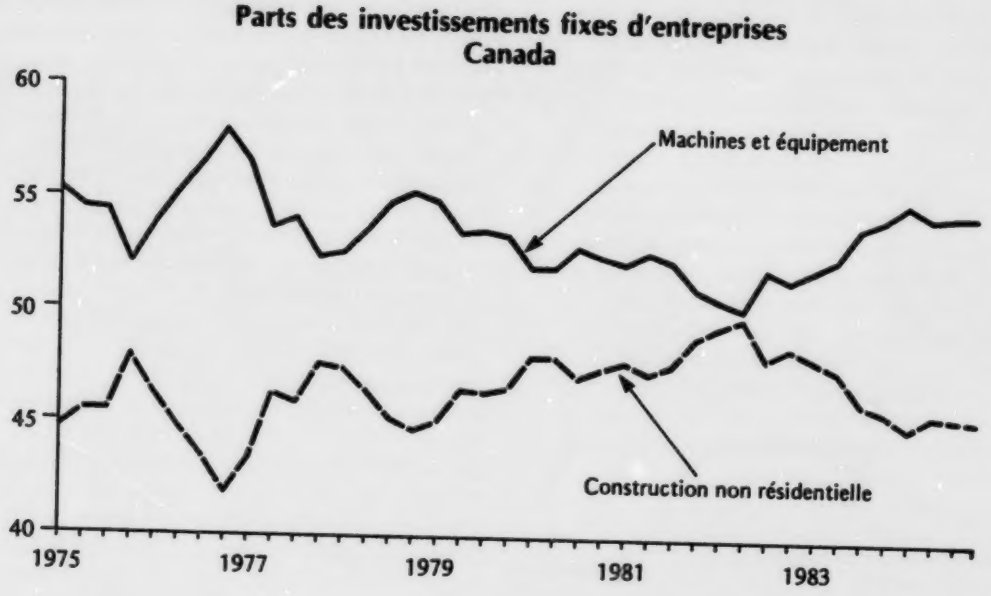
La reprise actuelle de l'économie canadienne a été dominée par le cycle des stocks, mais cette domination ne se reflétait toutefois pas dans le ratio des stocks aux ventes. Ce dernier est tombé à 0.77 en 1984, alors qu'il atteignait 0.80 en 1983 (tableau 2.1). Cette contradiction apparente s'explique par le fait que le ralentissement du taux d'*écoulement* des stocks contribue à la croissance de la production, mais réduit quand même le *volume* des stocks. L'hésitation des entreprises à détenir des stocks d'un volume équivalent aux niveaux antérieurs peut s'expliquer par les raisons suivantes: les entreprises se montraient prudentes après avoir fait l'expérience de la suraccumulation des stocks pendant la récession; les taux d'intérêt demeuraient élevés, ce qui avait pour effet d'accroître le coût de détention des stocks; en raison de la baisse anticipée de l'inflation, il était moins avantageux d'accumuler des stocks et les méthodes de contrôle des inventaires se perfectionnaient sans cesse, ce qui est dans une large mesure attribuable aux progrès rapides de l'informatique.

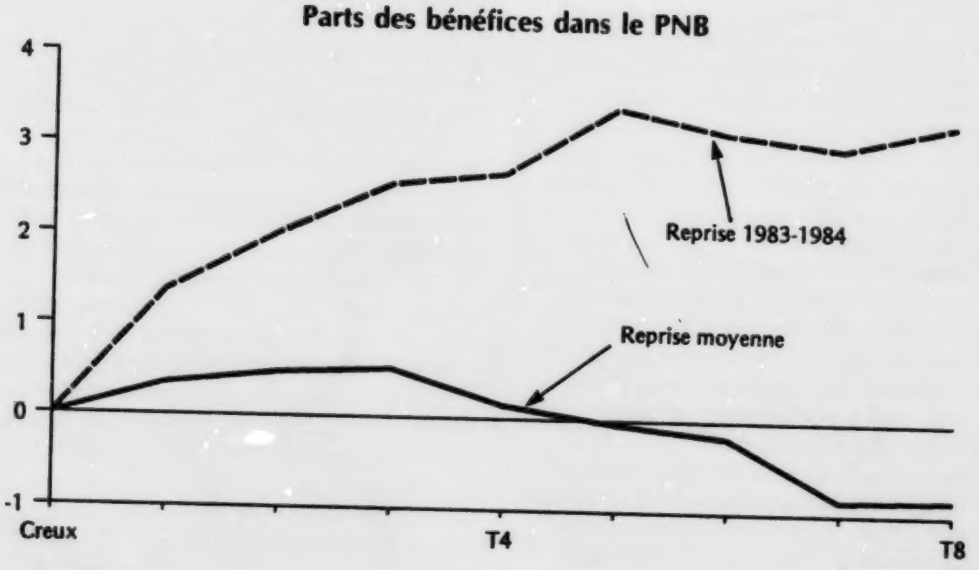
Bénéfices et rentabilité des sociétés

Le redressement des bénéfices avant impôt des sociétés, qui s'est manifesté de façon spectaculaire en 1983, s'est poursuivi en 1984, mais à un rythme beaucoup plus lent. Au premier trimestre de 1984 les bénéfices avant impôt, selon les Comptes nationaux, avaient dépassé leur sommet d'avant la récession. Tant en valeur absolue qu'en proportion du Produit national brut (PNB), les bénéfices ont davantage progressé au cours de la présente reprise que pendant les reprises antérieures (tableau 2.2 et graphique 4.5b). En contrepartie de cette hausse de la part des bénéfices, la part du PNB représentée par le travail a fléchi. Toutefois, en raison de l'ampleur des baisses enregistrées pendant la récession, la part du PNB représentée par les bénéfices, qui s'est établie à 9.4 pour cent en 1984, était encore très inférieure à la moyenne de 11.4 pour cent enregistrée pendant les années 1970 (tableau 2.1); en contrepartie de cette baisse de la part des bénéfices, la part du PNB représentée par les revenus de placements a augmenté de façon marquée en raison du niveau récemment élevé des taux d'intérêt.

Les marges bénéficiaires avant impôt (bénéfices avant impôt/ventes) des sociétés industrielles (tant grandes que petites) est passée de 5.7 pour cent au quatrième trimestre de 1983 à 5.9 pour cent au troisième trimestre de 1984. Les marges bénéficiaires se sont considérablement redressées depuis la récession, époque où elles étaient tombées à un niveau plancher de 3.5 pour cent au deuxième trimestre de 1982. Si l'on considère uniquement les grandes sociétés industrielles, les marges bénéficiaires affichent une évolution semblable, passant d'un creux de 4.2 pour cent au deuxième trimestre de 1982 à 7.5 pour cent au troisième trimestre de 1984, et à un niveau moyen de 7.4 pour cent en 1984 (tableau 4.2).

Graphique 4.5(1)





(1) Variations procentuelles cumulatives, 100 ou zéro représentant le creux.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, n° cat. 13-001, publ. trim.

4.5 La balance des paiements

Le surplus du compte courant de la balance des paiements du Canada a atteint un autre record en 1984, témoignant ainsi de la vigueur de la balance commerciale. Tant les exportations que les importations ont affiché des hausses sensiblement supérieures à la moyenne à ce stade du cycle économique. Les entrées de capitaux à long terme au Canada se sont également raffermies. Malgré cette évolution favorable, le dollar canadien a été soumis à de fortes pressions à la baisse par rapport à la devise américaine au cours de la première moitié de 1984, ce qui a eu pour effet de réduire le niveau des réserves. Le dollar canadien a gagné du terrain par rapport à la plupart des autres grandes devises, poursuivant ainsi la tendance qui était apparue au milieu de 1980.

Facteurs à l'origine de la vigueur du surplus commercial

Le volume des exportations de marchandises a progressé de 22.2 pour cent en 1984 et les importations de 19.1 pour cent (tableau 4.4). Les termes de l'échange ont fléchi de 3.7 pour cent en 1984, les prix des exportations des ressources canadiennes demeurant particulièrement bas sur les marchés internationaux. Malgré une vive croissance économique dans la zone de l'OCDE, les prix des produits sont demeurés faibles en raison du niveau élevé des taux d'intérêt réels, de la chute des prix du pétrole et d'un accroissement sensible de l'offre de certains métaux et minéraux en provenance de producteurs à bas coûts du Tiers-Monde. Le surplus commercial s'est accru de $3.1 milliards à $28.1 milliards en 1984, la hausse des exportations ($21.7 milliards) ayant plus que neutralisé celle des importations ($18.6 milliards). Le redressement de la balance commerciale, totalisant $20.8 milliards, reflétait une augmentation de $5.8 milliards de l'excédent avec les États-Unis et en une réduction de $2.7 milliards du surplus avec les autres pays (tableau 4.5). Comme l'indiquent les tableaux 2.1 et 2.2 et le graphique 2.1, les importations et les exportations ont progressé à un rythme sans précédent au cours de la reprise.

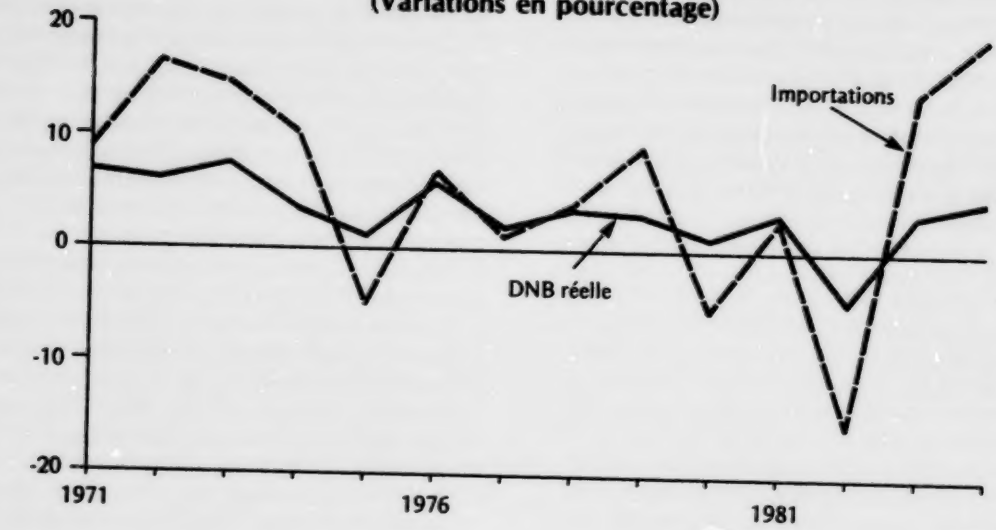
Un certain nombre de facteurs a contribué aux augmentations sensibles des échanges commerciaux et au maintien d'un excédent commercial élevé. Au nombre de ceux-ci figurent: le taux de croissance supérieur à la moyenne de la production tant aux États-Unis qu'au Canada durant la présente reprise; les fluctuations conjoncturelles normales des échanges commerciaux; l'amélioration de la position concurrentielle du Canada; et certains facteurs spéciaux liés au fléchissement des prix mondiaux de l'énergie, au pacte de l'automobile et aux échanges de produits de haute technologie. Le ralentissement plus prononcé du taux d'inflation et des coûts unitaires de main-d'œuvre au Canada par rapport à ses partenaires commerciaux, et la dépréciation de la devise canadienne selon un indice pondéré ont contribué à renforcer la position concurrentielle du pays. La réduction du surplus commercial avec les autres pays que les États-Unis reflète le jeu de divers facteurs, notamment: une croissance relativement plus forte au Canada qui a entraîné une remontée importante des importations; les difficultés financières auxquelles sont confrontés plusieurs pays du Tiers-Monde qui ont eu une incidence négative sur les exportations canadiennes; et la vigueur de la devise canadienne par rapport aux monnaies de la plupart de ces pays.

Tel que mentionné ci-dessus, la reprise canadienne actuelle est légèrement plus vigoureuse que ne l'ont été en moyenne les reprises antérieures de l'après-guerre. Cela explique en partie l'accroissement supérieur à la moyenne des importations canadiennes. La reprise actuellement en cours aux États-Unis est par ailleurs sensiblement plus forte que cela ne fut le cas en moyenne dans le passé, ce qui explique en partie la vigueur des exportations canadiennes, tant par rapport à leur tenue dans le passé que par rapport aux importations. Toutefois, comme l'indique le graphique 4.6, la vigueur des gains de production n'explique pas entièrement celle des échanges commerciaux, les importations ayant progressé à un rythme sensiblement plus élevé que la DNB au Canada et les exportations ayant crû plus rapidement que la DNB aux États-Unis.

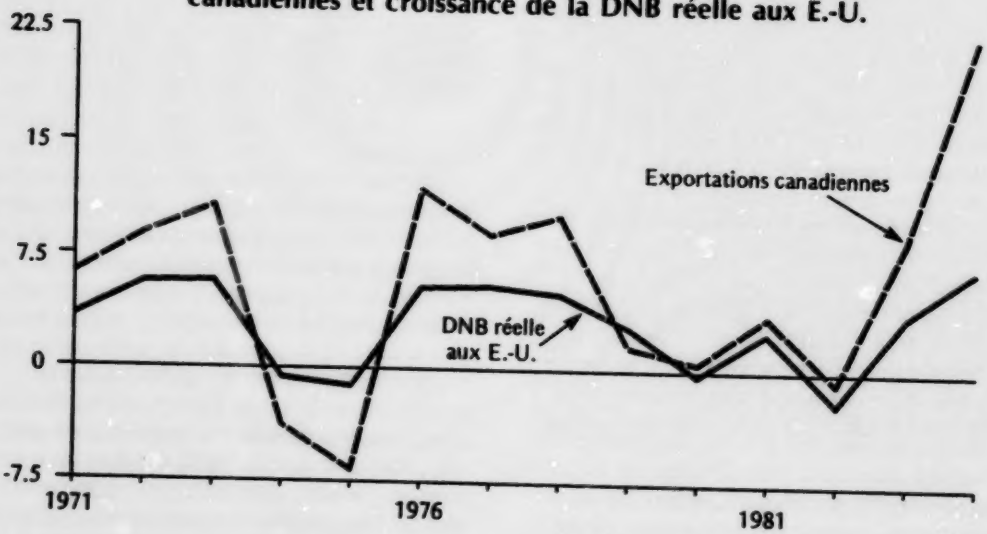
Les diverses catégories de produits ont enregistré une forte croissance (tableau 4.5). À l'exception de deux groupes, les automobiles et les machines et équipement, les variations des échanges commerciaux des divers sous-groupes peuvent être imputables aux fluctuations conjoncturelles plus prononcées depuis 1981 que

Graphique 4.6

Mouvements de la DNB canadienne réelle et des importations réelles de marchandises (Variations en pourcentage)



Mouvements des exportations réelles de marchandises canadiennes et croissance de la DNB réelle aux E.-U.



Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, n° cat. 13-001, publ. trim.; Département du commerce des E.-U., *Survey of Current Business*, publ. mens.

pendant la période immédiate précédente. Les exportations canadiennes de biens, tels le bois de construction, les pâtes et papiers, les matières brutes et les métaux et minéraux, ont dépassé leur niveau de 1980 ou de 1981, et ce dans des proportions qui étaient généralement compatibles avec la vigueur de l'économie américaine. En outre, les exportations canadiennes de matériaux de construction et de machines et équipement ont également progressé rapidement en raison de la vigueur exceptionnelle de la formation de capital aux États-Unis pendant la présente expansion.

Conformément à la tendance qui était apparue en 1983, les échanges de véhicules et pièces automobiles sont demeurés vigoureux en 1984. Ainsi, les ventes américaines de véhicules automobiles ont progressé de 18 pour cent, tandis que les exportations canadiennes de produits de l'automobile à destination des États-Unis se sont accrues de 36.8 pour cent, correction faite de l'inflation. Le ralentissement des hausses de prix de l'énergie, qui s'était amorcé en 1983, a incité les consommateurs américains à continuer de se détourner des petites automobiles pour privilégier les grosses voitures plus coûteuses. Comme un pourcentage élevé de la capacité canadienne de production automobile est consacré aux grosses voitures, cette évolution structurelle de la demande américaine a constitué le principal facteur à l'origine de la forte poussée des exportations canadiennes. Les importations d'automobiles ont également connu une hausse sensible en 1984, ce qui reflète tant la croissance de la demande canadienne d'automobiles que l'effet du Pacte canado-américain de l'automobile liant directement les importations canadiennes aux exportations. Malgré la progression des importations, les échanges de véhicules automobiles ont atteint un surplus record de $3.7 milliards en 1984. Diverses modifications sur les échanges d'automobiles peuvent avoir, et de fait ont eu, une incidence assez spectaculaire sur la balance commerciale pendant la reprise actuelle.

La structure des importations canadiennes de machines et équipement a subi certaines modifications à partir de 1983. Ces importations se sont intensifiées en 1984. Au cours des deux dernières années de la reprise, les investissements en machines et équipement ont fléchi de 3 pour cent tandis que le volume des importations de machines a progressé de 23.6 pour cent. Bien que ce phénomène ait été particulièrement marqué pendant la reprise en cours, les données du tableau 4.6 indiquent que les parts des dépenses en machines et équipement représentées par les importations, en chiffres réels et nominaux, se sont orientées à la hausse. Le tableau 4.6 établit également une distinction entre les importations de machines et d'équipement, les classant en produits de haute technologie ou en «autres» composantes. Les importations de produits de haute technologie comprennent le matériel de bureau, essentiellement des ordinateurs, et l'équipement de télécommunications. Les données montrent clairement que le ratio entre les importations de haute technologie et les investissements nationaux totaux a quasiment triplé en termes réels entre 1971 et 1984. Au cours de la même période, la part des importations représentée par les autres machines a reculé. Comme un pourcentage élevé de l'équipement canadien de haute technologie est importé, ces modifications de la composition des importations ont relevé le ratio global des importations aux investissements d'équipement. La croissance des échanges de produits de haute technologie ne s'est pas limitée aux seules importations; les exportations canadiennes de ce type de produit sont également enregistré une forte progression en 1983 et en 1984 (14,8% et 38,6% respectivement au cours de ces deux années), ce qui témoigne en grande partie de la vigoureuse expansion des investissements en machines et équipement aux É.-U.

Le tableau 4.6 montre également que la part de la valeur des importations totales représentée par les importations d'équipement a progressé plus lentement que le volume des importations. Parmi les deux sous-catégories, la part des importations de produits de haute technologie a avancé moins vite tandis que celle de l'autre catégorie n'a que légèrement fléchi. L'écart entre les progressions de la valeur et du volume des importations est attribuable à la moindre croissance des prix des importations de produits de haute technologie et peut contribuer à expliquer pourquoi les importations de ces biens ont continué de s'accroître fortement alors que la compétitivité du Canada demeurait favorable. La croissance de la part des importations de produits de haute technologie est caractéristique d'une économie

qui passe d'une technologie traditionnelle à une technologie de pointe.

L'orientation en hausse des importations ne s'est pas limitée à celles des machines et de l'équipement. Le volume des importations de biens de consommation, à l'exclusion des automobiles, a progressé de 22.7 pour cent en 1984, soit à un taux beaucoup plus élevé que les dépenses personnelles en biens de consommation qui, elles, ont augmenté de 4.2 pour cent. En conséquence, la part des dépenses totales en biens de consommation représentée par les importations, automobiles exclues, a été supérieure à 9 pour cent, comparativement à moins de 8 pour cent en 1983. Le tableau 4.6 indique que le mouvement à la hausse, tant de la valeur que du volume, de la part des importations représentée par les biens de consommation s'est accéléré pendant les années 1980. Cette croissance a touché presque uniquement les importations en provenance de pays autres que les États-Unis et s'explique par la forte appréciation du dollar canadien par rapport aux devises des autres partenaires commerciaux du Canada, et par la croissance des biens de consommation électroniques provenant en grande partie d'outre-mer.

Flux internationaux au titre des services

Le déficit au titre des services a poursuivi son mouvement à la hausse pour s'élever à $19.7 milliards en 1984. Les paiements d'intérêt aux non-résidents représentent la principale composante de la dette des services, ce qui est très indicatif du haut niveau d'endettement du Canada à l'égard de l'étranger. Le déficit au titre des paiements nets d'intérêt, qui a augmenté d'environ $1 milliard en 1984, est passé à $9.4 milliards, la valeur de la devise canadienne ayant fléchi, les taux d'intérêt monté et l'endettement obligataire envers l'étranger augmenté.

Avant 1983, le déficit au titre des dividendes s'établissait en moyenne à $1.5 milliard, mais le ralentissement sensible des affaires au Canada, comparativement aux États-Unis, s'est davantage répercuté sur les paiements que les rentrées de dividendes de sorte que le déficit à ce titre est tombé à $600 millions en 1983. En 1984, il est revenu à un niveau plus normal de $1.9 milliard. Le déficit sur les déplacements n'a relativement pas changé en 1984; les recettes ont marqué une progression puisque les visiteurs américains au Canada ont profité de la dépréciation de la devise canadienne par rapport au dollar É.-U., mais les paiements ont également augmenté puisque le dollar canadien s'est raffermi par rapport aux autres devises. La catégorie autres services comprend divers flux de revenus, représentant des paiements d'intérêt à court terme, et le produit de diverses autres opérations sans but lucratif, comme celles des administrations publiques et les services rendus aux autres entreprises. Le déficit au titre des autres opérations sans but lucratif est demeuré relativement stable depuis 1981, s'établissant à $3 milliards. Le déficit au titre des revenus divers a augmenté de $641 millions à $2.9 milliards en 1984, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse des taux d'intérêt à court terme. Pour de plus amples précisions sur les flux internationaux au titre des services, voir le tableau de référence 66.

Flux financiers internationaux et taux de change

Les entrées nettes de capitaux à long terme ont atteint $3.4 milliards en 1984, ce qui représente une hausse de plus de $1 milliard par rapport à l'année précédente. Les investissements directs au Canada ont progressé à un rythme sans précédent, de même que les achats par des non-résidents de titres canadiens sur le marché secondaire. En ce qui concerne les sorties de capitaux, il convient de mentionner une hausse sensible des investissements directs à l'étranger, des achats de titres étrangers par des Canadiens, et des prêts à l'exportation financés par le gouvernement du Canada.

Ces dernières années, les prises de contrôle et les fusions, ainsi que d'autres opérations irrégulières, ont exercé une influence importante, et certaines années dominante, sur les flux d'investissements directs. Par exemple, en 1981 et en 1982, les investissements directs au Canada ont présenté un bilan négatif. L'année dernière, l'effet net de ces opérations a fortement diminué et les entrées enregistrées d'investissements directs au Canada ont sensiblement progressé. Les écarts des taux d'intérêt à long terme entre le Canada et les États-Unis se sont encore réduits pour l'ensemble de l'année, mais les nouvelles émissions nettes d'obligations canadiennes à l'étranger n'ont enregistré qu'une légère baisse. De plus, ce recul a été éclipsé par une forte hausse

des achats d'obligations libellées en dollars canadiens que des non-résidents ont pu effectuer sur les marchés secondaires, en particulier des investisseurs japonais.

Il semble que les incertitudes des investisseurs quant à l'orientation future des politiques financières au Canada et aux États-Unis aient été un facteur important à l'origine des sorties élevées de capitaux à court terme au cours de la première moitié de l'année. Durant cette période, les dépôts en devises détenus par des Canadiens à l'étranger ont fortement augmenté. Par ailleurs, les achats nets de bons du Trésor du gouvernement du Canada par des non-résidents se sont beaucoup plus manifestés au deuxième trimestre, alors que les pressions à la baisse du dollar canadien étaient parfois très senties. Pour l'ensemble de l'année, les mouvements enregistrés de capitaux à court terme se sont soldés par des sorties nettes de $1.2 milliard, ce qui représente un renversement de la tendance de l'année dernière où l'on avait enregistré des entrées nettes de $2.1 milliards l'année précédente. Le compte des opérations en capital pose davantage de problèmes d'enregistrement et de mesure que celui des opérations courantes. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'on considère généralement que le poste des erreurs et des omissions nettes de la balance des paiements reflète surtout des opérations non enregistrées de capitaux à court terme. En 1984, les erreurs et les omissions nettes ont représenté une sortie de capitaux de $5.2 milliards, soit légèrement moins qu'en 1983.

Le dollar canadien a été soumis à de fortes pressions à la baisse par rapport à la devise américaine à partir du début de mars (graphique 4.7), une indication des mouvements des capitaux à court terme (y compris ceux qui figurent dans le poste des erreurs et des omissions). Le dollar a touché un niveau plancher de $0.7486 É.-U. le 11 juillet et a terminé l'année à $0.7566 É.-U., soit une baisse de 5.8 pour cent par rapport à son cours de la fin de 1983. En considérant un indice pondéré des cours moyens du midi, le dollar canadien a perdu 3.4 pour cent par rapport aux devises du Groupe des dix; toutefois, il a gagné 3.4 pour cent sur ce même ensemble de devises, dollar américain exclu (graphique 4.7). Le dollar canadien a ainsi connu une quatrième année de hausse consécutive par rapport aux grandes devises des pays d'outre-mer.

Les réserves officielles du Canada ont chuté de $1 milliard É.-U. Alors qu'aucun retrait n'avait eu lieu en 1983 au titre des moyens de crédit de soutien que le Canada se réserve de concert avec des banques canadiennes et étrangères, il n'en a pas été de même en 1984 puisqu'on a dû reconstituer les réserves. À la fin de l'année toutefois, des dépôts ont rétabli la situation. Les emprunts et les remboursements des dettes à long terme en monnaies étrangères effectués dans le but d'administrer les réserves officielles du Canada ont eu pour effet de porter ces réserves nettes à $616 millions É.-U.

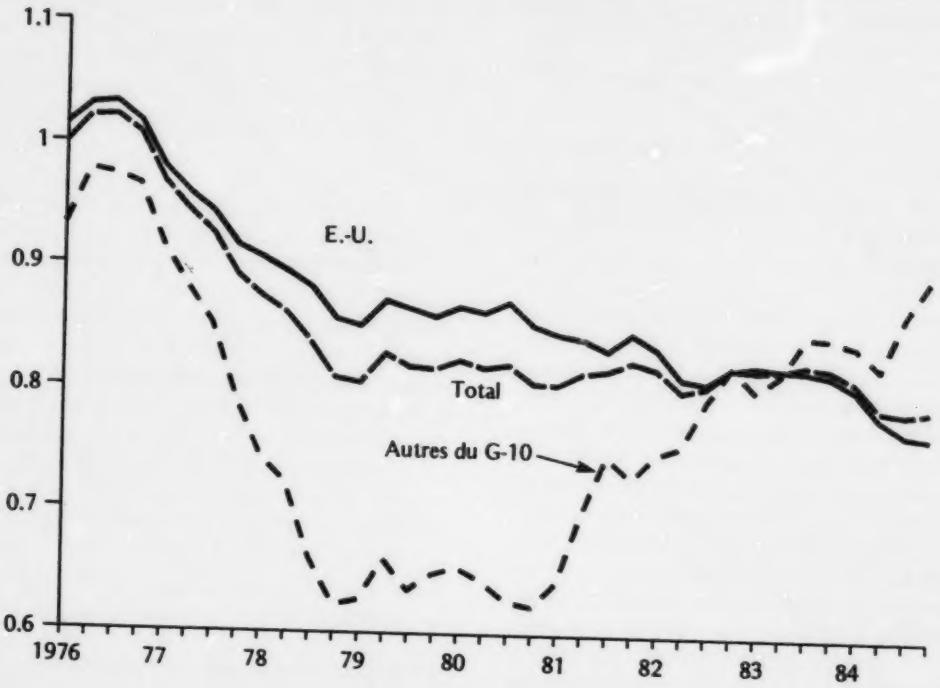
4.6 Marché du travail

Le marché du travail a continué de fournir le témoignage le plus éloquent de la gravité de la récession de 1981-1982. À la fin de l'année, le taux de chômage, qui s'établissait à 11 pour cent (tableau 4.7), se situait à environ 2 points de pourcentage au-delà du sommet atteint durant la récession. Cependant, il s'agissait là d'un taux encore beaucoup plus élevé que celui atteint durant la période suivant la fin de la guerre et précédant le début de la dernière récession. Le taux de chômage a très peu varié durant la deuxième année de la présente reprise, les importants gains de l'emploi ayant été neutralisés par des hausses aussi importantes de la population active.

Emploi

En 1984, l'emploi a enregistré une croissance supérieure à celle de la reprise moyenne de l'après-guerre (graphique 4.8a), ce qui concorde avec une hausse supérieure à la moyenne de la production à ce stade du cycle économique (graphique 2.1) et à un rythme moyen de la croissance de la productivité (graphique 4.8b). Malgré ce gain important, l'emploi n'a regagné son niveau antérieur à la récession qu'en juillet 1984 en raison de l'ampleur des pertes d'emploi subies pendant la récession. Au niveau régional, à la fin de 1984, l'emploi n'avait dépassé son sommet antérieur que dans la région de l'Atlantique (uniquement à cause des gains appréciables réalisés à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-

Graphique 4.7
Indices des cours du dollar canadien par rapport aux devises des pays du Groupe des Dix(1)
1971 = 100



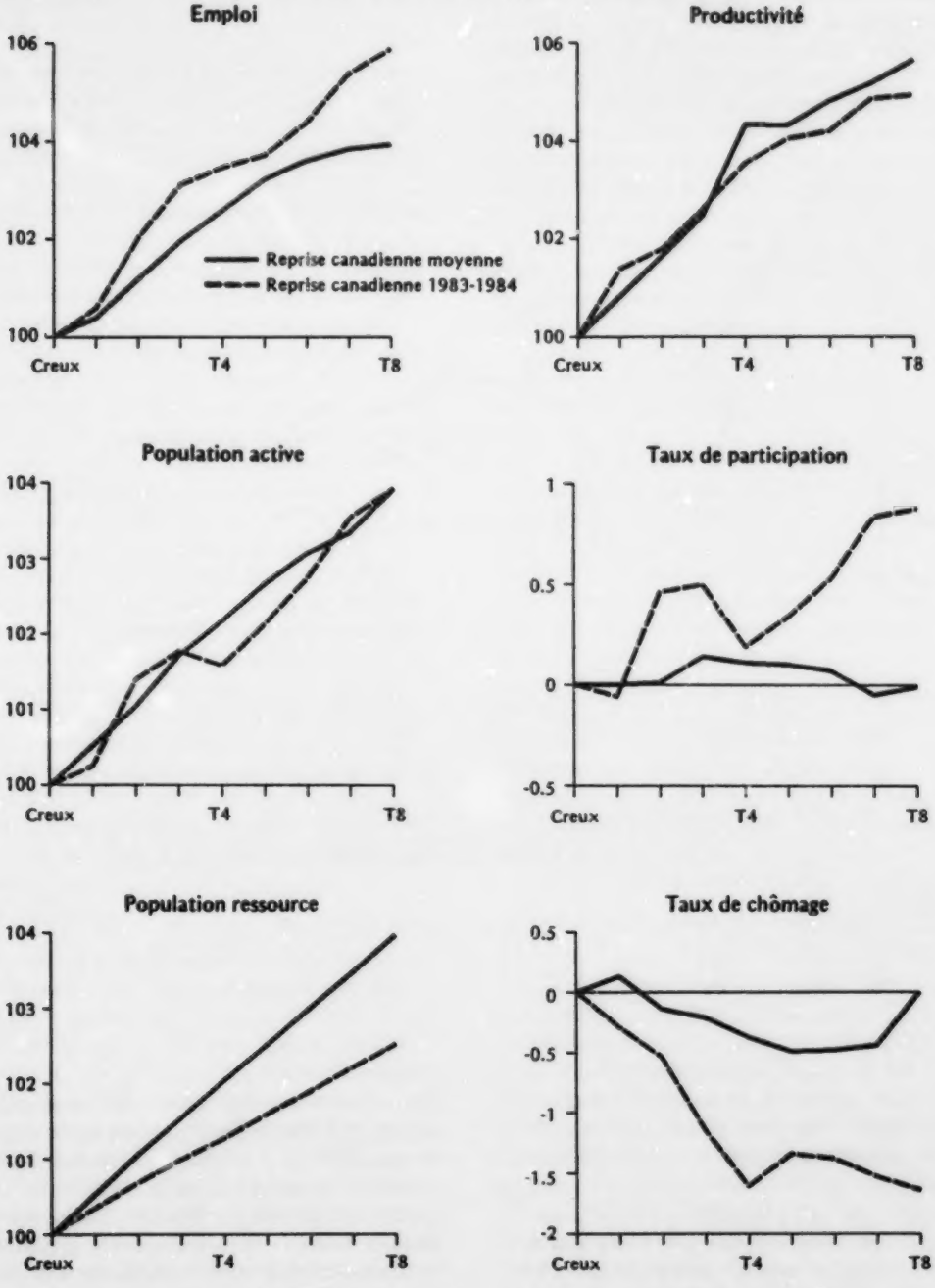
(1) Les diverses devises sont pondérées pour refléter la part de chaque pays dans le commerce extérieur du Canada entre 1977 et 1981. Le Groupe des Dix (G-10) comprend l'Allemagne, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, le Japon et la Suisse.

Source: Banque du Canada, *Revue*, publ. mens., et ministère des Finances.

Écosse) et en Ontario. C'est en Alberta et en Colombie-Britannique que l'emploi s'est le moins redressé. Le tableau 4.8 présente les variations de l'emploi par région.

Le secteur des services a continué d'être la principale source de croissance de l'emploi en 1984 (tableau 4.8) puisqu'il est à l'origine de 75 pour cent environ des gains totaux d'emploi entre décembre 1983 et décembre 1984, comparativement à 62 pour cent en 1983. À la fin de 1984, dans le secteur des services avait repris tous les emplois perdus pendant la récession et dépassait de près de 5 pour cent son niveau antérieur à la récession. Dans les industries de services, l'accroissement de l'emploi s'est concentré dans deux secteurs, celui du commerce, et celui des services socio-culturels, commerciaux et personnels. Dans le secteur des transports, des communications et des services d'utilité publique, l'emploi a continué de fléchir en 1984, comme il l'avait fait pour les deux années précédentes,

Graphique 4.8
Le marché du travail en périodes de reprise(1)



(1) Variation procentuelle cumulative ou absolue, 100 ou zéro représentant le creux.

Source: Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, n° 71-201, publ. annuelle.

malgré un accroissement relativement vigoureux de la production pour les deux années considérées. La progression de l'emploi a ralenti dans les industries de biens, en particulier dans le secteur manufacturier, et, à la fin de l'année, seulement 44 pour cent des emplois perdus pendant la récession avaient été regagnés. L'agriculture demeure la seule industrie de biens qui a affiché un recul absolu de l'emploi en 1984, tandis que la croissance de l'emploi dans les autres industries primaires et la construction s'est accélérée.

Les adultes ont représenté 89 pour cent des gains d'emploi en 1984 et, par voie de conséquence, les jeunes n'ont compté que pour 11 pour cent de ces gains. Les femmes adultes ont continué d'afficher la plus forte croissance en matière d'emploi parmi tous les groupes d'âge et de sexe, comme cela a été le cas pendant la majeure partie de la décennie. La forte progression de l'emploi des femmes reflète la croissance stable des industries de services qui engagent proportionnellement plus de femmes que les industries de biens marquées par une croissance plus lente. L'emploi des hommes adultes a progressé à un rythme de plus de la moitié inférieur à celui des femmes adultes.

L'emploi à plein temps a sensiblement augmenté en 1984, l'accroissement de 3 pour cent enregistré de décembre à décembre étant légèrement supérieur à celui de l'année précédente (tableau 4.8). Par ailleurs, l'emploi à temps partiel a fléchi en 1984, comparativement à une forte augmentation de 8.9 pour cent en 1983. Ce phénomène a contribué à freiner la forte tendance à la hausse, enregistrée depuis une décennie, dans la part du travail à temps partiel au chapitre de l'emploi global. En 1982 et 1983, ce fait est devenu encore plus évident avec le remplacement des emplois à temps plein par des emplois à temps partiels, compte tenu de la faiblesse de la demande. En 1984, de nombreux employeurs ont de nouveau transformé des emplois à temps partiel en emplois à plein temps en raison d'un raffermissement de la croissance économique. Toutefois, à la fin de l'année, l'emploi à plein temps était toujours de 1.4 pour cent inférieur à son niveau antérieur à la récession.

Les travailleurs non rémunérés ont joué un rôle croissant dans la création d'emplois au cours de la présente reprise puisqu'ils sont à l'origine de 23.2 pour cent de la progression totale de l'emploi en 1984 (tableaux 4.8 et 4.9). En 1984, la croissance totale des travailleurs non rémunérés s'est manifestée dans la catégorie des propriétaires d'entreprises non constituées en sociétés de capitaux sans travailleurs rémunérés, lesquels sont catalogués comme étant des «travailleurs à leur propre compte».

Population active

En raison des baisses antérieures du taux des naissances et de l'immigration, la croissance de la population en âge de travailler n'a cessé de fléchir au Canada (tableau 4.7), freinant ainsi la progression de la population active. Toutefois, cet effet a été neutralisé par une augmentation constante de la participation de la population active. En 1984, cette dernière a enregistré au Canada une croissance légèrement supérieure à celle de la reprise moyenne de l'après-guerre (graphique 4.8c) en raison d'une augmentation considérablement supérieure à la moyenne des taux d'activité (graphique 4.8d). Cette hausse sensible de la participation reflétait non seulement la croissance tendancielle de l'activité, mais également le retour à la population active de personnes qui s'étaient retirées du marché du travail pendant la récession de 1981-1982 après avoir perdu tout espoir de trouver un emploi.

Étant donné l'accroissement de l'activité en 1983 et en 1984, le taux d'activité global avait regagné son sommet antérieur à la récession à la fin de 1984. Toutefois, les taux d'activité sont vraisemblablement demeurés au-dessous des niveaux qu'ils auraient atteint si la persistance d'un taux de chômage élevé n'avait découragé un grand nombre de gens à rechercher un emploi. On estime que 85,000 personnes (0.7 pour cent à la population active) ont quitté la population active en 1984 parce qu'elles étaient convaincues qu'il n'y avait pas de travail, ce qui dépassait de plus de 50 pour cent le niveau enregistré avant la récession.

La tendance à la baisse de la participation des hommes adultes s'est poursuivie en 1984. Les taux d'activité des femmes adultes, qui ont augmenté de 1.2 point de pourcentage en 1984, ont continué d'être les plus élevés, ce qui témoigne à la fois de l'évolution des valeurs sociales et d'une

vigoureuse croissance du secteur des services. Le taux d'activité des jeunes, qui a progressé de 0.6 point de pourcentage, est demeuré légèrement inférieur à sa croissance tendancielle avant la récession.

Chômage

Bien qu'à un niveau annuel moyen le taux de chômage global ait fléchi en 1984 par rapport à 1983, il est demeuré pendant la majeure partie de 1984 supérieur au niveau des 11.2 pour cent enregistrés à la fin de 1983. Seul le taux de chômage des jeunes a diminué durant l'année, alors que ceux tant des hommes que des femmes adultes a légèrement progressé. Cela s'explique par le fait que les jeunes ont connu une diminution de leur population en âge de travailler tout en n'enregistrant qu'une légère progression de l'emploi, alors que la croissance des populations actives des hommes et des femmes adultes a plus que neutralisé les gains d'emploi obtenus par ces deux groupes. Par suite de cette évolution, la part du chômage total occupée par les jeunes a de nouveau fléchi en 1984, tandis que celles des hommes et des femmes adultes ont augmenté.

4.7 Inflation des prix et des salaires

Le ralentissement sans précédent durant l'après-guerre du taux d'inflation en 1983 a été suivi par une autre baisse plus faible en 1984, ce qui a eu pour effet de faire chuter le taux d'inflation à la fin de l'année à son plus bas niveau en plus d'une décennie. La régression de l'inflation, à laquelle ont contribué la poursuite des restrictions dans la hausse des coûts unitaires de main-d'oeuvre, des marges bénéficiaires, et des prix des produits alimentaires, de l'énergie et des biens importés, a touché tous les principaux indicateurs des augmentations des prix et des salaires. À la fin de 1984, le taux d'inflation au Canada était revenu à un niveau inférieur à celui des États-Unis.

Inflation des prix

Au début de l'année, le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation (l'IPC) a temporairement augmenté, passant d'un creux de 4.5 pour cent en décembre 1983 pour fluctuer à l'intérieur d'une fourchette de 5 à 6 pour cent. À l'origine de cette hausse figurait la montée des prix des fruits et légumes frais importés, laquelle était surtout attribuable aux mauvaises conditions climatiques aux États-Unis. Une fois terminée cette situation temporaire, le taux d'inflation de l'IPC est rapidement tombé au niveau des 4 pour cent au deuxième trimestre de 1984, puis est descendu au-dessous de 4 pour cent au cours des deux derniers trimestres (en considérant une année à l'autre).

Si l'on exclut les aliments et l'énergie, soit les deux composantes de l'IPC qui varient le plus, l'inflation tendancielle est demeurée aux alentours de 4 pour cent dans la première moitié de l'année, puis est tombée dans les 3 pour cent dans la seconde moitié. Ces baisses de l'inflation, assez généralisées, ont touché les principales catégories de l'IPC. Les prix des biens et des services ont tous deux progressé à un rythme de 3 à 4 pour cent dans la deuxième moitié de l'année. Les aliments, l'énergie, le tabac et l'alcool s'avéraient les seuls éléments dont les prix ont augmenté de plus de 4 pour cent durant la majeure partie de l'année. Dans le cas du tabac et de l'alcool, les hausses étaient attribuables à des majorations des taxes provinciales et fédérales. En 1984, le recul continu du taux tendanciel de l'inflation de l'IPC reflète plusieurs facteurs: une hausse ininterrompue des coûts unitaires de main-d'oeuvre; un ralentissement de la croissance des marges bénéficiaires par unité de production; une progression moindre des prix intérieurs des intrants ainsi qu'en témoignent, par exemple, les légères variations de l'indice des prix des matières brutes et de l'indice des prix de vente dans l'industrie (tableau 4.10); et l'absence de chocs internationaux ainsi que le démontrent les taux relativement faibles d'accroissement des prix des importations canadiennes en monnaies étrangères. Il convient en particulier de mentionner la baisse du rythme de progression de l'indice des prix intérieurs des matières brutes qui a fléchi de 2.2 points de pourcentage en raison surtout des faibles hausses moyennes des prix des métaux non ferreux et du charbon, du pétrole brut et du gaz naturel. En contrepartie de cette évolution positive, la dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine a légèrement repoussé le taux d'inflation vers le haut.

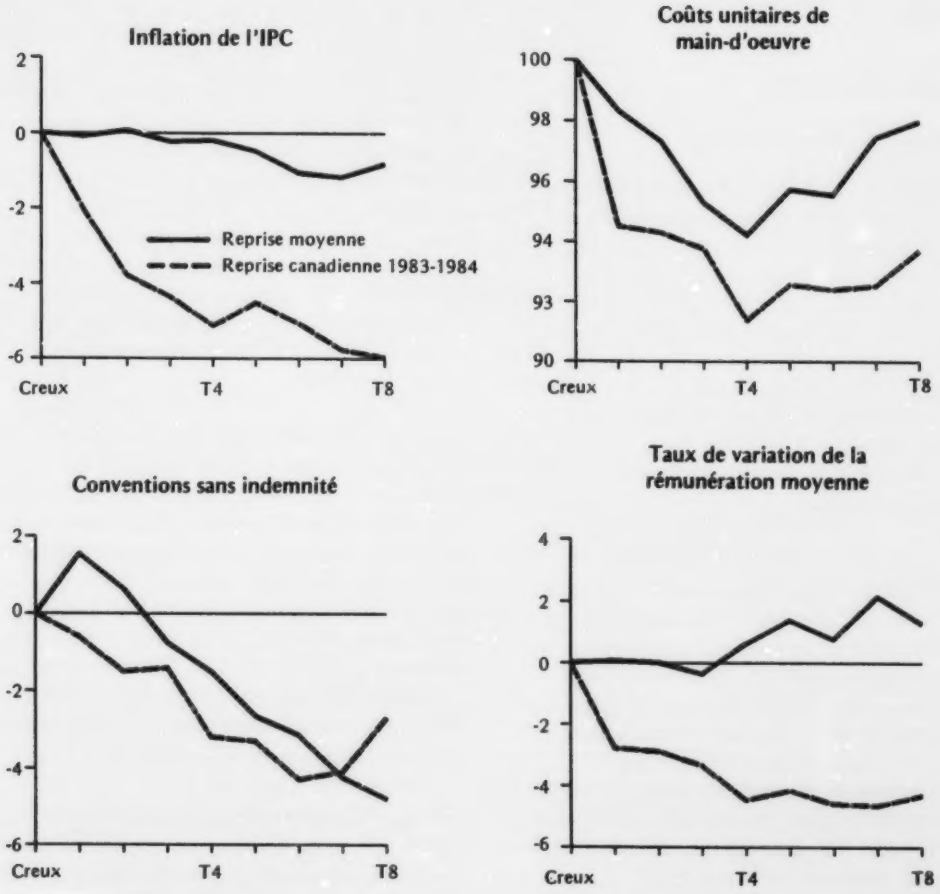
Depuis le début de la présente reprise, le taux d'inflation de l'IPC a fléchi dans des proportions

exceptionnelles à nul autre pareilles dans le passé (graphique 4.9a). Au cours des deux années qui ont suivi la dernière récession, le repli cumulatif de l'inflation a été de 6 points de pourcentage, comparativement à un recul moyen de 0.8 point de pourcentage pendant les cinq reprises précédentes de l'après-guerre. Toutefois, la majeure partie de ce fléchissement s'est produit en 1983, l'inflation ayant reculé de 5.1 points de pourcentage, comparativement à une baisse moyenne de 0.2 dans le passé. En 1984, l'inflation de l'IPC s'est encore repliée de 0.9 point de pourcentage, soit dans une proportion légèrement supérieure à la baisse enregistrée durant la deuxième année des reprises antérieures.

Coûts de main-d'oeuvre

Les progrès accomplis pour abaisser le taux d'inflation des prix pendant la reprise ont été en grande partie le fait d'un ralentissement prononcé de la croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre (graphique 4.9b). Ce dernier reflète à la fois un gain de productivité et une moindre progression des paiements salariaux. La

Graphique 4.9
Mouvements des prix en périodes de reprise(1)



(1) Variation procentuelle cumulative ou absolue, zéro ou 100 représentant le creux.

Sources: Statistique Canada, *L'indice des prix à la consommation*, n° cat. 61-001, mens.; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, n° cat. 13-001, trim.; *La population active*, n° cat. 71-001, mens.; Travail Canada, *Principales conventions collectives*, trim.

croissance de la productivité du travail a été renforcée depuis 1982 et s'est établie en moyenne à 2.1 pour cent en 1984 (tableau 4.10), ce qui représente l'un des meilleurs gains enregistrés au cours des dix dernières années. Le taux de progression de la rémunération moyenne par employé (graphique 4.9d) a suivi une tendance à la baisse en raison de la forte réduction des règlements salariaux depuis le début de la récession (graphique 4.9c). Le niveau élevé du taux de chômage et le repli de l'inflation des prix et des anticipations inflationnistes ont eu pour effet de faire tomber le niveau combiné des règlements salariaux avec et sans IVC d'un sommet de 13 pour cent en 1981 à 3.6 pour cent en 1984. En outre, la proportion des règlements salariaux qui ne renferment pas de clause d'IVC n'a cessé de croître depuis 1981 en raison de la baisse du taux d'inflation.

4.8 Évolution financière

Taux d'intérêt et politique monétaire

Depuis l'élimination de l'agrégat monétaire fixée en novembre 1982, la Banque du Canada s'est fiée sur un large éventail d'indicateurs pour déterminer la conduite de la politique monétaire, y compris les tendances dans les dépenses totales, l'évolution du taux de change et différents agrégats monétaires et de crédit. En 1984, la Banque a fait obstacle à des baisses rapides du taux de change Canada-États-Unis afin de préserver le bon ordre sur les marchés de change et d'atténuer l'effet inflationniste de la dépréciation de la devise canadienne.

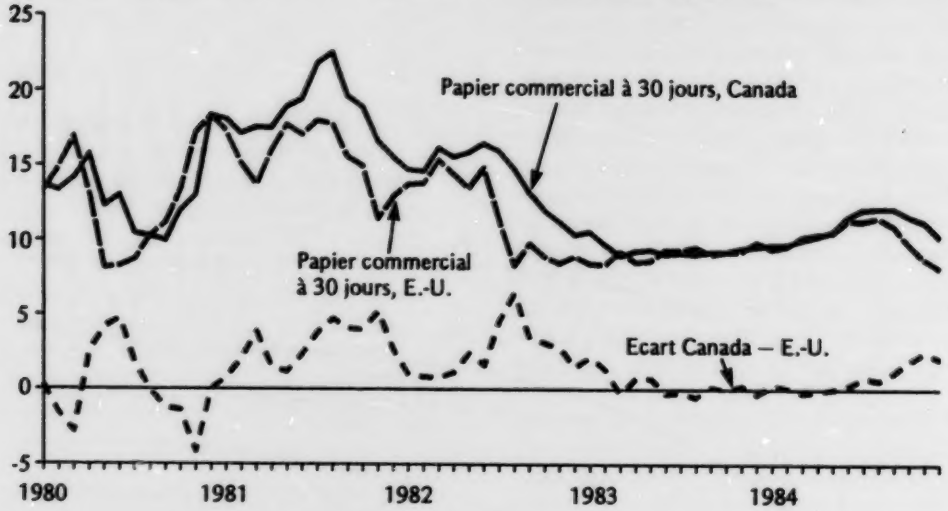
Aux États-Unis, l'Open Market Committee (FOMC) du Conseil de la Réserve fédérale a cherché à atteindre ses objectifs monétaires et un taux soutenable de progression des dépenses. Étant donné ces interventions et l'ampleur du déficit budgétaire américain, les taux d'intérêt réels ont continué de se maintenir à des niveaux élevés, en particulier en première moitié de l'année. En fait, les taux d'intérêt nominaux aux États-Unis ont amorcé un mouvement à la hausse au début de 1984, les autorités monétaires américaines ayant réagi face aux taux quasi records de la croissance économique et à la vigoureuse progression correspondante des agrégats monétaires restreints. Comme la Banque du Canada est intervenue pour atténuer les pressions à la baisse de la devise canadienne, les taux d'intérêt au Canada ont progressé de concert avec les taux américains (tableau 4.11). Toutefois, le dollar canadien a continué de s'affaiblir, tombant à un niveau plancher sans précédent de 0.7486 dollar É.-U. le 11 juillet (voir la section précédente sur la balance des paiements pour de plus amples précisions à ce sujet). En conséquence, le taux d'escompte, qui avait augmenté petit à petit pendant le printemps, a progressé plus rapidement. À la fin de juillet, il dépassait de 300 centièmes de point le niveau enregistré en décembre 1983. Les taux d'intérêt américains ont fléchi en deuxième moitié de 1984, la croissance du revenu nominal ayant ralenti, ce qui a permis aux taux d'intérêt canadiens de baisser. Toutefois, les marchés de change ont continué de privilégier le dollar américain par rapport à toutes les grandes devises, dont le dollar canadien. Bien que les taux d'intérêt canadiens aient fléchi, ils n'ont pas baissé dans la même mesure que les taux américains comparables, de sorte que les différences de taux d'intérêt à découvert se sont fortement accrues (graphique 4.10) jusque vers la fin de l'année où elles se sont quelque peu rétrécies. À la fin de l'année, le taux d'escompte avait regagné le niveau enregistré un an plus tôt. Mais la différence de taux d'intérêt à court terme, qui ne s'était creusée que de 20 centièmes de point au premier trimestre, était encore supérieure à 175 centièmes de point à la fin de décembre.

Les taux d'intérêt à long terme ont généralement suivi une évolution semblable à celle des taux d'intérêt à court terme durant l'année. Toutefois, leurs hausses durant l'été et leurs baisses durant la dernière partie de l'année n'ont pas été aussi prononcées que celles des taux d'intérêt à court terme. Par conséquent, à la fin de l'été, les courbes de rendement des obligations à long terme du gouvernement du Canada présentaient une pente relativement uniformes, mais à la fin de 1984 elles avaient repris dans une large mesure leur inclinaison de 1983 (graphique 4.11).

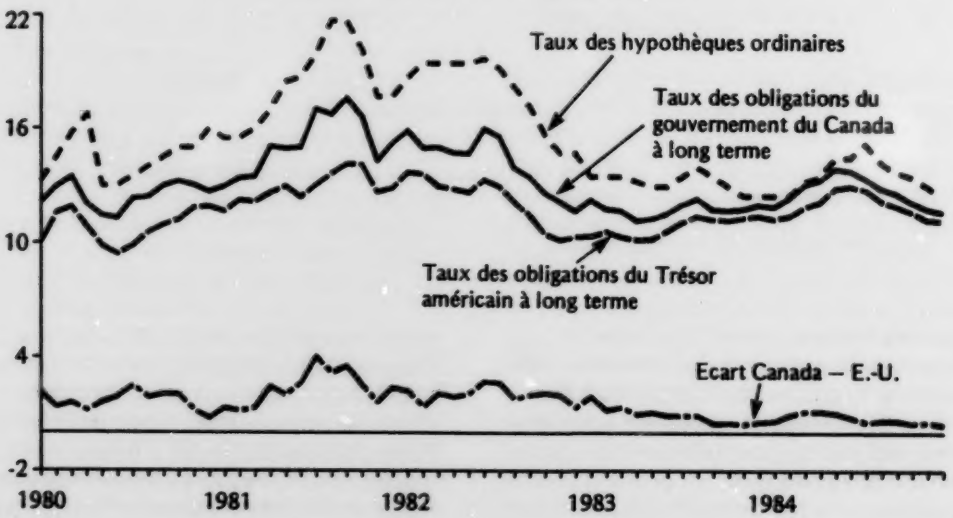
Les taux d'intérêt réels à court terme que l'on a évalués se sont sensiblement redressés pendant les trois premiers trimestres de 1984 avant de fléchir quelque peu au quatrième trimestre. On considère que ces niveaux élevés des taux d'intérêt réels reflètent bien les incertitudes qui prévalaient sur les marchés financiers quant à

Graphique 4.10

a) Taux d'intérêt à court terme, Canada et Etats-Unis

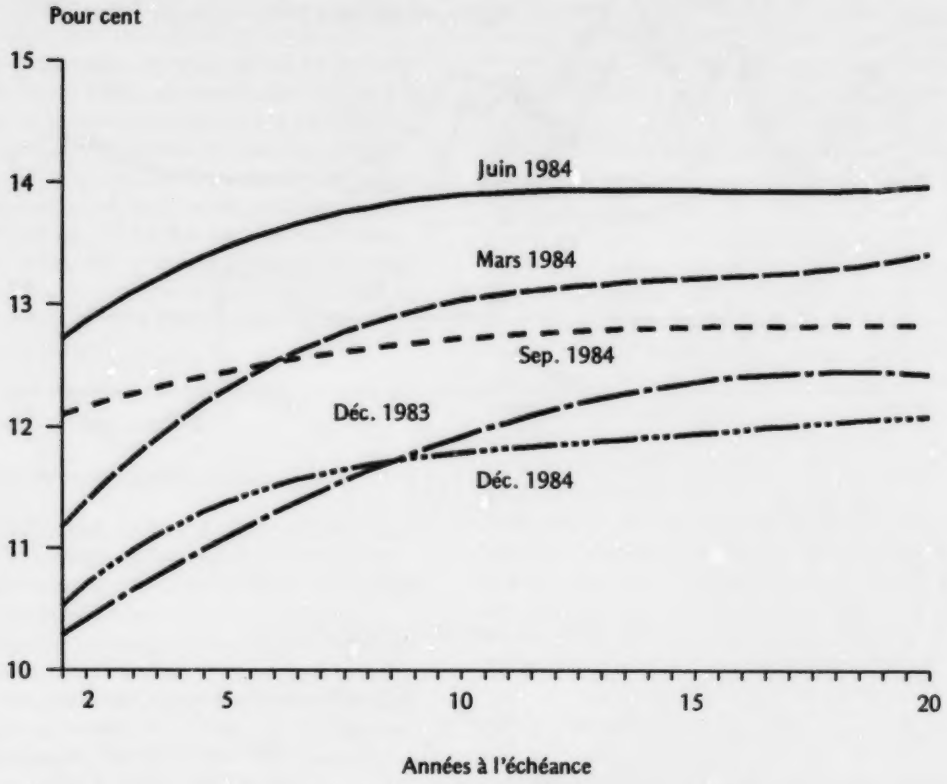


b) Taux d'intérêt à long terme



Source: Banque du Canada, *Revue.*

Graphique 4.11
Courbes de rendement, obligations du gouvernement du Canada(1)



(1) Les courbes de rendement ont été tirées d'après les échéances de diverses obligations du gouvernement du Canada observées en fin de mois.

Source: Ministère des Finances.

l'évolution de l'inflation, l'orientation anti-inflationniste de la politique monétaire, les inquiétudes entourant l'ampleur des déficits budgétaires et, peut-être, le taux de rendement actuellement élevé des capitaux nouvellement investis, en particulier aux États-Unis.

Les diverses mesures de la masse monétaire au Canada ont enregistré des taux de croissance sensiblement divergents en 1984 (tableau 4.11). Cette évolution a été particulièrement évidente dans le cas des agrégats monétaires définis comme restreints, M1 et M1A, qui comprennent essentiellement les soldes des opérations. Les M1A, qui comprennent les comptes d'épargne à intérêt quotidien avec privilège de chèques offrant des taux d'intérêt concurrentiels sur les soldes des opérations, ont crû rapidement durant l'année, les déposants ayant rajusté leurs avoirs afin de profiter des avantages offerts par ce type de comptes. Comparativement, les M1 ont peu varié, les déposants ayant transféré leurs fonds dans les comptes compris dans les M1A qui rapportaient des intérêts plus élevés. La croissance des mesures plus larges de la masse monétaire, les M2 et M3, qui comprennent de grandes

quantités de dépôts d'épargne et, dans le cas des M3, les dépôts du marché de gros également, a suivi à peu près le taux global de croissance du revenu nominal.

Flux du crédit

Après deux années de croissance économique soutenue, le volume total des fonds recueillis par le secteur privé a fortement augmenté en 1984 (tableau 4.12). Cette progression reflétait essentiellement une hausse du volume des fonds recueillis par le secteur des sociétés non financières, mais également en partie une augmentation des demandes de crédit à la consommation et de prêts hypothécaires. Le relèvement des demandes de crédit du secteur privé a toutefois été partiellement compensé par une diminution des emprunts du secteur public.

Après avoir consacré une année à la restructuration de leur situation financière, les sociétés non financières ont prudemment entamé la deuxième année de l'expansion économique en relevant le niveau de leurs opérations de crédit. Comme l'indique le tableau 4.12, les sociétés non financières ont recueilli $13.3 milliards sur les marchés du crédit en 1984, alors qu'en 1983 les opérations nettes de crédit avaient diminué de $0.1 milliard. Le volume des émissions d'actions est demeuré élevé; les fonds recueillis, qui se sont établis à $4.1 milliards, se sont néanmoins révélés inférieurs au niveau record de $6.7 milliards enregistré en 1983. Les entreprises non financières ont mobilisé en outre $2.4 milliards sur les marchés obligataires, soit un peu moins de la moitié de la somme recueillie sur les marchés d'outre-mer. Contrairement à ce qui s'était produit en 1983, où les institutions non financières avaient réduit leur endettement à l'égard des banques à charte d'une somme sans précédent de $10.1 milliards, ces établissements ont recueilli $4.7 milliards par l'intermédiaire du système bancaire. Les nouvelles émissions de papier commercial et d'acceptations de banque se sont environ situées au-dessous des niveaux enregistrés au cours des deux dernières années.

Le taux d'épargne des particuliers ayant baissé en 1984 (tableau 2.2), la demande de crédit à la consommation a fait un bond après que les soldes créditeurs impayées se soient rétrécis en 1982 et au début de 1983. La demande de crédit hypothécaire est demeurée forte, quoique légèrement moins vigoureuse qu'en 1983, ce qui témoigne d'un ralentissement du nombre de mises en chantier et de la montée des taux d'intérêt. En butte à la vive concurrence que se livrent les institutions financières pour s'accaparer d'une plus grande part du marché, de nombreuses institutions ont lancé des prêts hypothécaires plus souples en vertu desquels les emprunteurs pouvaient rajuster leurs paiements mensuels, effectuer des paiements anticipés et renouveler leurs hypothèques avant l'échéance. De plus, en raison des pressions concurrentielles exercées sur les taux de crédit, les écarts entre les taux hypothécaires et les taux des dépôts d'épargne se sont rétrécis en 1984 pour tomber à leur plus bas niveau depuis plusieurs années.

Les emprunts de l'ensemble du secteur public, qui avaient atteint un record de $38 milliards en 1983, sont tombés à quelque 35 milliards en 1984. Le gouvernement du Canada, quant à lui, est responsable d'environ $25 milliards de ce total (de plus amples précisions sur les emprunts des administrations fédérale et provinciales sont présentées dans une autre section du présent chapitre).

Institutions financières

Depuis le début des années 1980, l'évolution rapide des taux d'inflation et d'intérêt, la diminution des activités d'emprunt et la modification radicale des préférences des emprunteurs tant en ce qui concerne les échéances que les types d'effets ont amené le secteur financier à modifier fondamentalement son attitude. Jusqu'en 1981, le raccourcissement des échéances de l'actif et du passif a eu tendance à favoriser la croissance des institutions qui se spécialisaient dans les actifs et passifs à court terme au détriment des émissions directes sur le marché et des institutions qui s'intéressaient surtout aux titres à long terme. Le glissement prononcé en faveur des emprunts à long terme depuis 1982 a eu l'effet contraire. Ces tendances ont eu notamment pour conséquence d'encourager les institutions financières à diversifier leurs activités, leurs sources de financement et leurs marchés de prêts, et à tenter de mieux accorder les échéances de leurs actifs et passifs. En conséquence, de nombreuses institutions financières ont sollicité

des modifications de la législation régissant leurs activités.

Ces tendances sont particulièrement bien illustrées par les fluctuations des taux de croissance des banques à charte. Alors que les prêts à court terme aux entreprises ont vivement progressé jusqu'à la fin de 1981, les actifs bancaires ont crû rapidement. Lorsque les emprunts des entreprises ont diminué par la suite en 1983, les actifs des banques ont cessé de croître. Ils ont progressé de quelque 5 pour cent en 1984, ce qui témoigne de la croissance de toutes les grandes activités de prêt. Les banques ont également livré en 1984 une très vive concurrence aux autres institutions financières sur le marché hypothécaire puisqu'il s'agissait d'un secteur où la demande de prêt était relativement forte. Les banques à charte ont fortement accru leurs avoirs liquides en 1983 en raison de la baisse de la demande de prêts et de l'accroissement des niveaux des dépôts. Comparativement en 1984, les banques à charte ont financé dans une certaine mesure la hausse de leurs avoirs de seconde liquidité en 1984 en réduisant leurs biens liquides, principalement les bons du Trésor du gouvernement du Canada. Toutefois, les dépôts d'épargne des particuliers, qui ont crû de près de $8 milliards, ont constitué de loin la principale source de financement.

Malgré la croissance des actifs, les bénéfices des banques à charte ont légèrement fléchi en 1984. Cela était dû au rétrécissement des marges sur intérêt, au volume toujours élevé des prêts consentis aux sociétés et à l'étranger sans garantie de bonne exécution, ainsi qu'à un relèvement des provisions pour pertes sur prêts. Bien que les pertes réelles sur prêts aient fléchi durant l'année alors que les conditions économiques s'amélioraient, elles ont quand même continué d'être importantes. La provision pour pertes sur prêts défalquée de l'état des résultats, calculée selon une formule réglementaire d'établissement de la moyenne sur cinq ans, a augmenté en raison du niveau élevé des pertes sur prêts enregistré au cours des deux années précédentes.

L'actif total des quasi-banques a progressé de $16 milliards environ en 1984, soit de près de 12 pour cent. L'expansion des quasi-banques peut être associée à leur forte présence sur le marché hypothécaire, lequel a représenté un secteur important de croissance du crédit en 1984. En outre, les opérations de crédit à la consommation des sociétés de fiducie et des compagnies de prêts hypothécaires ont pris beaucoup d'ampleur en 1984.

Les fonds de pension fiduciaires et les compagnies d'assurance-vie ont continué de connaître une croissance régulière de leurs avoirs en 1984. Bien que ces institutions n'aient pas modifié la structure habituelle de leurs placements, elles ont accru sensiblement leurs avoirs liquides à la suite de la hausse des taux d'intérêt à court terme.

4.9 Évolution de la situation financière[1]

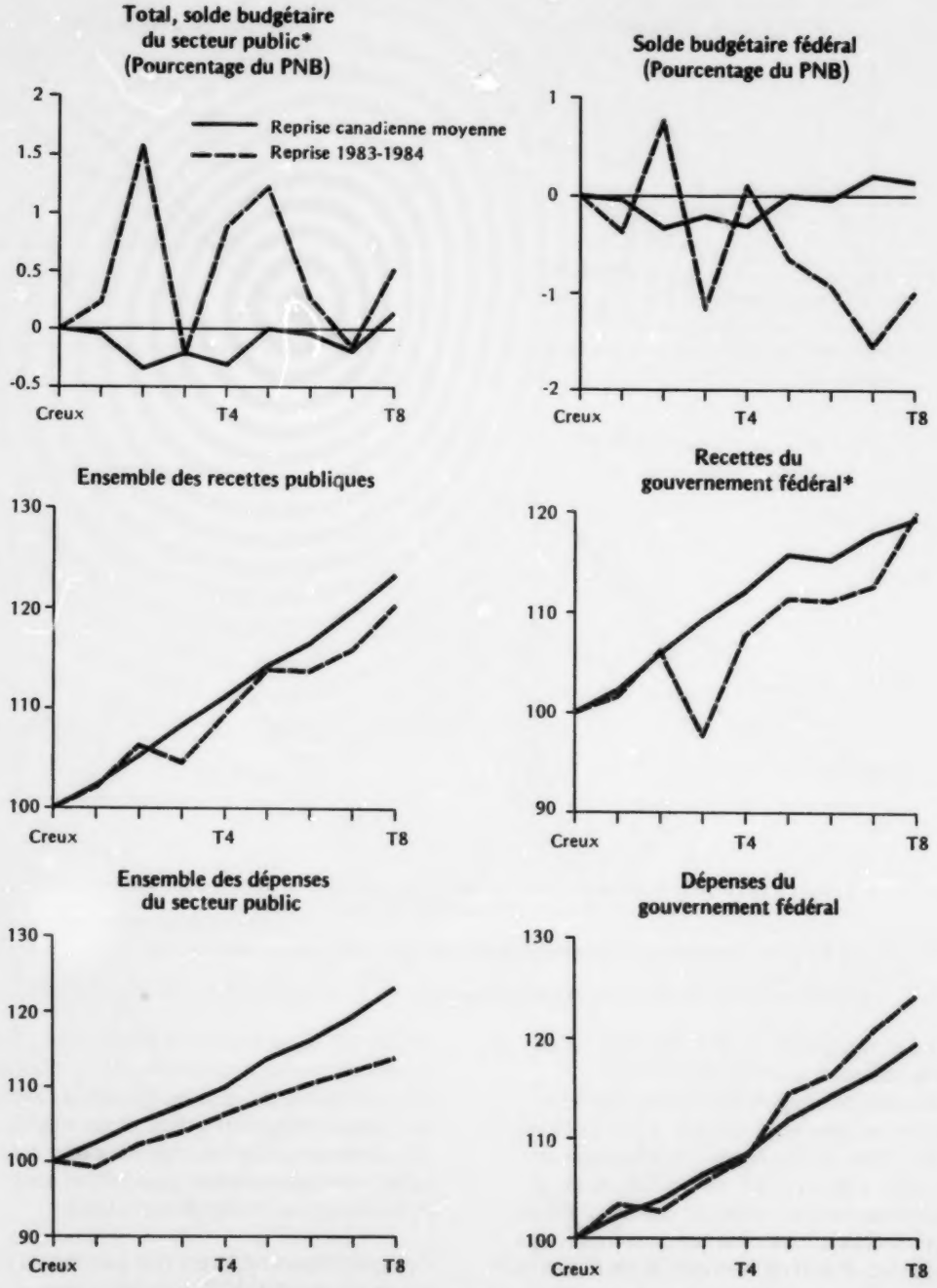
Malgré la vigueur de la croissance économique, le déficit de l'ensemble du secteur public entre 1983 et 1984 est passé, d'après les Comptes nationaux, de $24.3 à $26.9 milliards. Cette augmentation du déficit est entièrement attribuable à une hausse de $5.5 milliards du déficit fédéral puisque le solde budgétaire combiné des autres paliers d'administration publique s'est redressé en 1984. Cette évolution contraste avec la situation enregistrée pendant les reprises de l'après-guerre où, en moyenne, les déficits budgétaires de tous les paliers d'administration fléchissaient généralement (graphique 4.12a) au cours de la deuxième année d'une reprise, et ce dans des proportions plus importantes au niveau fédéral (graphique 4.12d) qu'aux niveaux provincial, local et hospitalier (graphique 4.12g). Comme l'indiquent les graphiques 4.12, cette évolution divergente est essentiellement attribuable à une progression sensiblement supérieure à la moyenne des dépenses fédérales pendant la deuxième année de la reprise en 1984 (graphique 4.12f).

Ensemble du secteur public

Le déficit budgétaire de l'ensemble du secteur public a crû légèrement plus vite que le PNB en 1984 (tableau 4.13), les recettes et les dépenses s'élevant à un peu plus de 10 pour cent. La reprise de la croissance des recettes en 1984 était surtout attribuable à une forte hausse du

[1] Sauf indication contraire, les renseignements fournis dans cette partie sont fondés sur les données annuelles des Comptes nationaux.

Graphique 4.12
Le secteur public en périodes de reprise(1)

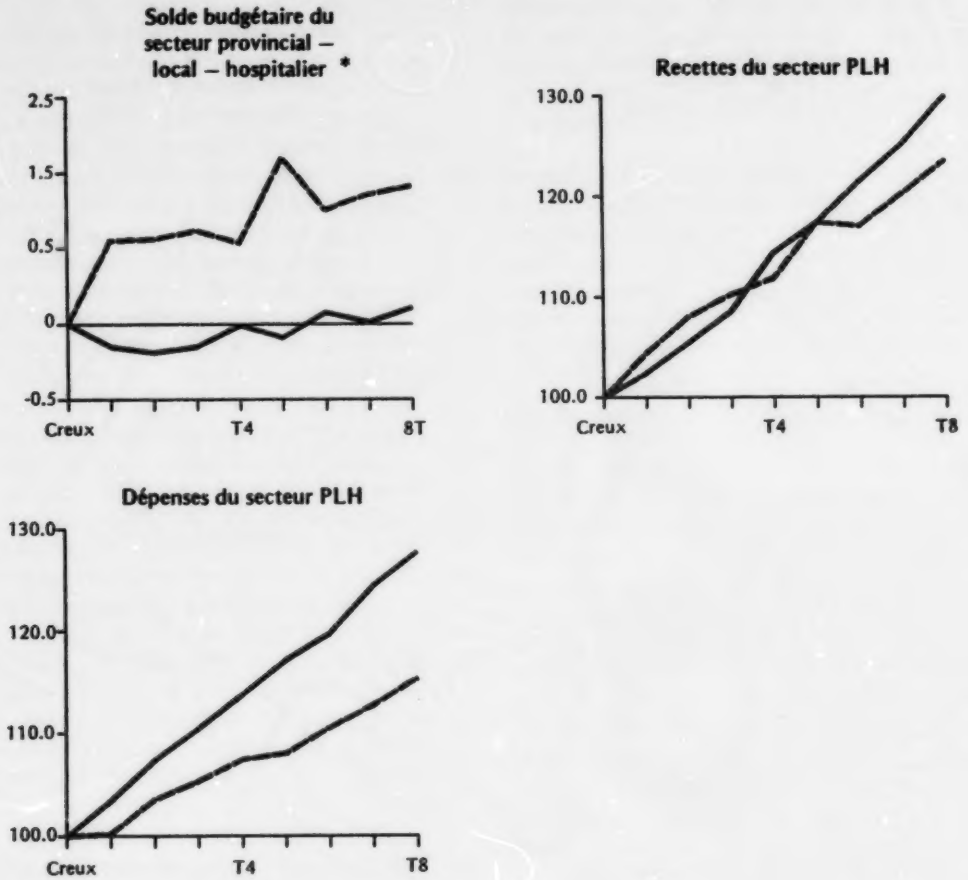


* Puisqu'il s'agit d'un solde budgétaire, une hausse indique une baisse du déficit ou une augmentation de l'excédent. Les données représentent des variations par rapport aux creux.

(1) Variations cumulatives absolues ou procentuelles, zéro ou 100 représentant le creux.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, n° cat. 13-001, publ. trim.

Graphique 4.12 (Suite)



* Puisqu'il s'agit d'un solde budgétaire, une hausse indique une baisse du déficit ou une augmentation de l'excédent. Les données représentent des variations par rapport aux creux.

(1) Variations cumulatives absolues ou procentuelles, zéro ou 100 représentant le creux.

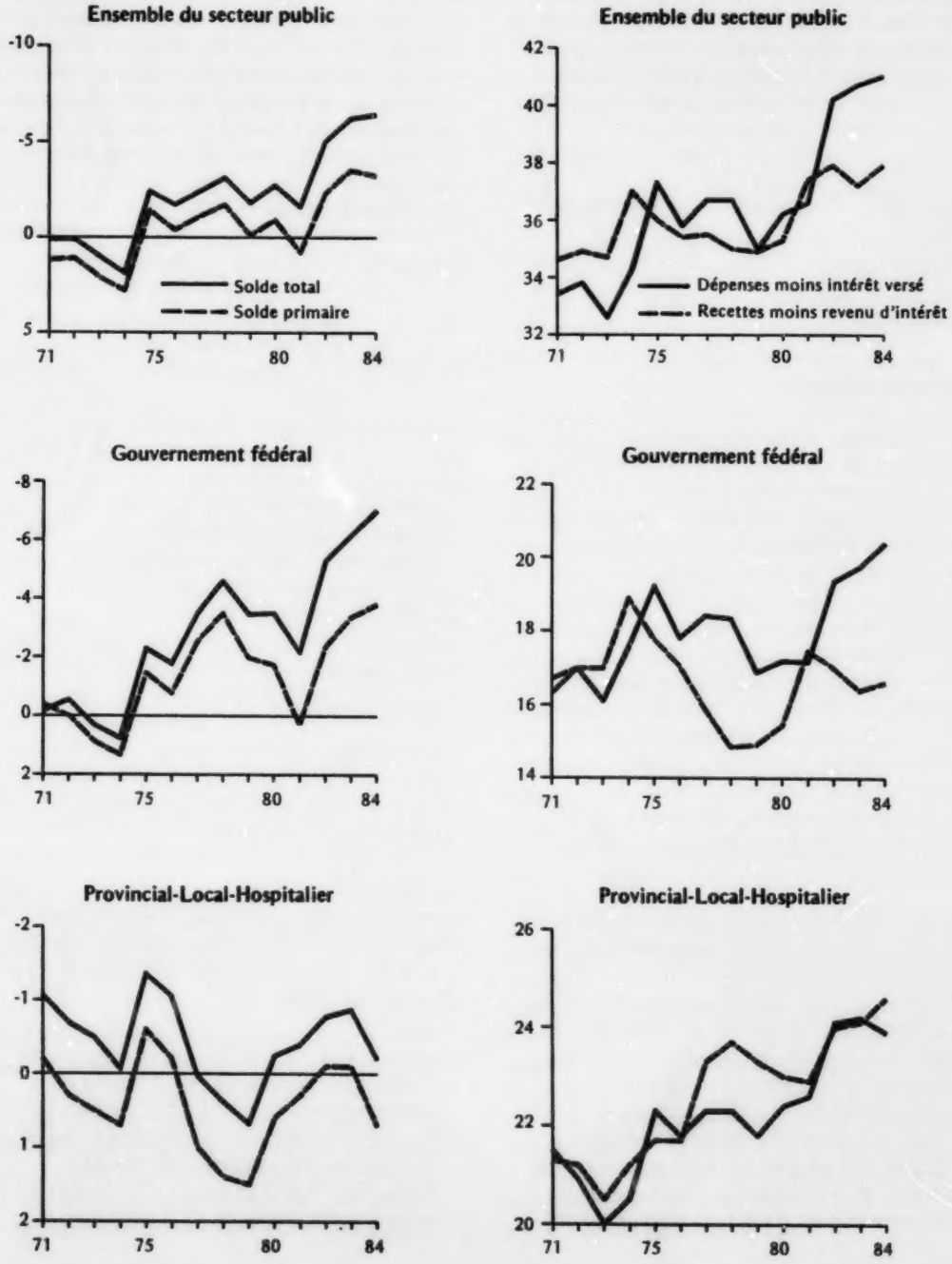
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, n° cat. 13-001, publ. trim.

produit des impôts directs des sociétés, ce qui reflète la poursuite après la récession du redressement des bénéfices des sociétés et à une remontée des recettes tirées des impôts indirects. En 1984, les dépenses ont progressé au même rythme qu'en 1983, ce qui témoigne de leur ralentissement aux niveaux des administrations provinciales, locales et hospitalières et des Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec, et de leur accélération au niveau fédéral.

Le graphique 4.13 retrace l'évolution des soldes budgétaires des trois ordres d'administration depuis 1971. Le solde budgétaire total y est réparti en deux composantes, soit le budget initial c'est-à-dire le solde budgétaire à l'exclusion des paiements nets d'intérêt et les intérêts nets. Les dépenses et les recettes initiales y sont également représentées. Les chiffres sont exprimés en pourcentage de la DNB.

Ces graphiques montrent que pendant la majeure partie des années 1970 tous les ordres de gouvernement ont enregistré de faibles déficits en pourcentage du PNB. En ce qui concerne l'administration fédérale, des déficits importants

Graphique 4.13
Dépenses, recettes et solde budgétaire de l'Etat



Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des recettes et des dépenses*, n° cat. 13-001, publ. trim.

sont apparus au cours de la deuxième partie des années 1970 qui sont attribuables à un accroissement des paiements nets d'intérêt, aux dépenses fiscales et à d'autres facteurs structurels. En 1981, le déficit fédéral avait fortement fléchi; en fait, le solde initial indiquait un surplus. Entre 1982 et 1984, toutefois, le déficit fédéral a augmenté sous l'effet de facteurs tant conjoncturels que structurels, ainsi qu'en raison de la hausse des paiements nets d'intérêt. En 1984, le déficit initial fédéral était à l'origine de la totalité du déficit initial de l'ensemble du secteur public; le secteur provincial-local-hospitalier et les Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec ont en effet enregistré, dans l'ensemble, un surplus initial.

Gouvernement fédéral

Le déficit fédéral a enregistré des hausses prononcées, tant en valeur qu'en proportion du PNB, au cours des trois dernières années. Ce fut le cas non seulement des déficits observés, mais également des déficits corrigés des variations conjoncturelles et de l'inflation. Autrement dit, la progression des déficits entre 1982 et 1984 n'était pas due au fait que l'économie fonctionnait à des niveaux d'activité inférieurs à la moyenne, ni parce que l'inflation faussait les estimations du service net de la dette publique.[2] En fait, si le déficit observé a progressé de quelque $22 milliards au cours des trois dernières années, il a augmenté de $15 milliards environ après correction des variations conjoncturelles et de $25 milliards environ après correction de l'inflation (tableau 4.14).

La récession de 1981-1982 a fortement réduit les assiettes fiscales et accru les dépenses sensibles à la conjoncture, comme les prestations d'assurance-chômage. Bien que les recettes fiscales se soient quelque peu redressées en 1984, témoignant ainsi de la reprise de l'activité économique, la croissance des dépenses a continué d'être supérieure à celle des recettes. Comme en 1981 et en 1982, la hausse des dépenses en 1984 a, en particulier, été causée par le niveau élevé des taux d'intérêt et la croissance du volume de la dette de sorte que les deux tiers environ du déficit de 1984 étaient imputables aux paiements d'intérêt. (En 1983, les paiements d'intérêt ont moins progressé du fait que les taux d'intérêt ont diminué par rapport à leurs niveaux de 1982.) L'accroissement des déficits, en particulier pendant les trois dernières années, a considérablement élargi la base des dépenses par rapport aux recettes de sorte que les hausses annuelles des recettes auraient dû s'établir à environ 3 points de pourcentage au-dessus de celles des dépenses pour que le niveau du déficit ne varie pas d'une année à l'autre.

Le volume des recettes publiques dépend du niveau d'activité économique et du régime fiscal. Comme l'indique le graphique 4.12e, la croissance des recettes fédérales au cours des deux années de la présente reprise n'a pas été aussi soutenue que pendant la reprise moyenne de l'après-guerre. Cela a particulièrement été le cas en 1983 (tableau 4.14) où une progression plus lente que prévue de l'impôt sur le revenu des particuliers jointe à une baisse des impôts du secteur énergétique ont contribué à freiner la croissance des recettes. Toutefois, l'accroissement enregistré l'année dernière épousait la tendance habituellement enregistrée au cours de la deuxième année de la reprise moyenne de l'après-guerre. Cette amélioration s'est produite alors que l'économie affichait un taux de croissance de la production qui n'avait eu son équivalent qu'une seule fois au cours de la dernière décennie (en considérant une moyenne annuelle, tableau 2.1), et que les revenus du secteur énergétique augmentaient.

Le tableau 4.14 fournit une ventilation de la croissance des recettes selon leurs principales sources. On trouvera ci-dessous les caractéristiques les plus marquantes de l'évolution de la situation en 1984.

- Les recettes au titre des impôts directs des sociétés ont augmenté de 17.2 pour cent, comparativement à 11.5 pour cent en 1983. Ce redressement était attribuable à une hausse prononcée des bénéfices des sociétés (tableaux 2.1 et 2.2) qui a accru l'impôt sur le revenu des sociétés de 15.9 pour cent, et à

---

[2] Pour de plus amples précisions au sujet des méthodes utilisées pour effectuer les corrections en fonction des variations conjoncturelles et de l'inflation, voir le *Déficit fédéral mis en perspective*, annexes E et F, ministère des Finances, avril 1983; et *Le plan financier*, annexe B, ministère des Finances, février 1984.

une hausse de 18.3 pour cent de la taxe sur les revenus pétroliers et gaziers à la suite de l'accroissement de la production de pétrole et de gaz et du relèvement des prix intérieurs de l'énergie occasionné par une dépréciation du dollar canadien. L'impôt sur les recettes pétrolières supplémentaires a de nouveau fléchi parce qu'il a été en partie suspendu, ce qui a eu pour effet d'atténuer les hausses susmentionnées.

- Les recettes au titre des impôts indirects ont progressé de 10.8 pour cent, ce qui est attribuable à une remontée des impôts liés à l'énergie ainsi qu'à la croissance normale des assiettes fiscales.

- L'accroissement des revenus de placements a été occasionné par le relèvement des taux d'intérêt en 1984, ceux-ci ayant fortement fléchi en 1983.

- Bien que la majorité des grandes composantes des recettes aient enregistré une nouvelle progression en 1984, les impôts directs des particuliers ont augmenté moins rapidement qu'en 1983, ayant progressé de 6.4 pour cent comparativement à 10.3 pour cent l'année précédente. Ce ralentissement est en partie attribuable à la hausse prévue des taux de cotisation des employeurs et des employés au compte de l'assurance-chômage en 1983. Toutefois, la raison principale en est la baisse inattendue des taux effectifs d'imposition en 1984, taux d'abord mis à l'essai en 1983; les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers n'ont progressé que de 4.8 pour cent en 1984, comparativement à 4.1 en 1983, alors que la croissance du revenu des particuliers est passée de 6.2 pour cent en 1983 à 7 en 1984.

Outre la forte accélération du service de la dette publique (tableau 4.14), parmi les principaux autres facteurs à l'origine de la hausse des dépenses fédérales figurent les dépenses en capital liées aux achats de matériel de défense et les projets spéciaux de relance qui sont comptabilisés dans la demande finale. La croissance des transferts aux autres administrations s'est légèrement accélérée. Les subventions pétrolières ont fortement progressé en 1984, reflétant la hausse de la production nationale de pétrole et le renchérissement du pétrole importé en dollars canadiens. Le graphique 4.12f résulte de la comparaison entre la hausse des dépenses pendant la reprise actuelle et celle de la reprise moyenne de l'après-guerre.

Alors que le déficit des Comptes nationaux s'est élevé à $29.6 milliards en 1984, les opérations non budgétaires ont représenté une source de financement pour le gouvernement fédéral et, en conséquence, les emprunts[3] n'ont totalisé que $25.6 milliards en 1984 (comparativement à $26.6 milliards en 1983). Pour financer ces emprunts, le gouvernement s'est davantage appuyé sur les obligations négociables tandis qu'il accordait une moindre importance aux bons du Trésor et aux Obligations d'épargne du Canada (les OEC). Des $25.6 milliards recueillis, $10.7 milliards (comparativement à $13.3 milliards en 1983) ont été obtenus au moyen de l'émission de bons du Trésor, $11.1 milliards sous forme d'obligations négociables ($7.4 milliards en 1983) et $3.9 milliards ($6 milliards en 1983) grâce à l'émission d'obligations non négociables constituées presque entièrement d'OEC. Les obligations négociables ont représenté 41.4 pour cent du volume de la dette libellée en dollars canadiens en 1984, comparativement à 41.1 pour cent en 1983. Les emprunts en obligations non négociables ont représenté 27.3 pour cent de la dette totale en 1984, alors que la proportion s'établissait à 29.7 pour cent à la fin de 1983. Le ratio entre les bons du Trésor et la dette totale est passé de 29.2 pour cent à la fin de 1983 à 31.2 pour cent à la fin de 1984. Les nouvelles séries d'OEC émises en 1984 offraient un rendement de 11.25 pour cent pour la première année et un taux garanti de 7 pour cent par la suite jusqu'à l'échéance. Le gouvernement fédéral a contracté deux emprunts en devises étrangères en 1984 afin de reconstituer les réserves officielles de change et de remplacer trois émissions qui venaient à échéance. Ainsi, il a emprunté 1 milliard de francs suisses sur le marché suisse en mai et 120 milliards de yen sur le marché japonais en juillet.

---

[3] Il s'agit des emprunts du gouvernement fédéral payables en dollars canadiens. Les estimations des emprunts du gouvernement du Canada figurant au tableau 4.12 comprennent la dette en monnaies étrangères.

Administrations provinciales et locales (hôpitaux inclus)

Après avoir augmenté en 1982 et en 1983, le déficit combiné des administrations provinciales et locales et du secteur hospitalier est tombé à $0.8 milliard en 1984 ($3.4 milliards en 1983, tableau 4.15). En 1982 et en 1983, la récession a fait baisser les recettes fiscales et entraîné une hausse des dépenses consacrées à l'aide sociale, tandis que le niveau élevé des taux d'intérêt a exercé des pressions à la hausse du service de la dette. Toutefois en 1984, la poursuite de la reprise économique, des hausses discrétionnaires d'impôt et des mesures de restriction des dépenses ont contribué à réduire sensiblement le déficit. La diminution du déficit des secteurs provincial-local-hospitalier a été plus importante qu'en moyenne pendant les autres reprises de l'après-guerre (graphique 4.12g). Bien que les recettes et les dépenses aient progressé à un rythme inférieur à la moyenne (graphiques 4.12h et 4.12i), la croissance plus lente qu'en moyenne des dépenses pendant la reprise actuelle a été particulièrement importante. Environ un cinquième de l'accroissement des recettes totales en 1984 était attribuable aux transferts fédéraux en espèces, qui ont augmenté de 13 pour cent, alors que les recettes propres ont progressé de 9.4 pour cent. L'augmentation des transferts fédéraux en espèces était principalement attribuable aux révisions historiques apportées par Statistique Canada aux données de la DNB et à des impôts sur le revenu des particuliers plus faibles que prévu, ce qui a eu pour effet d'accroître la composante en espèces des accords sur le financement des programmes établis. Les impôts directs des sociétés ont enregistré une progression supérieure à la moyenne en raison de la vigueur de la croissance économique. Les revenus de placements se sont accrus à un rythme inférieur à la moyenne, ce qui témoigne de la faiblesse des prix du pétrole et du gaz et d'une plus lente accumulation des actifs financiers dans les provinces productrices d'énergie. Comme au niveau fédéral, la progression des impôts directs des particuliers a été faible en 1983 et en 1984 si on la compare à la croissance de l'activité économique, et ce malgré quelques hausses discrétionnaires des impôts provinciaux sur le revenu et le plafonnement de l'indexation des taux de l'impôt sur le revenu des particuliers et des exemptions. Les mesures discrétionnaires instaurées par divers gouvernements en 1984 ont accru les recettes de $400 millions environ, alors que celles-ci avaient progressé de près de $1 milliard en 1983.

La croissance des dépenses des administrations provinciales et locales et du secteur hospitalier est tombée à 7.3 pour cent en 1984, comparativement à 9.8 pour cent en 1983, reflet de la poursuite des mesures de restriction financière adoptées par la plupart des provinces et municipalités. Le ralentissement de la croissance des composantes salariales et non salariales de la demande finale et des subventions en immobilisations a plus que neutralisé la progression supérieure à la moyenne du service de la dette, des subventions et des transferts aux particuliers associés au chômage. En 1983 et en 1984, la masse salariale n'a progressé que de 7.4 pour cent et 6.3 pour cent respectivement, comparativement à une croissance moyenne de plus de 14 pour cent pendant les douze années précédentes. Les fortes hausses des dépenses de subventions en immobilisations enregistrées en 1982 et en 1983 étaient attribuables aux paiements de rattrapage faits dans le cadre du Programme d'encouragements pétroliers de l'Alberta. Les paiements au titre de divers programmes du secteur du logement ont été en partie responsables de la forte augmentation des subventions.

Tableau 4.1
Indicateurs du logement

	Moyenne 1971-1980	1981	1982	1983	1984
			(en milliers)		
Mises en chantier: Total	230.8	178.0	125.9	162.6	134.9
Habitations unifamiliales	114.1	89.1	54.5	102.4	83.7
Habitations multiples	116.7	88.9	71.4	60.3	51.2
			(pour cent)		
Part de la DNB[1] représentée par les dépenses de construction résidentielle	5.1	4.2	2.5	4.2	3.9
Parts des dépenses de construction résidentielle[1]					
Logements neufs	66.6	60.5	54.4	56.8	54.3
Commissions immobilières	12.8	16.5	20.1	18.6	20.7
Travaux de transformation, etc.	20.7	23.0	25.5	24.6	25.0
Taux de vacance: Total[2]	5.1	3.9	3.2	2.9	–
Habitations unifamiliales	4.4	2.8	1.7	1.5	–
Habitations multiples	6.2	5.3	5.2	4.7	–
Taux des hypothèques ordinaires[3]					
Nominal–1 an	14.0	18.1	16.9	11.0	12.0
			(Variation en pourcentage des moyennes annuelles)		
Indice des prix des logements neufs (1981 = 100)[4]					
Bâtiment et terrain	–	–	–2.1	–3.3	0.4
Terrain seulement	–	–	–5.1	–4.6	0.3
Bâtiment seulement	–	–	–0.7	–2.4	0.6
Indice des prix des matériaux de construction (1981 = 100)	–	–	4.2	6.7	3.4
Indice des tarifs syndicaux de rémunération des métiers de la construction (1981 = 100)	10.7	9.0	9.4	12.5	3.6

[1] Les investissements résidentiels des entreprises et des administrations publiques figurent dans les dépenses de construction résidentielle.

[2] Aucune donnée n'est disponible pour 1984.

[3] Les données ne sont disponibles qu'à partir de 1980.

[4] Ces indices ne sont disponibles qu'à partir de 1981.

Sources: Statistique Canada, *Logements mis en chantier et parachevés*, mens., nº cat. 64-002; *Le Quotidien*, 24 janvier 1985; *Statistiques des prix de la construction*, mens. nº cat. 62-007; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001; Base de données *Cansim*; Banque du Canada. *Revue*, mens.; et l'Association canadienne de l'immeuble, *Rapport annuel*.

Tableau 4.2

Sélection de ratios[1] financiers des grandes sociétés industrielles

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
			(ratio)			
Fonds internes[2]/investissements	0.86	0.77	0.47	0.42	0.85	0.94
Actif à court terme/passif à court terme	1.62	1.60	1.51	1.39	1.42	1.44
Actif à court terme moins stocks/passif à court terme	0.92	0.88	0.83	0.76	0.81	0.84
Dette totale/capitaux propres[3]	0.73	0.71	0.83	0.97	0.88	0.83
			(pour cent)			
Marges bénéficiaires avant impôts sur ventes[4]	9.8	9.8	8.1	4.5	6.3	7.4
Fardeau d'intérêt[5]	24.8	27.4	40.4	65.1	50.5	44.2

[1] Les ratios figurant dans la partie supérieure du tableau sont calculés pour le troisième trimestre de l'année considérée; ceux de la partie inférieure sont les moyennes des trois premiers trimestres de chaque année.

[2] Les fonds internes sont égaux aux bénéfices nets après impôts et aux dividendes (c'est-à-dire aux bénéfices non répartis) augmentés des déductions pour amortissement et épuisement.

[3] La dette comprend les emprunts à court terme et à long terme tandis que les capitaux propres comprennent l'avoir des actionnaires et les bénéfices non répartis.

[4] Définies comme le revenu avant provision pour impôt sur le revenu, divisé par les ventes de biens et services.

[5] Défini comme les paiements d'intérêt sur la dette à court et à long terme, divisés par le revenu net corrigé pour inclure les paiements d'intérêt.

Sources: Statistique Canada, *Statistiques financières des sociétés industrielles*, trim., nº cat. 61-003; et ministère des Finances.

Tableau 4.3
Investissements des entreprises[1]
(en dollars courants)

	Part du total en 1984	1982	1983	1984
	(en pourcentage)	(variation en pourcentage)		
Secteur non énergétique				
Agriculture et pêche	8.4	– 10.7	– 5.9	2.9
Mines	4.9	– 1.7	– 7.3	– 8.6
Industrie forestière	0.4	– 47.5	4.7	31.5
Industrie manufacturière	17.0	– 13.7	– 21.9	6.7
Bâtiment	2.5	– 0.9	– 0.7	– 1.2
Ensemble du secteur des biens	33.2	– 11.0	– 14.3	2.8
Transports, entreposage et communications	12.9	2.4	– 6.1	– 0.2
Commerce	4.8	– 3.1	4.6	19.1
Finance, assurance et immobilier	7.9	– 11.3	– 0.2	1.0
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	10.1	– 10.7	– 1.8	28.4
Ensemble du secteur des services	35.6	– 5.0	– 2.5	9.3
Total du secteur non énergétique	68.9	– 8.3	– 8.8	6.1
Secteur énergétique				
Électricité	13.2	14.9	– 7.6	– 14.5
Extraction de pétrole et de gaz	14.3	5.8	– 7.1	3.8
Pipelines	1.4	14.2	– 66.9	7.4
Distribution de gaz	1.1	26.6	– 0.2	11.2
Produits du pétrole et du charbon	1.1	44.9	– 31.3	– 36.3
Ensemble du secteur énergétique	31.1	12.9	– 14.7	– 6.4
Total	100.0	– 1.7	– 10.9	1.9

[1] Les estimations des investissements privés et publics diffèrent légèrement de celles des Comptes nationaux en raison de traitement théorique différent des commissions immobilières, des biens usagers exportés, des ventes nettes de véhicules automobiles usagés et des valeurs de rebut et de récupération.

Source: Statistique Canada, *Investissements publics et privés au Canada*, an., nº cat. 61-206.

Tableau 4.4
Sommaire de la balance courante des paiements internationaux

	Moyenne 1971-1980	1981	1982	1983	1984
			(variation en pourcentage)		
Exportations de marchandises	16.3	10.2	0.1	7.4	23.9
En dollars constants de 1971	4.7	3.6	−0.7	8.8	22.2
Importations de marchandises	17.2	13.6	−13.5	9.6	25.4
En dollars constants de 1971	6.0	2.7	−15.3	14.1	19.1
Recettes au titre des services	13.0	13.1	6.0	0.8	11.6
Paiements au titre des services	14.9	22.4	8.3	1.2	14.3
Total des recettes	15.7	10.6	1.0	6.3	21.9
Total des paiements	16.5	16.0	−7.2	6.8	21.9
			(en milliards de dollars)		
Solde de la balance commerciale	3.0	7.3	17.8	17.7	20.8
Solde au titre des services	−6.1	−14.9	−16.5	−16.8	−19.7
Solde au titre des biens et services	−3.0	−7.6	1.3	0.9	1.2
Transferts nets	0.5	1.5	1.4	0.8	0.8
Solde de la balance courante	−2.5	−5.8	2.7	1.7	2.0

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, trim., nº cat. 67-001.

Tableau 4.5
Solde du commerce par catégorie de produits et par pays (méthode de la balance des paiements)

	Moyenne 1973-1980	1981	1982	1983	1984
			(en milliards de dollars)		
Par pays					
États-Unis	1.1	3.7	11.3	14.1	19.9
Royaume-Uni	0.7	1.0	0.8	0.8	0.2
Autres pays de la CEE	0.6	1.4	1.0	0.1	−1.4
Japon	1.0	0.3	1.0	0.3	0.1
Autres pays de l'OCDE	0.0	0.4	−0.1	−0.4	−0.3
Autres pays	−0.1	0.5	4.0	2.9	2.3
Total	3.3	7.3	17.8	17.7	20.8
Par catégorie de produits					
Produits agricoles	1.8	4.4	5.3	5.5	4.9
Matières brutes	3.5	3.0	6.2	7.2	9.6
Matières transformées	8.4	16.7	16.0	16.3	18.9
Produits manufacturés	−11.0	−18.8	−11.0	−12.8	−15.5
Véhicules automobiles et pièces	−1.5	−2.3	2.2	2.7	3.7
Divers	0.6	2.0	1.3	1.4	3.0
Total	3.3	7.3	17.8	17.7	20.8

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments.

Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur*, mens., nº cat. 65-001.

Tableau 4.6

Évolution des importations de machines et équipement et de biens de consommation autres que les automobiles

A. Importation de machines et équipement selon leur classification technologique, en proportion des investissements totaux en machines et équipement

Année	Valeur			Volume		
	Total	Haute technologie	Autre	Total	Haute technologie	Autre
	(part en pourcentage)					
Moyenne						
1971-1975	60.7	11.6	49.1	62.2	12.6	49.5
1976-1980	64.1	12.6	51.5	64.6	16.3	48.3
1981-1983	64.3	19.0	45.3	66.1	25.9	40.2
1984	80.9	29.3	51.6	85.5	41.0	44.5

B. Importation de biens de consommation en pourcentage des dépenses totales en biens de consommation

Année	Valeur			Volume		
	É.-U.	Reste du monde	Total	É.-U.	Reste du monde	Total
	(part en pourcentage)					
Moyenne						
1971-1975	2.9	3.3	6.2	3.0	3.2	6.2
1976-1980	3.4	3.8	7.2	3.5	3.3	6.9
1981-1983	3.2	3.9	7.0	3.4	3.9	7.2
1984	3.2	5.1	8.3	3.3	5.7	9.0

Sources: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur*, mens., nº cat. 65-001, et *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

Tableau 4.7
Évolution du marché du travail

	Moyenne 1971-1980	1981 annuelle	1982 annuelle	1983 annuelle	1983 en fin d'année[1]	1984 annuelle	1984 en fin d'année[1]
			(variation en pourcentage)				
Emploi							
Total	3.1	2.8	−3.3	0.8	3.8	2.5	2.4
Hommes adultes	1.8	2.0	−2.4	0.5	3.5	1.8	1.4
Femmes adultes	5.3	6.2	0.9	4.0	5.8	4.1	4.5
Jeunes (15-24 ans)	3.3	0.4	−10.1	−2.5	1.6	1.6	1.2
Population en âge de travailler							
Total	2.2	1.8	1.6	1.4	1.3	1.2	1.2
Hommes adultes	2.2	2.4	2.4	2.2	2.1	2.1	2.1
Femmes adultes	2.4	2.6	2.5	2.4	2.3	2.2	2.3
Jeunes	1.8	−0.3	−1.1	−1.6	−1.8	−1.9	−1.9
Population active							
Total	3.3	2.9	0.5	1.9	1.8	1.8	1.9
Hommes adultes	1.9	2.1	1.1	1.7	1.5	1.5	1.6
Femmes adultes	5.5	6.3	3.3	4.8	4.7	4.3	4.7
Jeunes	3.7	0.5	−4.0	−1.3	−1.2	−0.8	−1.1
			(pourcentage)				
Taux d'activité							
Total	61.1	64.8	64.1	64.4	64.5	64.8	64.9
Hommes adultes	81.6	80.5	79.5	79.1	78.7	78.6	78.4
Femmes adultes	40.6	48.1	48.5	49.6	50.0	50.6	51.2
Jeunes	62.9	67.7	65.8	66.1	66.2	66.8	66.8
Taux d'emploi							
Total	6.8	7.5	11.0	11.9	11.2	11.3	10.9
Hommes adultes	4.3	4.8	8.2	9.2	8.6	8.9	8.7
Femmes adultes	6.3	6.7	8.8	9.6	9.3	9.7	9.4
Jeunes	12.1	13.2	18.8	19.9	18.8	17.9	17.0
Parts du chômage							
Hommes adultes	30.2	29.2	34.0	35.5	34.8	36.1	36.5
Femmes adultes	23.1	25.5	23.8	24.5	25.6	26.9	27.4
Jeunes	46.7	45.3	42.2	40.0	39.7	37.0	36.0
Parts de la population active							
Hommes adultes	48.2	45.4	45.7	45.6	45.6	45.5	45.4
Femmes adultes	25.1	28.8	29.6	30.5	30.8	31.2	31.6
Jeunes	26.7	25.8	24.7	23.9	23.6	23.3	23.0

[1] Variations à décembre. Pour décembre, les taux d'activité et de chômage et les parts sont basés sur des données dessaisonalisées.

Source: Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, an., nº cat. 71-201.

Tableau 4.8
Évolution de l'emploi

	Moyenne 1971-1980	1981 annuelle	1982 annuelle	1983 annuelle	1983 en fin d'année[1]	1984 annuelle	1984 en fin d'année[1]
				(variation en pourcentage)			
Emploi total	3.1	2.8	−3.3	0.8	3.8	2.5	2.4
Industries de biens	1.7	1.9	−9.0	−1.5	4.9	3.1	1.9
Agriculture	−0.7	1.3	−4.7	3.0	5.4	−0.0	−4.3
Autres industries primaires	3.3	7.7	−16.1	4.0	4.4	3.5	5.3
Industrie manufacturière	1.8	0.5	−9.0	−2.2	6.8	4.3	2.3
Bâtiment	2.9	4.3	−8.3	−5.2	−1.7	1.1	4.2
Industries de services	3.8	3.2	−0.6	1.9	3.4	2.2	2.5
Transports, communications et services d'utilité publique	2.6	0.7	−3.0	−1.7	−2.5	−1.4	−0.3
Commerce	3.3	2.6	−1.9	0.1	3.1	4.3	5.3
Finance, assurance et immobilier	4.9	−2.7	1.2	0.3	9.6	4.6	0.0
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	4.3	5.5	0.5	4.2	4.8	1.8	2.5
Administration publique	3.8	3.2	−0.1	2.0	−0.1	1.0	1.1
Régions							
Atlantique	2.7	0.7	−3.2	1.7	1.3	2.6	3.3
Québec	2.4	1.2	−5.2	2.2	5.3	3.0	2.0
Ontario	2.9	2.9	−2.5	0.7	5.2	3.6	3.2
Prairies	3.9	4.4	−1.2	−0.1	1.0	0.6	1.3
C.-B.	4.2	4.7	−5.2	−0.6	2.0	0.4	1.7
Rémunéré	3.2	2.9	−3.6	0.5	3.7	2.3	2.0
Non rémunéré	1.4	1.6	−0.7	4.0	4.9	3.8	5.3
Plein temps	2.3[2]	2.2	−4.3	−0.3	2.8	2.5	3.0
Temps partiel	7.1[2]	6.8	3.1	7.7	8.9	2.3	−1.0
				(parts de l'emploi total)			
Emploi total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Industries de biens	34.6	32.5	30.6	29.9	30.1	30.1	29.9
Industries de services	65.4	67.5	69.4	70.1	69.9	69.9	70.1
Rémunéré	89.8	90.2	90.0	89.7	89.7	89.5	89.4
Non rémunéré	10.2	9.8	10.0	10.3	10.3	10.5	10.6
Plein temps	87.9[2]	86.5	85.6	84.6	84.3	84.6	84.8
Temps partiel	12.1[2]	13.5	14.4	15.4	15.7	15.4	15.2

[1] Variations de décembre à décembre des données non dessaisonalisées, sauf en ce qui concerne les parts de l'emploi qui sont basées sur des données dessaisonalisées.

[2] Croissance moyenne en pourcentage de 1976 à 1980 car il n'y a pas de données disponibles avant 1975.

Source: Statistique Canada, *Statistiques chronologiques sur la population active*, an., nº cat. 71-201.

Tableau 4.9

Progression de l'emploi par catégorie de travailleurs rémunérés et non rémunérés

	Décembre 1982 à décembre 1983		Décembre 1983 à décembre 1984	
	Variation en pourcentage	Part de la croissance de l'emploi	Variation en pourcentage	Part de la croissance de l'emploi
Emploi total	3.8	100.0	2.4	100.0
Emploi rémunéré	3.7	86.7	2.0	76.8
Secteur privé	5.0	93.4	1.9	56.7
Administration publique	– 1.3	– 6.7	2.6	20.1
Emploi non rémunéré	4.9	13.3	5.3	23.2
Employeurs[1]	7.5	5.4	– 4.3	– 5.1
Travaillant à son propre compte[2]	3.8	6.6	12.2	33.5
Famille non rémunérée	4.6	1.3	– 11.5	– 5.1

[1] Propriétaires d'entreprises non constituées en société qui font appel à une aide rémunérée.

[2] Propriétaires d'entreprises non constituées en société qui ne font pas appel à une aide rémunérée.

Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº cat. 71-001 (révisé).

Tableau 4.10
Inflation récente des prix et des coûts au Canada

	Moyenne 1971-1980	1981 annuelle	1982 annuelle	1983 annuelle	1983 en fin d'année[1]	1984 annuelle	1984 en fin d'année[1]
	(variation en pourcentage)						
Indice des prix à la consommation (IPC)							
Alimentation	10.2	11.4	7.2	3.7	3.9	5.6	4.6
Logement	7.7	12.4	12.5	6.8	4.5	3.7	3.3
Vêtement	6.1	7.1	5.6	4.0	2.9	2.5	2.3
Transports	7.7	18.3	14.1	5.0	4.0	4.2	3.8
Santé et soins personnels	7.4	10.9	10.6	6.9	4.7	3.9	3.7
Loisirs, lecture et éducation	6.0	10.1	8.7	6.5	4.6	3.4	3.4
Tabac et alcool	6.5	12.9	15.5	12.6	11.4	8.2	5.3
IPC total	8.0	12.5	10.8	5.8	4.5	4.4	3.8
Énergie	11.4[4]	30.0	19.8	7.8	6.2	5.6	6.2
Total, alimentation exclue	7.3	12.7	11.8	6.4	4.7	4.0	3.5
Total, énergie exclue	8.4[4]	11.0	9.8	5.6	4.3	4.2	3.5
Total, alimentation et énergie exclues	7.3[4]	10.9	10.8	6.2	4.5	3.8	3.1
Biens	8.3	13.1	9.4	5.4	4.7	4.7	4.0
Services	7.8	11.5	12.9	6.5	4.3	3.8	3.3
Prix implicites de la DNB							
Consommation	7.9	11.7	10.9	5.8	4.5	4.2	3.4
Demande intérieure	8.7	11.7	10.5	5.1	3.3	4.0	3.9
Importations	10.3	10.9	4.5	−1.2	−0.4	5.5	5.6
Demande intérieure moins importations	8.1	12.0	13.4	7.5	4.4	3.1	3.0
Exportations	10.8	7.3	2.7	0.0	−1.9	1.9	2.0
DNB total	8.8	10.6	10.3	5.4	2.9	3.0	2.8
Prix de vente dans l'industrie	9.7	10.2	6.0	3.5	3.6	4.1	3.8
Prix intérieurs des matières premières	15.7[5]	19.1	8.3	5.3	5.2	3.1	4.4
Combustibles exclus	15.2[5]	0.8	−3.8	2.5	7.2	5.3	1.3
Prix mondiaux des produits de base, énergie exclue (dollars É.-U.)[2]	19.1[6]	−13.5	−13.6	12.7	21.5	−1.0	−14.0
Règlements salariaux sans IVC							
Secteur privé	11.2	13.5	10.8	5.2	3.4	2.8	3.6
Secteur public	10.5	13.3	9.7	5.6	4.2	4.0	4.7
Secteur commercial	11.0	13.9	9.8	5.5	4.1	3.2	3.7
Secteur non commercial	10.5	13.1	10.0	5.6	4.0	3.9	4.7
Ensemble des industries[3]	10.7	13.3	9.9	5.5	4.0	3.5	4.5
Rémunération moyenne	10.3	12.4	10.6	4.6	3.5	3.6	3.7
Productivité	1.0	0.5	−1.2	2.4	3.5	2.1	1.3
Coûts unitaires de main-d'œuvre	9.2	11.8	11.9	2.1	0.0	1.4	2.3
Bénéfices par unité de production	12.6	−16.1	−32.5	50.0	47.5	16.0	9.6

[1] Variation en pourcentage sur douze mois au quatrième trimestre pour les prix implicites de la DNB et au quatrième trimestre ou au mois de décembre pour tous les autres prix.

[2] Ne reflète pas les révisions résultant des récentes modifications apportées par *The Economist* à la composition de l'indice.

[3] Les données antérieures à 1983 n'englobent pas les règlements salariaux dans le secteur du bâtiment.

[4] Moyenne pour 1972-1980. Les données sur l'énergie ne sont pas publiées pour la période antérieure à 1971.

[5] Moyenne pour 1978-1980.

[6] Moyenne pour 1972-1980.

Sources: Statistique Canada, *Indice des prix à la consommation*, mens., n° cat. 62-001; *La population active*, mens., n° cat. 71-001; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., n° cat. 13-001; *Indices des prix de l'industrie*, mens., n° cat. 62-011; *The Economist*, hebd.; et Travail Canada, *Règlements salariaux*, trim.

Tableau 4.11
Expansion monétaire et taux d'intérêt

	Moyenne annuelle			1984			
	1982	1983	1984	Premier trimestre	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Quatrième trimestre
				(pourcentage)			
Taux d'intérêt							
Nominal							
À court terme[1]	14.15	9.46	11.23	10.08	11.45	12.45	10.94
À long terme[2]	14.26	11.79	12.75	12.46	13.68	12.98	11.88
Réel							
À court terme[3]	3.78	4.00	8.23	6.40	7.53	10.65	8.94
À long terme[4]	3.96	6.39	9.75	8.84	10.04	10.98	9.80
				(variation en pourcentage)			
Masse monétaire[5]							
M1[6]	3.16	8.65	−0.12	4.37	−4.60	−2.98	3.03
M1A[7]	8.77	14.45	21.14	13.17	11.73	22.26	39.30
M2[8]	8.10	3.48	7.04	5.26	6.64	4.82	11.56
M3[9]	3.05	−1.29	5.39	3.50	9.18	−1.29	10.59

[1] Papier commercial à 90 jours.

[2] Obligations du gouvernement du Canada de 10 ans et plus.

[3] Taux des bons du Trésor à trois mois moins la variation correspondante en pourcentage sur douze mois du déflateur de la DNB.

[4] Taux des obligations du gouvernement du Canada de 10 ans et plus moins la variation correspondante en pourcentage sur douze mois du déflateur de la DNB.

[5] Les calculs sont fondés sur des données dessaisonalisées. Variation entre le niveau moyen de la période considérée et celui de la période précédente, exprimée en taux annuel.

[6] Monnaie et dépôts à vue moins éléments en circulation du secteur privé.

[7] M1 plus les comptes à intérêt quotidien avec privilège de chèques et les dépôts à court terme autres que ceux des particuliers.

[8] M1A plus les autres dépôts à court terme et les dépôts à terme des particuliers.

[9] M2 plus les autres dépôts à terme fixe n'appartenant pas aux particuliers, plus les dépôts en monnaies étrangères des résidents comptabilisés au Canada.

Sources: Banque du Canada, *Revue*, mens.; et ministère des Finances.

Tableau 4.12
Expansion du crédit

	1980	1981	1982	1983	1984
	(flux nets, en milliards de dollars)				
Secteur privé	31.7	54.5	20.4	8.0	21.0
Crédit à la consommation[1]	4.4	3.2	−1.1	1.1	3.5
Prêts hypothécaires[2]	5.7	3.6	1.4	5.6	5.3
Sociétés non financières[3]	21.6	47.7	13.3	−0.1	13.3
Secteur public	20.1	24.1	32.7	37.8	35.1
Gouvernement du Canada[4]	11.9	11.8	18.3	26.1	26.5
Provinces et municipalités[5]	8.2	12.3	14.4	11.5	8.6
Total du financement obtenu	51.8	78.6	53.1	45.8	56.1
(en pourcentage du PNB)	(17.4)	(23.1)	(14.8)	(11.7)	(13.3)

[1] Ne comprend pas les caisses de crédit et les caisses populaires.

[2] Banques à charte, sociétés de fiducie et de prêts, sociétés de financement, banques d'épargne du Québec et compagnies d'assurance-vie. Ne comprend pas les prêts hypothécaires provenant du secteur public.

[3] Ne comprend pas les prêts hypothécaires.

[4] Accroissement total de la dette directe non échue du gouvernement du Canada, y compris la dette en monnaies étrangères.

[5] Ne comprend pas les emprunts auprès du RPC.

Source: Banque du Canada, *Revue*, mens.

Tableau 4.13

Recettes, dépenses et solde budgétaire de l'ensemble du secteur public[1]
(Selon les Comptes nationaux)

	Moyenne annuelle 1971-1980	1981	1982	1983	1984
		(variation en pourcentage)			
Recettes					
Impôts directs–particuliers	13.9	23.5	11.4	8.7	8.2
sociétés	14.8	3.5	−6.7	12.2	17.8
Impôts des non-résidents	14.0	11.6	6.1	−11.5	5.5
Impôts indirects	11.6	28.7	4.6	3.0	10.0
Revenus de placements	20.5	14.5	15.8	7.0	11.2
Autres revenus	11.9	14.0	11.3	13.4	9.7
Ensemble des recettes	13.8	20.9	8.1	7.0	10.1
Dépenses					
Demande finale	13.1	16.0	12.6	7.5	8.1
Transferts aux particuliers	16.0	13.8	23.6	14.8	8.1
Subventions	25.5	18.3	−5.4	4.9	24.7
Subventions d'équipement	23.4	5.7	162.5	53.4	−13.2
Transferts aux non-résidents	12.9	7.0	21.3	11.9	26.9
Intérêt sur la dette publique	17.8	31.0	19.5	7.9	18.9
Total des dépenses	14.9	17.4	16.3	10.1	10.1
Surplus ou déficit (-)		(en milliards de dollars)			
Observé	−2.9	−5.4	−17.9	−24.3	−26.9
Corrigé des variations conjoncturelles	−2.7	−3.2	−4.7	−9.3	−15.0
Corrigé de l'inflation	−0.3	1.3	−11.6	−21.2	−23.2
Surplus ou déficit (-)		(en pourcentage du PNB)			
Observé	−1.5	−1.6	−5.0	−6.2	−6.4
Corrigé des variations conjoncturelles	−1.5	−0.9	−1.2	−2.2	−3.4
Corrigé de l'inflation	−0.2	0.4	−3.3	−5.4	−5.5

[1] Comprend les régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001, et estimations du ministère des Finances.

Tableau 4.14

Recettes, dépenses et solde budgétaire de l'administration fédérale (Selon les Comptes nationaux)

	Moyenne annuelle 1971-1980	1981	1982	1983	1984
		(variation en pourcentage)			
Recettes					
Impôts directs–particuliers	12.2	24.6	10.0	10.3	6.4
sociétés	14.2	7.9	−0.4	11.5	17.2
Impôts des non-résidents	15.2	11.6	6.1	−11.5	5.5
Impôts indirects	11.6	55.3	−7.8	−7.6	10.8
Revenus de placements	13.8	15.3	15.4	3.6	18.7
Autres revenus	13.5	13.1	10.6	13.0	9.1
Ensemble des recettes	12.5	27.8	3.7	4.8	10.2
Dépenses					
Demande finale	11.4	18.0	15.9	5.4	15.1
Transferts aux particuliers	15.0	13.4	30.5	15.6	5.6
Subventions	25.1	17.4	−13.0	0.7	29.1
Subventions d'équipement	22.0	7.9	199.6	47.0	−8.1
Transferts aux non-résidents	12.7	6.7	21.2	11.7	27.1
Intérêt sur la dette publique	18.2	38.8	21.4	4.4	22.4
Transferts aux autres paliers d'administration	14.2	9.8	11.9	10.1	13.0
Ensemble des dépenses	14.9	18.1	19.4	9.8	13.4
Surplus ou déficit(-)		(en milliards de dollars)			
Observé	−4.4	−7.4	−18.9	−24.1	−29.6
Corrigé des variations conjoncturelles	−4.4	−5.8	−9.4	−13.1	−20.8
Corrigé de l'inflation	−2.6	−1.2	−13.4	−21.1	−26.3
Surplus ou déficit(-)		(en pourcentage du PNB)			
Observé	−2.4	−2.2	−5.3	−6.2	−7.0
Corrigé des variations conjoncturelles	−1.9	−1.7	−2.4	−3.1	−4.7
Corrigé de l'inflation	−1.2	−0.4	−3.7	−5.4	−6.2

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001, et estimations du ministère des Finances.

Table 4.15

Recettes, dépenses et solde budgétaire du secteur des administrations provinciales et locales (hôpitaux inclus) (Selon les Comptes nationaux)

	Moyenne annuelle 1971-1980	1981	1982	1983	1984
		(variation en pourcentage)			
Recettes					
Impôts directs–particuliers	17.6	24.4	11.8	8.9	8.7
sociétés	16.5	−7.0	−23.7	14.7	20.0
Impôts indirects	11.6	15.2	13.1	8.9	9.7
Revenus de placements					
Redevances	31.9	−0.9	9.5	5.2	7.7
Revenus d'intérêt	20.6	26.5	19.7	9.0	8.0
Total des revenus de placements	24.9	12.9	15.2	7.4	7.9
Autres recettes	11.7	14.1	11.4	13.5	9.6
Total des recettes propres	14.8	15.7	11.1	9.3	9.4
Transferts fédéraux en espèces	14.2	9.8	11.9	10.1	13.0
Total des recettes	14.7	14.7	11.3	9.4	10.1
Dépenses					
Demande finale					
Traitements et salaires	15.0	14.2	13.5	7.4	6.3
Autres	11.6	17.4	8.7	9.3	5.7
Total de la demande finale	13.6	15.4	11.6	8.1	6.1
Transferts aux particuliers	15.4	12.3	14.0	11.8	9.2
Subventions	27.0	20.8	16.9	14.0	16.3
Subventions d'équipement	27.7	0.3	68.0	82.5	−31.5
Intérêt sur la dette publique	17.1	19.5	16.3	14.0	13.0
Total des dépenses	14.4	15.4	12.8	9.8	7.3
Surplus ou déficit (−)		(en milliards de dollars)			
Observé	−0.5	−1.3	−2.8	−3.4	−0.8
Corrigé des variations conjoncturelles	−0.4	−0.6	0.8	0.5	2.1
Corrigé de l'inflation	1.5	2.0	0.4	−2.1	0.6
Surplus ou déficit (−)		(en pourcentage du PNB)			
Observé	−0.4	−0.4	−0.8	−0.9	−0.2
Corrigé des variations conjoncturelles	−0.4	−0.2	0.2	0.1	0.5
Corrigé de l'inflation	0.7	0.6	0.1	−0.5	0.1

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº cat. 13-001.

5. Comparaisons internationales

5.1 Comparaison Canada-États-Unis de la reprise de 1983-1984

Au cours de la deuxième année de la présente reprise en 1984, la croissance économique a été plus faible au Canada qu'aux États-Unis, ces derniers disposant nettement d'un avantage marqué à la première moitié de l'année, comme l'indique le graphique 5.1. Toutefois, contrairement à la croyance populaire, le redressement global de la DNB réelle au Canada au cours des deux années complètes de la présente reprise n'a été que légèrement inférieur à celui enregistré aux États-Unis en raison de la plus grande vigueur de la reprise canadienne en 1983. On trouvera ci-dessous certaines des autres caractéristiques importantes qui ressortent d'une comparaison entre la reprise canadienne et celle des États-Unis.

- La faiblesse persistante de la croissance de la demande finale pendant les deux années de la reprise au Canada est en grande partie due au fait que les investissements fixes des entreprises ont enregistré un recul cumulatif prononcé au Canada et une progression supérieure à la moyenne aux États-Unis. Toutefois, ces derniers ont également connu une meilleure performance que le Canada au niveau de la croissance des dépenses de consommation et de construction résidentielle.

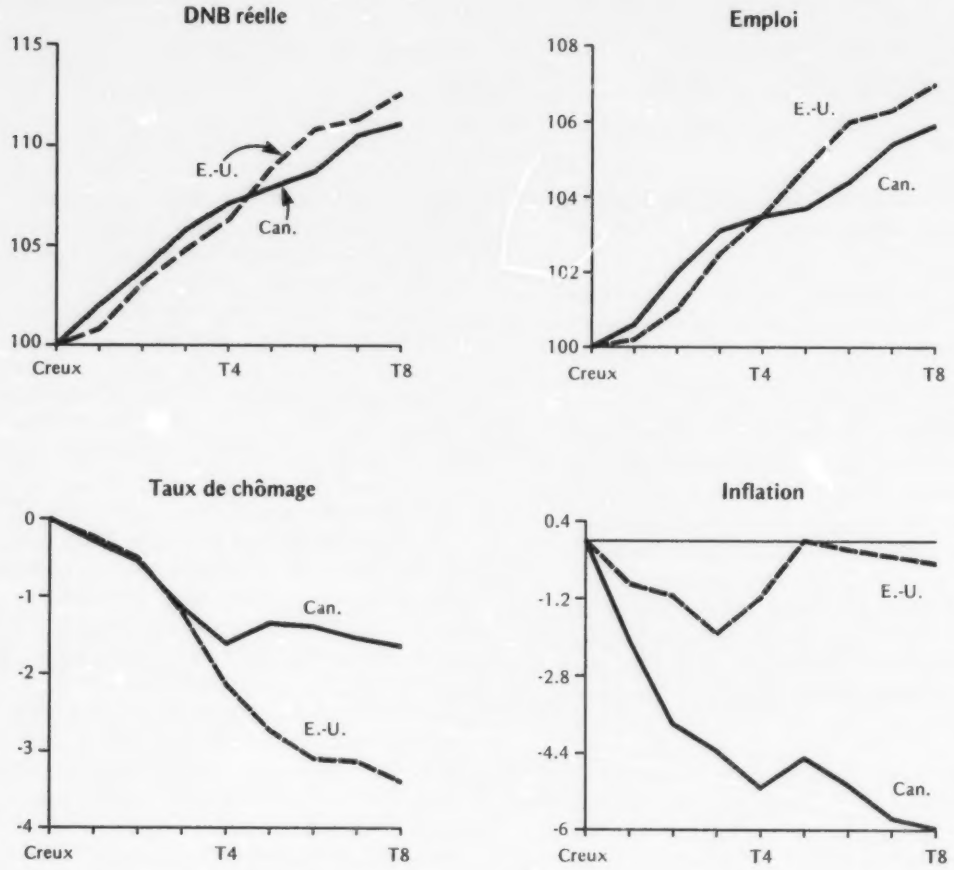
- La variation des stocks est demeurée plutôt faible aux États-Unis pendant la reprise de 1983-1984, alors qu'elle a été fortement orientée à la hausse au Canada. La demande intérieure totale, soit la demande finale et la variation des stocks, a cependant progressé plus vite aux États-Unis qu'au Canada.

- Si l'on considère la variation de la demande intérieure totale, la vigueur de la progression des exportations canadiennes et des importations américaines n'a produit qu'une légère différence entre les taux de croissance des DNB réelles canadienne et américaine au cours des deux années de la reprise, alors qu'un écart important séparait les taux de progression de la demande intérieure totale.

Le taux de chômage au Canada a atteint un niveau record de 12.9 pour cent pendant la récession de 1981-1982, comparativement à un sommet de 10.8 pour cent aux États-Unis. Au cours de la reprise qui s'ensuivit, le taux de chômage a davantage fléchi aux États-Unis qu'au Canada. En conséquence, à la fin de 1984, le taux de chômage canadien dépassait de près de 3.75 points de pourcentage celui des États-Unis. Trois facteurs sont à l'origine du comportement différent du marché de travail au Canada et aux États-Unis pendant la reprise. Premièrement, la progression de la population active a été beaucoup plus prononcée au Canada qu'aux États-Unis. Cela est en partie attribuable à l'intensité de la récession de 1981-1982 au Canada qui a forcé un grand nombre de travailleurs à se retirer du marché du travail. Alors que la reprise gagnait en vigueur, nombre de ces travailleurs ont commencé à rejoindre les rangs de la population active. Deuxièmement, au Canada, l'augmentation de l'emploi par unité d'accroissement de la production a été plus faible qu'aux États-Unis, ce qui témoigne de meilleurs résultats sur le plan de la productivité. Troisièmement, la progression légèrement plus forte de la production aux États-Unis a eu pour effet de créer relativement plus d'emplois dans ce pays qu'au Canada.

Le taux d'inflation aux États-Unis a progressé pendant la majeure partie des 18 derniers mois après être tombé au-dessous des 3 pour cent au milieu de 1983. Cela était attribuable au fléchissement rapide du taux de chômage aux États-Unis qui a freiné la baisse du taux de progression des coûts unitaires de main-d'oeuvre, et

Graphique 5.1
Comparaison(1) Canada — E.-U. pour la reprise 1983-1984



(1) Variations cumulatives absolues ou procentuelles, zéro ou 100 représentant le creux.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, n° cat. 13-001; *Statistiques chronologiques sur la population active*, n° cat. 71-201, annuelle; *L'indice des prix à la consommation*, n° cat. 62-001, mens.; Département du commerce des Etats-Unis, *Survey of Current Business*, mens.; Département du Travail (E.-U.), *Employment and Earnings*, et Bureau des statistiques du travail (E.-U.), *CPI Retail Report*, mens.

à un accroissement des marges bénéficiaires. La hausse de la devise américaine a contribué à très bien contenir une autre poussée inflationniste aux États-Unis. La progression de l'inflation américaine, jointe au recul persistant de l'inflation au Canada, a supprimé en juin 1984 l'écart inflationniste en faveur des États-Unis. Cet écart s'établissait à 5.4 points de pourcentage à la fin de 1982. Au deuxième semestre de 1984, le taux d'inflation au Canada était généralement inférieur à celui des États-Unis, en particulier lorsque l'on considère aux fins de la comparaison l'IPC, hors alimentation et énergie. Les meilleurs résultats obtenus par le Canada sur le plan de la croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre au cours de l'année dernière sont le principal facteur à l'origine de l'amélioration de la position relative du Canada sur le plan de l'inflation. L'améliora-

tion des coûts unitaires de main-d'oeuvre au Canada est essentiellement attribuable à une progression moindre au Canada de la rémunération moyenne par employé.

5.2 Évolution économique au niveau international

En 1984, il y a eu des différences marquées entre les grands pays industrialisés en ce qui concerne l'évolution d'un certain nombre de grands indicateurs économiques. Outre le Canada et les États-Unis, seul le Japon a enregistré parmi les sept principaux pays[1] un accroissement de la production de l'ordre de 4.5 pour cent ou plus. Bien que positive, la croissance de la production dans tous les autres grands pays s'est établie entre 1 et 3 pour cent. En 1984, les États-Unis ont été le seul grand pays à connaître un recul sensible du taux de chômage. La même année, les taux d'inflation sont demeurés à 4 pour cent ou moins, et ont même baissé dans certains pays. Les seules exceptions à ce chapitre ont été l'Italie et la France qui ont enregistré des taux de 11 et 7 pour cent respectivement. En ce qui concerne les politiques économiques, le déficit budgétaire de l'ensemble des administrations exprimé en proportion de la DNB a fléchi aux États-Unis, au Japon et en Allemagne, est demeuré relativement stable au Canada, en France et au Royaume-Uni, et s'est sensiblement élevé en Italie. Durant l'année, les taux d'intérêt ont généralement progressé aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, ils sont demeurés relativement stables au Japon et en Allemagne, et ont fléchi en France et en Italie. De plus amples détails sur les comparaisons internationales figurent aux tableaux de référence 91 à 95.

[1] Il s'agit des États-Unis, du Japon, de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de l'Italie et du Canada.

Tableaux de référence

Remarque: Ces tableaux ne fournissent que les dernières données disponibles au moment de la préparation. Les données sont révisées et les usagers devront se rapporter aux sources corrigées pour obtenir des chiffres plus à jour.

Les codes identifiant CANSIM (D pour Statistique Canada et B pour la Banque du Canada) sont fournis, si disponibles, en tête des colonnes pour aider les usagers qui ont accès à des données informatisées et pour fournir des références plus détaillées. Lorsque deux chiffres sont fournis, celui du haut représente des données non ajustées et celui du bas, des données désaisonnalisées. Lorsqu'un troisième chiffre est fourni, il est le moindre et représente des données fondées annuellement.

		Page
Population		
1	Évolution démographique	67
2	Répartition de la population par province	68
Comptes nationaux		
3	Dépense nationale brute	70
4	Dépense nationale brute en dollars constants (1971)	72
5	Évolution structurelle de la demande	74
6	Évolution structurelle de la demande	75
7	Dépense brute, par habitant, Canada et provinces	76
8	Dépense provinciale brute	78
9	Revenu national et Produit national brut	80
10	Rapprochement du Produit national brut aux prix du marché et du Produit intérieur brut au coût des facteurs	82
11	Évolution structurelle du revenu	84
12	Évolution structurelle du revenu	85
13	Indices de revenu réel	86
14	Sources du revenu personnel	88
15	Disposition du revenu personnel	90
16	Revenu des particuliers, Canada et par province	91
17	Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province	93
Éléments des dépenses		
18	Valeur des ventes au détail, Canada et par région	95
19	Investissements privés et publics au Canada	96
20	Investissements privés et publics au Canada	98
21	Investissements privés et publics, par région	100
22	Investissements privés, logement exclu, par région	101
23	Mises en chantier, achèvements et construction de logements	102
24	Logements mis en chantier et achevés, par genre	103
25	Expéditions, commandes et stocks du secteur de la fabrication	104
Production réelle		
26	Produit intérieur brut en dollars constants (1971), par industrie	105
Population active		
27	Principaux éléments du marché du travail	106
28	Taux de participation et chômage selon le sexe et l'âge	107
29	Taux de participation, Canada et par région	108
30	Population active, Canada et par région	109
31	Emploi, Canada et par région	110
32	Estimations du nombre d'employés par industrie	111
33	Chômage, Canada et par région	112
34	Chômeurs selon la situation de famille, Canada	113

35 Unités familiales comptant un chômeur ou plus, selon le nombre de personnes employées par unité au Canada ... 114
36 Indice de l'offre d'emploi, Canada et régions ... 115

Productivité et coûts
37 Productivité et coûts: Industries commerciales non agricoles ... 116
38 Productivité et coûts: Industries non agricoles productrices de biens ... 117
39 Productivité et coûts: Industries de services commerciaux ... 118
40 Productivité et coûts: Industries manufacturières ... 119
41 Augmentation annuelle moyenne de la rémunération de base prévue dans les nouvelles conventions collectives (sans indemnité), par industrie ... 120

Indices des prix
42 Indices implicites des prix de la Dépense nationale brute ... 121
43 Indices des prix à la consommation: classifications standard ... 123
44 Indices des prix à la consommation: classifications en biens et services ... 124
45 Prix de l'énergie ... 125
46 Autres indices des prix ... 126

Recettes, dépenses et dette du secteur public
47 Total des recettes publiques selon les Comptes nationaux ... 127
48 Total des dépenses publiques selon les Comptes nationaux ... 128
49 Recettes du gouvernement fédéral selon les Comptes nationaux ... 129
50 Dépenses du gouvernement fédéral selon les Comptes nationaux ... 130
51 Dépenses du gouvernement fédéral par enveloppe selon le système de gestion des dépenses ... 131
52 Dette du gouvernement fédéral selon les Comptes publics ... 132
53 Soldes budgétaires réels et ajustés, secteurs publics fédéral et consolidé selon les Comptes nationaux ... 133
54 Recettes des gouvernements provinciaux selon les Comptes nationaux ... 134
55 Dépenses des gouvernements provinciaux selon les Comptes nationaux ... 135
56 Recettes des administrations locales selon les Comptes nationaux ... 136
57 Dépenses des administrations locales selon les Comptes nationaux ... 137
58 Recettes et dépenses du secteur hospitalier selon les Comptes nationaux ... 138
59 Gouvernement fédéral, passif et actif, selon les comptes des flux financiers ... 139
60 Gouvernements provinciaux, municipaux et hôpitaux, passif et actif selon les comptes des flux financiers 140
61 Gouvernement du Canada, état des opérations financières ... 141
62 Gouvernement du Canada, actif et passif, présentation des Comptes publics ... 145

Balance des paiements
63 Résumé de la balance des paiements du Canada ... 146
64 Balance des paiements bilatéraux avec les États-Unis ... 147
65 Balance des paiements bilatéraux avec les autres pays ... 148
66 Paiements internationaux: balance courante ... 149
67 Exportations de marchandises: répartition par catégorie de produits ... 151
68 Importations de marchandises: répartition par catégorie de produits ... 152
69 Paiements internationaux: mouvements de capitaux ... 153
70 Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents ... 155
71 Changement net dans les avoirs en devises étrangères des banques à charte canadiennes au Canada, sièges sociaux et succursales ... 157

Réserves internationales et taux de change
72 Position du Canada au Fonds monétaire international ... 158
73 Réserves internationales officielles du Canada ... 159
74 Valeur des devises étrangères au Canada ... 160
75 Indices des cours de change ... 161
76 Taux du marché monétaire et de l'eurodollar ... 162

Marchés financiers
77 Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligations négociables émises ou garanties par le gouvernement du Canada, entre le 1er janvier 1984 et le 31 décembre 1984 ... 163
78 Prêts hypothécaires approuvés ... 165
79 Prêts hypothécaires approuvés par les institutions prêteuses privées ... 166

Flux financiers

80 Agrégats monétaires et quelques statistiques du système bancaire 167
81 Titres canadiens négociables, offre de titres et répartition des portefeuilles (flux) 168
82 Taux d'intérêt choisis: Canada et États-Unis 169
83 Nouvelles émissions nettes d'obligations et de titres négociables 170
84 Prêts à des particuliers 171
85 Prêts hypothécaires 172
86 Variation de l'actif des banques à charte 173
87 Variation de l'actif des institutions de dépôt non bancaires 174
88 Variation de l'actif des compagnies d'assurance et des fonds de pensions 175
89 Expansion du crédit par type d'instrument 176
90 Secteur commercial non financier: nouveaux emprunts nets par type d'instrument 177

Comparaisons internationales

91 Évolution des indicateurs économiques récents de l'OCDE 178
92 Comparaison internationale des soldes budgétaires des administrations centrales et de l'ensemble des administrations publiques en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB) ou du Produit national brut (PNB) 179
93 Comparaison internationale des dépenses totales de l'ensemble des gouvernements et des gouvernements nationaux en pourcentage des produits intérieur brut ou national brut 180
94 Évolution des taux d'intérêt et de change des sept principaux pays de l'OCDE 181
95 Soldes des balances courantes des pays de l'OCDE 182
96 Parts des exportations de l'OCDE 183

Tableau de référence 1
Évolution démographique
1947 – 1984

Année	Population à compter de juin	Taux de natalité	Taux de mortalité	Taux d'accroissement naturel	Taux d'immigration	Taux d'accroissement annuel de la population	Nombre de familles	Formation nette de familles
D	1							
	(Milliers de personnes)		(Par millier de population)			(Pour cent)	(Milliers)	
1947	12,551	28.7	9.4	19.3	5.1	2.1	n.d.	n.d.
1948	12,823	27.2	9.3	17.8	9.8	2.2	n.d.	n.d.
1949	13,447	27.3	9.3	18.0	7.1	4.9	n.d.	n.d.
1950	13,712	27.1	9.1	18.1	5.4	2.0	n.d.	n.d.
1951	14,009	27.2	9.0	18.2	13.9	2.2	3,282	n.d.
1952	14,459	27.9	8.7	19.2	11.4	3.2	3,360	78
1953	14,845	28.1	8.6	19.5	11.4	2.7	3,423	63
1954	15,287	28.5	8.2	20.4	10.1	3.0	3,537	114
1955	15,698	28.2	8.2	20.0	7.0	2.7	3,625	88
1956	16,081	28.0	8.2	19.8	10.3	2.4	3,706	81
1957	16,610	28.2	8.2	20.0	17.0	3.3	3,796	90
1958	17,080	27.5	7.9	19.6	7.3	2.8	3,896	102
1959	17,483	27.4	8.0	19.4	6.1	2.4	3,982	84
1960	17,870	26.8	7.8	19.0	5.8	2.2	4,081	99
1961	18,238	26.1	7.7	18.4	3.5	2.1	4,140	59
1962	18,583	25.3	7.7	17.5	4.0	1.9	4,189	49
1963	18,931	24.6	7.8	16.8	4.9	1.9	4,258	69
1964	19,291	23.5	7.6	15.9	5.8	1.9	4,341	83
1965	19,644	21.3	7.6	13.7	7.5	1.8	4,432	91
1966	20,015	19.4	7.5	11.9	9.7	1.9	4,518	86
1967	20,378	18.2	7.4	10.8	10.9	1.8	4,622	90
1968	20,701	17.6	7.4	10.2	8.9	1.6	4,732	88
1969	21,001	17.6	7.4	10.2	7.7	1.4	4,841	110
1970	21,297	17.5	7.3	10.1	6.9	1.4	4,949	101
1971	21,568	16.8	7.3	9.5	5.7	1.3	5,043	135
1972	21,802	15.9	7.4	8.5	5.6	1.1	5,168	125
1973	22,043	15.6	7.4	8.1	8.4	1.1	5,300	132
1974	22,364	15.5	7.5	8.0	9.8	1.5	5,445	145
1975	22,697	15.8	7.4	8.4	8.3	1.5	5,589	144
1976	22,993	15.6	7.3	8.4	6.4	1.3	5,715	126
1977	23,273	15.6	7.2	8.4	4.9	1.2	5,847	132
1978	23,517	15.3	7.2	8.1	3.7	1.0	5,965	118
1979	23,747	15.4	7.1	8.3	4.7	1.0	6,073	108
1980	24,043	15.4	7.1	8.3	6.0	1.2	6,195	122
1981	24,342	15.3	7.0	8.2	5.3	1.2	6,309	114
1982	24,632	15.1	7.1	8.1	4.9	1.2	6,425	116
1983	24,886	15.0	7.0	8.0	3.6	1.0	6,531	106
1984	25,128	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1.0	6,633	102

Sources: Statistique Canada, *Statistique de l'état civil*, annuelle, nº de cat. 84-201, mens. nº de cat. 84-001; *Nombre estimatif de familles au Canada*, annuelle, nº de cat. 91-204 et données non publiées; ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

Tableau de référence 2

Répartition de la population par province[1]

1955 – 1984

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.
D	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25 + 26
						(En milliers)					
1955	406	100	683	547	4,517	5,266	839	878	1,091	1,342	29
1956	415	99	695	555	4,628	5,405	850	881	1,123	1,399	32
1957	424	99	701	562	4,769	5,636	862	880	1,164	1,482	31
1958	432	100	709	571	4,904	5,821	875	891	1,206	1,538	33
1959	441	101	719	582	5,024	5,969	891	907	1,248	1,567	34
1960	448	103	727	589	5,142	6,111	906	915	1,291	1,602	36
1961	458	105	737	598	5,259	6,236	922	925	1,332	1,629	38
1962	468	107	746	605	5,371	6,351	936	930	1,369	1,660	40
1963	476	108	751	609	5,481	6,481	949	933	1,403	1,699	41
1964	483	109	755	611	5,584	6,631	959	942	1,430	1,745	42
1965	488	109	756	615	5,685	6,788	965	950	1,450	1,797	41
1966	493	109	756	617	5,781	6,961	963	955	1,463	1,874	43
1967	499	109	760	620	5,864	7,127	963	957	1,490	1,945	44
1968	506	110	767	625	5,928	7,262	971	960	1,524	2,003	45
1969	514	111	775	628	5,985	7,385	979	958	1,559	2,060	47
1970	517	110	782	627	6,013	7,551	983	941	1,595	2,128	50
1971	522	112	789	635	6,028	7,703	988	926	1,628	2,185	53
1972	530	113	795	640	6,054	7,810	991	914	1,657	2,241	57
1973	537	114	804	647	6,079	7,909	996	905	1,690	2,302	60
1974	542	115	812	654	6,123	8,054	1,008	900	1,722	2,376	60
1975	549	117	820	665	6,179	8,172	1,014	907	1,778	2,433	63
1976	558	118	829	677	6,235	8,265	1,022	921	1,838	2,467	64
1977	560	119	833	684	6,284	8,353	1,027	935	1,913	2,499	65
1978	562	121	838	688	6,302	8,440	1,032	944	1,983	2,542	66
1979	564	122	842	692	6,339	8,501	1,028	951	2,053	2,589	66
1980	566	123	845	695	6,386	8,570	1,025	959	2,141	2,666	67
1981	568	123	847	696	6,438	8,625	1,026	968	2,237	2,744	69
1982	569	123	852	699	6,480	8,716	1,035	979	2,318	2,791	71
1983	576	124	859	707	6,515	8,816	1,046	992	2,354	2,826	71
1984	580	125	870	713	6,549	8,937	1,056	1,006	2,349	2,871	71
						(Variation en pourcentage)					
1955	2.8	−1.0	1.5	1.3	2.9	3.0	1.9	0.6	3.2	3.6	7.4
1956	2.2	−0.7	1.7	1.4	2.5	2.6	1.3	0.3	2.9	4.2	8.6
1957	2.1	−0.3	0.9	1.3	3.0	4.3	1.4	−0.1	3.6	6.0	1.6
1958	1.9	1.0	1.1	1.6	2.8	3.3	1.5	1.3	3.6	3.8	6.5
1959	2.1	1.0	1.4	1.9	2.4	2.5	1.8	1.8	3.5	1.9	3.0
1960	1.6	2.0	1.1	1.2	2.3	2.4	1.7	0.9	3.4	2.2	5.9
1961	2.2	1.6	1.4	1.5	2.3	2.0	1.7	1.1	3.2	1.7	4.4
1962	2.2	2.3	1.2	1.2	2.1	1.8	1.6	0.5	2.8	1.9	6.4
1963	1.7	0.9	0.7	0.7	2.0	2.0	1.4	0.3	2.5	2.3	2.5
1964	1.5	0.9	0.5	0.3	1.9	2.3	1.1	1.0	1.9	2.7	2.4
1965	1.0	0.0	0.1	0.7	1.8	2.4	0.6	0.8	1.4	3.0	−2.4
1966	1.1	−0.5	0.0	0.3	1.7	2.5	−0.2	0.6	0.9	4.3	5.1
1967	1.1	0.5	0.5	0.5	1.4	2.4	−0.0	0.2	1.8	3.8	2.1
1968	1.4	0.9	0.9	0.8	1.1	1.9	0.8	0.3	2.3	3.0	2.3
1969	1.6	0.9	1.0	0.5	1.0	1.7	0.8	−0.2	2.3	2.8	4.4
1970	0.6	−0.9	0.9	−0.2	0.5	2.2	0.4	−1.8	2.3	3.3	6.4
1971	1.0	1.5	0.9	1.2	0.2	2.0	0.5	−1.6	2.1	2.7	6.4
1972	1.5	0.9	0.7	0.9	0.4	1.4	0.3	−1.3	1.8	2.6	6.8
1973	1.4	1.2	1.2	1.1	0.4	1.3	0.5	−1.0	1.9	2.7	5.5
1974	0.8	1.1	0.9	1.0	0.7	1.8	1.1	−0.5	1.9	3.2	0.3
1975	1.4	1.6	1.0	1.8	0.9	1.5	0.6	0.9	3.2	2.4	4.0
1976	1.6	0.9	1.1	1.8	0.9	1.1	0.8	1.5	3.4	1.4	3.0
1977	0.4	0.9	0.6	1.0	0.8	1.1	0.6	1.5	4.1	1.3	0.3
1978	0.3	1.4	0.5	0.6	0.3	1.0	0.4	0.9	3.7	1.7	2.3
1979	0.4	0.8	0.5	0.6	0.6	0.7	−0.4	0.8	3.5	1.9	0.3
1980	0.4	0.7	0.4	0.5	0.7	0.8	−0.3	0.9	4.3	3.0	1.1
1981	0.4	−0.2	0.3	0.1	0.8	0.6	0.1	0.9	4.5	2.9	2.8
1982	0.1	0.2	0.5	0.4	0.6	1.1	0.8	1.1	3.6	1.7	2.9
1983	1.4	1.0	0.9	1.1	0.5	1.1	1.1	1.3	1.5	1.3	−0.1
1984	0.6	1.1	1.2	0.9	0.5	1.4	1.0	1.4	−0.2	1.6	0.6

Tableau de référence 2 (suite)

Répartition de la population par province[1]
1955 – 1984

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.
					(Répartition du total par province en pourcentage)						
1955	2.6	0.6	4.4	3.5	28.8	33.5	5.3	5.6	6.9	8.5	0.2
1956	2.6	0.6	4.3	3.4	28.8	33.6	5.3	5.5	7.0	8.7	0.2
1957	2.6	0.6	4.2	3.4	28.7	33.9	5.2	5.3	7.0	8.9	0.2
1958	2.5	0.6	4.2	3.3	28.7	34.1	5.1	5.2	7.1	9.0	0.2
1959	2.5	0.6	4.1	3.3	28.7	34.1	5.1	5.2	7.1	9.0	0.2
1960	2.5	0.6	4.1	3.3	28.8	34.2	5.1	5.1	7.2	9.0	0.2
1961	2.5	0.6	4.0	3.3	28.8	34.2	5.1	5.1	7.3	8.9	0.2
1962	2.5	0.6	4.0	3.3	28.9	34.2	5.0	5.0	7.4	8.9	0.2
1963	2.5	0.6	4.0	3.2	29.0	34.2	5.0	4.9	7.4	9.0	0.2
1964	2.5	0.6	3.9	3.2	28.9	34.4	5.0	4.9	7.4	9.0	0.2
1965	2.5	0.6	3.8	3.1	28.9	34.6	4.9	4.8	7.4	9.1	0.2
1966	2.5	0.5	3.8	3.1	28.9	34.8	4.8	4.8	7.3	9.4	0.2
1967	2.4	0.5	3.7	3.0	28.8	35.0	4.7	4.7	7.3	9.5	0.2
1968	2.4	0.5	3.7	3.0	28.6	35.1	4.7	4.6	7.4	9.7	0.2
1969	2.4	0.5	3.7	3.0	28.5	35.2	4.7	4.6	7.4	9.8	0.2
1970	2.4	0.5	3.7	2.9	28.2	35.5	4.6	4.4	7.5	10.0	0.2
1971	2.4	0.5	3.7	2.9	27.9	35.7	4.6	4.3	7.5	10.1	0.2
1972	2.4	0.5	3.6	2.9	27.8	35.8	4.5	4.2	7.6	10.3	0.3
1973	2.4	0.5	3.6	2.9	27.6	35.9	4.5	4.1	7.7	10.4	0.3
1974	2.4	0.5	3.6	2.9	27.4	36.0	4.5	4.0	7.7	10.6	0.3
1975	2.4	0.5	3.6	2.9	27.2	36.0	4.5	4.0	7.8	10.7	0.3
1976	2.4	0.5	3.6	2.9	27.1	35.9	4.4	4.0	8.0	10.7	0.3
1977	2.4	0.5	3.6	2.9	27.0	35.9	4.4	4.0	8.2	10.7	0.3
1978	2.4	0.5	3.6	2.9	26.8	35.9	4.4	4.0	8.4	10.8	0.3
1979	2.4	0.5	3.5	2.9	26.7	35.8	4.3	4.0	8.6	10.9	0.3
1980	2.4	0.5	3.5	2.9	26.6	35.6	4.3	4.0	8.9	11.1	0.3
1981	2.3	0.5	3.5	2.9	26.4	35.4	4.2	4.0	9.2	11.3	0.3
1982	2.3	0.5	3.5	2.8	26.3	35.4	4.2	4.0	9.4	11.3	0.3
1983	2.3	0.5	3.5	2.8	26.2	35.4	4.2	4.0	9.5	11.4	0.3
1984	2.3	0.5	3.5	2.8	26.1	35.6	4.2	4.0	9.3	11.4	0.3

[1] Population à compter du 1er juin.

Source: Statistique Canada, *Estimations annuelles de la population du Canada et des provinces au 1er juin*, annuelle, nº de cat. 91-201.

Tableau de référence 3

Dépense nationale brute

1947 – 1984

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute au prix du marché
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
D	40014 40254	40015 40255	40016 40256	40017 40257		40022 40262	40025 40265	40029 40269	40030 40270	40031 40271	40548 40551
					(Millions de dollars)						
1947	9,362	1,343	2,350	304	1,591	455	343	3,661	−3,601	15	13,473
1948	10,370	1,454	3,057	424	1,974	659	97	4,055	−3,630	106	15,509
1949	11,365	1,722	3,439	456	2,188	795	78	4,004	−3,853	45	16,800
1950	12,482	1,928	3,862	521	2,388	953	549	4,158	−4,492	4	18,491
1951	13,857	2,811	4,424	640	2,950	834	871	5,052	−5,580	205	21,640
1952	15,162	3,620	5,096	779	3,371	946	499	5,568	−5,369	12	24,588
1953	16,181	3,824	5,733	782	3,699	1,252	600	5,380	−5,806	−79	25,833
1954	16,934	3,825	5,714	873	3,429	1,412	−202	5,137	−5,543	53	25,918
1955	18,388	4,036	6,422	948	3,689	1,785	285	5,749	−6,390	38	28,528
1956	20,090	4,426	8,000	1,144	5,031	1,825	985	6,350	−7,664	−129	32,058
1957	21,492	4,573	8,689	1,327	5,693	1,669	170	6,379	−7,767	−23	33,513
1958	22,845	4,854	8,535	1,397	5,049	2,089	−296	6,329	−7,321	−169	34,777
1959	24,390	4,976	8,647	1,508	5,006	2,133	414	6,674	−8,028	−227	36,846
1960	25,479	5,281	8,473	1,560	5,119	1,794	409	7,004	−8,092	−195	38,359
1961	25,930	6,206	8,392	1,674	4,929	1,789	116	7,624	−8,480	−142	39,646
1962	27,452	6,608	8,885	1,903	5,128	1,854	667	8,234	−9,045	126	42,927
1963	29,225	6,982	9,556	1,985	5,612	1,959	669	9,068	−9,561	39	45,978
1964	31,389	7,593	11,205	2,023	6,800	2,382	553	10,503	−10,913	−50	50,280
1965	33,947	8,358	13,179	2,440	8,105	2,634	1,244	11,182	−12,341	−205	55,364
1966	36,890	9,748	15,361	2,841	9,915	2,605	1,225	13,045	−14,259	−182	61,828
1967	39,972	11,153	15,628	2,954	9,865	2,809	260	14,663	−15,234	−33	66,409
1968	43,704	12,684	15,754	2,983	9,518	3,253	745	16,719	−17,010	−10	72,586
1969	47,492	14,241	17,232	3,055	10,332	3,845	1,467	18,761	−19,821	443	79,815
1970	50,327	16,630	18,015	3,173	11,342	3,500	105	21,167	−20,214	−345	85,685
1971	55,616	18,368	20,800	3,754	12,230	4,816	392	22,181	−22,016	−891	94,450
1972	62,208	20,291	23,051	3,968	13,263	5,820	544	24,580	−25,250	−190	105,234
1973	71,278	23,037	27,848	4,305	16,156	7,387	1,588	30,718	−30,954	45	123,560
1974	83,388	27,816	34,260	5,462	20,022	8,776	3,451	38,992	−41,009	630	147,528
1975	96,995	33,380	40,044	6,323	24,489	9,232	−239	40,452	−45,589	300	165,343
1976	111,657	38,325	44,927	6,318	26,256	12,353	2,094	45,790	−50,429	−507	191,857
1977	123,565	43,374	48,376	6,790	28,597	12,989	886	52,810	−57,557	−1,265	210,189
1978	136,532	47,772	52,482	7,140	31,598	13,744	390	63,307	−68,274	2	232,211
1979	152,088	52,284	60,921	7,397	39,113	14,411	3,880	77,532	−83,038	612	264,279
1980	170,179	59,405	69,196	8,277	46,635	14,284	−59	91,033	−93,346	1,148	297,556
1981	193,280	69,245	82,058	9,557	56,069	16,432	2,042	100,695	−108,272	749	339,797
1982	209,974	77,768	79,330	10,649	55,461	13,220	−9,135	101,740	−100,447	−928	358,302
1983	229,184	84,104	77,647	11,048	50,412	16,187	−1,224	108,169	−107,262	−278	390,340
1984	246,896	90,799	79,696	12,016	51,944	15,736	1,676	131,867	−130,708	593	420,819

Tableau de référence 3 (suite)
Dépense nationale brute
1947 – 1984

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement			
			(Variation en pourcentage)						
1948	10.8	8.3	30.1	39.5	24.1	44.8	10.8	0.8	15.1
1949	9.6	18.4	12.5	7.6	10.8	20.6	– 1.3	6.1	8.3
1950	9.8	12.0	12.3	14.3	9.1	19.9	3.9	16.6	10.1
1951	11.0	45.8	14.6	22.8	23.5	– 12.5	21.5	24.2	17.0
1952	9.4	28.8	15.2	21.7	14.3	13.4	10.2	– 3.8	13.6
1953	6.7	5.6	12.5	0.4	9.7	32.3	– 3.4	8.1	5.1
1954	4.7	0.0	– 0.3	11.6	– 7.3	12.8	– 4.5	– 4.5	0.3
1955	8.6	5.5	12.4	8.6	7.6	26.4	11.9	15.3	10.1
1956	9.3	9.7	24.6	20.7	36.4	2.2	10.5	19.9	12.4
1957	7.0	3.3	8.6	16.0	13.2	– 8.6	0.5	1.3	4.5
1958	6.3	6.1	– 1.8	5.3	– 11.3	25.2	– 0.8	– 5.7	3.8
1959	6.8	2.[illegible]	1.3	8.0	– 0.9	2.1	5.5	9.7	6.0
1960	4.5	6.1	– 2.0	3.5	2.3	– 15.9	4.9	0.8	4.1
1961	1.8	17.5	– 1.0	7.3	– 3.7	– 0.3	8.9	4.8	3.4
1962	5.9	6.5	5.9	13.7	4.0	3.6	8.0	6.7	8.3
1963	6.5	5.7	7.6	4.3	9.4	5.7	10.1	5.7	7.1
1964	7.4	8.8	17.3	1.9	21.2	21.6	15.8	14.1	9.4
1965	8.2	10.1	17.6	20.6	19.2	10.6	6.5	13.1	10.1
1966	8.7	16.6	16.6	16.4	22.3	– 1.1	16.7	15.5	11.7
1967	8.4	14.4	1.7	4.0	– 0.5	7.8	12.4	6.8	7.4
1968	9.3	13.7	0.8	1.0	– 3.5	15.8	14.0	11.7	9.3
1969	8.7	12.3	9.4	2.4	8.6	18.2	12.2	16.5	10.0
1970	6.0	16.8	4.5	3.9	9.8	– 9.0	12.8	2.0	7.4
1971	10.5	10.5	15.5	18.3	7.8	37.6	4.8	8.9	10.2
1972	11.9	10.5	10.8	5.7	8.4	20.9	10.8	14.7	11.4
1973	14.6	13.5	20.8	8.5	21.8	26.9	25.0	22.6	17.4
1974	17.0	20.7	23.0	26.9	23.9	18.8	26.9	32.5	19.4
1975	16.3	20.0	16.9	15.8	22.3	5.2	3.7	11.2	12.1
1976	15.1	14.8	12.2	– 0.1	7.2	33.8	13.2	10.6	16.0
1977	10.7	13.2	7.7	7.5	8.9	5.2	15.3	14.1	9.6
1978	10.5	10.1	8.5	5.2	10.5	5.8	19.9	18.6	10.5
1979	11.4	9.4	16.1	3.6	23.8	4.9	22.5	21.6	13.8
1980	11.9	13.6	13.6	11.9	19.2	– 0.9	17.4	12.4	12.6
1981	13.6	16.6	18.6	15.5	20.2	15.0	10.6	16.0	14.2
1982	8.6	12.3	– 3.3	11.4	– 1.1	– 19.6	1.0	– 7.2	5.5
1983	9.2	8.2	– 2.1	3.8	– 9.1	22.4	6.3	6.8	8.9
1984	7.7	8.0	2.6	8.8	3.0	– 2.8	21.9	21.9	7.8

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, annuelle, nº de cat. 13-531 et trim., nº de cat. 13-001.

Tableau de référence 4

Dépense nationale brute en dollars constants (1971)
1947 – 1984

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique biens et stocks	Exportations de biens et services	Importations de services	Erreur statistique	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises[1]	Logement					
D	40562 40594	40568 40600	40569 40601	40570 40602		40576 40608	40581 40613	40586 40618	40588 40620	40540 40622	40561 40593
					(Millions de dollars)						
1947	18,546	4,747	5,316	627	3,646	1,085	672	6,170	−6,411	39	29,498
1948	18,099	4,504	6,103	779	4,025	1,342	109	6,375	−5,781	211	30,231
1949	19,138	4,982	6,553	806	4,245	1,552	215	5,997	−5,939	83	31,388
1950	20,394	5,367	7,042	884	4,438	1,773	789	5,956	−6,469	10	33,762
1951	20,546	7,000	7,068	915	4,855	1,346	1,025	6,513	−7,277	333	35,450
1952	21,984	8,624	7,892	1,090	5,351	1,499	481	7,260	−7,527	20	38,617
1953	23,512	8,890	8,861	1,162	5,793	1,967	752	7,185	−8,151	−124	40,605
1954	24,375	8,549	8,858	1,296	5,372	2,237	−238	6,917	−7,761	86	40,106
1955	26,456	8,736	9,678	1,308	5,655	2,776	410	7,442	−8,799	61	43,891
1956	28,440	8,956	11,446	1,425	7,313	2,794	1,144	8,002	−10,215	−187	47,599
1957	29,504	8,807	12,262	1,751	8,097	2,485	249	8,075	−10,096	−31	48,718
1958	30,562	9,074	12,126	1,942	7,115	3,120	−280	8,047	−9,386	−239	49,844
1959	32,264	8,999	12,191	2,090	6,949	3,190	468	8,360	−10,357	−317	51,737
1960	33,392	9,218	11,790	2,142	7,045	2,631	523	8,717	−10,347	−271	53,231
1961	33,761	10,494	11,748	2,378	6,776	2,602	251	9,374	−10,559	−196	54,741
1962	35,272	10,911	12,278	2,664	6,921	2,704	756	9,744	−10,769	175	58,475
1963	36,992	11,070	12,841	2,682	7,373	2,794	764	10,631	−11,125	54	61,487
1964	39,218	11,637	14,549	2,652	8,634	3,264	655	12,058	−12,595	−64	65,610
1965	41,606	12,253	16,259	3,003	9,848	3,413	1,441	12,606	−14,140	−256	69,981
1966	43,778	13,388	18,015	3,307	11,548	3,168	1,385	14,315	−15,989	−215	74,844
1967	45,863	14,343	17,942	3,403	11,314	3,229	253	15,770	−16,805	−31	77,344
1968	48,138	15,429	17,964	3,430	10,835	3,702	771	17,727	−18,284	−6	81,864
1969	50,353	15,993	18,850	3,350	11,326	4,175	1,518	19,462	−20,727	491	86,225
1970	51,526	17,650	18,904	3,329	11,863	3,718	84	21,223	−20,588	−341	88,390
1971	55,616	18,368	20,800	3,754	12,230	4,816	392	22,181	−22,016	−891	94,450
1972	59,841	18,930	21,955	3,772	12,751	5,432	515	23,655	−24,489	−159	100,248
1973	63,879	19,795	24,384	3,751	14,667	5,966	1,346	26,156	−27,824	76	107,812
1974	67,160	20,584	25,694	3,957	15,802	5,935	2,642	25,620	−30,538	516	111,678
1975	70,645	21,399	26,661	4,127	17,031	5,503	−252	23,993	−29,684	243	113,005
1976	75,180	21,598	27,731	3,909	17,239	6,583	1,368	26,304	−32,274	−295	119,612
1977	77,009	22,299	27,606	3,944	17,416	6,246	360	28,233	−32,798	−721	121,988
1978	79,038	22,671	27,585	3,851	17,594	6,140	129	31,207	−34,291	8	126,347
1979	80,607	22,750	29,448	3,644	19,827	5,977	1,766	32,141	−36,662	312	130,362
1980	81,445	22,848	30,461	3,672	21,267	5,522	−519	32,720	−35,728	538	131,765
1981	82,807	23,428	32,401	3,760	22,905	5,736	774	33,719	−37,344	323	136,108
1982	81,144	23,600	29,265	3,917	20,819	4,529	−3,650	33,178	−33,156	−316	130,065
1983	83,697	23,667	27,844	3,977	18,234	5,633	−222	35,293	−35,833	−93	134,353
1984	86,584	24,331	28,004	4,252	18,332	5,420	630	42,239	−41,371	197	140,614

Tableau de référence 4 (suite)

Dépense nationale brute en dollars constants (1971)
1948 – 1984

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises[1]	Logement			
	(Variation en pourcentage)								
1948	– 2.4	– 5.1	14.8	24.2	10.4	23.7	3.3	– 9.8	2.5
1949	5.7	10.6	7.4	3.5	5.5	15.7	– 5.9	2.7	3.8
1950	6.6	7.7	7.5	9.7	4.5	14.2	– 0.7	8.9	7.6
1951	0.8	30.4	0.4	3.5	9.4	– 24.1	9.4	12.5	5.0
1952	7.0	23.2	11.7	19.1	10.2	11.4	11.5	3.4	8.9
1953	7.0	3.1	12.3	6.6	8.3	31.2	– 1.0	8.3	5.2
1954	3.7	– 3.8	0.0	11.5	– 7.3	13.7	– 3.7	– 4.8	– 1.2
1955	8.5	2.2	9.3	0.9	5.3	24.1	7.6	13.4	9.4
1956	7.5	2.5	18.3	8.9	29.3	0.7	7.5	16.1	8.5
1957	3.7	– 1.7	7.1	22.9	10.7	– 11.1	0.9	– 1.2	2.4
1958	3.6	3.0	– 1.1	10.9	– 12.1	25.6	– 0.4	– 7.0	2.3
1959	5.6	– 0.8	0.5	7.6	– 2.3	2.2	3.9	10.4	3.8
1960	3.5	2.4	– 3.3	2.5	1.4	– 17.5	4.3	– 0.1	2.9
1961	1.1	13.8	– 0.4	11.0	– 3.8	– 1.1	7.5	2.1	2.8
1962	4.5	4.0	4.5	12.0	2.1	3.9	4.0	2.0	6.8
1963	4.9	1.5	4.6	0.7	6.5	3.3	9.1	3.3	5.2
1964	6.0	5.1	13.3	– 1.1	17.1	16.8	13.4	13.2	6.7
1965	6.1	5.3	11.8	13.2	14.1	4.6	4.5	12.3	6.7
1966	5.2	9.3	10.8	10.1	17.2	– 7.2	13.6	13.1	7.0
1967	4.8	7.1	– 0.4	2.9	– 2.0	1.9	10.2	5.1	3.3
1968	5.0	7.6	0.1	0.8	– 4.2	14.7	12.4	8.8	5.8
1969	4.6	3.7	4.9	– 2.3	4 5	12.3	9.8	13.4	5.3
1970	2.3	10.4	0.3	– 0.6	4.7	– 11.0	9.1	– 0.7	2.5
1971	7.9	4.1	10.0	12.8	3.1	29.5	4.5	6.9	6.9
1972	7.6	3.1	5.6	0.5	4.3	12.8	6.7	11.2	6.1
1973	6.8	4.6	11.1	– 0.6	15.0	9.8	10.6	13.6	7.6
1974	5.1	4.0	5.4	5.5	7.7	– 0.5	– 2.1	9.8	3.6
1975	5.2	4.0	3.8	4.3	7.8	– 7.3	– 6.4	– 2.8	1.2
1976	6.4	0.9	4.0	– 5.3	1.2	19.6	9.6	8.7	5.9
1977	2.4	3.3	– 0.5	0.9	1.0	– 5.1	7.3	1.6	2.0
1978	2.6	1.7	– 0.1	– 2.4	1.0	– 1.7	10.5	4.6	3.6
1979	2.0	0.4	6.8	– 5.4	12.7	– 2.7	3.0	6.9	3.2
1980	1.0	0.4	3.4	0.8	7.3	– 7.6	1.8	– 2.6	1.1
1981	1.7	2.5	6.4	2.4	7.7	3.9	3.1	4.5	3.3
1982	– 2.0	0.7	– 9.7	4.2	– 9.1	– 21.0	– 1.6	– 11.2	– 4.4
1983	3.2	0.3	– 4.9	1.5	– 12.4	24.4	6.4	8.1	3.3
1984	3.5	2.8	0.6	6.9	0.5	– 3.8	19.7	15.5	4.7

[1] Les données antérieures à 1971 tiennent compte de postes de rajustement au titre de la formation brute de capital fixe dans les Comptes nationaux.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 5

Évolution structurelle de la demande
(Distribution en pourcentage de la Dépense nationale brute par élément)
1947 – 1984

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute aux prix du marché
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
D	31171	31176	31181	31182		31187	31190	31194	31195	31196	31197
1947	69.5	10.0	17.4	2.3	11.8	3.4	2.6	27.2	−26.7	0.1	100.0
1948	66.9	9.4	19.7	2.7	12.7	4.3	0.6	26.2	−23.4	0.7	100.0
1949	67.7	10.3	20.5	2.7	13.0	4.7	0.5	23.8	−22.9	0.3	100.0
1950	67.5	10.4	20.9	2.8	12.9	5.2	3.0	22.5	−24.3	0.0	100.0
1951	64.0	13.0	20.4	3.0	13.6	3.9	4.0	23.4	−25.8	1.0	100.0
1952	61.7	14.7	20.7	3.2	13.7	3.9	2.0	22.7	−21.8	0.1	100.0
1953	62.6	14.8	22.2	3.0	14.3	4.9	2.3	20.8	−22.5	−0.3	100.0
1954	65.3	14.8	22.1	3.4	13.2	5.5	−0.8	19.8	−21.4	0.2	100.0
1955	64.5	14.2	22.5	3.3	12.9	6.3	1.0	20.2	−22.4	0.1	100.0
1956	62.7	13.8	25.0	3.6	15.7	5.7	3.1	19.8	−23.9	−0.4	100.0
1957	64.1	13.7	25.9	4.0	17.0	5.0	0.5	19.0	−23.2	−0.1	100.0
1958	65.7	14.0	24.5	4.0	14.5	6.0	−0.9	18.2	−21.1	−0.5	100.0
1959	66.2	13.5	23.5	4.1	13.6	5.8	1.1	18.1	−21.8	−0.6	100.0
1960	66.4	13.8	22.1	4.1	13.3	4.7	1.1	18.3	−21.1	−0.5	100.0
1961	65.4	15.7	21.2	4.2	12.4	4.5	0.3	19.2	−21.4	−0.4	100.0
1962	64.0	15.4	20.7	4.4	12.0	4.3	1.6	19.2	−21.1	0.3	100.0
1963	63.6	15.2	20.8	4.3	12.2	4.3	1.5	19.7	−20.8	0.1	100.0
1964	62.4	15.1	22.3	4.0	13.5	4.7	1.1	20.9	−21.7	−0.1	100.0
1965	61.3	15.1	23.8	4.4	14.6	4.8	2.3	20.2	−22.3	−0.4	100.0
1966	59.7	15.8	24.8	4.6	16.0	4.2	2.0	21.1	−23.1	−0.3	100.0
1967	60.2	16.8	23.5	4.5	14.9	4.2	0.4	22.1	−22.9	−0.1	100.0
1968	60.2	17.5	21.7	4.1	13.1	4.5	1.0	23.0	−23.4	0.0	100.0
1969	59.5	17.8	21.6	3.8	12.9	4.8	1.8	23.5	−24.8	0.6	100.0
1970	58.7	19.4	21.0	3.7	13.2	4.1	0.1	24.7	−23.6	−0.4	100.0
1971	58.9	19.5	22.0	4.0	13.0	5.1	0.4	23.5	−23.3	−0.9	100.0
1972	59.1	19.3	21.9	3.8	12.6	5.5	0.5	23.4	−24.0	−0.2	100.0
1973	57.7	18.6	22.5	3.5	13.1	6.0	1.3	24.9	−25.1	0.0	100.0
1974	56.5	18.9	23.2	3.7	13.6	6.0	2.3	26.4	−27.8	0.4	100.0
1975	58.7	20.2	24.2	3.8	14.8	5.6	−0.1	24.5	−27.6	0.2	100.0
1976	58.2	20.0	23.4	3.3	13.7	6.4	1.1	23.9	−26.3	−0.3	100.0
1977	58.8	20.6	23.0	3.2	13.6	6.2	0.4	25.1	−27.4	−0.6	100.0
1978	58.8	20.6	22.6	3.1	13.6	5.9	0.2	27.3	−29.4	0.0	100.0
1979	57.6	19.8	23.1	2.8	14.8	5.5	1.5	29.3	−31.4	0.2	100.0
1980	57.2	20.0	23.3	2.8	15.7	4.8	0.0	30.6	−31.4	0.4	100.0
1981	56.9	20.4	24.2	2.8	16.5	4.8	0.6	29.6	−31.9	0.2	100.0
1982	58.6	21.7	22.1	3.0	15.5	3.7	−2.6	28.4	−28.0	−0.3	100.0
1983	58.7	21.6	19.9	2.8	12.9	4.2	−0.3	27.7	−27.5	−0.1	100.0
1984	58.7	21.6	18.9	2.9	12.3	3.7	0.4	31.3	−31.1	0.1	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 6

Évolution structurelle de la demande
(Distribution en pourcentage de la Dépense nationale brute en dollars 1971 par élément)
1947 – 1984

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Valeur de la variation physique des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Erreur statistique	Dépense nationale brute en dollars constants de 1971
			Totale	Secteur public	Entreprises	Logement					
1947	62.9	16.1	18.0	2.1	12.2	3.7	2.3	20.9	−21.7	0.1	100.0
1948	59.9	14.9	20.2	2.6	13.2	4.4	0.4	21.1	−19.1	0.7	100.0
1949	61.0	15.9	20.9	2.6	13.4	4.9	0.7	19.1	−18.9	0.3	100.0
1950	60.4	15.9	20.9	2.6	13.0	5.3	2.3	17.6	−19.2	0.0	100.0
1951	58.0	19.8	19.9	2.6	13.6	3.8	2.9	18.4	−20.5	0.9	100.0
1952	56.9	22.3	20.4	2.8	13.7	3.9	1.3	18.8	−19.5	0.1	100.0
1953	57.9	21.9	21.8	2.9	14.1	4.8	1.9	17.7	−20.1	−0.3	100.0
1954	60.8	21.3	22.1	3.2	13.3	5.6	−0.6	17.3	−19.4	0.2	100.0
1955	60.3	19.9	22.1	3.0	12.8	6.3	0.9	17.0	−20.1	0.1	100.0
1956	59.8	18.8	24.1	3.0	15.2	5.9	2.4	16.8	−21.5	−0.4	100.0
1957	60.6	18.1	25.2	3.6	16.5	5.1	0.5	16.6	−20.7	−0.1	100.0
1958	61.3	18.2	24.3	3.9	14.2	6.3	−0.6	16.1	−18.8	−0.5	100.0
1959	62.4	17.4	23.6	4.0	13.4	6.2	0.9	16.2	−20.0	−0.6	100.0
1960	62.7	17.3	22.2	4.0	13.2	4.9	1.0	16.4	−19.4	−0.5	100.0
1961	61.7	19.2	21.5	4.3	12.4	4.8	0.5	17.1	−19.3	−0.4	100.0
1962	60.3	18.7	21.0	4.6	11.8	4.6	1.3	16.7	−18.4	0.3	100.0
1963	60.2	18.0	20.9	4.4	12.0	4.5	1.2	17.3	−18.1	0.1	100.0
1964	59.8	17.7	22.2	4.0	13.2	5.0	1.0	18.4	−19.2	−0.1	100.0
1965	59.5	17.5	23.2	4.3	14.1	4.9	2.1	18.0	−20.2	−0.4	100.0
1966	58.5	17.9	24.1	4.4	15.4	4.2	1.9	19.1	−21.4	−0.3	100.0
1967	59.3	18.5	23.2	4.4	14.6	4.2	0.3	20.4	−21.7	−0.0	100.0
1968	58.8	18.9	21.9	4.2	13.2	4.5	0.9	21.7	−22.3	−0.0	100.0
1969	58.4	18.6	21.9	3.9	13.1	4.8	1.8	22.6	−24.0	0.6	100.0
1970	58.3	20.0	21.4	3.8	13.4	4.2	0.1	24.0	−23.3	−0.4	100.0
1971	58.9	19.5	22.0	4.0	13.0	5.1	0.4	23.5	−23.3	−0.9	100.0
1972	59.7	18.9	21.9	3.8	12.7	5.4	0.5	23.6	−24.4	−0.2	100.0
1973	59.3	18.4	22.6	3.5	13.6	5.5	1.3	24.3	−25.8	0.1	100.0
1974	60.1	18.4	23.0	3.5	14.1	5.3	2.4	22.9	−27.3	0.5	100.0
1975	62.5	18.9	23.6	3.7	15.1	4.9	−0.2	21.2	−26.3	0.2	100.0
1976	62.9	18.1	23.2	3.3	14.4	5.5	1.1	22.0	−27.0	−0.3	100.0
1977	63.1	18.3	22.6	3.2	14.3	5.1	0.3	23.1	−26.9	−0.6	100.0
1978	62.6	17.9	21.8	3.1	13.9	4.9	0.1	24.7	−27.1	0.0	100.0
1979	61.8	17.5	22.6	2.8	15.2	4.6	1.4	24.7	−28.1	0.2	100.0
1980	61.8	17.3	23.1	2.8	16.1	4.2	−0.4	24.8	−27.1	0.4	100.0
1981	60.8	17.2	23.8	2.8	16.8	4.2	0.6	24.8	−27.4	0.2	100.0
1982	62.4	18.1	22.5	3.0	16.0	3.5	−2.8	25.5	−25.5	−0.2	100.0
1983	62.3	17.6	20.7	3.0	13.6	4.2	−0.2	26.3	−26.7	−0.1	100.0
1984	61.6	17.3	19.9	3.0	13.0	3.9	0.5	30.0	−29.4	0.1	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 7

Dépense brute, par habitant, Canada et provinces

1962 – 1983

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
											31940	
	31720	31742	31764	31786	31808	31830	31852	31874	31896	44014	31246	31698
D	31236	31237	31238	31239	31240	31241	31242	31243	31244	31245	+ 31247	31248
						(En dollars)						
1962	1,140	1,158	1,503	1,373	2,132	2,804	2,159	2,201	2,507	2,588	2,085	2,354
1963	1,221	1,192	1,565	1,441	2,204	2,933	2,227	2,591	2,637	2,718	2,198	2,472
1964	1,349	1,302	1,669	1,612	2,398	3,148	2,386	2,456	2,774	2,921	2,250	2,647
1965	1,450	1,415	1,789	1,750	2,584	3,372	2,547	2,652	3,029	3,189	3,080	2,856
1966	1,632	1,517	1,973	1,920	2,818	3,677	2,730	3,121	3,424	3,422	3,316	3,133
1967	1,712	1,614	2,142	2,029	3,005	3,911	2,964	2,861	3,612	3,603	3,486	3,315
1968	1,916	1,814	2,346	2,214	3,172	4,225	3,248	3,031	3,919	3,838	3,993	3,562
1969	2,082	1,944	2,651	2,404	3,431	4,596	3,509	3,265	4,230	4,234	4,291	3,876
1970	2,311	2,178	2,828	2,603	3,647	4,802	3,710	3,215	4,493	4,284	4,540	4,069
1971	2,479	2,307	2,995	2,810	3,918	5,171	3,996	3,788	4,884	4,709	4,306	4,408
1972	2,529	2,551	3,395	3,209	4,337	5,731	4,408	3,997	5,441	5,264	4,904	4,886
1973	2,952	3,216	3,887	3,726	4,936	6,518	5,226	5,222	6,693	6,376	6,312	5,686
1974	3,523	3,443	4,315	4,307	5,786	7,503	6,123	6,964	9,140	7,265	8,200	6,725
1975	3,929	4,120	4,750	4,773	6,427	8,123	6,871	7,811	10,571	7,831	7,667	7,410
1976	4,708	4,542	5,463	5,366	7,485	9,258	7,793	8,626	11,607	9,180	7,906	8,477
1977	5,234	4,840	5,933	5,794	8,048	9,980	8,175	8,963	12,814	10,108	9,692	9,175
1978	5,559	5,496	6,634	6,580	8,974	10,822	8,975	10,154	14,444	11,113	11,015	10,130
1979	6,704	6,221	7,283	7,944	9,935	12,124	10,113	11,525	16,956	12,715	13,348	11,461
1980	6,979	6,984	7,536	7,233	11,010	13,392	11,027	13,802	19,759	14,065	15,343	12,754
1981	8,070	7,805	8,697	8,386	12,429	15,267	12,825	15,709	21,920	15,742	14,391	14,462
1982	8,706	8,447	9,852	9,132	12,964	15 745	13,523	15,739	22,787	15,929	19,845	15,025
1983	9,451	9,661	10,976	10,393	13,881	17,202	14,386	16,412	24,018	16,715	20,817	16,157
						(Variation en pourcentage)						
1963	7.1	2.9	4.1	5.0	3.4	4.6	3.1	17.7	5.2	5.0	5.4	5.0
1964	10.5	9.2	6.7	11.9	8.8	7.3	7.1	−5.2	5.2	7.4	2.4	7.1
1965	7.5	8.7	7.2	8.5	7.7	7.1	6.8	8.0	9.2	9.2	36.9	7.9
1966	12.5	7.3	10.3	9.7	9.1	9.0	7.2	17.7	13.1	7.3	7.7	9.7
1967	4.9	6.3	8.5	5.7	6.6	6.4	8.6	−8.3	5.5	5.3	5.1	5.8
1968	11.9	12.4	9.5	9.1	5.5	8.0	9.6	5.9	8.5	6.5	14.5	7.5
1969	8.7	7.2	13.0	8.6	8.2	8.8	8.0	7.7	7.9	10.3	7.5	8.8
1970	11.0	12.0	6.7	8.3	6.3	4.5	5.7	−1.5	6.2	1.2	5.8	5.0
1971	7.3	5.9	5.9	8.0	7.4	7.7	7.7	17.8	8.7	9.9	−5.2	8.3
1972	2.0	10.6	13.4	14.2	10.7	10.8	10.3	5.5	11.4	11.8	13.9	10.8
1973	16.7	26.0	14.5	16.1	13.8	13.7	18.6	30.6	23.0	21.1	28.7	16.4
1974	19.4	7.1	11.0	15.6	17.2	15.1	17.2	33.4	36.6	13.9	29.9	18.3
1975	11.5	19.6	10.1	10.8	11.1	8.3	12.2	12.2	15.7	7.8	−6.5	10.2
1976	19.8	10.3	15.0	12.4	16.5	14.0	13.4	10.4	9.8	17.2	3.1	14.4
1977	11.2	6.6	8.6	8.0	7.5	7.8	4.9	3.9	10.4	10.1	22.6	8.2
1978	6.2	13.5	11.8	13.6	11.5	8.4	9.8	13.3	12.7	9.9	13.6	10.4
1979	20.6	13.2	9.8	20.7	10.7	12.0	12.7	13.5	17.4	14.4	21.2	13 1
1980	4.1	12.3	3.5	−8.9	10.8	10.5	9.0	19.8	16.5	10.6	14.9	11.3
1981	15.6	11.8	15.4	15.9	12.9	14.0	16.3	13.8	10.9	11.9	−6.2	13.4
1982	7.9	8.2	13.3	8.9	4.3	3.1	5.4	0.2	4.0	1.2	37.9	3.9
1983	8.6	14.4	11.4	13.8	7.1	9.3	6.4	4.3	5.4	4.9	4.9	7.5

Tableau de référence 7 (suite)

Dépense brute, par habitant, Canada et provinces
1962 – 1983

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
						(Dépense personnelle par habitant, par province, en pourcentage de celle au niveau national)						
1962	48.4	49.2	63.8	58.3	90.5	119.1	91.7	93.5	106.5	109.9	88.6	100.0
1963	49.4	48.2	63.3	58.3	89.2	118.7	90.1	104.8	106.7	110.0	88.9	100.0
1964	50.9	49.2	63.1	60.9	90.6	118.9	90.1	92.8	104.8	110.3	85.0	100.0
1965	50.8	49.5	62.7	61.3	90.5	118.1	89.2	92.9	106.1	111.7	107.9	100.0
1966	52.1	48.4	63.0	61.3	90.0	117.4	87.1	99.6	109.3	109.2	105.6	100.0
1967	51.7	48.7	64.6	61.2	90.7	118.0	89.4	86.3	109.0	108.7	105.2	100.0
1968	53.8	50.9	65.8	62.2	89.0	118.6	91.2	85.1	110.0	107.7	112.1	100.0
1969	53.7	50.2	68.4	62.0	88.5	118.6	90.5	84.2	109.1	109.2	110.7	100.0
1970	56.8	53.5	69.5	64.0	89.6	118.0	91.2	79.0	110.4	105.3	111.6	100.0
1971	56.2	52.3	68.0	63.8	88.9	117.3	90.7	85.9	110.8	106.8	97.7	100.0
1972	51.8	52.2	69.5	65.7	88.8	117.3	90.2	81.8	111.4	107.7	100.4	100.0
1973	51.9	56.6	68.4	65.5	86.8	114.6	91.9	91.8	117.7	112.1	111.0	100.0
1974	52.4	51.2	64.2	64.0	86.0	111.6	91.0	103.6	135.9	108.0	121.9	100.0
1975	53.0	55.6	64.1	64.4	86.7	109.6	92.7	105.4	142.7	105.7	103.5	100.0
1976	55.5	53.6	64.5	63.3	88.3	109.2	91.9	101.8	136.9	108.3	93.3	100.0
1977	57.0	52.8	64.7	63.1	87.7	108.8	89.1	97.7	139.7	110.2	105.6	100.0
1978	54.9	54.3	65.5	65.0	88.6	106.8	88.6	100.2	142.6	109.7	108.7	100.0
1979	58.5	54.3	63.5	69.3	86.7	105.8	88.2	100.6	147.9	110.9	116.5	100.0
1980	54.7	54.8	59.1	56.7	86.3	105.0	86.5	108.2	154.9	110.3	120.3	100.0
1981	55.8	54.0	60.1	58.0	85.9	105.6	88.7	108.6	151.6	108.8	99.5	100.0
1982	57.9	56.2	65.6	60.8	86.3	104.8	90.0	104.7	151.7	106.0	132.1	100.0
1983	58.5	59.8	67.9	64.3	85.9	106.5	89.0	101.6	148.7	103.5	128.8	100.0

Remarque: On obtient la dépense brute par habitant en divisant la dépense personnelle par la population au 1er juin. Les pourcentages sont calculés à partir de données non arrondies.

Source: Statistique Canada, *Estimations annuelles de la population du Canada et des provinces*, au 1er juin; *Comptes économiques provinciaux*, annuelle, nº de cat. 13-213.

Tableau de référence 8

Dépense provinciale brute

1962 – 1983

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	31720	31742	31764	31786	31808	31830	31852	31874	31896	44014	31940	31698
						(Millions de dollars)						
1962	533	124	1,121	830	11,449	17,811	2,021	2,047	3,432	4,296	83	43,749
1963	581	129	1,175	878	12,081	19,009	2,113	2,417	3,700	4,618	90	46,791
1964	651	142	1,260	985	13,392	20,876	2,288	2,313	3,964	5,096	94	51,062
1965	708	154	1,352	1,076	14,691	22,888	2,458	2,520	4,391	5,730	126	56,095
1966	805	165	1,492	1,184	16,292	25,594	2,629	2,981	5,009	6,413	143	62,706
1967	854	176	1,628	1,258	17,621	27,873	2,854	2,738	5,382	7,008	153	67,547
1968	969	200	1,799	1,384	18,802	30,683	3,154	2,910	5,973	7,688	180	73,740
1969	1,070	216	2,055	1,510	20,534	33,944	3,435	3,128	6,594	8,722	202	81,410
1970	1,195	240	2,211	1,632	21,931	36,258	3,647	3,025	7,166	9,116	227	86,648
1971	1,294	256	2,363	1,784	23,620	39,829	3,948	3,507	7,951	10,289	228	95,071
1972	1,341	288	2,699	2,054	26,258	44,762	4,369	3,654	9,016	11,796	280	106,517
1973	1,585	367	3,125	2,410	30,006	51,548	5,205	4,726	11,311	14,677	379	125,339
1974	1,906	396	3,504	2,817	35,425	60,433	6,166	6,268	15,739	17,261	492	150,407
1975	2,157	482	3,895	3,174	39,715	66,379	6,967	7,085	18,796	19,053	483	168,186
1976	2,627	536	4,529	3,633	46,671	73,511	7,964	7,945	21,333	22,647	506	194,902
1977	2,931	576	4,942	3,963	50,575	83,361	8,396	8,380	24,513	25,269	630	213,536
1978	3,124	665	5,559	4,527	56,553	91,334	9,262	9,575	28,643	28,250	727	238,219
1979	3,781	759	6,132	5,497	62,977	103,062	10,396	10,960	34,811	32,919	881	272,175
1980	3,950	859	6,368	5,027	70,312	114,767	11,303	13,236	42,305	37,496	1,028	306,651
1981	4,584	960	7,375	5,837	80,015	131,680	13,158	15,206	49,036	43,195	993	352,039
1982	4,945	1,039	8,394	6,383	84,009	137,232	13,983	15,408	52,844	44,459	1,409	370,105
1983	5,444	1,198	9,428	7,348	90,432	151,650	15,048	16,281	56,539	47,238	1,478	402,084
						(Variation en pourcentage)						
1963	8.9	3.9	4.8	5.7	5.5	6.7	4.6	18.1	7.8	7.5	8.0	7.0
1964	12.1	10.3	7.3	12.3	10.8	9.8	8.2	−4.3	7.2	10.3	4.9	9.1
1965	8.6	8.7	7.3	9.3	9.7	9.6	7.4	8.9	10.8	12.4	33.7	9.9
1966	13.7	7.3	10.3	10.1	10.9	11.8	6.9	18.3	14.1	11.9	12.9	11.8
1967	6.2	6.3	9.1	6.2	8.2	8.9	8.6	−8.1	7.5	9.3	7.6	7.7
1968	13.5	13.4	10.5	10.0	6.7	10.1	10.5	6.3	11.0	9.7	17.1	9.2
1969	10.4	8.2	14.2	9.1	9.2	10.6	8.9	7.5	10.4	13.5	12.2	10.4
1970	11.7	11.0	7.6	8.1	6.8	6.8	6.2	−3.3	8.7	4.5	12.5	6.4
1971	8.3	6.9	6.9	9.4	7.7	9.8	8.3	15.9	11.0	12.9	0.5	9.7
1972	3.6	12.6	14.2	15.1	11.2	12.4	10.7	4.2	13.4	14.6	22.5	12.0
1973	18.2	27.2	15.8	17.4	14.3	15.2	19.1	29.3	25.5	24.4	35.5	17.7
1974	20.2	8.0	12.1	16.9	18.1	17.2	18.5	32.6	39.1	17.6	29.9	20.0
1975	13.2	21.7	11.2	12.7	12.1	9.8	13.0	13.0	19.4	10.4	−1.8	11.8
1976	21.8	11.2	16.3	14.5	17.5	15.3	14.3	12.1	13.5	18.9	4.8	15.9
1977	11.6	7.5	9.1	9.1	8.4	9.0	5.4	5.5	14.9	11.6	24.5	9.6
1978	6.6	15.5	12.5	14.2	11.8	9.6	10.3	14.3	16.8	11.8	15.4	11.6
1979	21.0	14.1	10.3	21.4	11.4	12.8	12.2	14.5	21.5	16.5	21.2	14.3
1980	4.5	13.2	3.8	−8.6	11.6	11.4	8.7	20.8	21.5	13.9	16.7	12.7
1981	16.1	11.8	15.8	16.1	13.8	14.7	16.4	14.9	15.9	15.2	−3.4	14.8
1982	7.9	8.2	13.8	9.4	5.0	4.2	6.3	1.3	7.8	2.9	-41.9	5.1
1983	10.1	15.3	12.3	15.1	7.6	10.5	7.6	5.7	7.0	6.3	4.9	8.6

Tableau de référence 8 (suite)
Dépense provinciale brute
1962 – 1983

Année	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
					(Répartition en pourcentage du total dans les provinces)							
1962	1.2	0.3	2.6	1.9	26.2	40.7	4.6	4.7	7.8	9.8	0.2	100.0
1963	1.2	0.3	2.5	1.9	25.8	40.6	4.5	5.2	7.9	9.9	0.2	100.0
1964	1.3	0.3	2.5	1.9	26.2	40.9	4.5	4.5	7.8	10.0	0.2	100.0
1965	1.3	0.3	2.4	1.9	26.2	40.8	4.4	4.5	7.8	10.2	0.2	100.0
1966	1.3	0.3	2.4	1.9	26.0	40.8	4.2	4.8	8.0	10.2	0.2	100.0
1967	1.3	0.3	2.4	1.9	26.1	41.3	4.2	4.1	8.0	10.4	0.2	100.0
1968	1.3	0.3	2.4	1.9	25.5	41.6	4.3	3.9	8.1	10.4	0.2	100.0
1969	1.3	0.3	2.5	1.9	25.2	41.7	4.2	3.8	8.1	10.7	0.2	100.0
1970	1.4	0.3	2.6	1.9	25.3	41.8	4.2	3.5	8.3	10.5	0.3	100.0
1971	1.4	0.3	2.5	1.9	24.8	41.9	4.2	3.7	8.4	10.8	0.2	100.0
1972	1.3	0.3	2.5	1.9	24.7	42.0	4.1	3.4	8.5	11.1	0.3	100.0
1973	1.3	0.3	2.5	1.9	23.9	41.1	4.2	3.8	9.0	11.7	0.3	100.0
1974	1.3	0.3	2.3	1.9	23.6	40.2	4.1	4.2	10.5	11.5	0.3	100.0
1975	1.3	0.3	2.3	1.9	23.6	39.5	4.1	4.2	11.2	11.3	0.3	100.0
1976	1.3	0.3	2.3	1.9	23.9	39.3	4.1	4.1	10.9	11.6	0.3	100.0
1977	1.4	0.3	2.3	1.9	23.7	39.0	3.9	3.9	11.5	11.8	0.3	100.0
1978	1.3	0.3	2.3	1.9	23.7	38.3	3.9	4.0	12.0	11.9	0.3	100.0
1979	1.4	0.3	2.3	2.0	23.1	37.9	3.8	4.0	12.8	12.1	0.3	100.0
1980	1.3	0.3	2.1	1.6	22.9	37.4	3.7	4.3	13.8	12.2	0.3	100.0
1981	1.3	0.3	2.1	1.7	22.7	37.4	3.7	4.3	13.9	12.3	0.3	100.0
1982	1.3	0.3	2.3	1.7	22.7	37.1	3.8	4.2	14.3	12.0	0.4	100.0
1983	1.4	0.3	2.3	1.8	22.5	37.7	3.7	4.0	14.1	11.7	0.4	100.0

Source: Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux.*

Tableau de référence 9

Revenu national et Produit national brut

1950 – 1984

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placement	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles incluant les loyers	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Erreur statistique	Produit national brut aux prix du marché
D		40002 40242	40003 40243	40004 40244	40005 40245	40006 40246	40007 40247	40008 40248	40009 40249	40010 40250	40011 40251	40548 40551
						(Millions de dollars)						
1950	9,152	2,608	– 412	396	1,301	1,882	– 374	14,553	2,065	1,876	– 3	18,491
1951	10,770	3,144	– 379	463	1,868	1,976	– 643	17,199	2,548	2,098	– 205	21,640
1952	12,073	3,071	– 346	523	1,878	2,155	114	19,468	2,799	2,333	– 12	24,588
1953	13,062	2,985	– 328	583	1,462	2,359	2	20,125	2,994	2,634	80	25,833
1954	13,451	2,755	– 339	628	918	2,498	87	19,998	3,042	2,930	– 52	25,918
1955	14,369	3,485	– 396	764	1,120	2,748	– 182	21,908	3,321	3,337	– 38	28,528
1956	16,171	3,928	– 450	869	1,283	2,827	– 245	24,383	3,731	3,814	130	32,058
1957	17,519	3,554	– 505	977	908	2,962	– 59	25,356	3,975	4,159	23	33,513
1958	17,982	3,669	– 486	1,063	1,116	3,133	– 41	26,436	4,036	4,135	170	34,777
1959	19,149	3,966	– 527	1,062	1,008	3,207	– 108	27,757	4,401	4,461	227	36,846
1960	20,141	3,870	– 495	1,129	1,026	3,192	– 26	28,837	4,587	4,739	196	38,359
1961	21,009	4,066	– 622	1,284	826	3,261	– 41	29,783	4,838	4,833	142	39,646
1962	22,468	4,450	– 621	1,416	1,377	3,380	– 100	32,370	5,446	5,236	– 125	42,927
1963	23,932	4,932	– 652	1,563	1,562	3,576	– 213	34,700	5,714	5,603	– 39	45,978
1964	26,034	5,841	– 787	1,724	1,307	3,705	– 144	37,680	6,441	6,108	51	50,280
1965	28,878	6,318	– 828	1,891	1,389	3,893	– 322	41,219	7,284	6,655	206	55,364
1966	32,629	6,714	– 850	2,070	1,950	4,116	– 335	46,294	8,030	7,322	182	61,828
1967	36,160	6,823	– 874	2,362	1,239	4,355	– 327	49,738	8,852	7,786	33	66,409
1968	39,318	7,742	– 835	2,623	1,321	4,778	– 341	54,606	9,662	8,308	10	72,586
1969	43,949	8,294	– 854	3,082	1,435	5,187	– 576	60,517	10,722	9,019	– 443	79,815
1970	47,620	7,699	– 952	3,428	1,211	5,424	– 195	64,235	11,299	9,806	345	85,685
1971	52,436	8,681	– 1,079	3,906	1,576	5,928	– 665	70,783	12,276	10,500	891	94,450
1972	58,549	10,799	– 1,031	4,577	1,662	6,170	– 1,032	79,694	13,876	11,474	190	105,234
1973	67,849	15,417	– 1,277	5,359	3,009	6,656	– 2,362	94,651	15,598	13,355	– 44	123,560
1974	81,289	20,062	– 1,645	7,632	3,859	6,901	– 4,244	113,854	18,257	16,046	– 629	147,528
1975	94,625	19,663	– 1,835	8,661	3,944	7,669	– 2,938	129,789	17,584	18,270	– 300	165,343
1976	110,507	19,994	– 1,718	10,845	3,317	7,408	– 2,002	148,351	21,520	21,479	507	191,857
1977	122,039	20,940	– 2,095	12,964	2,831	7,994	– 3,687	160,986	23,907	24,031	1,265	210,189
1978	133,237	25,722	– 2,843	15,996	3,657	8,958	– 4,902	179,825	25,563	26,824	– 1	232,211
1979	149,805	34,000	– 3,032	19,189	3,911	9,740	– 7,392	206,221	27,728	30,942	– 612	264,279
1980	169,606	37,664	– 3,194	22,126	3,942	10,902	– 6,814	234,232	28,733	35,739	– 1,148	297,556
1981	195,961	32,606	– 3,730	27,496	4,317	12,199	– 6,937	261,912	37,737	40,897	– 749	339,797
1982	209,770	21,110	– 3,611	28,848	4,039	14,842	– 2,631	272,367	40,356	44,650	929	358,302
1983	221,338	32,684	– 2,646	30,245	3,572	18,333	– 2,400	301,126	41,417	47,519	278	390,340
1984	235,023	39,654	– 3,941	32,826	4,037	20,411	– 2,662	325,348	44,300	51,764	– 593	420,819

Tableau de référence 9 (suite)

Revenu national et Produit national brut
1950 – 1984

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placement	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles incluant les loyers	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Produit national brut aux prix du marché
					(Variation en pourcentage)					
1950	8.0	29.8	26.4	36.1	7.4	6.2	9.2	10.0	14.1	10.1
1951	17.7	20.6	−8.0	16.9	43.6	5.0	18.2	23.4	11.8	17.0
1952	12.1	−2.3	−8.7	13.0	0.5	9.1	13.2	9.9	11.2	13.6
1953	8.2	−2.8	−5.2	11.5	−22.2	9.5	3.4	7.0	12.9	5.1
1954	3.0	−7.7	3.4	7.7	−37.2	5.9	−0.6	1.6	11.2	0.3
1955	6.8	26.5	16.8	21.7	22.0	10.0	9.6	9.2	13.9	10.1
1956	12.5	12.7	13.6	13.7	14.6	2.9	11.3	12.4	14.3	12.4
1957	6.3	−9.5	12.2	12.4	−29.2	4.8	4.0	6.5	9.1	4.5
1958	2.6	3.2	−3.8	8.8	22.9	5.8	4.3	1.5	−0.6	3.8
1959	6.5	8.1	8.4	−0.1	−9.7	2.4	5.0	9.0	7.9	6.0
1960	5.2	−2.4	−6.1	6.3	1.8	−0.5	3.9	4.2	6.2	4.1
1961	4.3	5.1	25.7	13.7	−19.5	2.2	3.3	5.5	3.0	3.4
1962	6.9	9.4	−0.2	10.3	66.7	3.7	8.7	12.6	7.2	8.3
1963	6.5	10.8	5.0	10.4	13.4	5.8	7.2	4.9	7.0	7.1
1964	8.8	18.4	20.7	10.3	−16.3	3.6	8.6	12.7	9.0	9.4
1965	10.9	8.2	5.2	9.7	6.3	5.1	9.4	13.1	9.0	10.1
1966	13.0	6.3	2.7	9.5	40.4	5.7	12.3	10.2	10.0	11.7
1967	10.8	1.6	2.8	14.1	−36.5	5.8	7.4	10.2	6.3	7.4
1968	8.7	13.5	−4.5	11.1	6.6	9.7	9.8	9.2	6.7	9.3
1969	11.8	7.1	2.3	17.5	8.6	8.6	10.8	11.0	8.6	10.0
1970	8.4	−7.2	11.5	11.2	−15.6	4.6	6.1	5.4	8.7	7.4
1971	10.1	12.8	13.3	13.9	30.1	9.3	10.2	8.7	7.1	10.2
1972	11.7	24.4	−4.5	17.2	5.5	4.1	12.6	13.0	9.3	11.4
1973	15.9	42.8	23.9	17.1	81.1	7.9	18.8	12.4	16.4	17.4
1974	19.8	30.1	28.8	42.4	28.3	3.7	20.3	17.1	20.2	19.4
1975	16.4	−2.0	11.6	13.5	2.2	11.1	14.0	−3.7	13.9	12.1
1976	16.8	1.7	−6.4	25.2	−15.9	−3.4	14.3	22.4	17.6	16.0
1977	10.4	4.7	21.9	19.5	−14.7	7.9	8.5	11.1	11.9	9.6
1978	9.2	22.8	35.7	23.4	29.2	12.1	11.7	6.9	11.6	10.5
1979	12.4	32.2	6.7	20.0	7.0	8.7	14.7	8.5	15.4	13.8
1980	13.2	10.8	5.3	15.3	0.8	11.9	13.6	3.6	15.5	12.6
1981	15.5	−13.4	16.8	24.3	9.5	11.9	11.8	31.3	14.4	14.2
1982	7.1	−35.3	−3.2	4.9	−6.4	21.7	4.0	6.9	9.2	5.5
1983	5.5	54.8	−26.7	4.8	−11.6	23.5	10.6	2.6	6.4	8.9
1984	6.2	21.3	48.9	8.5	13.0	11.3	8.0	7.0	8.9	7.8

[1] Comprend solde et allocations des militaires. Non corrigé: D 40000 + 40001; désaisonnalisé: D 40240 + 40241.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 10

Rapprochement du Produit national brut aux prix du marché et du Produit intérieur brut au coût des facteurs

1953 – 1984

Année	PNB aux prix du marché	Erreur statistique	Impôts indirects moins subventions	Revenu de placement de non-résidents	Revenu de placement payé aux non-résidents	PIB au coût des facteurs
D	40551	40431	40432	40433	40434	40435
			(Millions de dollars)			
1953	25,833	– 80	– 2,994	– 194	495	23,060
1954	25,918	52	– 3,042	– 181	520	23,267
1955	28,528	38	– 3,321	– 201	586	25,630
1956	32,058	– 130	– 3,731	– 196	657	28,658
1957	33,513	– 23	– 3,975	– 208	771	30,078
1958	34,777	– 170	– 4,036	– 238	763	31,096
1959	36,846	– 227	– 4,401	– 251	860	32,827
1960	38,359	– 196	– 4,587	– 254	870	34,192
1961	39,646	– 142	– 4,838	– 300	1,022	35,388
1962	42,927	125	– 5,446	– 297	1,068	38,377
1963	45,978	39	– 5,714	– 314	1,161	41,150
1964	50,280	– 51	– 6,441	– 443	1,351	44,696
1965	55,364	– 206	– 7,284	– 465	1,485	48,894
1966	61,828	– 182	– 8,030	– 486	1,634	54,764
1967	66,405	– 33	– 8,852	– 464	1,733	58,793
1968	72,586	– 10	– 9,662	– 590	1,841	64,165
1969	79,815	443	– 10,722	– 857	2,099	70,778
1970	85,685	– 345	– 11,299	– 1,011	2,397	75,427
1971	94,450	– 891	– 12,276	– 953	2,537	82,867
1972	105,234	– 190	– 13,876	– 977	2,528	92,719
1973	123,560	44	– 15,598	– 1,188	3,012	109,830
1974	147,528	629	– 18,257	– 1,386	3,741	132,255
1975	165,343	300	– 17,584	– 1,671	4,338	150,726
1976	191,857	– 507	– 21,520	– 1,619	5,301	173,512
1977	210,189	– 1,265	– 23,907	– 1,713	6,465	189,769
1978	232,211	1	– 25,563	– 2,253	8,110	212,806
1979	264,279	612	– 27,728	– 2,484	9,923	244,602
1980	297,556	1,148	– 28,733	– 3,496	11,608	278,083
1981	339,797	749	– 37,737	– 3,819	15,490	314,480
1982	358,302	– 929	– 40,356	– 5,235	18,168	329,950
1983	390,340	– 278	– 41,417	– 5,087	17,330	360,888
1984	420,819	593	– 44,300	– 5,482	20,739	392,369

Tableau de référence 10 (suite)

Rapprochement du Produit national brut aux prix du marché et du Produit intérieur brut au coût des facteurs 1953 – 1984

Année	PNB aux prix du marché	Impôts indirects moins subventions	Revenu de placement de non-résidents	Revenu de placement payé aux non-résidents	PIB au coût des facteurs
			(Variation en pourcentage)		
1953					
1954	5.1	7.0	6.0	−2.4	4.2
	0.3	1.6	−6.7	5.1	0.9
1955	10.1	9.2	11.1	12.7	10.2
1956	12.4	12.4	−2.5	12.1	11.8
1957	4.5	6.5	6.1	17.4	5.0
1958	3.8	1.5	14.4	−1.0	3.4
1959	6.0	9.0	5.5	12.7	5.6
1960	4.1	4.2	1.2	1.2	4.2
1961	3.4	5.5	18.1	17.5	3.5
1962	8.3	12.6	−1.0	4.5	8.5
1963	7.1	4.9	5.7	8.7	7.2
1964	9.4	12.7	41.1	16.4	8.6
1965	10.1	13.1	5.0	9.9	9.4
1966	11.7	10.2	4.5	10.0	12.0
1967	7.4	10.2	−4.5	6.1	7.4
1968	9.3	9.2	27.2	6.2	9.1
1969	10.0	11.0	45.3	14.0	10.3
1970	7.4	5.4	18.0	14.2	6.6
1971	10.2	8.7	−5.7	5.8	9.9
1972	11.4	13.0	2.5	−0.4	11.9
1973	17.4	12.4	21.6	19.2	18.5
1974	19.4	17.1	16.7	24.2	20.4
1975	12.1	−3.7	20.6	16.0	14.0
1976	16.0	22.4	−3.1	22.2	15.1
1977	9.6	11.1	5.8	22.0	9.4
1978	10.5	6.9	31.5	30.1	12.1
1979	13.8	8.5	10.3	18.0	14.9
1980	12.6	3.6	40.7	17.0	13.7
1981	14.2	31.3	9.2	33.4	13.1
1982	5.5	6.9	37.1	17.3	4.9
1983	8.9	2.6	−2.8	−4.6	9.4
1984	7.8	7.0	7.8	19.7	8.7

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 11

Evolution structurelle du revenu
(Répartition en pourcentage du Produit national brut par élément)
1947 – 1984

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaires du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placement	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles loyers compris	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs	Impôts indirects moins subventions	Provisions pour consommation de capital et corrections diverses	Erreur statistique	Produit national brut aux prix du marché
1947	50.1	13.8	– 1.9	1.4	8.2	11.2	– 4.2	78.5	12.5	9.1	– 0.1	100.0
1948	50.6	13.2	– 1.7	1.6	8.8	10.3	– 3.3	79.5	11.8	9.3	– 0.7	100.0
1949	50.5	12.0	– 1.9	1.7	7.2	10.6	– 0.7	79.3	11.2	9.8	– 0.3	100.0
1950	49.5	14.1	– 2.2	2.1	7.0	10.2	– 2.0	78.7	11.2	10.2	0.0	100.0
1951	49.8	14.5	– 1.8	2.1	8.6	9.1	– 3.0	79.5	11.8	9.7	– 1.0	100.0
1952	49.1	12.5	– 1.4	2.1	7.6	8.8	0.5	79.2	11.4	9.5	– 0.1	100.0
1953	50.6	11.6	– 1.3	2.3	5.7	9.1	0.0	77.9	11.6	10.2	0.3	100.0
1954	51.9	10.6	– 1.3	2.4	3.5	9.6	0.3	77.2	11.7	11.3	– 0.2	100.0
1955	50.4	12.2	– 1.4	2.7	3.9	9.6	– 0.6	76.8	11.6	11.7	– 0.1	100.0
1956	50.4	12.3	– 1.4	2.7	4.0	8.8	– 0.8	76.1	11.6	11.9	0.4	100.0
1957	52.0	10.6	– 1.5	2.9	2.7	8.8	– 0.2	75.7	11.9	12.4	0.1	100.0
1958	51.7	10.6	– 1.4	3.1	3.2	9.0	– 0.1	76.0	11.6	11.9	0.5	100.0
1959	52.0	10.8	– 1.4	2.9	2.7	8.7	– 0.3	75.3	11.9	12.1	0.6	100.0
1960	52.5	10.1	– 1.3	2.9	2.7	8.3	– 0.1	75.2	12.0	12.4	0.5	100.0
1961	53.0	10.3	– 1.6	3.2	2.1	8.2	– 0.1	75.1	12.2	12.3	0.4	100.0
1962	52.3	10.4	– 1.5	3.3	3.2	7.9	– 0.2	75.4	12.7	12.2	– 0.3	100.0
1963	52.1	10.7	– 1.4	3.4	3.4	7.8	– 0.5	75.5	12.4	12.2	– 0.1	100.0
1964	51.8	11.6	– 1.6	3.4	2.6	7.4	– 0.3	74.9	12.8	12.2	0.1	100.0
1965	52.2	11.4	– 1.5	3.4	2.5	7.0	– 0.6	74.5	13.2	12.0	0.4	100.0
1966	52.3	10.9	– 1.4	3.4	3.2	6.7	– 0.5	74.9	13.0	11.8	0.3	100.0
1967	54.5	10.3	– 1.3	3.6	1.9	6.6	– 0.5	74.9	13.3	11.7	0.1	100.0
1968	54.2	10.7	– 1.2	3.6	1.8	6.6	– 0.5	75.2	13.3	11.5	0.0	100.0
1969	55.1	10.4	– 1.1	3.9	1.8	6.5	– 0.7	75.8	13.4	11.3	– 0.6	100.0
1970	55.6	9.0	– 1.1	4.0	1.4	6.3	– 0.2	75.0	13.2	11.4	0.4	100.0
1971	55.5	9.2	– 1.1	4.1	1.7	6.3	– 0.7	74.9	13.0	11.1	0.9	100.0
1972	55.6	10.3	– 1.0	4.4	1.6	5.9	– 1.0	75.7	13.2	10.9	0.2	100.0
1973	54.9	12.5	– 1.0	4.3	2.4	5.4	– 1.9	76.6	12.6	10.8	0.0	100.0
1974	55.1	13.6	– 1.1	5.2	2.6	4.7	– 2.9	77.2	12.4	10.9	– 0.4	100.0
1975	57.2	11.9	– 1.1	5.2	2.4	4.6	– 1.8	78.5	10.6	11.1	– 0.2	100.0
1976	57.6	10.4	– 0.9	5.7	1.7	3.9	– 1.0	77.3	11.2	11.2	0.3	100.0
1977	58.1	10.0	– 1.0	6.2	1.4	3.8	– 1.8	76.6	11.4	11.4	0.6	100.0
1978	57.4	11.1	– 1.2	6.9	1.6	3.9	– 2.1	77.4	11.0	11.6	0.0	100.0
1979	56.7	12.9	– 1.2	7.3	1.5	3.7	– 2.8	78.0	10.5	11.7	– 0.2	100.0
1980	57.0	12.7	– 1.1	7.4	1.3	3.7	– 2.3	78.7	9.7	12.0	– 0.4	100.0
1981	57.7	9.6	– 1.1	8.1	1.3	3.6	– 2.0	77.1	11.1	12.0	– 0.2	100.0
1982	58.6	5.9	– 1.0	8.1	1.1	4.1	– 0.7	76.0	11.3	12.5	0.3	100.0
1983	56.7	8.4	– 0.7	7.8	0.9	4.7	– 0.6	77.1	10.6	12.2	0.1	100.0
1984	55.9	9.4	– 0.9	7.8	1.0	4.9	– 0.6	77.3	10.5	12.3	– 0.1	100.0

[1] Voir renvoi 1 du tableau de référence 9.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 12

Evolution structurelle du revenu
(Répartition en pourcentage du produit brut par élément)
1947 – 1984

Année	Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail[1]	Bénéfices des sociétés avant impôt	Dividendes payés aux non-résidents	Intérêt et revenus divers de placement	Revenu agricole comptable net	Revenu net des entreprises non constituées non agricoles loyers compris	Réévaluation des stocks	Revenu national net au coût des facteurs
1947	63.8	17.5	– 2.4	1.8	10.4	14.2	– 5.4	100.0
1948	63.6	16.6	– 2.1	2.0	11.0	13.0	– 4.1	100.0
1949	63.6	15.1	– 2.5	2.2	9.1	13.3	– 0.8	100.0
1950	62.9	17.9	– 2.8	2.7	8.9	12.9	– 2.6	100.0
1951	62.6	18.3	– 2.2	2.7	10.9	11.5	– 3.7	100.0
1952	62.0	15.8	– 1.8	2.7	9.7	11.1	0.6	100.0
1953	64.9	14.8	– 1.6	2.9	7.3	11.7	0.0	100.0
1954	67.3	13.8	– 1.7	3.1	4.6	12.5	0.4	100.0
1955	65.6	15.9	– 1.8	3.5	5.1	12.5	– 0.8	100.0
1956	66.3	16.1	– 1.9	3.6	5.3	11.6	– 1.0	100.0
1957	69.1	14.0	– 2.0	3.9	3.6	11.7	– 0.2	100.0
1958	68.0	13.9	– 1.8	4.0	4.2	11.9	– 0.2	100.0
1959	69.0	14.3	– 1.9	3.8	3.6	11.6	– 0.4	100.0
1960	69.8	13.4	– 1.7	3.9	3.6	11.1	– 0.1	100.0
1961	70.5	13.7	– 2.1	4.3	2.8	11.0	– 0.1	100.0
1962	69.4	13.8	– 1.9	4.4	4.3	10.4	– 0.3	100.0
1963	69.0	14.2	– 1.9	4.5	4.5	10.3	– 0.6	100.0
1964	69.1	15.5	– 2.1	4.6	3.5	9.8	– 0.4	100.0
1965	70.1	15.3	– 2.0	4.6	3.4	9.4	– 0.8	100.0
1966	70.5	14.5	– 1.8	4.5	4.2	8.9	– 0.7	100.0
1967	72.7	13.7	– 1.8	4.8	2.5	8.8	– 0.7	100.0
1968	72.0	14.2	– 1.5	4.8	2.4	8.8	– 0.6	100.0
1969	72.6	13.7	– 1.4	5.1	2.4	8.6	– 1.0	100.0
1970	74.1	12.0	– 1.5	5.3	1.9	8.4	– 0.3	100.0
1971	74.1	12.3	– 1.5	5.5	2.2	8.4	– 0.9	100.0
1972	73.5	13.6	– 1.3	5.7	2.1	7.7	– 1.3	100.0
1973	71.7	16.3	– 1.4	5.7	3.2	7.0	– 2.5	100.0
1974	71.4	17.6	– 1.4	6.7	3.4	6.1	– 3.7	100.0
1975	72.9	15.2	– 1.4	6.7	3.0	5.9	– 2.3	100.0
1976	74.5	13.5	– 1.2	7.3	2.2	5.0	– 1.4	100.0
1977	75.8	13.0	– 1.3	8.1	1.8	5.0	– 2.3	100.0
1978	74.1	14.3	– 1.6	8.9	2.0	5.0	– 2.7	100.0
1979	72.6	16.5	– 1.5	9.3	1.9	4.7	– 3.6	100.0
1980	72.4	16.1	– 1.4	9.5	1.7	4.7	– 2.9	100.0
1981	74.8	12.5	– 1.4	10.5	1.7	4.7	– 2.7	100.0
1982	77.0	7.8	– 1.3	10.6	1.5	5.5	– 1.0	100.0
1983	73.5	10.9	– 0.9	10.0	1.2	6.1	– 0.8	100.0
1984	72.2	12.2	– 1.2	10.1	1.2	6.3	– 0.8	100.0

[1] Voir renvoi 1 du tableau de référence 9.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 13
Indices du revenu réel
1947 – 1984
(1971 = 100)

Année	Revenu national net réel			Revenu personnel réel			Revenu personnel disponible réel			Gages et salaires réels, revenu supplémentaire et solde militaire		Gages et salaires hebdomadaires moyens réels[1]
	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par employé rémunéré	Par employé[1]	
1947	50.9	56.0	49.1	50.2	55.3	48.4	56.6	62.3	54.6	54.7	—	—
1948	51.1	54.0	50.0	49.9	52.7	48.7	56.6	59.8	55.3	54.4	—	—
1949	50.8	53.7	51.7	48.8	51.5	49.6	55.8	58.9	56.7	55.5	—	—
1950	52.8	59.6	54.1	49.5	55.8	50.6	56.9	64.3	58.3	56.8	—	—
1951	55.4	61.8	56.6	51.7	57.6	52.8	58.7	65.4	60.0	57.4	—	—
1952	59.5	67.6	61.8	54.3	61.7	56.4	61.0	69.4	63.4	60.6	—	—
1953	60.0	67.3	63.2	55.7	62.5	58.6	62.4	70.0	65.7	64.2	—	—
1954	57.4	64.6	62.1	54.0	60.8	58.5	60.5	68.2	65.5	65.4	—	—
1955	61.2	68.2	66.5	56.7	63.3	61.6	63.7	71.1	69.3	66.9	—	—
1956	65.4	72.8	69.9	60.3	67.1	64.4	67.5	75.1	72.1	69.7	—	—
1957	63.9	72.0	68.7	60.6	68.3	65.2	67.6	76.2	72.7	70.9	—	—
1958	63.1	71.0	70.1	60.8	68.4	67.5	68.5	77.1	76.1	70.5	—	—
1959	64.0	71.5	70.7	61.9	69.1	68.4	69.2	77.4	76.5	71.5	—	—
1960	64.4	71.9	71.7	63.2	70.5	70.3	70.1	78.2	78.0	72.9	—	—
1961	64.8	72.1	72.4	62.5	69.6	69.9	69.1	76.9	77.2	74.5	74.5	74.0
1962	68.2	75.4	75.5	66.0	72.9	73.1	73.0	80.7	80.9	75.9	75.4	75.2
1963	70.7	77.6	77.9	67.8	74.4	74.7	75.0	82.3	82.6	77.3	76.4	76.6
1964	74.4	81.0	80.5	70.3	76.6	76.1	77.0	83.9	83.4	79.6	78.2	78.5
1965	78.4	84.7	83.2	74.6	80.6	79.2	81.4	88.0	86.5	82.2	80.9	81.0
1966	83.6	89.8	86.8	79.5	85.4	82.6	85.1	91.4	88.4	84.9	84.0	83.0
1967	85.3	90.3	87.7	82.9	87.8	85.2	87.3	92.5	89.8	88.0	87.4	85.7
1968	88.5	92.4	90.7	86.2	90.0	88.3	89.6	93.5	91.8	89.2	89.3	87.9
1969	93.1	95.7	93.8	90.8	93.4	91.5	92.5	95.1	93.1	92.7	92.3	90.7
1970	94.1	95.3	95.1	93.2	94.4	94.2	93.4	94.6	94.4	95.3	95.3	94.3
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	107.2	105.2	105.2	107.6	105.6	105.6	108.1	106.1	106.1	103.5	103.7	104.3
1973	117.3	112.8	110.8	115.8	111.4	109.5	116.6	112.2	110.2	105.6	106.1	104.5
1974	124.9	118.0	115.0	122.5	115.7	112.8	122.5	115.7	112.8	109.0	109.5	104.2
1975	126.9	117.9	116.6	127.3	118.2	116.9	128.2	119.1	117.7	112.7	113.4	107.6
1976	132.4	120.5	120.7	132.3	120.4	120.6	132.0	120.2	120.4	119.3	119.6	111.6
1977	131.4	117.5	119.0	133.7	119.6	121.1	133.3	119.2	120.7	120.0	119.8	113.2
1978	134.9	118.6	119.3	137.2	120.7	121.4	138.2	121.6	122.3	118.1	117.4	111.6
1979	140.2	120.9	120.3	139.9	120.7	120.1	141.2	121.9	121.2	116.6	115.9	111.0
1980	142.1	120.7	119.8	141.8	120.4	119.6	143.1	121.5	120.7	115.2	114.9	110.4
1981	140.4	117.2	116.7	147.8	123.3	122.8	147.7	123.3	122.8	115.7	115.5	110.6
1982	130.2	106.9	113.2	144.9	119.0	126.0	144.5	118.6	125.6	115.9	115.2	109.7
1983	134.6	108.9	117.3	143.9	116.5	125.4	142.6	115.4	124.2	115.0	114.0	111.3
1984	138.3	108.0	118.7	146.5	114.3	125.8	144.8	113.0	124.3	114.6	113.3	112.5

Tableau de référence 13 (suite)
Indices de revenu réel
1947 – 1984
(1971 = 100)

Année	Revenu national net réel			Revenu personnel réel			Revenu personnel disponible réel			Gages et salaires réels, revenu supplémentaire et solde militaire		Gages et salaires hebdomadaires moyens réels[1]
	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par habitant	Par ménage	Par employé	Par employé rémunéré	Par employé[1]	
	(Variation en pourcentage)											
1948	0.5	−3.6	1.8	−0.6	−4.7	0.6	0.0	−4.0	1.3	−0.5	—	—
1949	−0.6	−0.7	3.4	−2.1	−2.2	1.9	−1.4	−1.5	2.6	2.0	—	—
1950	3.9	11.1	4.6	1.3	8.3	2.0	2.1	9.1	2.8	2.3	—	—
1951	4.9	3.6	4.6	4.5	3.2	4.2	3.1	1.8	2.9	1.0	—	—
1952	7.3	9.4	9.2	4.9	7.0	6.8	3.9	6.0	5.8	5.6	—	—
1953	0.9	−0.4	2.3	2.6	1.3	4.0	2.2	0.9	3.6	6.0	—	—
1954	−4.4	−4.0	−1.7	−3.0	−2.6	−0.3	−3.0	−2.6	−0.3	1.8	—	—
1955	6.6	5.6	7.0	5.0	4.0	5.4	5.3	4.3	5.7	2.3	—	—
1956	6.9	6.7	5.1	6.3	6.1	4.5	5.8	5.6	4.1	4.3	—	—
1957	−2.3	−1.0	−1.7	0.5	1.8	1.2	0.2	1.4	0.8	1.6	—	—
1958	−1.3	−1.4	2.0	0.3	0.2	3.6	1.4	1.2	4.7	−0.5	—	—
1959	1.4	0.6	0.9	1.8	1.1	1.3	1.0	0.3	0.5	1.4	—	—
1960	0.7	0.6	1.3	2.1	2.0	2.7	1.3	1.1	1.8	1.9	—	—
1961	0.5	0.2	1.1	−1.0	−1.3	−0.5	−1.4	−1.7	−0.9	2.2	—	—
1962	5.3	4.6	4.3	5.5	4.8	4.5	5.6	4.9	4.7	1.9	1.1	1.6
1963	3.7	3.0	3.1	2.8	2.1	2.2	2.8	2.1	2.2	1.9	1.4	1.9
1964	5.2	4.3	3.4	3.7	2.9	1.9	2.7	1.9	0.9	2.9	2.4	2.5
1965	5.4	4.6	3.3	6.1	5.3	4.1	5.7	4.9	3.7	3.3	3.4	3.2
1966	6.7	6.0	4.3	6.6	6.0	4.2	4.5	3.9	2.2	3.3	3.9	2.4
1967	2.0	0.6	1.0	4.2	2.7	3.1	2.6	1.2	1.6	3.6	4.0	3.2
1968	3.8	2.2	3.4	4.0	2.5	3.7	2.6	1.1	2.3	1.4	2.1	2.7
1969	5.1	3.7	3.4	5.3	3.8	3.6	3.2	1.7	1.5	3.9	3.4	3.2
1970	1.1	−0.4	1.4	2.7	1.1	3.0	1.0	−0.5	1.3	2.8	3.0	3.9
1971	6.3	4.9	5.2	7.2	5.9	6.1	7.0	5.7	5.9	4.9	5.0	6.0
1972	7.2	5.2	5.2	7.6	5.6	5.6	8.1	6.1	6.1	3.5	3.7	4.3
1973	9.4	7.3	5.4	7.6	5.5	3.6	7.9	5.8	3.9	2.0	2.4	0.2
1974	6.5	4.5	3.7	5.8	3.8	3.0	5.0	3.1	2.3	3.3	3.2	−0.3
1975	1.6	−0.0	1.4	3.9	2.2	3.7	4.7	2.9	4.4	3.4	3.5	3.3
1976	4.3	2.2	3.5	3.9	1.8	3.1	3.0	0.9	2.2	5.8	5.5	3.6
1977	−0.8	−2.5	−1.4	1.1	−0.7	0.5	0.9	−0.8	0.3	0.6	0.2	1.4
1978	2.7	0.9	0.3	2.6	0.9	0.2	3.7	2.0	1.3	−1.6	−2.1	−1.4
1979	3.9	2.0	0.8	1.9	0.0	−1.1	2.2	0.3	−0.9	−1.2	1.2	−0.6
1980	1.3	−0.2	−0.4	1.4	−0.2	−0.4	1.3	−0.3	−0.5	−1.2	−0.9	−0.6
1981	−1.2	−2.9	−2.6	4.2	2.4	2.7	3.3	1.4	1.7	0.5	0.5	0.2
1982	−7.3	−8.8	−3.0	−1.9	−3.5	2.6	−2.2	−3.8	2.3	0.2	−0.2	−0.8
1983	3.4	1.9	3.6	−0.7	−2.1	−0.5	−1.3	−2.7	−1.1	−0.8	−1.0	1.4
1984	2.7	−0.9	1.2	1.8	−1.8	0.3	1.6	−2.0	0.1	−0.4	−0.6	1.1

[1] En 1983 et 1984, cette série est fondée sur des estimations théoriques spéciales publiées par Statistique Canada à la suite de changements apportés à son enquête sur l'emploi, les gains et la durée du travail. Ces estimations théoriques prendront fin en 1985.

Source: Statistique Canada, *La population active*, mens., nº de cat. 71-001; *Estimations du nombre d'employés par province et par industrie*, mens., nº de cat. 72-008; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, nº de cat. 13-533; *Emploi, gains et durée du travail*, mens., nº de cat. 72-002; et *Recensement du Canada*, ann., nº de cat. 91-001. Le revenu réel est calculé en divisant les diverses mesures de revenu nominal par l'indice implicite des prix de la dépense de consommation des Comptes nationaux. Les données des ménages de 1961 à nos jours proviennent de Statistique Canada, *L'équipement ménager*, nº de cat. 64-202, tandis que les données antérieures à 1961 sont extrapolées des repères du recensement.

Tableau de référence 14
Sources du revenu personnel
1955 – 1984

Année	Revenu du travail[1]	Revenu agricole net	Revenu net d'entreprise non agricole non constituée	Intérêt, dividendes et autre revenu de placement	Transferts des gouvernements aux personnes	Revenu personnel[2]	Revenu personnel disponible	Revenu personnel disponible en termes réels[3]	Taux d'impôt effectif moyen[4]
D	40032+40033 40272+40273	40034 40274	40035 40275	40036 40276	40039 40278	40042 40282	40057 40295		
	(Millions de dollars)								(Pour cent)
1955	14,369	1,070	2,748	1,275	1,719	21,265	19,331	27,814	9.1
1956	16,171	1,255	2,827	1,427	1,746	23,531	21,307	30,159	9.5
1957	17,519	917	2,962	1,605	2,052	25,170	22,714	31,201	9.8
1958	17,982	1,122	3,133	1,694	2,605	26,651	24,313	32,526	8.8
1959	19,149	1,020	3,207	1,886	2,721	28,108	25,440	33,640	9.5
1960	20,141	1,023	3,192	2,029	3,090	29,595	26,567	34,819	10.2
1961	21,009	799	3,261	2,183	2,709	30,104	26,904	35,031	10.6
1962	22,468	1,373	3,380	2,502	2,912	32,788	29,340	37,700	10.5
1963	23,932	1,427	3,576	2,748	2,979	34,829	31,168	39,466	10.5
1964	26,034	1,191	3,705	2,982	3,175	37,282	33,049	41,298	11.4
1965	28,878	1,429	3,893	3,231	3,423	41,071	36,263	44,454	11.7
1966	32,629	1,794	4,116	3,580	3,750	46,094	39,901	47,346	13.4
1967	36,160	1,334	4,355	3,834	4,667	50,579	43,123	49,481	14.7
1968	39,318	1,581	4,778	4,288	5,473	55,677	46,820	51,578	15.9
1969	43,949	1,424	5,187	4,848	6,161	61,804	50,911	53,974	17.6
1970	47,620	1,119	5,424	5,220	6,985	66,633	54,009	55,309	18.9
1971	52,436	1,511	5,928	5,617	8,255	74,092	59,943	59,958	19.1
1972	58,549	1,711	6,170	7,028	9,918	83,767	68,100	65,528	18.7
1973	67,849	2,996	6,656	8,667	11,198	97,832	79,719	71,465	18.5
1974	81,289	3,359	6,901	10,914	13,880	116,867	94,545	76,139	19.1
1975	94,625	4,058	7,669	12,058	17,080	136,205	110,996	80,886	18.5
1976	110,507	3,284	7,408	13,704	19,483	155,142	125,309	84,397	19.2
1977	122,039	2,797	7,994	15,660	22,220	171,516	138,307	86,213	19.4
1978	133,237	3,437	8,958	19,897	25,025	191,498	156,070	90,371	18.5
1979	149,805	3,619	9,740	24,515	26,522	215,367	175,956	93,246	18.3
1980	169,606	3,246	10,902	28,677	30,847	244,712	199,740	95,615	18.4
1981	195,961	4,687	12,199	39,044	35,098	288,529	233,357	99,982	19.1
1982	209,770	3,732	14,842	43,804	43,383	317,426	255,954	98,900	19.4
1983	221,338	3,183	18,333	41,913	49,799	336,984	270,056	98,633	19.9
1984	235,023	3,307	20,411	46,390	53,833	360,741	288,434	n.a.	20.0

Tableau de référence 14 (suite)

Sources du revenu personnel
1955 – 1984

Année	Revenu du travail[1]	Revenu agricole net	Revenu net d'entreprise non agricole non constituée	Intérêt, dividendes et autre revenu de placement	Transferts des gouvernements aux personnes	Revenu personnel[2]	Revenu personnel disponible	Revenu personnel disponible en termes réels[3]	Taux d'impôt effectif moyen[4]
D	40032+40033 40272+40273	40034 40274	40035 40275	40036 40276	40039 40278	40042 40282	40057 40295		
					(Variation en pourcentage)				
1955	6.8	14.3	10.0	12.5	5.7	7.9	8.2	8.1	– 3.0
1956	12.5	17.3	2.9	11.9	1.6	10.7	10.2	8.4	3.9
1957	8.3	– 26.9	4.8	12.5	17.5	7.0	6.6	3.5	3.2
1958	2.6	22.4	5.8	5.5	26.9	5.9	7.0	4.2	– 10.1
1959	6.5	– 9.1	2.4	11.3	4.5	5.5	4.6	3.4	8.2
1960	5.2	0.3	– 0.5	7.6	13.6	5.3	4.4	3.5	7.8
1961	4.3	– 21.9	2.2	7.6	– 12.3	1.7	1.3	0.6	3.9
1962	6.9	71.8	3.6	14.6	7.5	8.9	9.1	7.6	– 1.1
1963	6.5	3.9	5.8	9.8	2.3	6.2	6.2	4.7	– 0.0
1964	8.8	– 16.5	3.6	8.5	6.6	7.0	6.0	4.6	8.0
1965	10.9	20.0	5.1	8.4	7.8	10.2	9.7	7.6	3.1
1966	13.0	25.5	5.7	10.8	9.6	12.2	10.0	6.5	14.8
1967	10.8	– 25.6	5.8	7.1	24.5	9.7	8.1	4.5	9.7
1968	8.7	18.5	9.7	11.8	17.3	10.1	8.6	4.2	7.9
1969	11.8	– 9.9	8.6	13.1	12.6	11.0	8.7	4.6	10.8
1970	8.4	– 21.4	4.6	7.7	13.4	7.8	6.1	2.5	7.5
1971	10.1	35.0	9.3	7.6	18.2	11.2	11.0	8.4	0.8
1972	11.7	13.2	4.1	25.1	20.1	13.1	13.6	9.3	– 2.1
1973	15.9	75.1	7.9	23.3	12.9	16.8	17.1	9.1	– 1.0
1974	19.8	12.1	3.7	25.9	24.0	19.5	18.6	6.5	3 2
1975	16.4	20.8	11.1	10.5	23.1	16.5	17.4	6.2	– 3.1
1976	16.8	– 19.1	– 3.4	13.7	14.1	13.9	12.9	4.3	3.9
1977	10.4	– 14.8	7.9	14.3	14.0	10.6	10.4	2.2	0.7
1978	9.2	22.9	12.1	27.1	12.6	11.7	12.8	4.8	– 4.4
1979	12.4	5.3	8.7	23.2	6.0	12.5	12.7	3.2	– 1.1
1980	13.2	– 10.3	11.9	17.0	16.3	13.6	13.5	2.5	0.4
1981	15.5	44.4	11.9	36.2	13.8	17.9	16.8	4.6	4.1
1982	7.0	– 20.4	21.7	12.2	23.6	10.0	9.7	– 1.1	1.3
1983	5.5	– 14.7	23.5	– 4.3	14.8	6.2	5.5	– 0.3	2.6
1984	6.2	3.9	11.3	10.7	8.1	7.0	6.8	n.a.	0.9

(1) Comprend la solde et les allocations des militaires.
(2) Le revenu personnel comprend les transferts des gouvernements aux personnes ainsi que les transferts des sociétés, des non-résidents, et l'apport de capital.
(3) Calculé comme revenu personnel disponible divisé par l'indice implicite des prix pour les dépenses personnelles, et multiplié par 100.
(4) Calculé comme *un*, moins la proportion du revenu personnel disponible, multiplié par 100.
Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001.

Tableau de référence 15

Disposition du revenu personnel
1955 – 1984

Année	Impôts directs des particuliers[1]	Dépenses de consommation	Transferts[2]	Épargne personnelle	Rapport épargne/revenu disponible	Taux d'épargne corrigé de l'inflation
D	40038+40051 40296+40291	40043 40283	40052+40053 40292+40293	40054 40294		
		(Millions de dollars)			(En pourcentage)	
1955	1,934	18,388	146	797	4.1	–
1956	2,224	20,090	166	1,051	4.9	–
1957	2,456	21,492	175	1,047	4.6	–
1958	2,338	22,845	190	1,278	5.3	–
1959	2,668	24,390	206	844	3.3	–
1960	3,028	25,479	221	867	3.3	–
1961	3,200	25,930	229	745	2.8	–
1962	3,448	27,452	241	1,647	5.6	4.1
1963	3,661	29,225	252	1,691	5.4	4.3
1964	4,233	31,389	277	1,383	4.2	2.8
1965	4,808	33,947	315	2,001	5.5	3.6
1966	6,193	36,890	349	2,662	6.7	3.8
1967	7,456	39,972	415	2,736	6.3	3.4
1968	8,857	43,704	477	2,639	5.6	2.1
1969	10,893	47,492	689	2,730	5.4	2.1
1970	12,624	50,327	810	2,872	5.3	3.4
1971	14,149	55,616	818	3,509	5.9	3.6
1972	15,667	62,208	877	5,015	7.4	4.2
1973	18,113	71,278	1,211	7,230	9.1	2.9
1974	22,322	83,388	1,751	9,406	9.9	1.1
1975	25,209	96,995	1,862	12,139	10.9	5.5
1976	29,833	111,657	2,064	11,588	9.2	5.1
1977	33,209	123,565	2,197	12,545	9.1	3.9
1978	35,428	136,532	2,650	16,888	10.8	6.5
1979	39,411	152,088	3,911	19,957	11.3	5.7
1980	44,972	170,179	5,054	24,507	12.3	5.0
1981	55,172	193,280	6,863	33,214	14.2	7.3
1982	61,472	209,974	6,974	39,006	15.2	8.0
1983	66,928	229,184	4,877	35,995	13.3	10.0
1984	72,307	246,896	4,654	36,884	12.8	10.2
			(Variation en pourcentage)			
1955						
1956	4.6	8.6	12.3	−0.9	−8.4	
1957	15.0	9.3	13.7	31.9	19.6	
1958	10.4	7.0	5.4	−0.4	−6.6	
1959	−4.8	6.3	8.6	22.1	14.0	
1960	14.1	6.8	8.4	−34.0	−36.9	
1961	13.5	4.5	7.3	2.7	−1.6	
1962	5.7	1.8	3.6	−14.1	−15.1	
1963	7.8	5.9	5.2	121.1	102.7	
1964	6.2	6.5	4.6	2.7	−3.4	
1965	15.6	7.4	9.9	−18.2	−22.9	
1966	13.6	8.1	13.7	44.7	31.9	
1967	28.8	8.7	10.8	33.0	20.9	
1968	20.4	8.4	18.9	2.8	−4.9	
1969	18.8	9.4	14.9	−3.5	−11.2	
1970	23.0	8.7	44.4	3.4	−4.9	
1971	15.9	6.0	17.6	5.2	−0.8	
1972	12.1	10.5	1.0	22.2	10.1	
1973	10.7	11.9	7.2	42.9	25.8	
1974	15.6	14.6	38.1	44.2	23.2	
1975	23.2	17.0	44.6	30.1	9.7	
1976	12.9	16.3	6.3	29.1	9.9	
1977	18.3	15.1	10.8	−4.5	−15.4	
1978	11.3	10.7	6.4	8.3	−1.9	
1979	6.7	10.5	20.6	34.6	19.3	
1980	11.2	11.4	47.6	18.2	4.8	
1981	14.1	11.9	29.2	22.8	8.2	
1982	22.7	13.6	35.8	35.5	16.0	
1983	11.4	8.6	1.6	17.4	7.1	
1984	8.9	9.1	−30.1	−7.7	−12.5	
	8.0	7.7	−4.6	2.5	−3.8	

[1] Comprend les impôts directs et autres transferts courants à l'État.
[2] Comprend la portion transférée de l'intérêt sur la dette de consommation et les transferts à des non-résidents.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, nº de cat. 13-001; et estimations du ministère des Finances.

Tableau de référence 16

Revenu des particuliers, Canada et par province
1955 – 1983

Annee	T.-N.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Que.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	30303	30304	30305	30306	30307	30308	30309	30310	30311	30312	30313	30315
						(Millions de dollars)						
1955	292	67	683	489	5,296	8,525	1,073	1,058	1,475	2,242	43	21,265
1956	325	85	732	534	5,840	9,320	1,206	1,205	1,719	2,482	59	23,531
1957	350	77	785	556	6,363	10,211	1,223	1,037	1,749	2,726	59	25,170
1958	361	83	820	585	6,655	10,802	1,352	1,156	1,958	2,786	59	26,651
1959	383	96	874	626	7,005	11,406	1,419	1,200	2,039	2,948	61	28,108
1960	412	97	920	664	7,422	11,923	1,492	1,352	2,134	3,058	63	29,595
1961	440	102	946	671	7,828	12,187	1,436	1,084	2,199	3,091	59	30,104
1962	462	114	995	707	8,446	13,098	1,611	1,529	2,411	3,279	62	32,788
1963	493	116	1,043	751	8,933	13,976	1,647	1,686	2,535	3,509	67	34,829
1964	531	128	1,108	809	9,742	15,030	1,775	1,539	2,652	3,822	70	37,282
1965	604	137	1,181	880	10,685	16,537	1,892	1,789	2,941	4,271	69	41,071
1966	680	151	1,302	979	11,880	18,655	2,039	2,047	3,374	4,817	80	46,094
1967	755	168	1,446	1,067	13,175	20,553	2,280	1,932	3,665	5,348	90	50,579
1968	837	189	1,580	1,183	14,193	22,844	2,523	2,187	4,111	5,837	104	55,677
1969	923	205	1,766	1,295	15,565	25,629	2,704	2,269	4,589	6,645	122	61,804
1970	1,025	229	1,895	1,412	16,682	27,974	2,857	2,133	4,953	7,245	148	66,633
1971	1,143	243	2,100	1,576	18,369	30,966	3,192	2,555	5,534	8,182	158	74,092
1972	1,301	287	2,436	1,810	20,823	34,822	3,564	2,767	6,267	9,417	193	83,767
1973	1,526	355	2,850	2,105	24,067	39,884	4,244	3,673	7,471	11,331	235	97,832
1974	1,903	400	3,375	2,539	28,980	47,060	4,985	4,519	9,019	13,687	293	116,867
1975	2,259	493	3,894	3,080	33,801	53,902	5,865	5,660	10,991	15,787	346	136,205
1976	2,570	540	4,387	3,439	39,318	61,074	6,414	6,136	12,628	18,098	403	155,142
1977	2,837	592	4,888	3,773	43,382	67,417	6,999	6,311	14,428	20,280	464	171,516
1978	3,060	700	5,497	4,199	48,204	74,835	7,753	7,061	16,708	22,806	520	191,498
1979	3,424	765	6,135	4,716	53,726	83,480	8,450	7,934	20,014	25,974	590	215,367
1980	3,760	884	6,787	5,155	61,213	93,868	9,259	8,891	23,780	30,253	692	244,712
1981	4,408	976	7,753	5,837	71,383	109,672	11,260	11,352	29,408	35,443	854	288,529
1982	4,899	1,100	8,648	6,486	77,761	121,091	12,497	12,208	33,002	38,591	935	317,426
1983	5,287	1,247	9,354	7,098	81,641	130,333	13,183	12,585	34,490	40,523	1,014	336,984
						(Variation en pourcentage)						
1955	7.4	– 2.9	2.9	4.5	5.3	7.5	7.1	28.4	9.6	9.4	10.3	7.9
1956	11.3	26.9	7.2	9.2	10.3	9.3	12.4	13.9	16.5	10.7	37.2	10.7
1957	7.7	– 9.4	7.2	4.1	9.0	9.6	1.4	– 13.9	1.7	9.9	0.0	7.0
1958	3.1	7.8	4.5	5.2	4.6	5.8	10.5	11.5	11.9	2.1	0.0	5.9
1959	6.1	15.7	6.6	7.0	5.3	5.6	5.0	3.8	4.1	5.8	3.4	5.5
1960	7.6	1.0	5.3	6.1	6.0	4.5	5.1	12.7	4.7	3.7	3.3	5.3
1961	6.8	5.2	2.8	1.1	5.5	2.2	– 3.8	– 19.8	3.0	1.1	– 6.3	1.7
1962	5.0	11.8	5.2	5.4	7.9	7.5	12.2	41.1	9.6	6.1	5.1	8.9
1963	6.7	1.8	4.8	6.2	5.8	6.7	2.2	10.3	5.1	7.0	8.1	6.2
1964	7.7	10.3	6.2	7.7	9.1	7.5	7.8	– 8.7	4.6	8.9	4.5	7.0
1965	13.7	7.0	6.6	8.8	9.7	10.0	6.6	16.2	10.9	11.7	– 1.4	10.2
1966	12.6	10.2	10.2	11.2	11.2	12.8	7.8	14.4	14.7	12.8	15.9	12.2
1967	11.0	11.3	11.1	9.0	10.9	10.2	11.8	– 5.6	8.6	11.0	12.5	9.7
1968	10.9	12.5	9.3	10.9	7.7	11.1	10.7	13.2	12.2	9.1	15.6	10.1
1969	10.3	8.5	11.8	9.5	9.7	12.2	7.2	3.7	11.6	13.8	17.3	11.0
1970	11.1	11.7	7.3	9.0	7.2	9.1	5.7	– 6.0	7.9	9.0	21.3	7.8
1971	11.5	6.1	10.8	11.6	10.1	10.7	11.7	19.8	11.7	12.9	6.8	11.2
1972	13.8	18.1	16.0	14.8	13.4	12.5	11.7	8.3	13.2	15.1	22.2	13.1
1973	17.3	23.7	17.0	16.3	15.6	14.5	19.1	32.7	19.2	20.3	21.8	16.8
1974	24.7	12.7	18.4	20.6	20.4	18.0	17.5	23.0	20.7	20.8	24.7	19.5
1975	18.7	23.2	15.4	21.3	16.6	14.5	17.7	25.2	21.9	15.3	18.1	16.5
1976	13.8	9.5	12.7	11.7	16.3	13.3	9.4	8.4	14.9	14.6	16.5	13.9
1977	10.4	9.6	11.4	9.7	10.3	10.4	9.1	2.9	14.3	12.1	15.1	10.6
1978	7.9	18.2	12.5	11.3	11.1	11.0	10.8	11.9	15.8	12.5	12.1	11.7
1979	11.9	9.3	11.6	12.3	11.5	11.6	9.0	12.4	19.8	13.9	13.5	12.5
1980	9.8	15.6	10.6	9.3	13.9	12.4	9.6	12.1	18.8	16.5	17.3	13.6
1981	17.2	10.4	14.2	13.2	16.6	16.8	21.6	27.7	23.7	17.2	23.4	17.9
1982	11.1	12.7	11.5	11.1	8.9	10.4	11.0	7.5	12.2	8.9	9.5	10.0
1983	7.9	13.4	8.2	9.4	5.0	7.6	5.5	3.1	4.5	5.0	8.4	6.2

Tableau de référence 16 (suite)
Revenu des particuliers, Canada et par province
1955 – 1983

Année	T.-N.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
	(Répartition en pourcentage du total dans les provinces)											
1955	1.4	0.3	3.2	2.3	24.9	40.1	5.0	5.0	6.9	10.5	0.2	100.0
1956	1.4	0.4	3.1	2.3	24.8	39.6	5.1	5.1	7.3	10.5	0.3	100.0
1957	1.4	0.3	3.1	2.2	25.3	40.6	4.9	4.1	6.9	10.8	0.2	100.0
1958	1.4	0.3	3.1	2.2	25.0	40.5	5.1	4.3	7.3	10.5	0.2	100.0
1959	1.4	0.3	3.1	2.2	24.9	40.6	5.0	4.3	7.3	10.5	0.2	100.0
1960	1.4	0.3	3.1	2.2	25.1	40.3	5.0	4.6	7.2	10.3	0.2	100.0
1961	1.5	0.3	3.1	2.2	26.0	40.5	4.8	3.6	7.3	10.3	0.2	100.0
1962	1.4	0.3	3.0	2.2	25.8	39.9	4.9	4.7	7.4	10.0	0.2	100.0
1963	1.4	0.3	3.0	2.2	25.6	40.1	4.7	4.8	7.3	10.1	0.2	100.0
1964	1.4	0.3	3.0	2.2	26.1	40.3	4.8	4.1	7.1	10.3	0.2	100.0
1965	1.5	0.3	2.9	2.1	26.0	40.3	4.6	4.4	7.2	10.4	0.2	100.0
1966	1.5	0.3	2.8	2.1	25.8	40.5	4.4	4.4	7.3	10.5	0.2	100.0
1967	1.5	0.3	2.9	2.1	26.0	40.6	4.5	3.8	7.2	10.6	0.2	100.0
1968	1.5	0.3	2.8	2.1	25.5	41.0	4.5	3.9	7.4	10.5	0.2	100.0
1969	1.5	0.3	2.9	2.1	25.2	41.5	4.4	3.7	7.4	10.8	0.2	100.0
1970	1.5	0.3	2.8	2.1	25.0	42.0	4.3	3.2	7.4	10.9	0.2	100.0
1971	1.5	0.3	2.8	2.1	24.8	41.8	4.3	3.4	7.5	11.0	0.2	100.0
1972	1.6	0.3	2.9	2.2	24.9	41.6	4.3	3.3	7.5	11.2	0.2	100.0
1973	1.6	0.4	2.9	2.2	24.6	40.8	4.3	3.8	7.6	11.6	0.2	100.0
1974	1.6	0.3	2.9	2.2	24.8	40.3	4.3	3.9	7.7	11.7	0.3	100.0
1975	1.7	0.4	2.9	2.3	24.8	39.6	4.3	4.2	8.1	11.6	0.3	100.0
1976	1.7	0.3	2.8	2.2	25.3	39.4	4.1	4.0	8.1	11.7	0.3	100.0
1977	1.7	0.3	2.8	2.2	25.3	39.3	4.1	3.7	8.4	11.8	0.3	100.0
1978	1.6	0.4	2.9	2.2	25.2	39.1	4.0	3.7	8.7	11.9	0.3	100.0
1979	1.6	0.4	2.8	2.2	24.9	38.8	3.9	3.7	9.3	12.1	0.3	100.0
1980	1.5	0.4	2.8	2.1	25.0	38.4	3.8	3.6	9.7	12.4	0.3	100.0
1981	1.5	0.3	2.7	2.0	24.7	38.0	3.9	3.9	10.2	12.3	0.3	100.0
1982	1.5	0.3	2.7	2.0	24.5	38.1	3.9	3.8	10.4	12.2	0.3	100.0
1983	1.6	0.4	2.8	2.1	24.2	38.7	3.9	3.7	10.2	12.0	0.3	100.0

Remarque: Le total pour le Canada inclut le revenu personnel des Canadiens temporairement à l'étranger (y compris les soldes et allocations militaires des forces armées canadiennes à l'étranger).

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 17

Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province
1955 – 1983

Année	T.-N.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
D	30316	30317	30318	30319	30320	30321	30322	30323	30324	30325	30326	30327
						(En dollars)						
1955	719	670	1,000	894	1,172	1,619	1,279	1,205	1,352	1,671	1,483	1,355
1956	783	859	1,053	962	1,262	1,724	1,419	1,368	1,531	1,774	1,903	1,463
1957	825	778	1,120	989	1,334	1,812	1,419	1,178	1,503	1,841	1,903	1,515
1958	836	830	1,157	1,025	1,357	1,856	1,545	1,297	1,624	1,811	1,788	1,560
1959	868	951	1,216	1,076	1,394	1,911	1,593	1,323	1,634	1,881	1,794	1,608
1960	920	942	1,265	1,127	1,443	1,951	1,647	1,478	1,653	1,909	1,750	1,656
1961	961	971	1,284	1,122	1,488	1,954	1,557	1,172	1,651	1,897	1,595	1,651
1962	987	1,065	1,334	1,169	1,573	2,062	1,721	1,644	1,761	1,975	1,550	1,764
1963	1,036	1,074	1,389	1,233	1,630	2,156	1,736	1,807	1,807	2,065	1,634	1,840
1964	1,099	1,174	1,468	1,324	1,745	2,267	1,851	1,634	1,856	2,190	1,667	1,933
1965	1,238	1,257	1,562	1,431	1,880	2,436	1,961	1,883	2,028	2,377	1,683	2,091
1966	1,379	1,385	1,722	1,587	2,055	2,680	2,117	2,143	2,306	2,570	1,860	2,303
1967	1,513	1,541	1,903	1,721	2,247	2,884	2,368	2,019	2,460	2,750	2,045	2,482
1968	1,654	1,718	2,060	1,893	2,394	3,146	2,598	2,278	2,698	2,914	2,311	2,690
1969	1,796	1,847	2,279	2,062	2,601	3,470	2,762	2,368	2,944	3,226	2,596	2,943
1970	1,983	2,082	2,423	2,252	2,774	3,705	2,906	2,267	3,105	3,405	2,960	3,129
1971	2,190	2,189	2,662	2,482	3,047	4,020	3,231	2,759	3,399	3,745	2,981	3,435
1972	2,455	2,540	3,064	2,828	3,440	4,459	3,596	3,027	3,782	4,202	3,386	3,842
1973	2,842	3,114	3,545	3,253	3,959	5,043	4,261	4,059	4,421	4,922	3,917	4,438
1974	3,518	3,478	4,156	3,882	4,733	5,843	4,950	5,021	5,238	5,761	4,883	5,226
1975	4,115	4,214	4,749	4,632	5,470	6,596	5,784	6,240	6,182	6,489	5,492	6,001
1976	4,606	4,576	5,292	5,080	6,306	7,390	6,276	6,662	6,871	7,336	6,297	6,747
1977	5,066	4,975	5,868	5,516	6,904	8,071	6,815	6,750	7,542	8,112	7,138	7,370
1978	5,445	5,785	6,560	6,103	7,649	8,867	7,513	7,488	8,426	8,972	7,879	8,143
1979	6,071	6,270	7,286	6,815	8,475	9,820	8,220	8,343	9,749	10,032	8,939	9,069
1980	6,643	7,187	8,032	7,417	9,586	10,953	9,033	9,271	11,107	11,348	10,328	10,178
1981	7,761	7,935	9,143	8,386	11,088	12,716	10,975	11,727	13,146	12,917	12,377	11,853
1982	8,625	8,943	10,150	9,279	12,000	13,893	12,086	12,470	14,231	13,827	13,169	12,887
1983	9,179	10,056	10,889	10,040	12,531	14,784	12,603	12,686	14,652	14,339	14,282	13,541
						(Variation en pourcentage)						
1955	4.4	– 1.9	1.4	3.1	2.3	4.4	5.0	27.7	6.2	5.5	2.7	5.0
1956	8.9	28.2	5.3	7.6	7.7	6.5	10.9	13.5	13.2	6.2	28.3	8.0
1957	5.4	– 9.4	6.4	2.8	5.7	5.1	0.0	– 13.9	– 1.8	3.8	0.0	3.6
1958	1.3	6.7	3.3	3.6	1.7	2.4	8.9	10.1	8.1	– 1.6	– 6.0	3.0
1959	3.8	14.6	5.1	5.0	2.7	3.0	3.1	2.0	0.6	3.9	0.3	3.0
1960	6.0	– 0.9	4.0	4.7	3.5	2.1	3.4	11.7	1.2	1.5	– 2.5	3.0
1961	4.5	3.1	1.3	– 0.4	3.1	0.2	– 5.4	– 20.7	– 0.1	– 0.6	– 8.9	– 0.3
1962	2.7	9.7	3.9	4.2	5.7	5.5	10.5	40.3	6.7	4.1	– 2.8	6.8
1963	5.0	0.8	4.1	5.5	3.6	4.6	0.9	9.9	2.6	4.6	5.4	4.3
1964	6.1	9.3	5.7	7.4	7.1	5.1	6.6	– 9.6	2.7	6.1	2.0	5.1
1965	12.6	7.1	6.4	8.1	7.7	7.5	5.9	15.2	9.3	8.5	1.0	8.2
1966	11.4	10.2	10.2	10.9	9.3	10.0	8.0	13.8	13.7	8.1	10.5	10.1
1967	9.7	11.3	10.5	8.4	9.3	7.6	11.9	– 5.8	6.7	7.0	9.9	7.8
1968	9.3	11.5	8.3	10.0	6.5	9.1	9.7	12.8	9.7	6.0	13.0	8.4
1969	8.6	7.5	10.6	8.9	8.6	10.3	6.3	4.0	9.1	10.7	12.3	9.4
1970	10.4	12.7	6.3	9.2	6.7	6.8	5.2	– 4.3	5.5	5.5	14.0	6.3
1971	10.4	5.1	9.9	10.2	9.8	8.5	11.2	21.7	9.5	10.0	0.7	9.8
1972	12.1	16.0	15.1	13.9	12.9	10.9	11.3	9.7	11.3	12.2	13.6	11.8
1973	15.8	22.6	15.7	15.0	15.1	13.1	18.5	34.1	16.9	17.1	15.7	15.5
1974	23.8	11.7	17.2	19.3	19.6	15.9	16.2	23.7	18.5	17.0	24.7	17.8
1975	17.0	21.2	14.3	19.3	15.6	12.9	16.8	24.3	18.0	12.6	12.5	14.8
1976	11.9	8.6	11.4	9.7	15.3	12.0	8.5	6.8	11.1	13.1	14.7	12.4
1977	10.0	8.7	10.9	8.6	9.5	9.2	8.6	1.3	9.8	10.6	13.4	9.2
1978	7.5	16.3	11.8	10.6	10.8	9.9	10.2	10.9	11.7	10.6	10.4	10.5
1979	11.5	8.4	11.1	11.7	10.8	10.7	9.4	11.4	15.7	11.8	13.5	11.4
1980	9.4	14.6	10.2	8.8	13.1	11.5	9.9	11.1	13.9	13.1	15.5	12.2
1981	16.8	10.4	13.8	13.1	15.7	16.1	21.5	26.5	18.4	13.8	19.8	16.5
1982	11.1	12.7	11.0	10.6	8.2	9.3	10.1	6.3	8.3	7.0	6.4	8.7
1983	6.4	12.4	7.3	8.2	4.4	6.4	4.3	1.7	3.0	3.7	8.5	5.1

Tableau de référence 17 (suite)

Revenu des particuliers, par habitant, Canada et par province
1955 – 1983

Année	T.-N.	Î.-P.É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon et T.-N.-O.	Canada
	(Revenu personnel par habitant, par province, en pourcentage de celui au niveau national)											
1955	53.1	49.4	73.8	66.0	86.5	119.5	94.4	8.9	99.8	123.3	109.4	100.0
1956	53.5	58.7	72.0	65.8	86.3	117.8	97.0	93.5	104.6	121.3	130.1	100.0
1957	54.5	51.4	73.9	65.3	88.1	119.6	93.7	77.8	99.2	121.5	125.6	100.0
1958	53.6	53.2	74.2	65.7	87.0	119.0	99.0	83.1	104.1	116.1	114.6	100.0
1959	54.0	59.1	75.6	66.9	86.7	118.8	99.1	82.3	101.6	117.0	111.6	100.0
1960	55.6	56.9	76.4	68.1	87.1	117.8	99.5	89.3	99.8	115.3	105.7	100.0
1961	58.2	58.8	77.8	68.0	90.1	118.4	94.3	71.0	100.0	114.9	96.6	100.0
1962	56.0	60.4	75.6	66.3	89.2	116.9	97.6	93.2	99.8	112.0	87.9	100.0
1963	56.3	58.4	75.5	67.0	88.6	117.2	94.3	98.2	98.2	112.2	88.8	100.0
1964	56.9	60.7	75.9	68.5	90.3	117.3	95.8	84.5	96.0	113.3	86.2	100.0
1965	59.2	60.1	74.7	68.4	89.9	116.5	93.8	90.1	97.0	113.7	80.5	100.0
1966	59.9	60.1	74.8	68.9	89.2	116.4	91.9	93.1	100.1	111.6	80.8	100.0
1967	61.0	62.1	76.7	69.3	90.5	116.2	95.4	81.3	99.1	110.8	82.4	100.0
1968	61.5	63.9	76.6	70.4	89.0	117.0	96.6	84.7	100.3	108.3	85.9	100.0
1969	61.0	62.8	77.4	70.1	88.4	117.9	93.8	80.5	100.0	109.6	88.2	100.0
1970	63.4	66.5	77.4	72.0	88.7	118.4	92.9	72.5	99.2	108.8	94.6	100.0
1971	63.6	63.7	77.5	72.3	88.7	117.0	94.1	80.3	99.0	109.0	86.8	100.0
1972	63.9	66.1	79.8	73.6	89.5	116.1	93.6	78.8	98.4	109.4	88.1	100.0
1973	64.1	70.2	79.9	73.3	89.2	113.6	96.0	91.5	99.6	110.9	88.3	100.0
1974	67.3	66.6	79.5	74.3	90.6	111.8	94.7	96.1	100.2	110.2	93.4	100.0
1975	68.6	70.2	79.1	77.2	91.2	109.9	96.4	104.0	103.0	108.1	91.5	100.0
1976	68.3	67.8	78.4	75.3	93.5	109.5	93.0	98.7	101.8	108.7	93.3	100.0
1977	68.7	67.5	79.6	74.8	93.7	109.5	92.5	91.6	102.3	110.1	96.9	100.0
1978	66.9	71.0	80.6	74.9	93.9	108.9	92.3	92.0	103.5	110.2	96.8	100.0
1979	66.9	69.1	80.3	75.1	93.5	108.3	90.6	92.0	107.5	110.6	98.6	100.0
1980	65.3	70.6	78.9	72.9	94.2	107.6	88.8	91.1	109.1	111.5	101.5	100.0
1981	65.5	66.9	77.1	70.8	93.5	107.3	92.6	98.9	110.9	109.0	104.4	100.0
1982	66.9	69.4	78.8	72.0	93.1	107.8	93.8	96.8	110.4	107.3	102.2	100.0
1983	67.8	74.3	80.4	74.1	92.5	109.2	93.1	93.7	108.2	105.9	105.5	100.0

Remarque: Le revenu des particuliers, par habitant, provient de la division du revenu des particuliers par la population en juin. Les variations en pourcentage sont calculées à partir de données non arrondies.

Source: Statistique Canada, *Population estimative du Canada par la province, le 1er juin; Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau référence 18

Valeur des ventes au détail, Canada et par région
1950 – 1984[1]

Année	Ventes d'automobiles	Autres ventes	Ensemble des ventes					
			Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique[2]
D	650066	650058 –650066	650058	—	650526	650702	—	651318 +651494
			(Millions de dollars)					
1950	1,505	8,112	9,617	822	2,183	3,715	1,914	982
1951	1,884	8,809	10,693	899	2,443	4,130	2,122	1,100
1952	2,105	9,462	11,567	971	2,658	4,409	2,340	1,190
1953	2,303	9,886	12,189	1,004	2,793	4,666	2,485	1,241
1954	2,055	10,262	12,317	1,024	2,868	4,762	2,391	1,274
1955	2,415	11,058	13,473	1,125	3,109	5,296	2,496	1,447
1956	2,598	12,176	14,774	1,209	3,463	5,734	2,728	1,640
1957	2,547	12,876	15,423	1,233	3,710	5,943	2,855	1,683
1958	2,485	13,654	16,139	1,287	3,854	6,271	3,021	1,705
1959	2,701	14,386	17,087	1,356	4,114	6,615	3,208	1,793
1960	2,650	14,741	17,391	1,421	4,213	6,751	3,250	1,755
1961	2,599	15,154	17,752	1,456	4,490	6,808	3,238	1,760
1961	2,599	13,474	16,073	1,381	4,108	6,207	2,774	1,604
1962	2,957	14,180	17,137	1,429	4,486	6,526	2,945	1,751
1963	3,312	14,895	18,207	1,511	4,770	6,948	3,098	1,880
1964	3,612	15,881	19,493	1,616	5,120	7,366	3,305	2,086
1965	4,175	16,979	21,155	1,762	5,534	8,043	3,509	2,307
1966	4,338	18,349	22,686	1,861	5,882	8,625	3,811	2,507
1967	4,433	19,722	24,155	1,979	6,379	9,091	4,058	2,648
1968	4,714	20,997	25,711	2,135	6,565	9,885	4,267	2,859
1969	4,796	22,606	27,401	2,191	6,962	10,588	4,494	3,165
1970	4,197	23,837	28,034	2,295	7,074	10,885	4,520	3,260
1971	4,925	25,722	30,646	2,532	7,681	11,877	4,924	3,632
1972	6,240	27,846	34,086	2,786	8,612	13,058	5,568	4,062
1973	7,422	30,891	38,313	3,095	9,697	14,505	6,281	4,735
1974	8,303	36,435	44,739	3,638	11,385	16,570	7,603	5,543
1975	10,184	41,178	51,361	4,167	13,020	19,151	8,955	6,068
1976	11,058	46,070	57,128	4,625	14,448	21,057	10,183	6,815
1977	11,750	49,873	61,623	4,921	15,563	22,719	10,967	7,452
1978	13,480	55,299	68,778	5,615	17,196	25,186	12,355	8,426
1979	15,421	61,604	77,025	6,295	19,625	27,515	14,191	9,399
1980	15,698	68,328	84,026	6,628	20,895	29,666	16,027	10,810
1981	16,547	77,746	94,293	7,246	22,671	33,732	18,361	12,283
1982	14,413	83,225	97,638	7,720	23,497	35,543	18,813	12,065
1983	17,198	89,045	106,243	8,695	25,784	39,446	19,761	12,557
1984	20,790	94,128	114,917	9,497	28,713	43,147	20,447	13,114

Remarque: Les chiffres étant arrondis, les totaux ne sont pas toujours égaux des éléments.

(1) Les données de ventes au détail d'avant 1975 sont fondées sur un échantillonnage des détaillants établi à partir d'un point repère des données de recensement; certaines données repères des différentes années se chevauchent. À partir de 1975, et avec recul à 1971, les données de ventes au détail ont été obtenues d'un échantillonnage de détaillants provenant de renseignements non liés à un recensement et ces données ne se comparent pas aux données antérieures. Les données d'avant 1961 sont fondées sur la classification industrielle standard de 1948 et les données plus récentes sur la classification de 1960.

(2) Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source: Statistique Canada, *Commerce de détail*, mens., nº cat. 63-005.

Tableau de référence 19

Investissements privés et publics au Canada
1960 – 1984

Année	Investissements			Entretien	Total	Investissements			Entretien	Total
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel			Construction	Machinerie et équipement	Total partiel		
	Secteur primaire et construction					Fabrication				
	(Millions de dollars)									
1960	511	680	1,191	506	1,697	335	843	1,178	671	1,849
1961	654	647	1,301	512	1,813	279	806	1,085	682	1,767
1962	647	745	1,392	536	1,928	353	916	1,269	750	2,019
1963	659	885	1,544	586	2,130	355	1,003	1,358	801	2,159
1964	769	1,059	1,828	660	2,488	443	1,388	1,831	896	2,727
1965	844	1,161	2,005	724	2,729	604	1,736	2,340	974	3,314
1966	1,066	1,348	2,414	796	3,210	788	2,126	2,914	1,096	4,010
1967	1,069	1,427	2,496	854	3,350	677	1,857	2,534	1,156	3,690
1968	1,086	1,341	2,427	914	3,341	657	1,542	2,199	1,232	3,431
1969	1,203	1,323	2,526	985	3,511	772	1,828	2,600	1,306	3,906
1970	1,284	1,268	2,552	1,112	3,664	997	2,226	3,223	1,417	4,640
1971	1,605	1,508	3,113	1,212	4,325	873	2,121	2,994	1,483	4,477
1972	1,528	1,785	3,313	1,304	4,617	829	2,119	2,948	1,657	4,605
1973	1,756	2,102	3,858	1,582	5,439	986	2,682	3,668	1,919	5,587
1974	2,184	2,529	4,713	1,899	6,612	1,425	3,525	4,950	2,310	7,260
1975	2,619	3,205	5,824	2,198	8,022	1,569	3,953	5,521	2,445	7,967
1976	3,094	4,168	7,262	2,540	9,802	1,440	4,026	5,465	2,891	8,357
1977	3,683	4,219	7,902	2,772	10,674	1,659	4,422	6,081	3,216	9,297
1978	4,058	4,440	8,498	2,972	11,469	1,544	4,635	6,178	3,596	9,774
1979	5,798	5,510	11,308	3,629	14,937	1,611	5,833	7,444	4,098	11,541
1980	8,302	6,061	14,363	4,501	18,864	2,256	7,491	9,747	4,731	14,478
1981	9,426	7,024	16,451	5,256	21,707	3,074	9,665	12,739	4,955	17,694
1982	9,622	6,523	16,145	5,087	21,231	2,909	8,584	11,493	4,854	16,347
1983	9,465	6,124	15,589	5,112	20,701	1,869	6,933	8,802	4,898	13,699
1984	10,140	6,209	16,349	5,465	21,813	1,913	6,672	8,584	5,085	13,669
	Utilités publiques					Commerce, finance et services commerciaux				
	(Millions de dollars)									
1960	1,074	698	1,772	713	2,485	466	409	875	168	1,043
1961	1,088	610	1,698	723	2,421	451	396	847	162	1,009
1962	982	619	1,601	734	2,335	438	422	860	164	1,024
1963	1,111	660	1,771	774	2,545	468	450	918	183	1,101
1964	1,332	727	2,059	822	2,881	548	494	1,042	195	1,237
1965	1,443	980	2,423	867	3,290	705	564	1,269	220	1,489
1966	1,666	1,260	2,926	945	3,871	860	667	1,527	248	1,775
1967	1,748	1,397	3,145	1,019	4,164	764	770	1,534	272	1,806
1968	1,774	1,446	3,220	1,070	4,290	710	762	1,472	300	1,772
1969	1,719	1,586	3,305	1,113	4,418	704	952	1,656	299	1,955
1970	2,044	1,584	3,628	1,218	4,846	760	985	1,745	323	2,068
1971	2,228	1,760	3,988	1,318	5,306	901	1,014	1,915	324	2,239
1972	2,357	1,872	4,229	1,424	5,653	1,212	1,430	2,642	355	2,997
1973	2,673	2,484	5,157	1,617	6,774	1,685	1,759	3,445	420	3,864
1974	3,154	3,087	6,241	2,002	8,243	2,184	2,145	4,329	510	4,839
1975	4,403	3,630	8,033	2,229	10,262	2,768	2,448	5,216	591	5,807
1976	4,426	3,828	8,254	2,588	10,842	2,724	2,546	5,270	724	5,994
1977	5,073	4,115	9,188	2,948	12,136	2,605	2,730	5,335	775	6,110
1978	5,626	4,900	10,526	3,393	13,918	2,925	3,402	6,327	912	7,239
1979	6,184	5,576	11,760	3,830	15,590	3,932	4,516	8,449	1,099	9,548
1980	6,717	6,047	12,763	4,439	17,202	4,430	5,079	9,509	1,222	10,731
1981	8,588	7,655	16,244	5,066	21,309	5,236	5,670	10,906	1,395	12,301
1982	9,610	8,243	17,853	5,442	23,295	4,820	5,044	9,864	1,472	11,336
1983	8,078	7,955	16,034	5,746	21,779	4,133	5,199	9,332	1,491	10,823
1984	7,566	7,693	15,259	6,271	21,530	3,666	5,712	9,378	1,563	10,940

Tableau de référence 19 (suite)
Investissement privés et publics au Canada
1960 – 1984

Année	Investissements			Entretien	Total	Investissements			Entretien	Total
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel			Construction	Machinerie et équipement	Total partiel		
	Institutions					Habitation[1]				
	(Millions de dollars)									
1960	500	73	573	71	644	1,522	—	1,522	457	1,979
1961	536	81	617	78	695	1,497	—	1,497	484	1,981
1962	729	105	834	76	910	1,555	—	1,555	513	2,068
1963	757	116	873	75	948	1,652	—	1,652	544	2,196
1964	648	123	771	79	850	1,990	—	1,990	577	2,567
1965	867	145	1,012	82	1,094	2,218	—	2,218	618	2,836
1966	1,020	184	1,204	93	1,297	2,180	—	2,180	661	2,841
1967	1,107	208	1,315	113	1,428	2,378	—	2,378	713	3,091
1968	1,197	225	1,422	118	1,540	2,806	—	2,806	780	3,586
1969	1,134	209	1,343	133	1,476	3,384	—	3,384	844	4,228
1970	1,095	216	1,311	134	1,445	3,138	—	3,138	871	4,009
1971	1,199	236	1,435	152	1,587	4,025	—	4,025	951	4,976
1972	993	225	1,218	168	1,386	4,820	—	4,820	1,051	5,871
1973	914	228	1,142	175	1,316	5,978	—	5,978	1,188	7,165
1974	1,064	275	1,338	199	1,537	7,010	—	7,010	1,451	8,461
1975	1,191	293	1,484	224	1,708	7,114	—	7,114	1,576	8,690
1976	1,168	317	1,485	256	1,741	10,853	—	10,853	1,817	12,669
1977	1,180	335	1,514	313	1,827	11,065	—	11,065	2,061	13,126
1978	1,181	362	1,542	344	1,886	11,450	—	11,450	2,329	13,780
1979	1,328	363	1,690	369	2,059	11,617	—	11,617	2,649	14,267
1980	1,625	506	2,131	420	2,551	11,014	—	11,014	2,862	13,876
1981	1,882	606	2,488	544	3,032	13,135	—	13,135	3,229	16,365
1982	2,202	738	2,939	720	3,659	10,149	—	10,149	3,433	13,582
1983	2,297	812	3,110	665	3,775	12,872	—	12,872	3,811	16,683
1984	2,198	888	3,086	706	3,791	13,164	—	13,164	4,076	17,240
	Services gouvernementaux					Total				
	(Millions de dollars)									
1960	1,171	103	1,274	383	1,657	5,579	2,806	8,385	2,969	11,354
1961	1,125	122	1,247	380	1,627	5,630	2,662	8,292	3,021	11,313
1962	1,130	128	1,258	388	1,646	5,834	2,935	8,769	3,161	11,930
1963	1,154	128	1,282	393	1,675	6,156	3,242	9,398	3,356	12,754
1964	1,303	157	1,460	402	1,862	7,033	3,948	10,981	3,631	14,612
1965	1,494	174	1,668	442	2,110	8,175	4,760	12,935	3,927	16,862
1966	1,702	222	1,924	526	2,450	9,282	5,807	15,089	4,365	19,454
1967	1,731	215	1,946	573	2,519	9,474	5,874	15,348	4,700	20,048
1968	1,679	230	1,909	604	2,513	9,909	5,546	15,455	5,018	20,473
1969	1,908	205	2,113	583	2,696	10,824	6,103	16,927	5,263	22,190
1970	2,001	200	2,201	592	2,793	11,319	6,479	17,798	5,667	23,465
1971	2,443	271	2,714	620	3,334	13,274	6,910	20,184	6,060	26,244
1972	2,731	317	3,048	615	3,663	14,470	7,748	22,218	6,574	28,792
1973	2,962	410	3,372	708	4,080	16,953	9,666	26,618	7,608	34,226
1974	3,751	551	4,302	819	5,121	20,771	12,111	32,882	9,189	42,072
1975	4,392	633	5,025	892	5,917	24,055	14,162	38,216	10,155	48,371
1976	4,440	607	5,047	960	6,007	28,144	15,492	43,636	11,775	55,412
1977	4,865	648	5,513	1,085	6,598	30,130	16,467	46,598	13,170	59,767
1978	5,129	710	5,839	1,151	6,990	31,912	18,448	50,360	14,696	65,055
1979	5,377	710	6,087	1,300	7,387	35,847	22,508	58,354	16,974	75,328
1980	5,814	853	6,666	1,543	8,210	40,157	26,036	66,193	19,718	85,911
1981	6,517	1,124	7,641	1,742	9,383	47,860	31,744	79,604	22,186	101,790
1982	7,206	1,113	8,319	2,054	10,373	46,518	30,244	76,761	23,062	99,823
1983	7,389	1,298	8,687	2,017	10,704	45,104	28,321	74,425	23,739	98,164
1984	7,672	1,571	9,242	2,088	11,330	46,318	28,743	75,061	25,253	100,314

Remarque: Chiffres réels pour 1983, chiffres réels provisoires pour 1984.

[1] Les dépenses totales en construction domiciliaire diffèrent des dépenses à ce poste présentées dans les tableaux de référence 3 à 6, les Comptes nationaux des revenus et des dépenses comprenant les coûts des ventes, particulièrement les commissions des agents immobiliers.

Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada*, occasionnelle nº de cat. 61-504; et ann., nº de cat. 61-206.

Tableau de référence 20
Investissements privés et publics au Canada
1960 – 1984

Année	Investissements			Entretien	Total	Investissements			Entretien	Total
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel			Construction	Machinerie et équipement	Total partiel		
	Secteur primaire et construction					Fabrication				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	30.1	40.0	70.2	29.8	100.0	18.1	45.6	63.7	36.3	100.0
1961	36.1	35.7	71.8	28.2	100.0	15.8	45.6	61.4	38.6	100.0
1962	33.6	38.6	72.2	27.8	100.0	17.5	45.4	62.9	37.1	100.0
1963	30.9	41.5	72.5	27.5	100.0	16.4	46.5	62.9	37.1	100.0
1964	30.9	42.6	73.5	26.5	100.0	16.2	50.9	67.1	32.9	100.0
1965	30.9	42.5	73.5	26.5	100.0	18.2	52.4	70.6	29.4	100.0
1966	33.2	42.0	75.2	24.8	100.0	19.7	53.0	72.7	27.3	100.0
1967	31.9	42.6	74.5	25.5	100.0	18.3	50.3	68.7	31.3	100.0
1968	32.5	40.1	72.6	27.4	100.0	19.1	44.9	64.1	35.9	100.0
1969	34.3	37.7	71.9	28.1	100.0	19.8	46.8	66.6	33.4	100.0
1970	35.0	34.6	69.7	30.3	100.0	21.5	48.0	69.5	30.5	100.0
1971	37.1	34.9	72.0	28.0	100.0	19.5	47.4	66.9	33.1	100.0
1972	33.1	38.7	71.8	28.2	100.0	18.0	46.0	64.0	36.0	100.0
1973	32.3	38.6	70.9	29.1	100.0	17.6	48.0	65.7	34.3	100.0
1974	33.0	38.2	71.3	28.7	100.0	19.6	48.5	68.2	31.8	100.0
1975	32.6	40.0	72.6	27.4	100.0	19.7	49.6	69.3	30.7	100.0
1976	31.6	42.5	74.1	25.9	100.0	17.2	48.2	65.4	34.6	100.0
1977	34.5	39.5	74.0	26.0	100.0	17.8	47.6	65.4	34.6	100.0
1978	35.4	38.7	74.1	25.9	100.0	15.8	47.4	63.2	36.8	100.0
1979	38.8	36.9	75.7	24.3	100.0	14.0	50.5	64.5	35.5	100.0
1980	44.0	32.1	76.1	23.9	100.0	15.6	51.7	67.3	32.7	100.0
1981	43.4	32.4	75.8	24.2	100.0	17.4	54.6	72.0	28.0	100.0
1982	45.3	30.7	76.0	24.0	100.0	17.8	52.5	70.3	29.7	100.0
1983	45.7	29.6	75.3	24.7	100.0	13.6	50.6	64.2	35.8	100.0
1984	46.5	28.5	74.9	25.1	100.0	14.0	48.8	62.8	37.2	100.0
	Utilités publiques					Commerce, finance et services commerciaux				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	43.2	28.1	71.3	28.7	100.0	44.7	39.2	83.9	16.1	100.0
1961	44.9	25.2	70.1	29.9	100.0	44.7	39.2	83.9	16.1	100.0
1962	42.1	26.5	68.6	31.4	100.0	42.8	41.2	84.0	16.0	100.0
1963	43.7	25.9	69.6	30.4	100.0	42.5	40.9	83.4	16.6	100.0
1964	46.2	25.2	71.5	28.5	100.0	44.3	39.9	84.2	15.8	100.0
1965	43.9	29.8	73.6	26.4	100.0	47.3	37.9	85.2	14.8	100.0
1966	43.0	32.5	75.6	24.4	100.0	48.5	37.6	86.0	14.0	100.0
1967	42.0	33.5	75.5	24.5	100.0	42.3	42.6	84.9	15.1	100.0
1968	41.4	33.7	75.1	24.9	100.0	40.1	43.0	83.1	16.9	100.0
1969	38.9	35.9	74.8	25.2	100.0	36.0	48.7	84.7	15.3	100.0
1970	42.2	32.7	74.9	25.1	100.0	36.8	47.6	84.4	15.6	100.0
1971	42.0	33.2	75.2	24.8	100.0	40.2	45.3	85.5	14.5	100.0
1972	41.7	33.1	74.8	25.2	100.0	40.4	47.7	88.2	11.8	100.0
1973	39.5	36.7	76.1	23.9	100.0	43.6	45.5	89.1	10.9	100.0
1974	38.3	37.4	75.7	24.3	100.0	45.1	44.3	89.5	10.5	100.0
1975	42.9	35.4	78.3	21.7	100.0	47.7	42.2	89.8	10.2	100.0
1976	40.8	35.3	76.1	23.9	100.0	45.5	42.5	87.9	12.1	100.0
1977	41.8	33.9	75.7	24.3	100.0	42.6	44.7	87.3	12.7	100.0
1978	40.4	35.2	75.6	24.4	100.0	40.4	47.0	87.4	12.6	100.0
1979	39.7	35.8	75.4	24.6	100.0	41.2	47.3	88.5	11.5	100.0
1980	39.0	35.2	74.2	25.8	100.0	41.3	47.3	88.6	11.4	100.0
1981	40.3	35.9	76.2	23.8	100.0	42.6	46.1	88.7	11.3	100.0
1982	41.3	35.4	76.6	23.4	100.0	42.5	44.5	87.0	13.0	100.0
1983	37.1	36.4	73.6	26.4	100.0	38.2	48.0	86.2	13.8	100.0
1984	35.1	35.7	70.9	29.1	100.0	33.5	52.2	85.7	14.3	100.0

Tableau de référence 20 (suite)
Investissements privés et publics au Canada
1960 – 1984

Année	Investissements			Entretien	Total	Investissements			Entretien	Total
	Construction	Machinerie et équipement	Total partiel			Construction	Machinerie et équipement	Total partiel		
	Institutions					Habitation[1]				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	77.6	11.3	89.0	11.0	100.0	76.9	—	76.9	23.1	100.0
1961	77.1	11.7	88.8	11.2	100.0	75.6	—	75.6	24.4	100.0
1962	80.1	11.5	91.6	8.4	100.0	75.2	—	75.2	24.8	100.0
1963	79.9	12.2	92.1	7.9	100.0	75.2	—	75.2	24.8	100.0
1964	76.2	14.5	90.7	9.3	100.0	77.5	—	77.5	22.5	100.0
1965	79.3	13.3	92.5	7.5	100.0	78.2	—	78.2	21.8	100.0
1966	78.6	14.2	92.8	7.2	100.0	76.7	—	76.7	23.3	100.0
1967	77.5	14.6	92.1	7.9	100.0	76.9	—	76.9	23.1	100.0
1968	77.7	14.6	92.3	7.7	100.0	78 2	—	78.2	21.8	100.0
1969	76.8	14.2	91.0	9.0	100.0	80.0	—	80.0	20.0	100.0
1970	75.8	14.9	90.7	9.3	100.0	78.3	—	78.3	21.7	100.0
1971	75.6	14.9	90.4	9.6	100.0	80.9	—	80.9	19.1	100.0
1972	71.6	16.2	87.9	12.1	100.0	82.1	—	82.1	17.9	100.0
1973	69.4	17.3	86.7	13.3	100.0	83.4	—	83.4	16.6	100.0
1974	69.2	17.9	87.1	12.9	100.0	82.9	—	82.9	17.1	100.0
1975	69.7	17.2	86.9	13.1	100.0	81.9	—	81.9	18.1	100.0
1976	67.1	18.2	85.3	14.7	100.0	85.7	—	85.7	14.3	100.0
1977	64.6	18.3	82.9	17.1	100.0	84.3	—	84.3	15.7	100.0
1978	62.6	19.2	81.8	18.2	100.0	83.1	—	83.1	16.9	100.0
1979	64.5	17.6	82.1	17.9	100.0	81.4	—	81.4	18.6	100.0
1980	63.7	19.8	83.6	16.4	100.0	79.4	—	79.4	20.6	100.0
1981	62.1	20.0	82.1	17.9	100.0	80.3	—	80.3	19.7	100.0
1982	60.2	20.2	80.3	19.7	100.0	74.7	—	74.7	25.3	100.0
1983	60.9	21.5	82.4	17.6	100.0	77.2	—	77.2	22.8	100.0
1984	58.0	23.4	81.4	18.6	100.0	76.4	—	76.4	23.6	100.0
	Services gouvernementaux					Total				
	(Répartition en pourcentage)									
1960	70.7	6.2	76.9	23.1	100.0	49.1	24.7	73.8	26.2	100.0
1961	69.1	7.5	76.6	23.4	100.0	49.8	23.5	73.3	26.7	100.0
1962	68.7	7.8	76.4	23.6	100.0	48.9	24.6	73.5	26.5	100.0
1963	68.9	7.6	76.5	23.5	100.0	48.3	25.4	73.7	26.3	100.0
1964	70.0	8.4	78.4	21.6	100.0	48.1	27.0	75.1	24.9	100.0
1965	70.8	8.2	79.1	20.9	100.0	48.5	28.2	76.7	23.3	100.0
1966	69.5	9.1	78.5	21.5	100.0	47.7	29.8	77.6	22.4	100.0
1967	68.7	8.5	77.3	22.7	100.0	47.3	29.3	76.6	23.4	100.0
1968	66.8	9.2	76.0	24.0	100.0	48.4	27.1	75.5	24.5	100.0
1969	70.8	7.6	78.4	21.6	100.0	48.8	27.5	76.3	23.7	100.0
1970	71.6	7.2	78.8	21.2	100.0	48.2	27.6	75.8	24.2	100.0
1971	73.3	8.1	81.4	18.6	100.0	50.6	26.3	76.9	23.1	100.0
1972	74.6	8.7	83.2	16.8	100.0	50.3	26.9	77.2	22.8	100.0
1973	72.6	10.1	82.6	17.4	100.0	49.5	28.2	77.8	22.2	100.0
1974	73.2	10.8	84.0	16.0	100.0	49.4	28.8	78.2	21.8	100.0
1975	74.2	10.7	84.9	15.1	100.0	49.7	29.3	79.0	21.0	100.0
1976	73.9	10.1	84.0	16.0	100.0	50.8	28.0	78.7	21.3	100.0
1977	73.7	9.8	83.6	16.4	100.0	50.4	27.6	78.0	22.0	100.0
1978	73.4	10.2	83.5	16.5	100.0	49.1	28.4	77.4	22.6	100.0
1979	72.8	9.6	82.4	17.6	100.0	47.6	29.9	77.5	22.5	100.0
1980	70.8	10.4	81.2	18.8	100.0	46.7	30.3	77.0	23.0	100.0
1981	69.5	12.0	81.4	18.6	100.0	47.0	31.2	78.2	21.8	100.0
1982	69.5	10.7	80.2	19.8	100.0	46.6	30.3	76.9	23.1	100.0
1983	69.0	12.1	81.2	18.8	100.0	47.0	28.9	75.8	24.2	100.0
1984	67.7	13.9	81.6	18.4	100.0	46.2	28.7	74.8	25.2	100.0

Remarque: Chiffres réels pour 1983, chiffres réels provisoires pour 1984.

[1] Les dépenses totales en construction domiciliaire diffèrent des dépenses à ce poste présentées dans les tableaux de référence 3 à 6, les Comptes nationaux des revenus et des dépenses comprenant les coûts des ventes, particulièrement les commissions des agents immobiliers.

Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada.*

Tableau de référence 21
Investissements privés et publics, par région
Immobilisations
1960 – 1984

Année	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Région de l'Atlantique	Québec
D	836852	836856	836863	836870	836940	836877
			(Millions de dollars)			
1960	146	37	234	180	597	2,007
1961	184	38	224	171	617	2,008
1962	261	43	223	179	706	2,154
1963	236	43	234	189	702	2,301
1964	231	39	270	257	797	2,828
1965	228	57	318	334	937	3,206
1966	340	57	411	390	1,198	3,441
1967	360	46	463	378	1,246	3,203
1968	387	41	461	330	1,219	3,175
1969	395	44	552	392	1,383	3,376
1970	503	54	607	471	1,635	3,418
1971	678	73	628	497	1,876	4,150
1972	607	72	613	487	1,779	4,824
1973	634	124	825	636	2,219	5,826
1974	698	118	893	976	2,685	7,398
1975	714	118	922	1,159	2,913	9,170
1976	829	111	1,041	1,177	3,159	9,813
1977	712	130	1,040	1,155	3,038	10,702
1978	784	172	1,190	1,310	3,456	10,794
1979	1,035	201	1,323	1,652	4,211	11,854
1980	1,087	207	1,446	1,469	4,209	12,819
1981	1,239	177	1,858	1,507	4,781	13,739
1982	1,517	182	2,270	1,673	5,643	13,098
1983	1,690	203	2,705	1,489	6,087	13,947
1984	1,644	216	2,661	1,546	6,067	15,563

	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Région des Prairies	Colombie-Britannique[1]
D	836884	836891	836898	836905	836947	836912 + 836919
			(Millions de dollars)			
1960	2,856	487	474	946	1,907	895
1961	2,794	417	454	981	1,852	901
1962	3,054	424	513	937	1,874	927
1963	3,282	491	603	995	2,089	1,019
1964	3,747	528	648	1,100	2,276	1,296
1965	4,379	537	773	1,320	2,630	1,713
1966	5,289	651	921	1,553	3,124	2,037
1967	5,416	714	959	1,667	3,340	2,139
1968	5,579	820	943	1,723	3,486	1,996
1969	6,307	901	755	1,914	3,570	2,291
1970	6,928	871	603	1,957	3,431	2,386
1971	7,460	812	664	2,139	3,615	3,083
1972	8,237	970	824	2,383	4,177	3,201
1973	9,714	1,143	979	2,931	5,053	3,804
1974	11,816	1,379	1,262	3,831	6,472	4,511
1975	12,920	1,521	1,780	5,007	8,308	4,905
1976	13,948	1,812	2,180	7,002	10,995	5,722
1977	14,732	1,897	2,269	7,826	11,992	6,133
1978	15,561	2,018	2,393	9,431	13,842	6,706
1979	17,093	2,041	3,104	11,920	17,064	8,131
1980	19,106	2,024	3,324	14,210	19,559	10,499
1981	22,741	2,276	4,027	18,497	24,801	13,542
1982	22,423	1,955	3,492	17,962	23,409	12,189
1983	22,724	2,184	3,745	13,545	19,474	11,287
1984	24,827	2,432	3,813	11,903	18,148	10,465

Remarque: Chiffres réels pour 1983, chiffres réels provisoires pour 1984.
[1] Comprend les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada.*

Tableau de référence 22

Investissements privés, logement exclu, par région[1]
1965 – 1984

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique[2]
			(Millions de dollars)			
1965	8,052	521	1,909	2,692	1,780	1,148
1966	9,781	702	2,225	3,313	2,145	1,396
1967	9,709	742	1,970	3,257	2,303	1,436
1968	9,318	689	1,853	3,123	2,381	1,271
1969	10,087	841	1,846	3,619	2,323	1,458
1970	11,148	1,052	1,883	4,341	2,300	1,570
1971	12,010	1,185	2,141	4,377	2,282	2,024
1972	13,132	1,056	2,719	4,696	2,744	1,916
1973	16,127	1,262	3,421	5,622	3,466	2,356
1974	20,232	1,492	4,468	7,058	4,453	2,762
1975	24,594	1,597	5,880	8,363	5,775	2,978
1976	26,252	1,653	5,676	8,409	7,298	3,216
1977	28,505	1,681	6,320	8,989	7,905	3,610
1978	31,528	1,928	6,782	9,802	8,934	4,082
1979	38,960	2,538	7,797	11,412	11,770	5,444
1980	46,382	2,636	8,760	13,647	14,281	7,058
1981	56,340	3,176	9,432	16,356	18,411	8,964
1982	55,354	4,034	9,354	16,287	16,945	8,734
1983	49,338	4,000	8,566	15,346	13,692	7,734
1984	50,261	3,775	9,486	16,592	13,258	7,149
			(Variation en pourcentage)			
1965	20.4	11.8	15.3	21.2	18.3	36.7
1966	21.5	34.6	16.5	23.1	20.5	21.6
1967	– 0.7	5.8	– 11.5	– 1.7	7.4	2.9
1968	– 4.0	– 7.2	– 5.9	– 4.1	3.4	– 11.5
1969	8.3	22.1	– 0.4	15.9	– 2.4	14.7
1970	10.5	25.1	2.0	20.0	– 1.0	7.7
1971	7.7	12.6	13.7	0.8	– 0.8	28.9
1972	9.3	– 10.9	27.0	7.3	20.2	– 5.3
1973	22.8	19.5	25.8	19.7	26.3	22.9
1974	25.5	18.2	30.6	25.5	28.5	17.2
1975	21.6	7.1	31.6	18.5	29.7	7.8
1976	6.7	3.5	– 3.5	0.5	26.4	8.0
1977	8.6	1.7	11.3	6.9	8.3	12.3
1978	10.6	14.7	7.3	9.0	13.0	13.1
1979	23.6	31.6	15.0	16.4	31.7	33.4
1980	19.0	3.9	12.3	19.6	21.3	29.6
1981	21.5	20.5	7.7	19.9	28.9	27.0
1982	– 1.7	27.0	– 0.8	– 0.4	– 8.0	– 2.6
1983	– 10.9	– 0.3	– 8.4	– 5.8	– 19.2	– 11.4
1984	1.9	– 5.6	10.7	8.1	– 3.2	– 7.6

Remarque: Chiffres réels pour 1983, chiffres réels provisoires pour 1984.
(1) Ensemble des dépenses privées et publiques, moins le logement, les institutions et les ministères publics.
(2) Comprend les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
Sources: Statistique Canada et ministère de l'Industrie et du Commerce, *Investissements privés et publics au Canada*.

Tableau de référence 23

Mises en chantier, achèvements et construction de logements
1948 – 1984

Année	Mises en chantier			Achèvements			Logements en construction[1]	
	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Autres centres	Total	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Autres centres	Total	Centres de 5,000 âmes et plus[2]	Total
	(Nombre d'unités)							
1948	57,888	32,306	90,194	48,006	28,091	76,097	39,217	56,456
1949	58,125	32,384	90,509	59,785	28,448	88,233	37,344	58,169
1950	68,599	23,932	92,531	62,847	26,168	89,015	41,510	60,538
1951	47,374	21,205	68,579	61,167	20,143	81,310	26,783	45,926
1952	63,443	19,803	83,246	54,346	18,741	73,087	36,998	55,689
1953	80,313	22,096	102,409	73,375	23,464	96,839	42,808	59,923
1954	89,755	23,772	113,527	80,593	21,372	101,965	51,302	68,641
1955	97,386	40,890	138,276	93,942	33,987	127,929	53,677	79,339
1956	87,309	40,002	127,311	95,152	40,548	135,700	44,386	68,579
1957	84,875	37,465	122,340	80,995	36,288	117,283	49,508	72,573
1958	121,695	42,937	164,632	107,839	38,847	146,686	63,080	88,162
1959	105,991	35,354	141,345	108,059	37,612	145,671	59,879	81,905
1960	76,687	32,171	108,858	90,513	33,244	123,757	44,975	65,773
1961	92,741	32,836	125,577	83,148	32,460	115,608	53,195	73,583
1962	102,008	28,087	130,095	98,530	28,152	126,682	59,387	76,153
1963	118,512	30,112	148,624	99,133	29,058	128,191	77,929	96,613
1964	133,562	32,096	165,658	121,378	29,585	150,963	88,493	107,718
1965	135,218	31,347	166,565	122,197	30,840	153,037	99,815	119,854
1966	108,329	26,145	134,474	134,569	27,623	162,192	71,477	88,621
1967	131,858	32,265	164,123	120,163	29,079	149,242	82,616	102,716
1968	162,267	34,611	196,878	136,337	34,656	170,993	106,834	126,638
1969	169,739	40,676	210,415	159,089	36,737	195,826	114,386	137,357
1970	150,999	39,529	190,528	138,576	37,251	175,827	123,901	148,185
1971	180,948	52,705	233,653	155,892	45,340	201,232	145,885	177,257
1972	206,954	42,960	249,914	192,984	39,243	232,227	163,318	188,630
1973	211,543	56,986	268,529	197,513	49,068	246,581	174,852	207,236
1974	169,437	52,686	222,123	202,989	54,254	257,243	138,360	168,406
1975	181,846	49,610	231,456	170,325	46,639	216,964	146,517	176,599
1976	209,762	63,441	273,203	180,765	55,484	236,249	168,282	204,286
1977	200,201	45,523	245,724	206,217	45,572	251,789	158,216	185,599
1978	178,678	48,989	227,667	198,777	47,756	246,533	135,239	164,702
1979	151,717	45,332	197,049	178,604	47,885	226,489	103,414	128,601
1980	125,013	33,588	158,601	140,996	35,172	176,168	84,195	105,780
1981	142,441	35,532	177,973	137,955	37,041	174,996	85,515	102,829
1982	104,792	21,068	125,860	112,251	21,691	133,942	74,685	89,055
1983	134,207	28,438	162,645	135,848	27,160	163,008	70,118	84,930
1984	110,874	24,026	134,900	127,303	25,709	153,012	50,995	63,899

Remarque: Les données de 1962 à 1965 sont fondées sur les définitions des territoires de recensement de 1961, celles de 1966 à 1971 sur les définitions de 1966, celles de 1972 à 1976 sur les définitions de 1971, celles de 1977 à 1981 sur les définitions de 1976. Les données postérieures sont fondées sur les définitions du recensement de 1981.

[1] En fin de période.

[2] Les données pour les années 1967 et après sont basées sur les centres de 10,000 âmes et plus.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada.*

Tableau de référence 24

Logements mis en chantier et achevés, par genre
1949 – 1984

Année	Mises en chantier					Logements achevés				
	Maisons simples	Duplex et jumelées	En rangée	Appartements	Total	Maisons simples	Duplex et jumelées	En rangée	Appartements	Total
D	845155	845166	845177	845188	845199	845737	845748	845759	845770	845792
	(Nombre d'unités)									
1949	71,425	7,536	0	11,548	90,509	68,966	7,309	485	11,473	88,233
1950	68,675	8,664	631	14,561	92,531	68,685	7,376	145	12,809	89,015
1951	53,002	5,658	54	9,865	68,579	60,366	7,568	585	12,791	81,310
1952	60,696	5,360	299	16,891	83,246	55,967	5,314	99	11,707	73,087
1953	70,782	7,202	553	23,872	102,409	68,916	7,714	372	19,837	96,839
1954	78,574	6,498	1,000	27,455	113,527	71,760	6,098	1,065	23,042	101,965
1955	99,003	10,606	1,909	26,758	138,276	90,553	8,278	1,547	27,551	127,929
1956	90,620	9,441	2,263	24,987	127,311	95,656	11,872	2,137	26,035	135,700
1957	82,955	9,272	2,214	27,899	122,340	81,096	8,464	2,350	25,373	117,283
1958	104,508	10,713	2,457	46,954	164,632	96,830	10,004	2,226	37,626	146,686
1959	92,178	10,468	1,908	36,791	141,345	95,455	10,923	2,308	36,985	145,671
1960	67,171	9,699	2,301	29,687	108,858	78,113	9,911	1,616	34,117	123,757
1961	76,430	11,650	1,864	35,633	125,577	76,171	10,593	2,019	26,825	115,608
1962	74,443	10,975	3,742	40,935	130,095	75,593	11,922	2,451	36,716	126,682
1963	77,158	7,891	3,895	59,680	148,624	71,585	7,150	3,487	45,969	128,191
1964	77,079	8,706	4,755	75,118	165,658	76,225	8,091	3,861	62,786	150,963
1965	75,441	7,924	5,306	77,894	166,565	75,104	8,730	4,097	65,106	153,037
1966	70,642	7,281	5,000	51,551	134,474	73,858	7,707	6,412	74,215	162,192
1967	72,534	9,939	7,392	74,258	164,123	73,631	9,089	5,431	61,091	149,242
1968	75,339	10,114	8,042	103,383	196,878	74,640	10,098	7,896	78,359	170,993
1969	78,404	10,373	10,721	110,917	210,415	76,584	10,483	7,827	98,932	195,826
1970	70,749	10,826	17,055	91,898	190,528	66,615	9,066	11,473	88,673	175,827
1971	98,056	13,751	15,659	106,187	233,653	82,978	12,518	16,795	88,941	201,232
1972	115,570	13,649	16,980	103,715	249,914	106,508	13,184	14,416	98,119	232,227
1973	131,552	13,235	17,291	106,451	268,529	122,696	13,479	14,832	95,574	246,581
1974	122,143	11,023	14,932	74,025	222,123	129,704	12,509	19,225	95,805	257,243
1975	123,929	15,403	21,763	70,361	231,456	113,409	12,303	16,095	75,157	216,964
1976	134,313	15,890	33,676	89,324	273,203	128,623	15,160	21,172	71,294	236,249
1977	108,403	18,373	26,621	92,327	245,724	117,792	17,281	31,561	85,155	251,789
1978	110,029	19,932	20,379	77,327	227,667	106,195	19,155	26,644	94,539	246,533
1979	109,117	16,296	13,249	58,387	197,049	112,105	18,071	18,860	77,453	226,489
1980	87,721	11,149	11,402	48,329	158,601	90,720	13,675	13,398	58,375	176,168
1981	89,071	11,768	15,525	61,609	177,973	98,412	12,831	13,252	50,501	174,996
1982	54,457	6,254	11,987	53,162	125,860	54,720	8,480	16,082	54,660	133,942
1983	102,385	6,615	9,521	44,124	162,645	95,320	7,129	9,747	50,812	163,008
1984	83,651	5,592	8,315	37,342	134,900	88,875	5,962	9,997	48,178	153,012

Remarque: Voir *Remarque* du tableau 22.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada; Logement au Canada.*

Tableau de référence 25

Expéditions, commandes et stocks du secteur de la fabrication
1961 – 1984

Année	Fabrication					Biens durables			Biens non durables		
	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies	Total des stocks	Rapport des stocks aux ventes[1]	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies	Expéditions	Nouvelles commandes reçues	Commandes non remplies
D	310000 310030	310060 310083	310106 310129	310152 310175		310022 310052	310082 310105	310128 310151	310021 310051	310081 310104	310127 310150
	(Millions de dollars)										
1961	1,953	1,968	1,960	4,529	2.32	769	726	1,526	1,184	1,193	434
1962	2,149	2,158	2,177	4,867	2.26	883	894	1,747	1,267	1,264	430
1963	2,335	2,344	2,199	5,085	2.18	988	995	1,784	1,347	1,350	415
1964	2,571	2,601	2,497	5,436	2.11	1,121	1,151	2,069	1,451	1,450	428
1965	2,824	2,867	2,950	5,952	2.11	1,281	1,318	2,491	1,543	1,549	459
1966	3,109	3,181	3,656	6,738	2.17	1,421	1,489	3,141	1,687	1,692	515
1967	3,246	3,241	4,025	7,408	2.28	1,478	1,475	3,513	1,769	1,766	512
1968	3,505	3,508	3,961	7,446	2.12	1,633	1,628	3,384	1,872	1,880	577
1969	3,828	3,885	4,345	8,064	2.11	1,811	1,865	3,705	2,018	2,020	640
1970	3,865	3,849	4,722	8,611	2.23	1,785	1,767	3,860	2,080	2,082	863
1971	4,190	4,215	4,834	8,643	2.06	1,977	1,997	3,954	2,213	2,218	880
1972	4,687	4,736	5,049	9,197	1.96	2,222	2,265	4,097	2,465	2,471	952
1973	5,563	5,793	6,707	10,420	1.87	2,638	2,848	5,567	2,925	2,945	1,140
1974	6,871	7,125	10,063	13,674	1.99	3,136	3,386	8,699	3,735	3,739	1,363
1975	7,372	7,297	10,318	16,350	2.22	3,346	3,284	9,594	4,025	4,013	1,224
1976	8,190	8,117	10,043	17,420	2.13	3,749	3,667	8,807	4,442	4,450	1,236
1977	9,083	9,212	10,741	18,943	2.09	4,169	4,284	9,381	4,914	4,927	1,360
1978	10,775	11,035	12,760	20,882	1.94	5,012	5,238	11,043	5,763	5,798	1,717
1979	12,707	12,965	16,441	24,728	1.95	5,869	6,111	14,383	6,838	6,854	2,058
1980	14,030	14,091	18,369	29,695	2.12	6,242	6,286	16,236	7,789	7,805	2,133
1981	15,890	15,889	18,894	33,987	2.14	6,823	6,830	16,678	9,068	9,058	2,217
1982	15,286	15,074	16,752	35,229	2.30	6,263	6,077	14,763	9,023	8,996	1,989
1983	16,630	17,025	17,569	31,747	1.91	7,014	7,390	15,590	9,616	9,635	1,979
1984	18,818	18,986	21,816	33,576	1.78	8,423	8,578	19,601	10,395	10,408	2,215

[1] Rapport du total des stocks aux expéditions.

Source: Statistique Canada, *Stocks, expéditions et commandes des industries manufacturières*, mens. nº de cat. 31-001.

Tableau de référence 26

Produit intérieur brut en dollars constants (1971), par industrie

1971 – 1984

Année	Produit intérieur brut	Agriculture	Produit intérieur réel, agriculture exclue	Mines, carrières et puits de pétrole	Fabrication			Construction	Services d'énergie électrique, de gaz et d'eau	Transports, entreposage et communications	Commerce			Finance, assurance et immeuble	Services collectifs, commerciaux et personnels	Administration publique et défense	Industries commerciales	Industries commerciales, agriculture exclue	Industries productrices de biens	Industries de services	Industries non commerciales	Production industrielle
					Total	Biens non durables	Biens durables				Total	Gros	Détail									
D	141940	141941	142098	141944	141955	142106	142105	142037	142049	142036 – 142049	142052	142053	142055	142089	142076	142092	142102	142103	142100	142101	142104	142099
														(Millions de dollars)								
1971	83,260	2,697	80,565	3,146	19,041	9,396	9,645	5,646	2,194	7,892	9,806	4,103	5,703	9,589	16,081	6,152	68,006	65,310	33,740	49,520	15,255	24,381
1972	88,143	2,390	85,753	3,286	20,516	10,157	10,359	6,021	2,438	8,507	10,774	4,491	6,283	10,100	16,848	6,414	72,504	70,114	35,500	52,643	15,639	26,240
1973	95,028	2,612	92,416	3,706	22,674	10,881	11,793	6,202	2,840	9,247	11,751	4,927	6,824	10,929	17,606	6,750	78,689	76,277	38,745	56,283	16,140	29,021
1974	99,347	2,413	96,935	3,587	23,497	11,110	12,387	6,446	2,853	9,754	12,700	5,340	7,360	11,593	18,614	7,006	82,771	80,359	39,660	59,667	16,576	29,937
1975	100,283	2,776	97,507	3,175	22,123	10,487	11,636	6,760	2,863	9,894	12,993	5,366	7,627	12,071	19,482	7,346	83,107	80,331	38,498	61,785	17,175	28,161
1976	105,416	2,948	102,468	3,237	23,519	11,255	12,264	7,111	3,136	10,387	13,586	5,522	8,065	12,683	20,370	7,566	87,906	84,958	40,823	64,593	17,510	29,893
1977	108,330	3,067	105,262	3,368	23,969	11,361	12,588	7,036	3,302	10,932	13,855	5,647	8,208	13,441	20,710	7,742	90,569	87,502	41,649	66,681	17,761	30,638
1978	111,879	2,994	108,886	3,038	25,137	11,977	13,160	6,901	3,492	11,417	14,429	5,999	8,430	14,190	21,367	7,938	93,881	90,887	42,539	69,341	17,998	31,666
1979	116,296	2,703	113,593	3,348	26,588	12,548	14,040	7,109	3,693	12,212	14,998	6,359	8,639	14,769	22,008	7,887	98,312	95,609	44,422	71,874	17,984	33,628
1980	117,780	2,959	114,821	3,493	25,809	12,548	13,261	7,042	3,629	12,498	15,023	6,397	8,626	15,386	22,740	7,986	99,604	96,645	44,144	73,636	18,176	33,131
1981	121,053	3,189	117,864	3,272	26,078	12,670	13,408	7,448	3,924	12,955	15,213	6,510	8,703	16,013	23,861	8,142	102,587	99,398	44,869	76,184	18,466	33,274
1982	115,889	3,295	112,594	2,916	23,103	11,743	11,360	6,718	3,958	12,190	14,182	5,822	8,360	16,108	24,134	8,403	97,003	93,708	40,872	75,017	18,886	29,977
1983	119,005	3,248	115,757	3,027	24,486	12,320	12,165	6,616	4,105	12,275	14,776	6,069	8,707	16,444	24,480	8,512	99,874	96,626	42,519	76,486	19,132	31,618
1984	124,681	3,239	121,442	3,400	26,518	12,826	13,692	6,338	4,412	13,116	15,603	6,562	9,040	16,809	25,576	8,620	105,220	101,981	44,956	79,725	19,461	34,330
														(Variation en pourcentage)								
1972	5.9	– 11.3	6.4	4.4	7.7	8.1	7.4	3.0	11.1	7.8	9.9	9.5	10.2	5.3	4.8	4.2	6.6	7.4	5.2	6.3	2.5	7.6
1973	7.8	9.3	7.8	12.8	10.5	7.1	13.8	3.0	8.3	8.7	9.1	9.7	8.6	8.2	4.5	5.2	8.8	8.8	9.1	6.9	3.2	10.6
1974	4.5	– 7.6	4.9	– 3.2	3.6	2.1	5.0	3.9	8.1	5.5	8.1	8.4	7.8	6.1	5.7	3.8	4.9	5.4	2.4	6.0	2.7	3.2
1975	0.9	15.1	0.6	– 11.5	– 5.9	– 5.6	– 6.1	5.2	0.3	1.4	2.3	0.5	3.6	4.1	4.7	4.8	0.4	– 0.0	– 3.0	3.5	3.6	– 5.9
1976	5.1	6.2	5.1	2.0	6.3	7.3	5.4	4.9	9.5	5.0	4.6	2.9	5.7	5.1	4.6	3.0	5.8	5.8	6.0	4.5	1.9	6.2
1977	2.8	4.0	2.7	4.0	1.9	1.1	2.6	– 1.1	5.3	5.2	2.0	2.3	1.8	6.0	1.7	2.3	3.0	3.0	2.0	3.2	1.4	2.5
1978	3.3	– 2.4	3.4	– 9.8	4.9	5.2	4.5	– 1.9	5.7	4.4	4.1	6.2	2.7	5.6	3.2	2.5	3.7	3.9	2.1	4.0	1.3	3.4
1979	3.9	– 9.7	4.3	10.2	5.8	4.8	6.7	3.0	5.8	7.0	3.9	6.0	2.5	4.1	3.0	– 0.6	4.7	5.2	4.4	3.7	– 0.1	6.2
1980	1.3	9.5	1.1	4.3	– 2.9	0.0	– 5.5	– 0.9	3.7	2.3	0.2	0.6	– 0.1	4.2	3.3	1.3	1.3	1.1	– 0.6	2.5	1.1	– 1.5
1981	2.8	7.8	2.7	– 6.3	1.0	1.0	1.1	5.8	2.5	3.7	1.3	1.8	0.9	4.1	4.9	2.0	3.0	2.8	1.6	3.5	1.6	0.4
1982	– 4.3	3.3	– 4.5	– 10.9	– 11.4	– 7.3	– 15.3	– 9.8	0.9	– 5.9	– 6.8	– 10.6	– 3.9	0.6	1.1	3.2	– 5.4	– 5.7	– 8.9	– 1.5	2.3	– 9.9
1983	2.7	– 1.4	2.8	3.8	6.0	4.9	7.1	– 1.5	3.7	0.7	4.2	4.2	4.2	2.1	1.4	1.3	3.0	3.1	4.0	2.0	1.3	5.5
1984	4.8	– 0.3	4.9	12.3	8.3	4.1	12.5	– 4.2	7.5	6.9	5.6	8.1	3.8	2.2	4.5	1.3	5.4	5.5	5.7	4.2	1.7	8.6

Source: Statistique Canada, *Indices du produit intérieur réel par industrie*, mensuelle et annuelle, nº de cat. 61-213.

Tableau de référence 27

Principaux éléments du marché du travail[1]

1966 – 1984[2]

Année	Population de 15 ans et plus	Population active			Emploi			Chômage	Total immigration	Immigrants se destinant au marché du travail
		Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes			
D	767284 — 767867	767285 767606 767870	767417 767681 767884	767549 767748 768001	767286 767608 767888	767418 767683 767874	767550 767750 768019	767287 767609 767891	55	66
					(Milliers de personnes)					
1966	13,083	7,493	5,147	2,346	7,242	4,975	2,267	251	195	99
1967	13,444	7,747	5,261	2,485	7,451	5,058	2,393	296	223	120
1968	13,805	7,951	5,354	2,597	7,593	5,110	2,483	358	184	95
1969	14,162	8,194	5,465	2,728	7,832	5,230	2,601	362	162	84
1970	14,528	8,395	5,571	2,824	7,919	5,260	2,660	476	148	78
1971	14,872	8,639	5,667	2,972	8,104	5,329	2,775	535	122	61
1972	15,186	8,897	5,797	3,101	8,344	5,460	2,885	553	122	59
1973	15,526	9,276	5,973	3,303	8,761	5,678	3,083	515	184	92
1974	15,924	9,639	6,163	3,477	9,125	5,870	3,255	514	218	106
1975	16,323	9,974	6,294	3,680	9,284	5,903	3,381	690	188	81
1976	16,701	10,203	6,368	3,836	9,477	5,964	3,513	726	146	60
1977	17,051	10,500	6,505	3,996	9,651	6,032	3,619	849	115	48
1978	17,377	10,895	6,657	4,239	9,987	6,156	3,830	908	86	35
1979	17,702	11,231	6,811	4,420	10,395	6,362	4,033	836	112	48
1980	18,053	11,573	6,935	4,638	10,708	6,459	4,249	865	143	64
1981	18,375	11,904	7,053	4,851	11,006	6,559	4,447	898	129	57
1982	18,664	11,958	7,031	4,926	10,644	6,254	4,390	1,314	121	55
1983	18,917	12,183	7,098	5,084	10,734	6,240	4,495	1,448	89	37
1984	19,148	12,399	7,169	5,231	11,000	6,367	4,633	1,399	n.a.	n.a.
					(Variation en pourcentage)				(Variation)	
1967	2.8	3.4	2.2	5.9	2.9	1.7	5.6	45	28	20
1968	2.7	2.6	1.8	4.5	1.9	1.0	3.8	62	– 39	– 24
1969	2.6	3.1	2.1	5.0	3.1	2.4	4.8	4	– 22	– 11
1970	2.6	2.5	1.9	3.5	1.1	0.6	2.2	114	– 14	– 7
1971	2.4	2.9	1.7	5.2	2.3	1.3	4.3	59	– 26	– 16
1972	2.1	3.0	2.3	4.3	3.0	2.5	4.0	18	0	– 2
1973	2.2	4.3	3.0	6.5	5.0	4.0	6.9	– 38	62	33
1974	2.6	3.9	3.2	5.2	4.2	3.4	5.6	0	34	14
1975	2.5	3.5	2.1	5.9	1.7	0.6	3.9	175	– 31	– 25
1976	2.3	2.3	1.2	4.2	2.1	1.0	3.9	36	– 42	– 21
1977	2.1	2.9	2.2	4.2	1.8	1.1	3.0	123	– 31	– 12
1978	1.9	3.8	2.3	6.1	3.5	2.1	5.8	59	– 29	– 12
1979	1.9	3.1	2.3	4.3	4.1	3.3	5.3	– 73	26	13
1980	2.0	3.1	1.8	4.9	3.0	1.5	5.4	29	31	16
1981	1.8	2.9	1.7	4.6	2.8	1.5	4.7	33	– 14	– 7
1982	1.6	0.5	– 0.3	1.6	– 3.3	– 4.7	– 1.3	416	– 7	– 1
1983	1.4	1.9	1.0	3.2	0.9	– 0.2	2.4	134	– 32	– 18
1984	1.2	1.8	1.0	2.9	2.5	2.0	3.1	– 49	n.a.	n.a.

[1] Les totaux peuvent varier légèrement en raison de l'arrondissement des données.

[2] Les données de la nouvelle enquête sur la population active ont commencé à être cueillies en janvier 1975. En janvier 1976, la nouvelle enquête a remplacé l'ancienne. Les données révisées ont été estimées jusqu'en 1966. Les données antérieures à l'enquête sur la population active (1954-1975) sont disponibles dans l'édition de 1976 de cette *Revue*.

Source: Statistique Canada. *La population active*, ann., n° de cat. 71-001; *Statistiques chroniques sur la population active*, ann. n° de cat. 71-201; ministère de l'Emploi et de l'Immigration, *Statistiques sur l'immigration, Bulletin trimestriel sur l'immigration.*

Tableau de référence 28

Taux de participation et de chômage selon le sexe et l'âge
1966 – 1984[1]

Année	Taux de participation						
	Hommes			Femmes			
	Total	15-24	25+	Total	15-24	25+	Total
D	767420	767430	767389	767552	767562	767521	767288
	767685	767697	767656	767752	767763	767730	767610
	767895	768143	767129	768005	768171	767165	767860
	(En pourcentage)						
1966	79.8	64.1	84.9	35.4	48.4	31.2	57.3
1967	79.3	64.1	84.5	36.5	49.1	32.3	57.6
1968	78.6	63.3	84.0	37.1	49.8	32.8	57.6
1969	78.3	62.7	83.8	38.0	50.2	33.8	57.9
1970	77.8	62.5	83.3	38.3	49.5	34.5	57.8
1971	77.3	62.7	82.7	39.4	50.8	35.4	58.1
1972	77.5	64.4	82.3	40.2	51.8	36.2	58.6
1973	78.2	66.8	82.3	41.9	54.2	37.6	59.7
1974	78.7	68.9	82.2	43.0	56.0	38.5	60.5
1975	78.4	68.8	81.9	44.4	56.8	40.0	61.1
1976	77.6	67.9	81.1	45.2	56.8	41.1	61.1
1977	77.7	68.9	80.9	46.0	57.5	42.1	61.6
1978	78.1	69.7	81.1	47.9	59.0	44.1	62.7
1979	78.5	71.3	81.0	49.0	61.0	45.0	63.4
1980	78.4	71.8	80.7	50.4	62.6	46.4	64.1
1981	78.4	72.3	80.5	51.7	63.2	48.1	64.8
1982	77.0	69.3	79.5	51.7	62.3	48.5	64.1
1983	76.7	69.2	79.1	52.6	62.8	49.6	64.4
1984	76.6	69.9	78.6	53.5	63.6	50.6	64.8

	Taux de chômage						
	Hommes			Femmes			
	Total	15-24	25+	Total	15-24	25+	Total
	767421	767431	767390	767553	767563	767522	767289
	767686	767698	767657	767753	767764	767731	767611
	767898	768146	767130	768008	768174	767166	767863
	(En pourcentage)						
1966	3.3	6.3	2.6	3.4	4.8	2.7	3.4
1967	3.9	7.2	3.0	3.7	5.5	2.8	3.8
1968	4.6	8.7	3.5	4.4	6.5	3.3	4.5
1969	4.3	8.3	3.2	4.7	6.5	3.7	4.4
1970	5.6	11.2	4.1	5.8	8.6	4.4	5.7
1971	6.0	12.0	4.3	6.6	9.8	5.0	6.2
1972	5.8	11.9	4.1	7.0	9.6	5.7	6.2
1973	4.9	10.0	3.4	6.7	9.2	5.4	5.5
1974	4.8	9.6	3.3	6.4	8.9	5.1	5.3
1975	6.2	12.5	4.3	8.1	11.4	6.5	6.9
1976	6.3	13.2	4.2	8.4	12.1	6.6	7.1
1977	7.3	14.9	4.9	9.4	13.8	7.4	8.1
1978	7.5	15.0	5.2	9.6	13.8	7.7	8.3
1979	6.6	13.2	4.5	8.8	12.7	7.0	7.4
1980	6.9	13.7	4.8	8.4	12.6	6.5	7.5
1981	7.0	14.1	4.8	8.3	12.3	6.7	7.5
1982	11.1	21.1	8.2	10.9	16.1	8.8	11.0
1983	12.1	22.4	9.2	11.6	17.0	9.6	11.9
1984	11.2	19.4	8.9	11.4	16.2	9.7	11.3

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Source: Statistiques Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 29

Taux de participation, Canada et par région
1966 – 1984[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	767860		769841	769904		769922
			(Population active en pourcentage de la population de 15 ans et plus)			
1966	57.3	50.4	56.0	59.8	58.3	56.7
1967	57.6	50.3	56.4	60.2	58.3	57.5
1968	57.6	50.0	55.6	60.3	59.5	57.6
1969	57.9	49.9	55.9	60.5	59.7	58.2
1970	57.8	49.4	55.4	60.5	60.0	58.7
1971	58.1	49.8	56.0	60.9	60.0	58.3
1972	58.6	50.4	55.9	61.7	60.7	58.8
1973	59.7	52.4	57.6	62.4	61.7	59.6
1974	60.5	53.4	58.0	63.4	62.5	60.3
1975	61.1	53.5	58.5	64.1	63.0	61.1
1976	61.1	53.3	58.3	63.8	63.8	61.3
1977	61.6	53.7	58.9	64.3	64.4	61.6
1978	62.7	54.7	59.9	65.4	65.5	63.0
1979	63.4	55.2	60.2	66.5	66.5	63.2
1980	64.1	55.8	61.2	66.7	67.5	64.1
1981	64.8	56.0	61.5	67.6	68.5	65.1
1982	64.1	55.2	60.0	67.3	68.2	64.3
1983	64.4	55.7	60.9	67.1	68.7	64.1
1984	64.8	56.4	61.5	67.4	69.0	64.0

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Source: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 30

Population active, Canada et par région
1966 – 1984[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	767070		769838	769901		769919						
	(Milliers de personnes)						(Variation en pourcentage)					
1966	7,493	615	2,113	2,787	1,262	716	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
1967	7,747	626	2,184	2,891	1,286	759	3.4	1.6	3.4	3.7	1.9	6.0
1968	7,951	635	2,205	2,980	1,342	789	2.6	1.6	1.0	3.1	4.4	4.0
1969	8,194	647	2,264	3,077	1,376	830	3.1	1.9	2.7	3.3	2.5	5.2
1970	8,395	652	2,288	3,177	1,406	871	2.5	0.8	1.1	3.2	2.2	4.9
1971	8,639	673	2,347	3,290	1,430	899	2.9	3.2	2.6	3.6	1.7	3.2
1972	8,897	695	2,383	3,410	1,471	938	3.0	3.3	1.5	3.6	2.8	4.3
1973	9,276	737	2,499	3,532	1,522	987	4.3	6.0	4.9	3.6	3.5	5.2
1974	9,639	767	2,570	3,686	1,576	1,040	3.9	4.1	2.8	4.4	3.5	5.4
1975	9,974	787	2,647	3,818	1,635	1,087	3.5	2.6	3.0	3.6	3.7	4.5
1976	10,203	803	2,689	3,882	1,712	1,117	2.3	2.0	1.6	1.7	4.7	2.8
1977	10,500	821	2,760	3,986	1,785	1,148	2.9	2.2	2.6	2.7	4.3	2.8
1978	10,895	850	2,839	4,133	1,871	1,202	3.8	3.5	2.9	3.7	4.8	4.7
1979	11,231	871	2,897	4,271	1,952	1,239	3.1	2.5	2.0	3.3	4.3	3.1
1980	11,573	894	2,988	4,350	2,041	1,301	3.0	2.6	3.1	1.8	4.6	5.0
1981	11,904	906	3,040	4,464	2,134	1,361	2.9	1.3	1.7	2.6	4.6	4.6
1982	11,958	904	2,998	4,508	2,178	1,370	0.5	−0.2	−1.4	1.0	2.1	0.7
1983	12,183	928	3,069	4,570	2,227	1,389	1.9	2.7	2.4	1.4	2.2	1.4
1984	12,399	955	3,123	4,666	2,246	1,410	1.8	2.9	1.8	2.1	0.9	1.5

[1] Voir renvoi au tableau de référence 26.

Source: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 31
Emploi, Canada et par région
1966 – 1984[1]

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie Britannique
D	767888		769839	769902		769920						
	(Milliers de personnes)						(Variation en pourcentage)					
1966	7,242	583	2,027	2,714	1,233	684	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
1967	7,451	593	2,085	2,799	1,254	720	2.9	1.7	2.8	3.1	1.7	5.3
1968	7,593	598	2,081	2,873	1,299	742	1.9	0.8	−0.2	2.6	3.6	3.1
1969	7,832	607	2,126	2,979	1,331	788	3.1	1.5	2.2	3.7	2.5	6.2
1970	7,919	612	2,128	3,037	1,337	805	1.1	0.8	0.1	1.9	0.5	2.2
1971	8,104	625	2,175	3,113	1,356	834	2.3	2.1	2.2	2.5	1.4	3.6
1972	8,344	642	2,205	3,239	1,394	865	3.0	2.7	1.4	4.0	2.7	3.7
1973	8,761	679	2,330	3,380	1,451	920	5.0	5.8	5.7	4.4	4.2	6.4
1974	9,125	703	2,401	3,523	1,523	976	4.2	3.5	3.0	4.2	5.0	6.1
1975	9,284	710	2,434	3,576	1,570	995	1.7	1.0	1.4	1.5	3.1	1.9
1976	9,477	717	2,456	3,643	1,641	1,021	2.1	1.0	0.9	1.9	4.5	2.6
1977	9,651	718	2,476	3,708	1,698	1,050	1.8	0.1	0.8	1.8	3.5	2.8
1978	9,987	744	2,530	3,835	1,774	1,103	3.5	3.6	2.2	3.4	4.4	5.0
1979	10,395	770	2,619	3,993	1,868	1,144	4.1	3.5	3.5	4.1	5.3	3.7
1980	10,708	795	2,694	4,053	1,953	1,213	3.0	3.2	2.9	1.5	4.6	6.0
1981	11,006	801	2,726	4,171	2,038	1,270	2.8	0.8	1.2	2.9	4.4	4.7
1982	10,644	775	2,584	4,067	2,012	1,204	−3.3	−3.2	−5.2	−2.5	−1.3	−5.2
1983	10,734	789	2,642	4,096	2,011	1,197	0.8	1.6	2.2	0.7	−0.0	−0.6
1984	11,000	810	2,722	4,243	2,025	1,202	2.5	2.7	3.0	3.6	0.7	0.4

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Source: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 32

Estimations du nombre d'employés par industrie
1970 – 1984

Année	Emploi total	Biens					Services					
		Total	Agriculture	Autres produits de base	Fabrication	Construction	Total	Transports, entreposage et communications	Commerce	Finance, assurance et immeuble	Services collectifs commerciaux et personnels	Administration publique et défense
D	767286		769831	772002	772003	772004		772005	772006	772007	772008	772009
						(Millions de dollars)						
1970	7,919	2,964	513	216	1,768	467	4,955	698	1,328	379	2,040	510
1971	8,104	2,990	514	221	1,766	489	5,114	707	1,335	399	2,128	545
1972	8,344	3,014	483	214	1,823	494	5,330	734	1,417	398	2,202	579
1973	8,761	3,159	469	224	1,927	539	5,602	775	1,503	424	2,290	610
1974	9,125	3,267	474	229	1,978	586	5,857	791	1,578	460	2,389	640
1975	9,284	3,176	483	220	1,871	603	6,107	812	1,637	474	2,520	665
1976	9,477	3,262	472	235	1,921	635	6,215	824	1,644	496	2,573	678
1977	9,651	3,228	464	242	1,888	634	6,423	819	1,679	531	2,695	699
1978	9,987	3,324	474	260	1,956	634	6,662	859	1,739	546	2,812	705
1979	10,395	3,474	484	275	2,071	644	6,921	903	1,808	555	2,954	701
1980	10,708	3,514	479	300	2,111	624	7,193	906	1,837	611	3,096	744
1981	11,006	3,581	485	323	2,122	651	7,425	912	1,884	594	3,267	768
1982	10,644	3,260	462	271	1,930	597	7,384	885	1,848	601	3,284	767
1983	10,734	3,208	476	281	1,886	566	7,525	870	1,850	603	3,421	782
1984	11,000	3,309	476	292	1,968	572	7,692	858	1,929	631	3,483	791
						(Variation en pourcentage)						
1971	2.3	0.9	0.2	2.5	−0.1	4.7	3.2	1.2	0.6	5.1	4.3	6.8
1972	3.0	0.8	−6.0	−3.1	3.2	1.0	4.2	3.9	6.1	−0.2	3.4	6.3
1973	5.0	4.8	−2.9	4.7	5.7	9.2	5.1	5.6	6.0	6.5	4.0	5.2
1974	4.2	3.4	1.0	2.2	2.7	8.6	4.6	2.0	5.0	8.5	4.3	4.9
1975	1.7	−2.8	1.8	−4.0	−5.4	2.9	4.3	2.7	3.7	3.1	5.5	3.9
1976	2.1	2.7	−2.2	6.6	2.7	5.3	1.8	1.5	0.5	4.7	2.1	2.0
1977	1.8	−1.0	−1.6	3.0	−1.7	−0.2	3.3	−0.6	2.1	7.1	4.7	3.2
1978	3.5	3.0	2.1	7.5	3.6	0.0	3.7	4.9	3.6	2.9	4.4	1.0
1979	4.1	4.5	2.1	5.9	5.9	1.5	3.9	5.1	4.0	1.5	5.0	−0.6
1980	3.0	1.1	−1.1	9.0	1.9	−3.0	3.9	0.4	1.6	10.1	4.8	6.1
1981	2.8	1.9	1.2	7.7	0.5	4.3	3.2	0.6	2.6	−2.8	5.5	3.3
1982	−3.3	−9.0	−4.7	−16.1	−9.1	−8.3	−0.5	−3.0	−1.9	1.2	0.5	−0.1
1983	0.9	−1.6	3.1	3.7	−2.3	−5.3	1.9	−1.7	0.1	0.3	4.2	2.0
1984	2.5	3.1	−0.0	3.9	4.4	1.1	2.2	−1.4	4.3	4.7	1.8	1.1

Source: Statistique Canada, *Estimations du nombre d'employés par province et par industrie*, mens, nº cat. 72-008.

Tableau de référence 33
Chômage, Canada et par région
1966 – 1984[1]

Année	Nombre de chômeurs						Taux de chômage					
	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie Britannique
D	767891		769840	769903		769921	767863		769842	769905		769923
	(Milliers de personnes)						(En pourcentage)					
1966	251	32	86	72	29	33	3.4	5.2	4.1	2.6	2.3	4.6
1967	296	33	100	92	33	39	3.8	5.3	4.6	3.2	2.6	5.1
1968	358	37	124	107	43	47	4.5	5.8	5.6	3.6	3.2	5.9
1969	362	40	137	99	45	42	4.4	6.2	6.1	3.2	3.3	5.0
1970	476	39	160	139	70	67	5.7	6.0	7.0	4.4	5.0	7.7
1971	535	47	171	178	74	65	6.2	7.0	7.3	5.4	5.2	7.2
1972	553	53	178	171	78	73	6.2	7.6	7.5	5.0	5.3	7.8
1973	515	57	169	152	70	66	5.5	7.7	6.8	4.3	4.6	6.7
1974	514	64	169	164	53	64	5.3	8.3	6.6	4.4	3.4	6.2
1975	690	77	214	242	65	92	6.9	9.8	8.1	6.3	4.0	8.5
1976	726	87	233	239	71	96	7.1	10.8	8.7	6.2	4.1	8.6
1977	849	103	284	278	86	98	8.1	12.5	10.3	7.0	4.8	8.5
1978	908	106	308	298	97	99	8.3	12.5	10.9	7.2	5.2	8.3
1979	836	101	278	278	84	95	7.4	11.6	9.6	6.5	4.3	7.6
1980	865	99	294	297	88	88	7.5	11.1	9.8	6.8	4.3	6.8
1981	898	104	314	293	96	91	7.5	11.5	10.3	6.6	4.5	6.7
1982	1,314	129	413	440	165	166	11.0	14.3	13.8	9.8	7.6	12.1
1983	1,448	139	427	474	217	192	11.9	15.0	13.9	10.4	9.7	13.8
1984	1,399	147	400	423	221	208	11.3	15.4	12.8	9.1	9.8	14.7

[1] Voir renvoi 2 au tableau de référence 26.

Source: Statistique Canada, *La population active; Statistiques chronologiques sur la population active.*

Tableau de référence 34

Chômeurs selon la situation de famille, Canada
1961 – 1984[1]

Année	Total chômeurs	Membres d'une famille					Non membres d'une famille
		Total	Chef de famille	Enfants célibataires	Autres parents[3]	Conjoints	
D	767287	773576	773577	773579	773580	773578	773581
	(Milliers de personnes, moyennes annuelles)						
	Ancienne enquête sur la population active						
1961	497	454	230	168	56	n.d.	43
1962	405	371	187	138	45	n.d.	35
1963	390	357	174	132	51	n.d.	34
1964	348	319	148	123	47	n.d.	30
1965	298	273	127	105	41	n.d.	25
1966[2]	251	252	113	101	37	n.d.	23
1967	296	294	134	114	46	n.d.	27
1968	358	354	155	144	55	n.d.	36
1969	362	359	146	150	63	n.d.	32
1970	476	444	183	190	72	n.d.	47
1971	535	516	212	213	91	n.d.	56
1972	553	509	202	215	93	n.d.	61
1973	515	453	169	190	95	n.d.	67
1974	514	462	171	197	93	n.d.	64
1975	690	624	241	252	131	n.d.	87
	Nouvelle enquête sur la population active						
1975	690	609	194	221	28	167	80
1976	726	640	191	239	33	176	86
1977	849	751	224	279	40	208	99
1978	908	798	247	286	41	224	110
1979	836	740	223	274	38	205	96
1980	865	762	238	284	39	201	103
1981	898	788	242	291	40	215	110
1982	1,314	1,154	409	397	61	286	160
1983	1,448	1,259	453	420	72	315	189
1984	1,399	1,216	435	389	63	329	183

Année	Total chômeurs	Membres d'une famille					Non membres d'une famille
		Total	Chef de famille	Enfants célibataires	Autres parents[3]	Conjoints	
	(Variation)						
1961							
1962	–92	–83	–43	–30	–11	n.d.	–8
1963	–15	–14	–13	–6	6	n.d.	–1
1964	–42	–38	–26	–9	–4	n.d.	–4
1965	–50	–46	–21	–18	–6	n.d.	–5
1966[2]	n.d.	–21	–14	–4	–4	n.d.	–2
1967	45	42	21	13	9	n.d.	4
1968	62	60	21	30	9	n.d.	9
1969	4	5	–9	6	8	n.d.	–4
1970	114	85	37	40	9	n.d.	15
1971	59	72	29	23	19	n.d.	9
1972	18	–7	–10	2	2	n.d.	5
1973	–38	–56	–33	–25	3	n.d.	6
1974	–1	9	2	7	–2	n.d.	–3
1975	176	162	70	55	38	n.d.	23
1975							
1976	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1977	36	31	–3	18	5	9	6
1978	123	111	33	40	7	32	13
1979	59	47	23	7	1	16	11
1980	–72	–58	–24	–12	–3	–19	–14
1981	29	22	15	10	1	–4	7
1982	33	26	4	7	1	14	7
1983	416	366	164	106	21	71	50
1984	134	105	44	23	11	29	29
	–49	–43	–18	–31	–9	–14	–6

[1] Ces données ne sont pas rattachées aux données antérieures à 1975, alors que l'ancienne enquête sur la population active était en vigueur; en conséquence, les deux séries de données sont présentées.
[2] Seules les données sur le chômage de 1966 à 1975 sont telles que révisées par Statistique Canada; les autres chiffres pour cette période ne correspondent donc pas exactement au total.
[3] Comprend les conjoints pour les années antérieures à 1975.

Source: Statistique Canada, *La population active.*

Tableau de référence 35

Unités familiales comptant un chômeur ou plus, selon le nombre de personnes employées par unité au Canada 1961 – 1984[1]

Année	Unités comptant un chômeur ou plus	Unités sans personnes employées	Unités comptant une personne employée ou plus				Unités comptant un chômeur ou plus	Unités sans personnes employées	Unités comptant une personne employée ou plus			
			Total	1 personne employée	2 personnes employées[2]	3 personnes employées ou plus			Total	1 personne employée	2 personnes employées[2]	3 personnes employées ou plus
	(Milliers d'unités familiales, moyennes annuelles)						(Variation)					
	Ancienne enquête sur la population active											
1961	394	177	217	132	57	28						
1962	331	148	183	112	46	25	−63	−29	−34	−20	−11	−3
1963	315	138	179	108	46	26	−16	−10	−4	0	0	1
1964	284	115	170	99	48	23	−31	−23	−9	−9	2	−3
1965	245	96	149	87	40	22	−39	−19	−21	−12	−8	−1
1966	229	87	142	83	39	19	−16	−9	−7	−4	−1	−3
1967	248	100	168	100	44	24	19	13	26	17	5	5
1968	319	119	200	119	54	28	71	19	32	19	10	4
1969	320	113	207	122	54	31	1	−6	7	3	0	3
1970	396	141	256	157	69	30	76	28	49	35	15	−1
1971	461	165	295	181	77	39	65	24	39	24	8	9
1972	456	159	297	186	76	36	−5	−6	2	5	−1	−3
1973	408	128	281	172	70	39	−48	−31	−16	−14	−6	3
1974	412	135	276	170	70	36	4	7	−5	−2	0	−3
1975	547	185	362	228	92	43	135	50	86	58	22	7
	Nouvelle enquête sur la population active											
1975	543	152	390	259	131	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1976	565	153	412	271	141	n.d.	22	1	22	12	10	n.d.
1977	658	175	483	316	167	n.d.	93	22	71	45	26	n.d.
1978	699	185	515	336	179	n.d.	41	10	32	20	12	n.d.
1979	652	169	483	316	167	n.d.	−47	−16	−32	−20	−12	n.d.
1980	671	176	495	318	177	n.d.	19	7	12	2	10	n.d.
1981	694	178	515	333	182	n.d.	23	2	20	15	5	n.d.
1982	986	281	705	466	239	n.d.	292	103	190	133	57	n.d.
1983	1,072	316	755	506	249	n.d.	86	35	50	40	10	n.d.
1984	1,037	301	736	499	237	n.d.	−35	−15	−19	−7	−12	n.d.

[1] Voir renvoi 1 au tableau de référence 33.
[2] Pour la nouvelle enquête sur la population active, cette colonne vise «deux personnes employées ou plus».

Source: Statistique Canada, *La population active*.

Tableau de référence 36
Indice de l'offre d'emploi, Canada et régions
1963 – 1984
(1981 = 100)

Année	Canada	Région de l'Atlantique	Québec	Ontario	Région des Prairies	Colombie-Britannique
D	736321	736322	736323	736324	736325	736326
1963	41	85	67	30	24	12
1964	49	91	78	38	30	16
1965	59	132	86	50	35	21
1966	63	139	88	56	41	22
1967	54	123	73	47	41	19
1968	48	99	62	46	33	20
1969	57	93	73	58	38	29
1970	48	75	63	48	31	22
1971	50	82	67	47	32	24
1972	64	87	80	68	43	33
1973	80	116	97	85	54	48
1974	109	231	137	97	79	64
1975	91	214	132	69	66	44
1976	84	125	129	62	68	43
1977	82	148	124	60	61	42
1978	86	111	133	66	65	43
1979	93	109	115	88	87	55
1980	96	110	116	89	92	71
1981	99	100	100	100	99	99
1982	49	66	50	52	43	35
1983	45	89	54	46	29	26
1984	59	137	66	63	34	30
			(Variation en pourcentage)			
1964	19.5	7.1	16.4	26.7	25.0	33.3
1965	20.4	45.1	10.3	31.6	16.7	31.2
1966	6.8	5.3	2.3	12.0	17.1	4.8
1967	– 14.3	– 11.5	– 17.0	– 16.1	0.0	– 13.6
1968	– 11.1	– 19.5	– 15.1	– 2.1	– 19.5	5.3
1969	18.8	– 6.1	17.7	26.1	15.2	45.0
1970	– 15.8	– 19.4	– 13.7	– 17.2	– 18.4	– 24.1
1971	4.2	9.3	6.3	– 2.1	3.2	9.1
1972	28.0	6.1	19.4	44.7	34.4	37.5
1973	25.0	33.3	21.2	25.0	25.6	45.5
1974	36.2	99.1	41.2	14.1	46.3	33.3
1975	– 16.5	– 7.4	– 3.6	– 28.9	– 16.5	– 31.2
1976	– 7.7	– 41.6	– 2.3	– 10.1	3.0	– 2.3
1977	– 2.4	18.4	– 3.9	– 3.2	– 10.3	– 2.3
1978	4.9	– 25.0	7.3	10.0	6.6	2.4
1979	8.1	– 1.8	– 13.5	33.3	33.8	27.9
1980	3.2	0.9	0.9	1.1	5.7	29.1
1981	3.1	– 9.1	– 13.8	12.4	7.6	39.4
1982	– 50.5	– 34.0	– 50.0	– 48.0	– 56.6	– 64.6
1983	– 8.2	34.8	8.0	– 11.5	– 32.6	– 25.7
1984	31.1	53.9	22.2	37.0	17.2	15.4

Source: Statistique Canada, *Revue statistique du Canada*, mens., nº de cat. 11-003.

Tableau de référence 37
Productivité et coûts:
Industries commerciales non agricoles
1961 – 1983
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	143231	240203	240263	240557	240323	240353	240587	240647
1961	56.5	75.1	79.7	43.1	75.2	70.9	57.3	76.2
1962	60.2	77.7	82.7	45.7	77.5	72.8	58.8	75.8
1963	63.4	79.9	84.6	48.4	79.4	74.9	60.6	76.4
1964	68.7	83.4	88.3	52.5	82.2	77.7	63.0	76.5
1965	74.1	88.1	92.9	58.4	84.1	79.8	66.3	78.8
1966	79.0	92.3	96.2	65.6	85.6	82.1	71.1	83.0
1967	82.2	93.9	97.4	71.6	87.5	84.4	76.3	87.2
1968	86.8	94.3	96.8	76.5	92.1	89.7	81.1	88.1
1969	92.3	97.7	99.4	85.0	94.4	92.9	86.9	92.1
1970	94.3	98.1	98.9	91.3	96.1	95.4	93.0	96.8
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	107.4	104.1	103.7	111.5	103.1	103.5	107.1	103.8
1973	116.8	110.0	109.5	129.6	106.2	106.7	117.8	111.0
1974	123.0	115.8	114.5	154.8	106.2	107.5	133.7	125.8
1975	123.0	117.0	114.6	178.4	105.1	107.3	152.5	145.1
1976	130.1	119.1	116.1	206.4	109.3	112.0	173.4	158.7
1977	134.0	122.1	117.5	226.2	109.7	114.0	185.2	168.8
1978	139.2	125.7	121.6	245.6	110.7	114.5	195.4	176.5
1979	146.4	131.2	126.2	277.8	111.6	116.0	211.7	189.7
1980	148.0	134.3	128.6	312.4	110.2	115.0	232.6	211.1
1981	152.2	138.8	131.7	361.8	109.6	115.5	260.6	237.7
1982	143.5	133.5	124.3	379.2	107.5	115.4	284.0	264.3
1983	147.9	133.6	124.1	398.8	110.7	119.3	298.4	269.5
				(Variation en pourcentage)				
1962	6.5	3.5	3.8	6.0	3.1	2.7	2.6	−0.5
1963	5.3	2.8	2.3	5.9	2.5	2.9	3.1	0.8
1964	8.2	4.4	4.4	8.5	3.5	3.7	4.0	0.1
1965	8.0	5.6	5.2	11.2	2.3	2.7	5.2	3.0
1966	6.6	4.8	3.6	12.3	1.8	2.9	7.2	5.3
1967	4.1	1.7	1.2	9.1	2.2	2.8	7.3	5.1
1968	5.6	0.4	−0.6	6.8	5.3	6.3	6.3	1.0
1969	6.3	3.6	2.7	11.1	2.5	3.6	7.2	4.5
1970	2.2	0.4	−0.5	7.4	1.8	2.7	7.0	5.1
1971	6.0	1.9	1.1	9.5	4.1	4.8	7.5	3.3
1972	7.4	4.1	3.7	11.5	3.1	3.5	7.1	3.8
1973	8.8	5.7	5.6	16.2	3.0	3.1	10.0	6.9
1974	5.3	5.3	4.6	19.4	0.0	0.7	13.5	13.3
1975	0.0	1.0	0.1	15.2	−1.0	−0.2	14.1	15.3
1976	5.8	1.8	1.3	15.7	4.0	4.4	13.7	9.4
1977	3.0	2.5	1.2	9.6	0.4	1.8	6.8	6.4
1978	3.9	2.9	3.5	8.6	0.9	0.4	5.5	4.6
1979	5.2	4.4	3.8	13.1	0.8	1.3	8.3	7.5
1980	1.1	2.4	1.9	12.5	−1.3	−0.9	9.9	11.3
1981	2.8	3.4	2.4	15.8	−0.5	0.4	12.0	12.6
1982	−5.7	−3.8	−5.6	4.8	−1.9	−0.1	9.0	11.2
1983	3.1	0.1	−0.2	5.2	3.0	3.4	5.1	2.0

Source: Statistique Canada. *Mesures de la productivité des agrégats*, annuelle, nº de cat. 14-201. Les données antérieures à 1971 pour la production sont fondées sur Statistique Canada, *Indice du produit intérieur réel par industrie*, annuelle, nº de cat. 61-005.

Tableau de référence 38
Productivité et coûts:
Industries non agricoles productrices de biens
1961 – 1983
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	143239	240204	240264	240558	240324	240354	240588	240648
1961	55.6	82.7	84.7	44.7	67.2	65.7	54.0	80.4
1962	60.0	85.3	88.3	47.6	70.4	67.9	55.9	79.4
1963	63.3	87.2	90.1	50.3	72.6	70.3	57.7	79.5
1964	69.1	91.3	94.7	54.9	75.7	73.0	60.2	79.5
1965	75.2	96.3	100.0	61.5	78.1	75.2	63.9	81.7
1966	80.8	100.7	104.1	69.5	80.2	77.6	69.1	86.1
1967	83.2	100.3	102.7	74.6	83.0	81.0	74.4	89.7
1968	88.2	99.7	101.8	79.0	88.5	86.6	79.3	89.5
1969	93.7	101.4	102.6	86.6	92.4	91.3	85.4	92.4
1970	94.7	99.3	100.2	91.5	95.4	94.5	92.2	96.6
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	106.7	102.5	102.6	109.8	104.0	104.0	107.1	103.0
1973	116.4	108.0	107.9	129.2	107.8	107.9	119.6	110.9
1974	120.1	111.0	110.3	154.0	108.2	108.8	138.7	128.2
1975	115.1	109.2	107.5	174.2	105.4	107.0	159.5	151.4
1976	122.0	110.5	108.7	200.6	110.4	112.2	181.6	164.4
1977	124.3	110.0	107.6	219.4	113.0	115.5	199.5	176.5
1978	127.4	111.4	109.3	235.0	114.4	116.6	211.0	184.5
1979	134.4	116.3	113.8	265.7	115.6	118.1	228.5	197.7
1980	132.7	116.3	113.4	293.2	114.1	117.0	252.2	221.0
1981	134.2	117.7	113.9	339.3	114.0	117.9	288.2	252.8
1982	120.9	108.2	102.5	337.9	111.7	118.0	312.3	279.5
1983	126.4	106.5	101.8	353.1	118.7	124.2	331.6	279.3
				(Variation en pourcentage)				
1962	7.9	3.1	4.3	6.5	4.8	3.3	3.5	– 1.2
1963	5.5	2.2	2.0	5.7	3.1	3.5	3.2	0.1
1964	9.2	4.7	5.1	9.1	4.3	3.8	4.3	0.0
1965	8.8	5.5	5.6	12.0	3.2	3.0	6.1	2.8
1966	7.4	4.6	4.1	13.0	2.7	3.2	8.1	5.4
1967	3.0	– 0.4	– 1.3	7.3	3.5	4.4	7.7	4.2
1968	6.0	– 0.6	– 0.9	5.9	6.6	6.9	6.6	– 0.2
1969	6.2	1.7	0.8	9.6	4.4	5.4	7.7	3.2
1970	1.1	– 2.1	– 2.3	5.7	3.2	3.5	8.0	4.5
1971	5.6	0.7	– 0.2	9.3	4.8	5.8	8.5	3.5
1972	6.7	2.5	2.6	9.8	4.0	4.0	7.1	3.0
1973	9.1	5.4	5.2	17.7	3.7	3.7	11.7	7.7
1974	3.2	2.8	2.2	19.2	0.4	0.8	16.0	15.6
1975	– 4.2	– 1.6	– 2.5	13.1	– 2.6	– 1.7	15.0	18.1
1976	6.0	1.2	1.1	15.2	4.7	4.9	13.9	8.6
1977	1.9	– 0.5	– 1.0	9.4	2.4	2.9	9.9	7.4
1978	2.5	1.3	1.6	7.1	1.2	1.0	5.8	4.5
1979	5.5	4.4	4.1	13.1	1.0	1.3	8.3	7.2
1980	– 1.3	0.0	– 0.4	10.4	– 1.3	– 0.9	10.4	11.8
1981	1.1	1.2	0.4	15.7	– 0.1	0.8	14.3	14.4
1982	– 9.9	– 8.1	– 10.0	– 0.4	– 2.0	0.1	8.4	10.6
1983	4.5	– 1.6	– 0.7	4.5	6.3	5.3	6.2	– 0.1

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats.*

Tableau de référence 39
Productivité et coûts:
Industries de services commerciaux
1961 – 1983
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	143240	240202	240262	240556	240322	240352	240586	240646
1961	57.5	69.2	75.7	41.5	83.1	76.0	59.9	72.2
1962	60.5	71.7	78.2	43.7	84.3	77.3	61.0	72.3
1963	63.5	74.2	80.3	46.6	85.6	79.1	62.8	73.4
1964	68.2	77.3	83.2	50.2	88.2	82.0	64.9	73.6
1965	73.1	81.8	87.3	55.4	89.4	83.7	67.8	75.8
1966	77.3	85.8	90.0	61.8	90.0	85.9	72.0	79.9
1967	81.4	89.0	93.2	68.7	91.4	87.3	77.2	84.4
1968	85.5	90.1	92.8	74.0	94.9	92.1	82.2	86.6
1969	91.0	94.9	96.8	83.4	95.9	94.0	87.8	91.6
1970	94.0	97.2	97.8	91.0	96.7	96.1	93.7	96.8
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	108.0	105.3	104.7	113.1	102.5	103.2	107.3	104.7
1973	117.1	111.6	110.8	130.0	105.0	105.7	116.5	111.0
1974	125.7	119.5	117.7	155.7	105.2	106.8	130.2	123.9
1975	130.1	123.1	120.3	182.5	105.7	108.2	148.3	140.3
1976	137.3	125.7	122.0	212.1	109.2	112.6	168.7	154.4
1977	142.6	131.6	125.4	232.7	108.4	113.7	176.9	163.2
1978	149.7	136.8	131.4	255.9	109.4	113.9	187.0	170.9
1979	157.1	142.8	136.1	289.5	110.0	115.4	202.7	184.3
1980	161.7	148.4	140.9	331.2	109.0	114.8	223.3	204.9
1981	168.3	155.3	146.1	383.9	108.3	115.1	247.1	228.1
1982	163.7	153.3	141.9	419.7	106.8	115.3	273.9	256.5
1983	167.2	154.9	142.0	443.7	108.0	117.7	286.5	265.4
				(Variation en pourcentage)				
1962	5.2	3.6	3.3	5.3	1.4	1.7	1.8	0.1
1963	5.0	3.5	2.7	6.6	1.5	2.3	3.0	1.4
1964	7.4	4.2	3.6	7.7	3.0	3.7	3.3	0.4
1965	7.2	5.8	4.9	10.4	1.4	2.1	4.5	3.0
1966	5.7	4.9	3.1	11.6	0.7	2.6	6.2	5.4
1967	5.3	3.7	3.6	11.2	1.6	1.6	7.2	5.6
1968	5.0	1.2	– 0.4	7.7	3.8	5.5	6.5	2.6
1969	6.4	5.3	4.3	12.7	1.1	2.1	6.8	5.8
1970	3.3	2.4	1.0	9.1	0.8	2.2	6.7	5.7
1971	6.4	2.9	2.2	9.9	3.4	4.1	6.7	3.3
1972	8.0	5.3	4.7	13.1	2.5	3.2	7.3	4.7
1973	8.4	6.0	5.8	14.9	2.4	2.4	8.6	6.0
1974	7.3	7.1	6.2	19.8	0.2	1.0	11.8	11.6
1975	3.5	3.0	2.2	17.2	0.5	1.3	13.9	13.2
1976	5.5	2.1	1.4	16.2	3.3	4.1	13.8	10.0
1977	3.9	4.7	2.8	9.7	– 0.7	1.0	4.9	5.7
1978	5.0	4.0	4.8	10.0	0.9	0.2	5.7	4.7
1979	4.9	4.4	3.6	13.1	0.5	1.3	8.4	7.8
1980	2.9	3.9	3.5	14.4	– 0.9	– 0.5	10.2	11.2
1981	4.1	4.6	3.7	15.9	– 0.6	0.3	10.7	11.3
1982	– 2.7	– 1.3	– 2.9	9.3	– 1.4	0.2	10.8	12.5
1983	2.1	1.0	0.1	5.7	1.1	2.1	4.6	3.5

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats*.

Tableau de référence 40
Productivité et coûts:
Industries manufacturières
1961 – 1983
(1971 = 100)

Année	Production	Personnes employées	Total heures-personnes	Rémunération du travail	Production par personne employée	Production par heure-personne	Rémunération du travail par personne employée	Rémunération du travail par unité produite
D	143083	240186	240246	240546	240306	240336	240576	240636
1961	54.4	83.6	84.4	46.9	65.1	64.4	56.1	86.1
1962	59.4	85.8	87.6	50.1	69.2	67.8	58.3	84.3
1963	63.4	88.0	90.1	53.3	72.1	70.4	60.6	84.1
1964	69.5	92.0	94.6	58.1	75.6	73.5	63.2	83.6
1965	75.8	96.7	99.4	64.1	78.4	76.2	66.3	84.6
1966	81.5	101.3	103.4	71.9	80.5	78.9	71.0	88.2
1967	83.9	101.7	103.1	77.2	82.5	81.4	75.9	92.0
1968	89.1	101.0	102.5	82.4	88.3	86.9	81.6	92.4
1969	95.8	102.9	104.1	89.9	93.1	92.0	87.3	93.8
1970	94.5	100.6	101.2	94.0	94.0	93.4	93.5	99.5
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	107.7	103.1	103.2	110.6	104.5	104.4	107.2	102.6
1973	119.1	107.8	107.2	126.7	110.4	111.0	117.5	106.4
1974	123.4	110.0	108.7	148.7	112.2	113.5	135.2	120.5
1975	116.2	107.5	105.1	164.0	108.0	110.6	152.6	141.2
1976	123.5	108.0	105.6	189.7	114.4	116.9	175.7	153.5
1977	125.9	105.8	103.6	206.8	118.9	121.6	195.4	164.3
1978	132.0	109.2	107.1	228.2	120.9	123.3	209.0	172.9
1979	139.6	113.2	110.2	260.3	123.4	126.7	230.0	186.4
1980	135.5	112.8	109.4	285.3	120.1	123.9	252.8	210.5
1981	137.0	113.0	108.4	327.8	121.2	126.4	290.0	239.3
1982	121.3	104.2	98.7	329.6	116.5	122.9	316.4	271.6
1983	128.6	102.7	98.3	350.5	125.2	130.8	341.3	272.6
				(Variation en pourcentage)				
1962	9.2	2.6	3.8	6.8	6.3	5.3	3.9	−2.1
1963	6.7	2.6	2.9	6.4	4.2	3.8	3.9	−0.2
1964	9.6	4.5	5.0	9.0	4.9	4.4	4.3	−0.6
1965	9.1	5.1	5.1	10.3	3.7	3.7	4.9	1.2
1966	7.5	4.8	4.0	12.2	2.7	3.5	7.1	4.3
1967	2.9	0.4	−0.3	7.4	2.5	3.2	6.9	4.3
1968	6.2	−0.7	−0.6	6.7	7.0	6.8	7.5	0.4
1969	7.5	1.9	1.6	9.1	5.4	5.9	7.0	1.5
1970	−1.4	−2.2	−2.8	4.6	1.0	1.5	7.1	6.1
1971	5.8	−0.6	−1.2	6.4	6.4	7.1	7.0	0.5
1972	7.7	3.1	3.2	10.6	4.5	4.4	7.2	2.6
1973	10.6	4.6	3.9	14.6	5.6	6.3	9.6	3.7
1974	3.6	2.0	1.4	17.4	1.6	2.3	15.1	13.3
1975	−5.8	−2.3	−3.3	10.3	−3.7	−2.6	12.9	17.2
1976	6.3	0.5	0.5	15.7	5.9	5.7	15.1	8.7
1977	1.9	−2.0	−1.9	9.0	4.0	4.0	11.2	7.0
1978	4.8	3.2	3.4	10.3	1.7	1.4	7.0	5.2
1979	5.8	3.7	2.9	14.1	2.1	2.8	10.0	7.8
1980	−2.9	−0.4	−0.7	9.6	−2.7	−2.2	9.9	12.9
1981	1.1	0.2	−0.9	14.9	1.0	2.0	14.7	13.7
1982	−11.5	−7.8	−8.9	0.5	−3.9	−2.8	9.0	13.5
1983	6.0	−1.4	−0.4	6.3	7.5	6.4	7.9	0.4

Source: Statistique Canada, *Mesures de la productivité des agrégats.*

Tableau de référence 41

Augmentation annuelle moyenne de la rémunération de base prévue dans les nouvelles conventions collectives (sans indemnité), par industrie[1]
1972 – 1984

Année	Industrie de base	Fabrication	Transports et communications	Commerce, finance et assurance	Services collectifs commerciaux et personnels	Commercial Total	Non commercial Total
			(Variation en pourcentage)				
1972	9.8	9.6	8.3	11.3	7.9	9.6	7.8
1973	13.3	12.2	11.8	12.2	10.0	12.0	9.9
1974	20.2	16.1	13.6	20.1	21.4	15.2	14.4
1975	24.5	16.4	17.6	18.3	21.4	17.6	19.9
1976	9.2	10.5	11.7	10.0	10.8	10.7	11.1
1977	6.7	7.8	7.9	8.4	7.0	7.9	7.9
1978	7.1	8.1	7.0	10.0	6.5	7.3	6.6
1979	9.8	9.9	9.2	10.3	8.2	9.7	8.3
1980	12.2	12.3	10.8	11.9	11.0	11.6	10.9
1981	15.1	12.5	13.9	14.3	13.8	13.9	13.1
1982	11.8	10.7	8.8	10.8	10.9	9.8	10.0
1983	5.1	5.2	5.6	5.3	5.4	5.5	5.6
1984	3.5	3.5	4.3	3.7	3.3	3.2	3.9

	Ensemble, secteur privé	Secteur public fédéral	Administration provinciale	Administration locale	Éducation, santé et bien-être	Utilités publiques	Ensemble, secteur public
			(Variation en pourcentage)				
1972	9.7	8.7	7.2	7.6	7.9	9.4	7.9
1973	11.6	11.8	10.3	9.8	10.1	12.8	10.7
1974	16.8	11.6	14.2	12.6	21.7	18.4	14.0
1975	17.8	14.1	25.1	16.5	21.8	22.8	19.6
1976	10.5	11.8	11.2	10.4	10.8	10.9	11.1
1977	7.9	9.5	7.5	7.9	6.9	7.0	7.9
1978	8.3	6.7	7.3	6.5	6.5	6.7	6.7
1979	9.9	8.3	8.3	8.7	8.2	9.0	8.3
1980	11.8	10.8	11.2	10.4	11.0	10.1	10.9
1981	13.5	12.6	13.6	13.2	13.7	13.6	13.3
1982	10.8	8.3	10.7	12.9	11.1	11.4	9.7
1983	5.2	5.4	5.8	5.7	5.5	6.6	5.6
1984	2.8	5.0	5.4	3.2	3.2	2.5	4.0

(1) Travail Canada relève les conventions salariales selon différentes méthodes de classification des conventions collectives en fonction de l'industrie. Les secteurs commercial et non commercial sont ventilés selon «la classification industrielle standard» de Statistique Canada, qui organise les établissements en fonction de leur principale activité économique. Par exemple, un système de transport de l'État utilisé par le Bureau de Postes est classifié dans les autres établissements de transports et communications dans le secteur commercial, plutôt que dans le secteur non commercial de l'État. Dans la ventilation privé/public, les conventions sont classifiées selon l'industrie de l'employeu; ainsi, les conventions touchant les travailleurs posteux seront classifiées sous le poste gouvernement fédéral dans le secteur public. Un autre exemple est Air Canada qui figure dans les catégories secteur commercial et public.

Source: Travail Canada, *Principales conventions salariales*, trimestrielle.

Tableau de référence 42

Indices implicites des prix de la Dépense nationale brute[1]
1947 – 1984
(1971 = 100)

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Termes d'échange	Dépense nationale brute
			Total	Secteur public	Entreprises	Logement				
D	40626 40673	40631 40674	40632 40675	40633 40676		40637 40680	40640 40683	40642 40684		40625 40672
1947	50.5	28.4	44.2	48.3	44.1	42.1	59.3	56.3	105.5	45.7
1948	57.3	32.3	50.0	54.3	49.6	49.0	63.6	62.8	101.3	51.3
1949	59.4	34.6	52.5	56.6	52.2	51.2	66.7	64.9	102.9	53.5
1950	61.2	35.9	54.8	58.9	54.5	53.6	69.8	69.3	100.6	54.7
1951	67.5	40.1	62.6	70.0	61.4	62.2	77.5	76.7	101.1	61.1
1952	69.0	42.0	64.6	71.5	63.6	63.1	76.7	71.4	107.5	63.7
1953	68.8	43.0	64.7	67.3	64.5	63.7	74.9	71.2	105.1	63.6
1954	69.5	44.7	64.5	67.4	64.4	63.1	74.3	71.4	104.0	64.6
1955	69.5	46.2	66.3	72.5	65.9	64.3	77.2	72.6	106.4	65.0
1956	70.7	49.4	69.9	80.3	69.6	65.3	79.4	75.0	105.8	67.4
1957	72.8	51.9	70.9	75.8	70.9	67.2	79.0	77.0	102.7	68.8
1958	74.7	53.5	70.4	72.0	71.5	67.0	78.7	78.0	100.8	69.8
1959	75.6	55.3	70.9	72.1	72.4	66.9	79.8	77.5	103.0	71.2
1960	76.3	57.3	71.9	72.8	73.0	68.2	80.4	78.2	102.8	72.1
1961	76.8	59.1	71.5	70.5	72.8	68.7	81.3	80.3	101.2	72.4
1962	77.8	60.6	72.3	71.5	74.2	68.6	84.5	84.0	100.6	73.4
1963	79.0	63.1	74.4	74.0	76.2	70.1	85.3	85.9	99.3	74.8
1964	80.0	65.2	77.0	76.3	78.8	73.0	87.1	86.6	100.5	76.6
1965	81.6	68.2	81.0	81.2	82.3	77.2	88.7	87.3	101.6	79.1
1966	84.3	72.8	85.3	85.9	85.9	82.3	91.1	89.2	102.2	82.6
1967	87.2	77.7	87.1	86.8	87.2	87.0	93.0	90.6	102.6	85.9
1968	90.8	82.2	87.7	87.0	87.9	87.8	94.3	93.0	101.4	88.7
1969	94.3	89.0	91.4	91.2	91.2	92.1	96.4	95.6	100.8	92.5
1970	97.7	94.2	95.3	95.3	95.7	94.1	99.7	98.2	101.6	96.9
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	103.9	107.1	105.0	105.2	104.0	107.1	103.9	103.1	100.8	105.0
1973	111.6	116.4	114.1	114.7	110.2	123.7	117.5	111.2	105.6	114.6
1974	124.2	135.1	133.4	137.9	126.7	148.4	152.3	134.1	113.5	132.1
1975	137.2	155.9	150.1	153.3	143.8	167.3	168.6	153.6	109.7	146.3
1976	148.5	177.5	162.1	161.7	152.3	187.7	174.1	156.3	111.4	160.4
1977	160.4	194.5	175.2	172.1	164.2	208.0	187.0	175.6	106.5	172.3
1978	172.7	210.7	190.2	185.5	179.6	223.9	202.7	198.8	102.0	183.8
1979	188.7	229.8	206.8	203.1	197.3	241.1	241.2	226.5	106.5	202.7
1980	208.9	259.9	227.1	225.4	219.3	258.7	278.2	261.3	106.4	225.8
1981	233.4	295.4	253.3	254.1	244.8	286.7	298.6	289.9	103.0	249.7
1982	258.8	329.5	271.2	271.9	266.4	291.9	306.7	303.0	101.2	275.6
1983	273.8	355.3	278.9	277.8	276.5	287.4	306.5	299.2	102.4	290.5
1984	285.2	373.2	284.6	282.6	283.4	290.4	312.2	315.9	98.8	299.3

Tableau de référence 42 (suite)

Indices implicites des prix de la Dépense nationale brute[1]
1948 – 1984
(1971 = 100)

Année	Dépense personnelle en biens et services	Dépense publique courante en biens et services	Formation brute de capital fixe				Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Termes d'échange	Dépense nationale brute
			Total	Secteur public	Entreprises	Logement				
	(Variation en pourcentage)									
1948	13.5	13.8	13.2	12.5	12.3	16.3	7.2	11.6	−3.9	12.3
1949	3.6	7.0	4.8	4.2	5.2	4.5	5.0	3.3	1.6	4.4
1950	3.1	3.9	4.5	4.1	4.4	4.6	4.5	6.9	−2.2	2.2
1951	10.3	11.5	14.3	18.8	12.7	16.2	11.1	10.6	0.5	11.6
1952	2.2	4.8	3.1	2.2	3.6	1.4	−1.0	−6.8	6.2	4.3
1953	−0.2	2.4	0.2	−5.8	1.5	0.9	−2.4	−0.2	−2.2	−0.0
1954	0.9	4.0	−0.3	0.1	−0.2	−0.9	−0.8	0.3	−1.1	1.6
1955	0.0	3.3	2.8	7.6	2.4	1.9	4.0	1.6	2.3	0.6
1956	1.7	7.0	5.4	10.7	5.6	1.6	2.8	3.3	−0.6	3.6
1957	3.0	5.1	1.4	−5.6	1.9	2.8	−0.4	2.6	−2.9	2.1
1958	2.7	3.0	−0.6	−5.0	0.8	−0.3	−0.5	1.4	−1.8	1.5
1959	1.2	3.4	0.7	0.2	1.3	−0.1	1.5	−0.6	2.1	2.1
1960	0.9	3.6	1.3	1.0	0.7	2.0	0.7	0.9	−0.2	1.2
1961	0.7	3.2	−0.6	−3.2	−0.2	0.8	1.1	2.7	−1.5	0.5
1962	1.3	2.5	1.3	1.4	1.9	−0.3	3.9	4.6	−0.6	1.3
1963	1.5	4.1	2.8	3.6	2.7	2.3	0.9	2.3	−1.3	1.9
1964	1.3	3.4	3.5	3.0	3.4	4.1	2.1	0.8	1.2	2.5
1965	1.9	4.5	5.2	6.5	4.5	5.8	1.8	0.7	1.1	3.2
1966	3.3	6.7	5.3	5.8	4.3	6.7	2.7	2.2	0.5	4.5
1967	3.4	6.8	2.1	1.1	1.5	5.6	2.1	1.6	0.4	3.9
1968	4.2	5.7	0.7	0.2	0.7	1.0	1.5	2.6	−1.1	3.3
1969	3.9	8.3	4.2	4.9	3.8	4.8	2.2	2.8	−0.6	4.4
1970	3.5	5.8	4.3	4.5	4.9	2.2	3.5	2.7	0.8	4.7
1971	2.4	6.1	4.9	4.9	4.5	6.1	0.2	1.8	−1.5	3.1
1972	4.0	7.2	5.1	5.3	4.0	7.3	3.9	3.2	0.7	5.0
1973	7.3	8.6	8.6	9.0	5.9	15.4	13.1	7.9	4.8	9.1
1974	11.3	16.1	17.0	20.2	15.0	20.0	29.6	20.6	7.4	15.3
1975	10.5	15.4	12.5	11.2	13.5	12.7	10.7	14.5	−3.3	10.8
1976	8.2	13.9	8.0	5.5	5.9	12.2	3.3	1.7	1.5	9.6
1977	8.0	9.6	8.1	6.4	7.8	10.8	7.4	12.4	−4.4	7.4
1978	7.7	8.3	8.5	7.8	9.4	7.6	8.4	13.2	−4.3	6.7
1979	9.3	9.1	8.7	9.5	9.8	7.7	19.0	13.9	4.5	10.3
1980	10.7	13.1	9.8	11.0	11.2	7.3	15.3	15.4	−0.1	11.4
1981	11.7	13.7	11.5	12.7	11.6	10.8	7.4	10.9	−3.2	10.6
1982	10.8	11.5	7.1	7.0	8.8	1.8	2.7	4.5	−1.7	10.4
1983	5.8	7.8	2.8	2.2	3.8	−1.5	−0.1	−1.3	1.2	5.4
1984	4.1	5.0	2.1	1.7	2.5	1.0	1.9	5.6	−3.5	3.0

[1] Ces indices sont pondérés sur une base courante. Ils reflètent non seulement les changements de prix, mais aussi les variations dans la structure des dépenses des principaux groupes. Les indices implicites des prix de la Dépense nationale brute sont obtenus en divisant le montant de chaque catégorie en dollars courants par celui en dollars constants.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 43

Indices des prix à la consommation: classifications standard
1961 – 1984
(1981 = 100)

Année	Indice général	Alimentation	Logement	Habillement	Transports	Soins personnels et de santé	Divertissements et lecture	Tabac et alcool
D	130000	130001	130131	130222	130316	130344	130375	130417
1961	31.6	26.2	32.3	40.6	32.4	31.8	38.6	37.2
1962	32.0	26.7	32.7	41.0	32.4	32.4	38.9	37.7
1963	32.6	27.5	33.1	42.0	32.4	33.2	39.5	37.7
1964	33.2	28.0	33.6	43.0	32.7	34.3	40.1	38.4
1965	34.0	28.7	34.2	43.8	34.0	35.9	40.7	39.1
1966	35.2	30.6	35.1	45.5	34.7	37.0	42.0	40.0
1967	36.5	31.0	36.6	47.7	36.2	38.9	44.1	41.0
1968	38.0	32.0	38.3	49.2	37.2	40.5	46.2	44.8
1969	39.7	33.3	40.3	50.5	38.9	42.4	49.0	46.5
1970	41.0	34.1	42.3	51.5	40.4	44.3	50.7	47.0
1971	42.2	34.4	44.2	52.2	42.1	45.2	52.3	47.8
1972	44.2	37.0	46.2	53.6	43.2	47.4	53.8	49.1
1973	47.6	42.4	49.2	56.3	44.3	49.7	56.1	50.6
1974	52.8	49.4	53.5	61.7	48.7	54.0	61.0	53.4
1975	58.5	55.7	58.9	65.4	54.4	60.2	67.3	59.9
1976	62.9	57.3	65.4	69.0	60.3	65.3	71.3	64.1
1977	67.9	62.0	71.5	73.7	64.5	70.2	74.7	68.7
1978	73.9	71.6	76.9	76.5	68.3	75.2	77.6	74.3
1979	80.7	81.0	82.3	83.6	74.9	82.0	82.9	79.6
1980	88.9	89.8	89.0	93.4	84.5	90.2	90.8	88.6
1981	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1982	110.8	107.2	112.5	105.6	114.1	110.6	108.7	115.5
1983	117.2	111.2	120.2	109.8	119.8	118.2	115.8	130.0
1984	122.3	117.4	124.7	112.5	124.8	122.9	119.7	140.6
				(Variation en pourcentage)				
1961	1.0	1.5	0.4	1.4	0.2	0.6	1.1	0.5
1962	1.2	1.9	1.2	0.9	– 0.1	2.0	1.0	1.3
1963	1.7	3.2	1.1	2.5	0.0	2.5	1.3	0.2
1964	1.8	1.6	1.5	2.5	1.1	3.3	1.7	1.8
1965	2.5	2.6	1.8	1.8	3.8	4.7	1.5	1.7
1966	3.7	6.4	2.8	3.8	2.3	3.0	2.9	2.3
1967	3.6	1.3	4.3	5.0	4.3	5.2	5.0	2.6
1968	4.0	3.3	4.6	3.0	2.7	4.1	4.9	9.1
1969	4.5	4.3	5.2	2.8	4.5	4.8	5.9	3.8
1970	3.4	2.3	4.9	1.9	4.0	4.5	3.5	1.2
1971	2.8	1.1	4.6	1.5	4.1	2.0	3.3	1.7
1972	4.8	7.6	4.6	2.6	2.6	4.8	2.8	2.7
1973	7.6	14.6	6.5	4.9	2.7	4.9	4.2	3.1
1974	10.9	16.3	8.7	9.6	9.9	8.6	8.8	5.5
1975	10.8	12.9	10.0	6.0	11.7	11.4	10.4	12.0
1976	7.5	2.7	11.1	5.6	10.8	8.5	6.0	7.1
1977	8.0	8.3	9.4	6.8	7.0	7.4	4.7	7.1
1978	8.9	15.5	7.5	3.9	5.8	7.2	3.9	8.1
1979	9.2	13.2	7.0	9.2	9.7	9.1	6.9	7.2
1980	10.2	10.7	8.1	11.7	12.8	9.9	9.5	11.2
1981	12.5	11.4	12.4	7.1	18.4	10.9	10.1	12.9
1982	10.8	7.2	12.5	5.6	14.1	10.6	8.7	15.5
1983	5.8	3.7	6.8	4.0	5.0	7.0	6.5	12.6
1984	4.3	5.5	3.8	2.4	4.2	3.9	3.4	8.2

Source: Statistique Canada, *L'Indice des prix à la consommation*, mens., nº de cat. 62-001.

Tableau de référence 44

Indices des prix à la consommation: classifications en biens et services
1961 – 1984
(1981 = 100)

Année	Indice général des prix à la consommation	Total alimentation exclue	Total des articles	Total des articles moins l'alimentation	Biens non durables	Biens non durables moins l'alimentation	Biens durables	Total des services[1]	Services moins le logement
D	130000	130436	130428	130433	130431	130434	130429	130432	130435
1961	31.6	34.0	32.5	38.8	27.5	31.4	50.7	29.6	28.1
1962	32.0	34.3	32.8	39.0	27.9	31.7	50.3	30.1	28.6
1963	32.6	34.7	33.4	39.3	28.4	31.7	50.3	30.6	29.1
1964	33.2	35.4	33.8	39.6	28.9	32.1	49.8	31.5	30.0
1965	34.0	36.2	34.4	40.1	29.5	32.6	49.7	32.7	31.6
1966	35.2	37.2	35.7	41.0	30.9	33.4	49.7	33.8	32.8
1967	36.5	38.9	36.7	42.4	31.5	34.4	51.1	35.6	34.8
1968	38.0	40.6	38.0	44.0	32.8	36.2	51.9	37.5	36.3
1969	39.7	42.4	39.2	45.1	34.1	37.5	52.4	40.0	38.6
1970	41.0	44.0	40.0	46.0	34.9	38.4	53.1	42.3	40.6
1971	42.2	45.6	40.7	47.0	35.6	39.6	53.9	44.5	42.3
1972	44.2	47.3	42.5	48.0	37.6	40.7	54.6	46.7	44.3
1973	47.6	49.7	46.3	49.9	42.0	42.8	55.3	49.6	46.4
1974	52.8	54.0	52.1	54.8	48.1	47.6	59.6	53.5	50.5
1975	58.5	59.5	57.8	59.9	54.3	53.8	64.1	59.3	57.1
1976	62.9	65.1	60.6	63.9	56.9	58.4	67.6	66.5	64.7
1977	67.9	70.2	65.1	68.2	61.5	62.9	71.0	72.5	70.6
1978	73.9	74.7	71.7	72.2	69.1	67.4	75.2	77.5	75.2
1979	80.7	80.6	79.3	78.8	76.9	73.5	82.4	82.9	81.3
1980	88.9	88.7	88.4	88.0	86.2	83.3	91.3	89.7	89.2
1981	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1982	110.8	111.8	109.4	110.7	111.6	116.6	105.6	112.9	113.5
1983	117.2	119.0	115.3	117.7	118.6	127.1	109.8	120.2	120.5
1984	122.3	123.8	120.7	122.6	125.6	134.3	113.4	124.8	125.4
				(Variation en pourcentage)					
1962	1.2	1.0	0.9	0.4	1.5	0.8	−0.9	1.7	1.8
1963	1.7	1.2	1.8	0.8	1.9	−0.1	0.1	1.8	1.7
1964	1.8	1.9	1.2	0.9	1.5	1.3	−1.0	2.7	3.1
1965	2.5	2.3	1.7	1.2	2.2	1.6	−0.2	3.8	5.2
1966	3.7	2.9	3.9	2.1	4.9	2.6	0.0	3.5	4.0
1967	3.6	4.4	2.5	3.6	1.8	2.8	2.8	5.3	6.0
1968	4.0	4.4	3.7	3.6	4.3	5.3	1.6	5.3	4.3
1969	4.5	4.6	3.1	2.6	3.8	3.5	1.0	6.7	6.5
1970	3.4	3.8	2.1	1.8	2.3	2.4	1.2	5.9	5.0
1971	2.8	3.5	1.7	2.2	2.0	3.1	1.6	5.0	4.2
1972	4.8	3.7	4.5	2.3	5.8	2.9	1.2	5.1	4.7
1973	7.6	5.1	8.8	4.0	11.6	5.3	1.4	6.2	4.8
1974	10.9	8.8	12.6	9.7	14.5	11.2	7.7	7.9	8.8
1975	10.8	10.0	10.9	9.4	12.9	12.9	7.7	10.7	13.2
1976	7.5	9.4	4.9	6.7	4.8	8.5	5.4	12.2	13.3
1977	8.0	7.9	7.4	6.7	8.1	7.7	5.1	9.0	9.0
1978	8.9	6.4	10.1	6.0	12.4	7.2	5.8	6.8	6.6
1979	9.2	7.9	10.6	9.1	11.2	8.9	9.6	7.0	8.1
1980	10.2	10.0	11.4	11.6	12.2	13.3	10.9	8.2	9.6
1981	12.5	12.8	13.1	13.6	15.9	20.1	9.5	11.5	12.1
1982	10.8	11.8	9.4	10.7	11.6	16.6	5.6	12.9	13.5
1983	5.8	6.4	5.4	6.3	6.3	8.9	4.0	6.5	6.1
1984	4.3	4.0	4.7	4.2	5.8	5.7	3.3	3.9	4.1

[1] Comprend les nouvelles maisons, les impôts fonciers et l'intérêt hypothécaire, mais non les articles utilisés pour réparer les logements.

Source: Statistique Canada, *L'indice des prix à la consommation.*

Tableau de référence 45
Prix de l'énergie
1961 – 1984

Année	Prix à la consommation					Prix du pétrole brut		Électricité
	Essence	Gaz naturel	Électricité	Fuel-oil	Total énergie	Importé: Montréal	Tête de puits: Alberta	(>5000 kwh)
D	130321	130147	130148	130146	130447			
	(Variation en pourcentage)					(Dollars par baril)		(Variation en pourcentage)
1961	0.6	0.3	0.5	−3.9	—	2.10	—	—
1962	−0.2	0.8	−1.0	−1.8	—	2.32	2.61	—
1963	−1.4	0.0	0.3	−3.9	—	2.51	2.65	—
1964	4.5	0.0	−0.4	−5.1	—	2.47	2.65	—
1965	1.4	0.0	−1.7	−0.1	—	2.47	2.65	—
1966	4.3	−0.3	0.1	0.0	—	2.39	2.65	—
1967	2.3	0.2	7.3	1.6	—	2.64	2.65	—
1968	3.6	1.5	4.9	4.5	—	2.99	2.65	—
1969	2.5	0.0	2.5	2.2	—	2.61	2.65	—
1970	2.2	−1.4	8.5	2.1	—	2.43	2.66	—
1971	3.6	1.6	3.5	9.9	—	2.95	2.85	—
1972	0.8	0.5	2.7	6.1	2.9	2.86	2.86	1.0
1973	6.8	1.7	8.2	15.5	9.0	3.95	3.48	6.0
1974	16.6	10.1	3.8	29.5	15.2	11.29	5.83	11.3
1975	13.2	20.9	11.5	13.5	13.6	12.59	7.25	10.5
1976	12.4	28.9	16.1	16.1	15.4	12.88	8.53	16.7
1977	8.6	13.2	17.0	15.4	12.1	15.16	10.25	31.3
1978	5.6	18.8	8.1	14.1	9.3	16.28	12.25	11.1
1979	10.2	5.5	8.7	12.5	9.8	22.66	13.25	10.3
1980	19.0	11.8	9.2	20.1	16.0	36.96	15.58	12.9
1981	36.0	27.4	8.8	43.5	30.0	42.99	18.88	9.9
1982	21.4	24.3	11.4	22.2	19.8	41.32	24.63	14.1
1983	6.1	10.0	8.6	10.2	7.8	36.55	29.75	9.0
1984	5.9	1.4	6.8	6.5	5.5	38.24	29.75	7.3

Remarque: Les données de *Total énergie* ne sont pas publiées pour les périodes antérieures à 1971. Le prix du pétrole brut de tête de puits en Alberta s'applique à l'ancien pétrole conventionnel (pétrole découvert avant 1974).

Source: Prix à la consommation proviennent de Statistique Canada, *L'indice des prix à la consommation*, nº de cat. 62-001.

Tableau de référence 46
Autres indices des prix
1961 – 1984
(1971 = 100)

Année	Prix mondiaux des marchandises[1]		Indice du prix de vente dans l'industrie			Matériaux de construction		Prix à l'exportation	Prix à l'importation	Termes d'échange[2]
	Total	Alim.	Total	Alim.	Non alim.[3]	Domiciliaires	Non domiciliaires			
D			500000	634400	634401	610002	476602	40641	40643	
1961	79.2	65.1	82.4	77.3	83.7	—	74.6	85.1	84.0	101.4
1962	77.3	63.3	83.3	79.0	84.4	—	73.9	86.8	87.9	101.1
1963	87.9	77.5	84.4	82.0	85.0	—	75.9	89.2	90.0	99.1
1964	94.7	84.6	85.1	82.3	85.8	—	79.6	91.0	90.5	100.6
1965	95.7	83.4	86.2	83.2	87.0	—	83.2	92.1	90.2	102.2
1966	100.5	85.2	88.7	88.0	88.8	—	86.1	94.3	91.9	102.6
1967	95.2	84.6	90.4	88.6	90.9	—	87.9	95.1	92.7	102.6
1968	93.7	83.4	92.3	89.7	93.0	—	90.1	96.2	94.8	101.5
1969	101.9	89.9	95.8	94.5	96.1	—	94.1	97.7	97.0	100.8
1970	107.2	101.8	98.1	97.0	98.3	—	96.7	100.6	98.6	102.0
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.1
1972	129.5	134.9	104.4	109.0	103.4	109.8	104.9	103.3	102.3	101.0
1973	211.1	211.2	116.1	133.5	112.3	124.0	113.1	118.2	110.0	107.5
1974	259.4	282.8	138.1	157.6	133.8	135.2	137.3	157.2	135.5	116.0
1975	225.1	255.0	153.7	173.4	149.3	139.7	147.0	173.2	156.6	110.6
1976	263.8	295.9	161.6	175.8	158.4	153.6	156.6	176.4	157.9	111.7
1977	319.8	388.8	174.3	187.9	171.3	165.2	165.6	188.7	177.1	106.6
1978	336.2	404.7	190.4	208.9	186.4	184.1	179.4	205.3	200.7	102.3
1979	410.1	479.3	217.9	235.6	214.1	207.0	208.7	248.6	229.6	108.3
1980	483.1	591.7	247.2	260.5	244.3	215.2	230.2	289.2	269.1	107.5
1981	417.9	520.7	272.4	282.7	270.1	236.4	253.4	307.5	297.5	103.4
1982	361.4	463.9	288.8	295.5	287.3	244.4	275.3	310.1	304.0	102.0
1983	406.8	511.2	298.8	305.0	297.4	267.2	281.1	306.1	291.9	104.9
1984	402.9	541.4	310.9	322.3	308.4	274.1	288.5	310.3	307.4	100.9
					(Variation en pourcentage)					
1961	−2.8	−2.3	0.3	2.2	—	—	−0.9	0.7	3.0	−2.3
1962	−2.4	−2.8	1.0	2.2	0.8	—	−0.9	4.3	4.6	−0.3
1963	13.7	22.4	1.3	3.8	0.7	—	2.7	0.5	2.4	−1.9
1964	7.7	9.2	0.8	0.3	1.0	—	4.8	2.0	0.5	1.5
1965	1.1	−1.4	1.3	1.1	1.3	—	4.5	1.3	−0.3	1.6
1966	5.0	2.2	2.9	5.8	2.1	—	3.5	2.4	1.9	0.4
1967	−5.3	−0.7	1.9	0.7	2.3	—	2.1	0.8	0.9	0.0
1968	−1.6	−1.4	2.1	1.2	2.3	—	2.5	1.2	2.3	−1.1
1969	8.8	7.8	3.7	5.4	3.3	—	4.5	1.5	2.2	−0.7
1970	5.2	13.2	2.4	2.6	2.3	—	2.7	2.9	1.7	1.2
1971	−6.7	−1.8	2.0	3.1	1.7	—	3.4	−0.6	1.4	−1.9
1972	29.3	34.8	4.4	9.0	3.4	9.8	4.9	3.3	2.4	0.9
1973	63.0	56.8	11.2	22.4	8.5	12.9	7.8	14.3	7.5	6.4
1974	23.0	34.0	19.0	18.1	19.2	9.0	21.4	33.1	23.2	8.0
1975	−13.3	−9.9	11.2	10.0	11.6	3.4	7.1	10.2	15.6	−4.7
1976	17.1	16.2	5.1	1.4	6.1	9.9	6.5	1.8	0.8	1.0
1977	21.4	31.4	7.9	6.9	8.2	7.5	5.7	7.0	12.2	−4.6
1978	5.1	4.1	9.2	11.2	8.8	11.4	8.4	8.8	13.3	−4.0
1979	22.0	18.5	14.5	12.7	14.9	12.5	16.3	21.1	14.4	5.9
1980	17.8	23.5	13.5	10.6	14.1	4.0	10.3	16.3	17.2	−0.8
1981	−13.5	−12.0	10.2	8.5	10.6	9.8	10.1	6.3	10.6	−3.8
1982	−13.6	−10.9	6.0	4.5	6.4	3.4	8.7	0.8	2.2	−1.3
1983	12.7	10.1	3.5	3.2	3.5	9.3	2.1	−1.3	−4.0	2.8
1984	−1.0	5.9	4.1	5.7	3.7	2.6	2.6	1.4	5.3	−3.8

[1] *The Economist.*
[2] L'indice du rapport des prix à l'exportation aux prix à l'importation.
[3] L'indice du prix de vente dans l'industrie pour les produits non alimentaires inclut les boissons alcooliques.

Source: Statistique Canada, *Prix et indices des prix; Le commerce des exportations canadiennes*, mens., nº de cat. 65-004; *Le commerce des importations canadiennes*, mens., nº de cat. 65-007; *Nombres-indices des prix des produits agricoles*, nº de cat. 62-529.

Tableau de référence 47
Total des recettes publiques selon les Comptes nationaux 1947 – 1984

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Retenues à la source	Impôts indirects	Transferts des particuliers	Revenu de placement	Provisions pour consommation de capital	Total RPC et RRQ[1]	Total des recettes[2]
D	30516	30522	30525	30526	30530	30535	30548		
				(Millions de dollars)					
1947	927	702	35	1,855	35	261	146	—	3,961
1948	986	687	41	1,907	47	261	171	—	4,100
1949	956	723	47	1,955	57	242	187	—	4,167
1950	915	993	54	2,129	62	280	201	—	4,634
1951	1,279	1,431	56	2,677	77	285	248	—	6,053
1952	1,588	1,403	55	2,901	82	368	265	—	6,662
1953	1,748	1,244	54	3,107	84	378	280	—	6,895
1954	1,776	1,115	58	3,131	73	373	293	—	6,819
1955	1,855	1,310	67	3,407	79	420	320	—	7,458
1956	2,127	1,443	69	3,858	97	537	365	—	8,496
1957	2,350	1,378	83	4,095	106	490	385	—	8,887
1958	2,214	1,350	48	4,186	124	542	404	—	8,868
1959	2,444	1,615	74	4,651	224	604	434	—	10,046
1960	2,794	1,588	79	4,901	234	649	465	—	10,710
1961	2,944	1,649	116	5,159	256	710	531	—	11,365
1962	3,180	1,753	125	5,807	268	784	574	—	12,491
1963	3,387	1,891	127	6,115	274	885	629	—	13,308
1964	3,917	2,100	140	6,877	316	978	676	—	15,004
1965	4,431	2,197	167	7,741	377	1,080	768	—	16,761
1966	5,792	2,355	204	8,669	401	1,241	864	724	19,526
1967	7,009	2,396	218	9,489	447	1,495	922	904	21,976
1968	8,244	2,852	209	10,303	613	1,765	988	1,040	24,974
1969	10,055	3,221	234	11,423	838	2,257	1,113	1,190	29,141
1970	11,547	3,070	269	12,055	1,077	2,705	1,231	1,327	31,954
1971	13,042	3,346	278	13,048	1,107	3,180	1,334	1,478	35,335
1972	14,631	3,920	287	14,760	1,036	3,690	1,495	1,657	39,819
1973	17,041	5,080	322	16,686	1,072	4,386	1,710	1,875	46,297
1974	21,197	7,051	430	20,876	1,125	5,916	2,161	2,313	58,756
1975	24,070	7,496	465	21,442	1,139	7,112	2,525	2,780	64,239
1976	28,353	7,113	504	24,864	1,480	8,357	2,825	3,282	73,496
1977	31,538	7,256	534	27,227	1,671	9,927	3,157	3,666	81,310
1978	33,419	8,274	582	29,090	2,009	12,520	3,595	4,231	89,489
1979	37,163	10,173	754	32,533	2,248	14,787	4,061	4,867	101,719
1980	42,503	12,243	995	36,085	2,469	17,431	4,609	5,670	116,335
1981	52,472	12,668	1,110	46,431	2,700	19,952	5,368	6,535	140,701
1982	58,454	11,823	1,178	48,582	3,018	23,109	5,959	7,808	152,123
1983	63,520	13,263	1,043	50,044	3,408	24,737	6,773	8,032	162,788
1984	68,700	15,627	1,100	55,060	3,607	27,518	7,564	9,304	179,176

[1] Les contributions des employeurs et employés, et le revenu de placement des Régimes de pensions du Canada (RPC) et de rentes du Québec (RRQ) sont inclus dans le total des impôts directs sur le revenu des particuliers et du revenu de placement, respectivement.
[2] Incluant RPC et RRQ, excluant les transferts entre gouvernements.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 48

Total des dépenses publiques selon les Comptes nationaux 1947 – 1984

Année	Biens et services	Défense nationale[1]	Paiements de transfert aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Subventions	Subventions en capital[2]	Transferts aux non-résidents	Total RPC et RRQ[3]	Formation brute de capital	Total des dépenses[4]	Déficit (-) ou excédent
D	30560	31284	30565	30579	30572	30575	30578		30597		30609
					(Millions de dollars)						
1947	1,343	227	834	559	177	6	46	—	233	3,198	763
1948	1,454	236	857	558	75	10	32	—	392	3,378	722
1949	1,722	361	942	572	77	13	15	—	483	3,824	343
1950	1,928	493	1,023	544	64	10	14	—	497	4,080	554
1951	2,811	1,157	1,024	609	129	13	21	—	620	5,227	826
1952	3,620	1,800	1,343	651	102	14	28	—	847	6,605	57
1953	3,824	1,907	1,449	620	113	14	37	—	755	6,812	83
1954	3,825	1,727	1,626	650	89	13	23	—	865	7,091	– 272
1955	4,036	1,760	1,719	664	86	8	36	—	949	7,498	– 40
1956	4,426	1,802	1,746	718	127	27	42	—	1,138	8,224	272
1957	4,573	1,765	2,052	774	120	29	52	—	1,306	8,906	– 19
1958	4,854	1,661	2,605	826	150	18	67	—	1,426	9,946	– 1,078
1959	4,976	1,559	2,721	1,023	250	22	85	—	1,570	10,647	– 601
1960	5,281	1,546	3,090	1,093	314	17	74	—	1,511	11,380	– 670
1961	6,206	1,613	2,709	1,184	321	21	77	—	1,682	12,200	– 835
1962	6,608	1,680	2,912	1,316	361	41	59	—	1,900	13,197	– 706
1963	6,982	1,572	2,979	1,431	401	77	89	—	1,973	13,932	– 624
1964	7,593	1,584	3,175	1,546	436	92	95	—	1,968	14,905	99
1965	8,358	1,559	3,423	1,675	457	92	119	—	2,430	16,554	207
1966	9,748	1,709	3,750	1,862	639	65	195	15	2,842	19,101	425
1967	11,153	1,805	4,667	2,081	637	91	217	17	2,982	21,828	148
1968	12,684	1,812	5,473	2,391	641	100	170	37	3,013	24,472	502
1969	14,241	1,799	6,161	2,767	701	110	185	77	3,061	27,226	1,915
1970	16,630	1,868	6,985	3,250	756	123	244	134	3,160	31,148	806
1971	18,368	1,926	8,255	3,622	772	225	249	200	3,714	35,205	130
1972	20,291	1,963	9,918	4,137	884	245	279	284	3,984	39,738	81
1973	23,037	2,174	11,198	4,788	1,088	326	318	406	4,290	45,045	1,252
1974	27,816	2,548	13,880	5,425	2,619	326	407	542	5,488	55,961	2,795
1975	33,380	2,780	17,080	6,538	3,858	486	592	777	6,354	68,288	– 4,049
1976	38,325	3,220	19,483	8,101	3,344	564	542	1,099	6,359	76,718	– 3,222
1977	43,374	3,693	22,220	9,268	3,320	662	638	1,428	6,833	86,315	– 5,005
1978	47,772	4,080	25,025	11,538	3,527	710	1,013	1,783	7,198	96,783	– 7,294
1979	52,284	4,165	26,522	13,748	4,805	766	767	2,175	7,457	106,349	– 4,630
1980	59,405	4,834	30,847	16,655	7,352	1,007	818	2,667	8,346	124,430	– 8,095
1981	69,245	5,611	35,098	21,813	8,694	1,064	875	3,285	9,352	146,141	– 5,440
1982	77,768	6,802	43,383	26,067	8,226	2,793	1,061	4,022	10,718	170,016	– 17,893
1983	84,104	7,224	49,799	28,116	8,627	4,285	1,187	4,861	11,003	187,121	– 24,333
1984	90,799	8,199	53,833	33,419	10,760	3,721	1,506	5,776	12,036	206,074	– 26,898

(1) Compris dans les biens et services.

(2) Depuis 1961, ce poste est considéré comme une dépense publique courante; antérieurement, il était considéré comme un transfert de capital.

(3) Les dépenses en biens et services et en prestations de RPC/RRQ sont incluses dans le total des biens et services du gouvernement ainsi que dans les transferts aux particuliers et aux non-résidents.

(4) Comprend les Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec. Exclut les transferts intergouvernementaux.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 49

Recettes du gouvernement fédéral selon les Comptes nationaux
1947 – 1984

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Retenues à la source	Impôts indirects	Transferts des particuliers	Revenu de placement	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D	30517	30523	30525	30527	30531	30536	30549	
				(Millions de dollars)				
1947	825	631	35	1,136	4	102	43	2,776
1948	875	568	41	1,086	6	91	50	2,717
1949	841	593	47	1,048	7	109	54	2,699
1950	806	847	54	1,115	7	133	58	3,020
1951	1,158	1,242	56	1,494	6	143	66	4,165
1952	1,461	1,294	55	1,594	7	205	71	4,687
1953	1,613	1,168	54	1,697	2	200	75	4,809
1954	1,622	1,051	58	1,612	1	187	77	4,608
1955	1,647	1,248	67	1,743	1	220	82	5,008
1956	1,910	1,364	69	1,970	1	296	88	5,698
1957	2,105	1,170	83	1,989	2	230	93	5,672
1958	1,965	1,105	48	1,906	2	285	98	5,409
1959	2,183	1,340	74	2,120	2	316	104	6,139
1960	2,503	1,308	79	2,177	3	336	111	6,517
1961	2,629	1,345	116	2,188	2	382	117	6,779
1962	2,605	1,314	125	2,400	1	410	124	6,979
1963	2,730	1,412	127	2,449	2	471	132	7,323
1964	3,129	1,575	140	2,845	2	525	139	8,355
1965	3,332	1,652	167	3,245	3	545	151	9,095
1966	3,634	1,774	204	3,570	3	632	167	9,984
1967	4,305	1,758	218	3,705	3	738	179	10,906
1968	5,125	2,107	209	3,761	4	821	191	12,218
1969	6,503	2,402	234	4,028	2	1,108	213	14,490
1970	7,436	2,276	269	4,034	2	1,279	232	15,528
1971	8,299	2,477	278	4,480	4	1,458	245	17,241
1972	9,285	2,901	287	5,121	5	1,684	277	19,560
1973	10,861	3,644	322	5,837	6	1,827	312	22,809
1974	13,538	5,012	430	8,495	8	2,116	379	29,978
1975	15,231	5,372	465	7,882	8	2,304	441	31,703
1976	18,042	5,046	504	8,601	11	2,608	501	35,313
1977	18,042	5,157	534	9,085	13	3,124	553	36,508
1978	17,708	5,813	582	9,750	15	3,879	643	38,390
1979	20,252	6,994	754	10,661	17	4,179	729	43,586
1980	23,456	8,572	995	12,131	17	4,665	810	50,646
1981	29,215	9,253	1,110	18,837	15	5,379	920	64,729
1982	32,142	9,217	1,178	17,375	15	6,205	1,019	67,151
1983	35,447	10,274	1,043	16,048	22	6,427	1,146	70,407
1984	37,707	12,040	1,100	17,783	24	7,629	1,272	77,555

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 50

Dépenses du gouvernement fédéral selon les Comptes nationaux
1947 – 1984

Année	Biens et services	Défense nationale[1]	Transferts aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Subventions	Subventions en capital[2]	Transferts aux non-résidents	Transferts aux autres niveaux de gouvernement	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(-) ou excédent
D	30561	31284	30566	30580	30573	30576	41974	30801	30598		30610
					(Millions de dollars)						
1947	651	227	611	453	171	1	46	192	–36	2,089	687
1948	628	236	570	453	71	1	32	150	47	1,952	765
1949	757	361	583	461	73	1	15	187	138	2,215	484
1950	923	493	615	427	60	1	14	251	79	2,370	650
1951	1,634	1,157	580	486	124	0	21	259	90	3,194	971
1952	2,315	1,800	975	515	96	2	28	368	193	4,492	195
1953	2,462	1,907	1,043	471	106	1	37	412	126	4,658	151
1954	2,316	1,727	1,165	482	84	1	23	430	153	4,654	–46
1955	2,364	1,760	1,229	487	75	3	36	450	162	4,806	202
1956	2,517	1,802	1,221	516	118	16	42	485	185	5,100	598
1957	2,513	1,765	1,460	531	108	20	52	521	217	5,422	250
1958	2,524	1,661	1,893	568	131	13	67	663	317	6,176	–767
1959	2,387	1,559	1,782	733	229	19	85	880	363	6,478	–339
1960	2,426	1,546	1,973	753	283	15	74	994	228	6,746	–229
1961	2,584	1,613	2,005	786	285	18	77	1,128	306	7,189	–410
1962	2,688	1,680	2,110	865	322	38	59	1,134	270	7,486	–507
1963	2,617	1,572	2,134	935	355	74	89	1,169	236	7,609	–286
1964	2,750	1,584	2,241	995	379	89	95	1,252	209	8,010	345
1965	2,829	1,559	2,311	1,052	372	86	119	1,431	351	8,551	544
1966	3,267	1,709	2,484	1,151	500	62	195	1,664	430	9,753	231
1967	3,562	1,805	2,918	1,245	519	73	217	1,992	464	10,990	–84
1968	3,883	1,812	3,295	1,409	522	78	170	2,372	500	12,229	–11
1969	4,242	1,799	3,598	1,589	555	88	185	2,726	486	13,469	1,021
1970	4,551	1,868	4,057	1,862	589	97	244	3,397	465	15,262	266
1971	4,958	1,926	4,684	1,974	513	171	249	4,323	514	17,386	–145
1972	5,452	1,963	6,186	2,253	596	181	277	4,558	623	20,126	–566
1973	6,087	2,174	7,008	2,518	738	227	315	4,807	722	22,422	387
1974	7,408	2,548	8,705	2,961	2,060	193	403	6,165	974	28,869	1,109
1975	8,329	2,780	10,620	3,705	3,183	288	588	7,670	1,125	35,508	–3,805
1976	9,670	3,220	11,533	4,519	2,398	367	537	8,522	1,158	38,704	–3,391
1977	11,142	3,693	13,089	5,101	2,222	497	630	9,967	1,163	43,811	–7,303
1978	12,018	4,080	14,647	6,410	2,301	556	1,003	10,875	1,206	49,016	–10,626
1979	12,788	4,165	14,657	8,080	3,225	546	756	11,754	911	52,717	–9,131
1980	13,797	4,834	16,470	9,897	5,523	708	805	12,831	1,008	61,039	–10,393
1981	16,482	5,611	18,684	13,739	6,485	764	859	14,087	995	72,095	–7,366
1982	18,920	6,802	24,380	16,675	5,643	2,289	1,041	15,766	1,341	86,055	–18,904
1983	19,736	7,224	28,178	17,412	5,683	3,365	1,163	17,361	1,609	94,507	–24,100
1984	21,948	8,199	29,764	21,320	7,336	3,091	1,478	19,619	2,617	107,173	–29,618

[1] Compris dans les biens et services.
[2] Voir renvoi 2 au bas du tableau de référence 48.

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 51

Dépenses du gouvernement fédéral par enveloppe selon le système de gestion des dépenses

	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
	(Millions de dollars)						
Développement économique et régional	6,550	6,422	7,733	8,957	9,457	11,981	13,101
Affaires sociales	21,323	23,128	23,727	25,846	28,963	33,433	38,704
Arrangements fiscaux	3,196	2,999	3,635	3,908	4,734	5,661	5,862
Affaires extérieures et aide	1,257	1,353	1,404	1,421	1,702	2,028	2,261
Défense	3,785	4,108	4,389	5,058	6,031	6,990	7,973
Parlement	89	92	99	130	151	167	178
Générale du gouvernement	2,542	2,626	2,083	2,832	4,332	2,641	3,315
Total partiel	38,742	40,728	43,070	48,152	55,370	62,901	71,394
Dette publique	5,550	7,058	8,524	10,687	15,168	16,971	18,146
Total des débours	44,292	47,786	51,594	58,839	70,538	79,872	89,540

Remarque: Les données de chaque année sont conformes et ont été ajustées pour tenir compte de la réaffectation de la provision d'évaluation de $5,200 millions en 1983-84 aux années au cours desquelles les dépenses ont été effectivement effectuées. Postes Canada est considéré comme société de la Couronne.

Source: Ministère des Finances.

Tableau de référence 52

Dette du gouvernement fédéral selon les Comptes publics[1]

Année	Dette brute[1]	Dette nette[1]	Dette non échue[1]	Frais de la dette publique[2]	
				Bruts	Nets
	(Millions de dollars)				
1952	17,329	11,785	13,949	531	413
1957	18,186	11,609	13,573	534	327
1962[3]	22,328	15,367	16,883	839	532
1963	23,680	16,122	17,950	918	606
1964	25,428	17,257	18,739	994	627
1965	26,520	17,586	18,934	1,051	629
1966	27,190	17,355	18,966	1,111	673
1967	28,705	17,633	19,681	1,191	671
1968	30,308	18,348	20,284	1,301	689
1969	32,571	18,752	21,725	1,480	785
1970	33,858	18,386	22,184	1,717	857
1971	37,554	18,895	24,886	1,920	920
1972	41,128	19,811	27,259	2,137	1,004
1973	44,257	20,975	29,039	2,301	1,036
1974	46,802	22,529	29,171	2,566	1,077
1975	52,247	24,477	33,086	3,239	1,408
1976	59,405	30,220	37,697	3,972	1,875
1977	67,276	36,715	42,519	4,721	2,309
1978	80,183	47,294	51,567	5,550	2,958
1979	97,502	59,815	66,591	7,058	3,902
1980	105,176	71,145	72,121	8,524	5,180
1981	120,261	84,163	83,149	10,687	6,557
1982	137,532	99,544	92,353	15,168	10,073
1983	162,970	124,422	115,475	16,971	11,954
1984	196,861	157,011	142,126	18,146	13,400
	(Pourcentage du PNB)[4]				
1952	80.1	54.5	64.5	2.5	1.9
1957	56.7	36.2	42.3	1.7	1.0
1962	56.3	38.8	42.6	2.1	1.3
1963	55.2	37.6	41.8	2.1	1.4
1964	55.3	37.5	40.8	2.2	1.4
1965	52.7	35.0	37.7	2.1	1.3
1966	49.1	31.3	34.3	2.0	1.2
1967	46.4	28.5	31.8	1.9	1.1
1968	45.6	27.6	30.5	2.0	1.0
1969	44.9	25.8	29.9	2.0	1.1
1970	42.4	23.0	27.8	2.2	1.1
1971	43.8	22.1	29.0	2.2	1.1
1972	43.5	21.0	28.9	2.3	1.1
1973	42.1	19.9	27.6	2.2	1.0
1974	37.9	18.2	23.6	2.1	0.9
1975	35.4	16.6	22.4	2.2	0.9
1976	35.9	18.3	22.8	2.1	1.0
1977	35.1	19.1	22.2	2.2	1.1
1978	38.1	22.5	24.5	2.4	1.3
1979	42.0	25.8	28.7	2.7	1.5
1980	39.8	26.9	27.3	2.9	1.7
1981	40.4	28.3	27.9	3.6	2.2
1982	40.5	29.3	27.2	4.5	3.0
1983	45.5	34.7	32.2	4.7	3.3
1984	50.4	40.2	36.4	4.6	3.4

(1) Au 31 mars de chaque année.
(2) Exercice financier prenant fin le 31 mars.
(3) Les données des années antérieures à 1962 ne sont pas entièrement conformes à celles des années postérieures en raison des modifications récentes des méthodes comptables. Les données révisées ne sont disponibles qu'à partir de mars 1962.
(4) Données calculées à partir du PNB de l'année civile qui précède la fin de l'exercice financier.

Source: Comptes publics du Canada.

Tableau de référence 53

Soldes budgétaires réels et ajustés[1], secteurs publics fédéral et consolidé selon les Comptes nationaux 1946 – 1984

Année	Soldes réels (excédents ou déficit (–))		Soldes ajustés (excédent ou déficit (–))		Soldes réels (excédent ou déficit (–))		Soldes ajustés (excédent ou déficit (–))	
	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements	Gouvernement fédéral	Ensemble des gouvernements
	(Millions de dollars)				(Pourcentage du PNB)[2]			
1946	–245	–137	–297	–193	–2.1	–1.2	–2.5	–1.6
1947	687	763	680	756	5.1	5.7	5.0	5.6
1948	765	722	802	769	4.9	4.7	5.1	4.9
1949	484	343	583	461	2.9	2.0	3.4	2.7
1950	650	554	754	671	3.5	3.0	4.0	3.6
1951	971	826	951	807	4.5	3.8	4.4	3.7
1952	195	57	–78	–244	0.8	0.2	–0.3	–1.0
1953	151	83	–111	–204	0.6	0.3	–0.4	–0.8
1954	–46	–272	186	–20	–0.2	–1.0	0.7	–0.1
1955	202	–40	112	–141	0.7	–0.1	0.4	–0.5
1956	598	272	101	–274	1.9	0.8	0.3	–0.9
1957	250	–19	52	–251	0.7	–0.1	0.2	–0.8
1958	–767	–1,078	–543	–844	–2.2	–3.1	–1.6	–2.4
1959	–339	–601	–116	–352	–0.9	–1.6	–0.3	–0.9
1960	–229	–670	217	–168	–0.6	–1.7	0.5	–0.4
1961	–410	–835	239	–87	–1.0	–2.1	0.6	–0.2
1962	–507	–706	–163	–283	–1.2	–1.6	–0.4	–0.6
1963	–286	–624	–28	–298	–0.6	–1.4	–0.1	–0.6
1964	345	99	347	107	0.7	0.2	0.7	0.2
1965	544	207	367	–8	1.0	0.4	0.7	–0.0
1966	231	425	–216	–148	0.4	0.7	–0.4	–0.2
1967	–84	148	–254	–52	–0.1	0.2	–0.4	–0.1
1968	–11	502	–159	311	–0.0	0.7	–0.2	0.4
1969	1,021	1,915	738	1,549	1.3	2.4	0.9	2.0
1970	266	806	526	1,179	0.3	0.9	0.6	1.4
1971	–145	130	–3	313	–0.2	0.1	–0.0	0.3
1972	–566	81	–669	–95	–0.5	0.1	–0.6	–0.1
1973	387	1,252	–583	–68	0.3	1.0	–0.5	–0.1
1974	1,109	2,795	–241	1,028	0.8	1.9	–0.2	0.7
1975	–3,805	–4,049	–3,827	–4,009	–2.3	–2.4	–2.3	–2.4
1976	–3,391	–3,222	–4,151	–4,276	–1.8	–1.7	–2.2	–2.3
1977	–7,303	–5,005	–6,840	–4,436	–3.5	–2.4	–3.2	–2.1
1978	–10,626	–7,294	–9,772	–6,234	–4.6	–3.1	–4.2	–2.7
1979	–9,131	–4,630	–8,773	–4,063	–3.5	–1.8	–3.3	–1.5
1980	–10,393	–8,095	–8,648	–5,418	–3.5	–2.7	–2.8	–1.8
1981	–7,366	–5,440	–5,843	–3,182	–2.2	–1.6	–1.7	–0.9
1982	–18,904	–17,893	–9,440	–4,723	–5.3	–5.0	–2.4	–1.2
1983	–24,100	–24,333	–13,107	–9,291	–6.2	–6.2	–3.1	–2.2
1984	–29,618	–26,898	–20,764	–15,049	–7.0	–6.4	–4.7	–3.4
Moyenne 1951-1960	99	–144	70	–169	0.5	–0.3	0.4	–0.4
Moyenne 1961-1970	111	194	140	227	0.1	0.0	0.2	0.2
Moyenne 1971-1980	–4,386	–2,804	–4,351	–2,727	–1.9	–1.1	–1.9	–1.2

[1] Pour de plus amples renseignements sur la méthodologie, s'adresser à la Division de la politique fiscale, ministère des Finances. Pour la période 1946-1953, des estimations des soldes budgétaires corrigés ont été effectuées pour le compte de la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada; celles-ci figurent dans ce tableau.

[2] Les soldes réels sont calculés en pourcentage du PNB réel, tandis que les soldes ajustés sont calculés en pourcentage du PNB ajusté.

Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses;* ministère des Finances.

Tableau de référence 54
Recettes des gouvernements provinciaux selon les Comptes nationaux 1947 – 1984

Année	Impôt direct sur le revenu des particuliers	Impôt direct sur le revenu des sociétés	Impôts indirects	Transferts des particuliers	Revenu de placement	Transferts des autres gouvernements	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D	40060 40298	40067 40305	40072 40310	40076 40314	40081 40319		40101 40339	
				(Millions de dollars)				
1947	97	71	359	28	101	199	44	899
1948	105	119	418	37	111	159	53	1,002
1949	109	130	462	46	79	197	59	1,082
1950	102	146	515	51	89	261	62	1,226
1951	121	189	575	60	117	270	80	1,412
1952	127	109	607	61	140	378	81	1,503
1953	135	76	652	64	154	424	83	1,588
1954	154	64	690	56	165	443	88	1,660
1955	208	62	762	59	186	465	100	1,842
1956	217	79	864	72	221	494	125	2,072
1957	245	208	958	78	240	533	129	2,391
1958	249	245	1,016	94	234	657	132	2,627
1959	261	275	1,087	191	264	880	143	3,101
1960	291	280	1,131	197	287	979	154	3,319
1961	315	304	1,270	211	298	1,110	156	3,664
1962	575	439	1,572	217	341	1,105	172	4,421
1963	657	479	1,713	225	372	1,134	193	4,773
1964	788	525	2,006	261	398	1,217	211	5,406
1965	1,099	545	2,265	313	474	1,379	253	6,328
1966	1,444	581	2,622	331	515	1,593	288	7,375
1967	1,855	638	3,019	367	603	1,951	300	8,733
1968	2,194	745	3,447	541	720	2,320	319	10,286
1969	2,545	819	3,933	776	863	2,678	357	11,971
1970	3,057	794	4,263	1,007	1,032	3,347	395	13,895
1971	3,640	869	4,566	1,031	1,202	4,274	436	16,018
1972	4,156	1,019	5,261	956	1,380	4,449	481	17,702
1973	4,875	1,436	6,198	984	1,812	4,734	575	20,614
1974	6,051	2,039	7,236	1,038	2,897	6,054	778	26,093
1975	6,933	2,114	7,547	1,046	3,701	7,577	912	29,830
1976	8,106	2,067	9,077	1,348	4,375	8,369	1,001	34,343
1977	11,083	2,099	10,039	1,521	5,200	9,665	1,113	40,720
1978	12,985	2,461	10,419	1,849	6,693	10,591	1,260	46,258
1979	13,824	3,179	11,912	2,056	8,379	11,515	1,426	52,291
1980	15,506	3,671	13,015	2,247	10,135	12,641	1,659	58,874
1981	19,286	3,415	15,152	2,475	11,448	13,871	2,005	67,652
1982	21,569	2,606	17,231	2,756	13,168	15,559	2,216	75,102
1983	23,487	2,989	19,177	3,118	14,123	17,123	2,544	82,561
1984	25,542	3,587	21,277	3,292	15,230	19,388	2,889	91,205

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 55

Dépenses des gouvernements provinciaux selon les Comptes nationaux 1947 – 1984

Année	Biens et services	Paiements de transfert aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Subventions	Subventions en capital	Transferts aux autres gouvernements	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(-) ou excédent
D	40114 40352	40119 40357	40133 40371	40126 40364	40129 40367		40158 40396		40170 40408
				(Millions de dollars)					
1947	268	204	68	6	5	101	152	804	95
1948	318	266	68	4	9	129	193	987	15
1949	387	336	72	4	12	157	172	1,140	–58
1950	391	384	75	4	9	171	196	1,230	–4
1951	470	416	78	5	13	197	229	1,408	4
1952	502	334	83	6	12	215	290	1,442	61
1953	498	368	88	7	13	242	265	1,481	107
1954	519	417	94	5	12	259	301	1,607	53
1955	578	449	93	11	5	327	351	1,814	28
1956	688	485	101	9	11	362	460	2,116	–44
1957	703	547	116	12	9	452	536	2,375	16
1958	816	658	115	19	5	545	519	2,677	–50
1959	907	874	121	21	3	622	566	3,114	–13
1960	986	1,044	143	31	2	714	612	3,532	–213
1961	1,040	625	160	36	3	1,535	546	3,945	–281
1962	1,063	718	184	39	3	1,845	625	4,477	–56
1963	1,209	759	212	46	3	1,984	659	4,872	–99
1964	1,322	849	238	57	3	2,242	776	5,487	–81
1965	1,507	1,024	271	85	6	2,560	875	6,328	0
1966	1,890	1,173	317	139	3	3,041	986	7,549	–174
1967	2,307	1,647	385	118	18	3,546	1,046	9,067	–334
1968	2,716	2,030	485	119	22	4,012	958	10,342	–56
1969	2,957	2,369	638	146	22	4,495	1,025	11,652	319
1970	4,109	2,611	759	167	26	5,406	1,046	14,124	–229
1971	4,708	3,139	920	259	54	5,999	1,409	16,488	–470
1972	5,297	3,238	1,127	288	64	6,823	1,556	18,393	–691
1973	6,112	3,574	1,404	350	99	7,540	1,637	20,716	–102
1974	7,539	4,464	1,545	559	133	9,132	2,069	25,441	652
1975	9,634	5,482	1,839	675	198	11,340	2,418	31,586	–1,756
1976	10,796	6,642	2,327	946	197	12,796	2,182	35,886	–1,543
1977	12,410	7,507	2,690	1,098	165	15,200	2,384	41,454	–734
1978	13,990	8,368	3,399	1,226	154	15,719	2,653	45,509	749
1979	16,040	9,437	3,836	1,580	220	18,369	2,940	52,422	–131
1980	18,847	11,414	4,691	1,829	299	19,283	3,162	59,525	–651
1981	21,958	12,832	5,910	2,209	300	22,511	3,676	69,396	–1,744
1982	24,090	14,500	6,811	2,583	504	25,762	4,092	78,442	–3,337
1983	26,357	16,242	7,729	2,944	920	27,351	3,951	85,494	–2,933
1984	28,130	17,773	8,722	3,424	630	29,353	3,960	91,992	–787

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 56

Recettes des administrations locales selon les Comptes nationaux 1947 – 1984

Année	Impôts directs	Impôts indirects	Revenu de placement	Transferts des particuliers	Transferts des autres gouvernements	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes
D		40073 40311	40082 40320	40077 40315		40102 40340	
				(Millions de dollars)			
1947	5	360	58	3	101	59	586
1948	6	403	59	4	129	68	669
1949	6	445	54	4	157	74	740
1950	7	499	58	4	172	81	821
1951	—	608	25	11	199	102	945
1952	—	700	23	14	218	113	1,068
1953	—	758	24	18	245	122	1,167
1954	—	829	21	16	261	128	1,255
1955	—	902	14	19	334	138	1,407
1956	—	1,024	20	24	371	152	1,591
1957	—	1,148	20	26	468	163	1,825
1958	—	1,264	23	28	568	174	2,057
1959	—	1,444	24	31	646	187	2,332
1960	—	1,593	26	34	746	200	2,599
1961	—	1,701	28	41	874	212	2,856
1962	—	1,835	31	47	1,107	229	3,249
1963	—	1,953	39	44	1,200	250	3,486
1964	—	2,026	52	50	1,342	268	3,738
1965	—	2,231	58	58	1,514	299	4,160
1966	—	2,477	79	64	1,868	336	4,824
1967	—	2,765	95	74	2,122	364	5,420
1968	—	3,095	105	65	2,354	393	6,012
1969	—	3,462	99	56	2,595	450	6,662
1970	—	3,758	116	64	3,192	500	7,630
1971	—	4,002	140	68	3,583	538	8,331
1972	—	4,378	153	71	4,069	612	9,283
1973	—	4,651	170	78	4,501	683	10,083
1974	—	5,145	187	75	5,308	840	11,555
1975	—	6,013	223	81	6,703	986	14,006
1976	—	7,186	271	99	7,367	1,118	16,041
1977	—	8,103	317	112	9,197	1,264	18,993
1978	—	8,921	405	118	9,424	1,427	20,295
1979	—	9,960	393	146	11,400	1,602	23,501
1980	—	10,939	439	173	11,425	1,798	24,774
1981	—	12,442	473	176	13,220	2,053	28,364
1982	—	13,976	564	205	14,986	2,285	32,016
1983	—	14,819	624	222	15,817	2,586	34,068
1984	—	16,000	682	242	16,458	2,853	36,235

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 57

Dépenses des administrations locales selon les Comptes nationaux 1947 – 1984

Année	Biens et services	Transferts aux particuliers	Intérêt sur la dette publique	Transferts aux autres administrations	Formation brute de capital	Total des dépenses	Déficit(-) ou excédent
D	40115 40353	40120 40358	40134 40372		40159 40397		40171 40409
			(Millions de dollars)				
1947	424	19	38	7	117	605	– 19
1948	508	21	37	9	152	727	– 58
1949	578	23	39	10	173	823	– 83
1950	614	24	42	11	222	913	– 92
1951	707	28	45	13	301	1,094	– 149
1952	803	34	53	13	354	1,267	– 199
1953	864	38	61	15	364	1,342	– 175
1954	990	44	74	15	411	1,534	– 279
1955	1,094	41	84	22	436	1,677	– 270
1956	1,221	40	101	18	493	1,873	– 282
1957	1,357	45	127	28	553	2,110	– 285
1958	1,514	54	143	17	590	2,318	– 261
1959	1,682	65	169	24	641	2,581	– 249
1960	1,869	73	197	17	671	2,827	– 228
1961	1,968	79	223	34	680	2,984	– 128
1962	2,174	84	251	28	847	3,384	– 135
1963	2,373	86	266	33	926	3,684	– 198
1964	2,635	85	294	31	834	3,879	– 141
1965	3,015	88	333	37	1,054	4,527	– 367
1966	3,399	93	373	51	1,235	5,151	– 327
1967	3,881	102	430	70	1,274	5,757	– 337
1968	4,438	133	475	64	1,338	6,448	– 436
1969	5,142	143	516	66	1,337	7,204	– 542
1970	5,803	213	595	64	1,425	8,100	– 470
1971	6,277	260	695	64	1,550	8,846	– 515
1972	6,836	246	721	69	1,582	9,454	– 171
1973	7,757	250	825	60	1,676	10,568	– 485
1974	9,072	216	873	61	2,152	12,374	– 819
1975	10,801	257	943	70	2,503	14,574	– 568
1976	12,600	272	1,194	71	2,673	16,810	– 769
1977	14,145	268	1,411	70	2,940	18,834	159
1978	15,516	309	1,663	84	2,934	20,506	– 211
1979	16,628	339	1,752	116	3,218	22,053	1,448
1980	18,788	396	1,983	129	3,674	24,970	– 196
1981	21,449	433	2,051	121	4,097	28,151	213
1982	24,209	524	2,447	99	4,591	31,870	146
1983	26,556	672	2,818	96	4,596	34,738	– 670
1984	28,387	697	3,198	115	4,650	37,047	– 812

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 58

Recettes et dépenses du secteur hospitalier selon les Comptes nationaux
1961 – 1984

Année	Recettes					Dépenses				Déficit(-) ou excédent
	Revenu de placement	Transfert des autres gouvernements	Transferts des particuliers	Provisions pour consommation de capital	Total des recettes	Biens et services	Intérêt sur la dette publique	Formation brute de capital	Total des dépenses	
D	40083 40321		40078 40316	40103 40341		40116 40354	40555 40558	40160 40398		40172 40410
					(Millions de dollars)					
1961	2	713	2	46	763	614	15	150	779	– 16
1962	2	795	3	49	849	683	16	158	857	– 8
1963	3	852	3	54	912	783	18	152	953	– 41
1964	3	966	3	58	1,030	886	19	149	1,054	– 24
1965	3	1,135	3	65	1,206	1,007	19	150	1,176	30
1966	4	1,295	3	73	1,375	1,177	21	191	1,389	– 14
1967	4	1,535	3	79	1,621	1,386	21	198	1,605	16
1968	4	1,774	3	85	1,866	1,625	22	217	1,864	2
1969	4	2,014	4	93	2,115	1,874	24	213	2,111	4
1970	5	2,328	4	104	2,441	2,137	34	224	2,395	46
1971	5	2,529	4	115	2,653	2,397	33	241	2,671	– 18
1972	6	2,932	4	125	3,067	2,672	36	223	2,931	136
1973	7	3,172	4	140	3,323	3,044	41	255	3,340	– 17
1974	11	3,996	4	164	4,175	3,754	46	293	4,093	82
1975	10	4,800	4	186	5,000	4,564	51	308	4,923	77
1976	26	5,653	22	205	5,906	5,201	61	346	5,608	298
1977	33	6,375	25	227	6,660	5,613	66	346	6,025	635
1978	38	6,663	27	265	6,993	6,177	66	405	6,648	345
1979	56	7,324	29	304	7,713	6,754	80	388	7,222	491
1980	63	8,177	32	342	8,614	7,886	84	502	8,472	142
1981	88	9,628	34	390	10,140	9,236	113	584	9,933	207
1982	107	11,082	42	439	11,670	10,426	134	694	11,254	416
1983	117	11,868	46	497	12,528	11,325	157	847	12,329	199
1984	124	13,241	49	550	13,964	12,185	179	809	13,173	791

Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses.*

Tableau de référence 59

Gouvernement fédéral,
passif et actif,
selon les comptes des flux financiers
1968 – 1983

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
								(Millions de dollars)								
Passif																
Monnaie et dépôts	446	480	504	529	554	618	704	773	821	882	962	1,050	1,111	1,169	1,356	1,282
Effets à payer	34	50	62	65	57	50	81	92	68	119	173	167	175	146	97	123
Prêts	209	65	11	59	85	147	207	262	250	253	3,814	2,107	2,843	1,789	1,628	1,860
Pensions[1]	1,285	1,283	1,277	1,266	1,265	1,238	1,218	1,197	1,173	1,187	1,162	1,149	1,136	1,117	1,097	1,072
Créances sur des entreprises associées	100	118	132	147	167	184	243	313	331	353	440	477	658	825	950	1,107
Autre passif	1,281	1,173	1,581	1,856	2,558	2,703	3,442	3,860	3,965	3,567	4,342	4,892	6,679	9,027	9,778	11,051
Dette non échue	22,231	22,797	24,655	27,431	29,021	28,915	33,294	37,280	41,468	49,601	60,314	68,182	80,152	92,421	111,887	136,061
Total du passif	25,586	25,966	28,222	31,353	33,707	33,855	39,189	43,777	48,076	55,962	71,207	78,024	92,754	106,494	126,793	154,576
Actif financier																
Monnaie et dépôts	336	1,057	1,143	1,905	2,163	1,687	4,246	3,494	2,671	4,020	5,985	1,709	3,453	6,761	6,021	5,865
Comptes recevables	8	9	10	19	20	30	52	55	77	105	153	192	150	187	191	
Prêts	2,270	2,445	2,648	3,085	3,412	4,076	4,565	5,083	5,493	6,095	6,570	7,243	7,701	7,961	8,462	9,386
Billet à court terme des sociétés de financement et autres	10	11	6	8	13	12	12	18	18	26	18	6	11	14	21	23
Hypothèques	457	525	548	556	553	552	569	554	519	479	427	377	337	300	263	240
Obligations et bons du Trésor																
Administration fédérale	544	559	511	33	39	20	20	20	31	25	19	162	85	102	114	135
Administrations provinciales	21	20	12	18	15	17	15	14	12	14	16	17	14	16	16	18
Obligations municipales	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	14	19	23	25	27	29	35	39	37	36	29	30	34	34	30	29
Créances sur des entreprises associées	12,625	13,459	15,688	17,744	18,900	19,189	21,113	22,280	23,974	24,893	26,821	27,863	30,207	32,510	32,614	33,542
Actions	19	26	53	76	100	127	154	187	64	58	58	54	55	378	506	512
Investissements étrangers	92	60	28	3	5	5	13	6	5	4	3	5	9	8	9	10
Autres actifs financiers	1,763	1,433	1,206	1,394	1,602	1,921	2,838	2,930	2,456	1,911	2,300	2,883	2,303	2,519	3,109	5,364
Total des actifs financiers	18,157	19,622	21,888	24,857	26,848	27,655	33,610	34,677	35,335	37,638	42,351	40,502	44,401	50,753	51,352	55,317
Excédent du passif sur l'actif	7,429	6,344	6,334	6,496	6,859	6,200	5,579	9,100	12,741	18,324	28,856	37,522	48,353	55,741	75,441	99,259

[1] Représente principalement le solde des annuités publiques.

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers.*

Tableau de référence 60

Gouvernements provinciaux, municipaux et hôpitaux, passif et actif selon les comptes des flux financiers 1968 – 1983

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
								(Millions de dollars)								
Passif																
Effets à payer	475	502	653	656	755	791	1,012	1,158	1,319	2,003	2,228	3,432	4,057	5,185	6,641	7,197
Prêts	1,761	1,987	2,198	2,158	2,520	3,245	4,139	4,626	4,730	4,994	5,537	6,731	7,693	9,268	9,089	8,039
Billets à court terme de sociétés de financement et autres	—	118	174	313	435	343	230	634	318	297	505	300	747	1,398	3,263	4,539
Hypothèques	190	143	159	157	177	158	168	187	136	57	38	49	47	44	42	40
Créances sur des entreprises associées	80	77	191	232	385	353	437	549	714	627	728	917	1,127	1,375	1,520	1,617
Autre passif	1,655	1,685	1,892	1,999	1,717	2,386	2,621	2,658	3,348	3,171	3,446	3,285	2,988	3,569	3,574	3,966
Dette non échue																
Administrations provinciales	9,431	10,757	12,208	13,774	15,860	17,443	19,729	23,451	27,219	31,738	37,946	41,883	47,468	54,588	62,892	72,171
Administrations municipales	8,147	8,674	9,221	10,025	10,679	11,372	12,278	13,878	15,219	17,243	19,175	19,244	20,709	22,907	23,029	24,541
Autres	351	391	388	400	406	412	448	474	509	536	586	381	456	493	510	517
Total du passif	22,090	24,334	27,084	29,714	32,936	36,503	41,062	47,615	53,512	60,666	70,189	76,222	85,292	98,827	110,540	122,627
Actif financier																
Monnaie et dépôts	791	1,256	1,529	1,422	2,123	2,361	2,597	1,953	2,797	3,945	4,963	6,342	6,686	6,074	6,633	6,609
Comptes recevables	160	188	224	240	295	301	358	525	659	618	593	506	541	555	599	599
Prêts	555	631	1,458	1,746	1,950	2,183	2,316	2,567	2,810	2,631	2,750	2,761	3,076	3,334	3,659	3,606
Billets à court terme des sociétés de financement et autres	17	21	34	45	66	79	83	85	163	463	597	635	678	1,794	2,660	2,148
Hypothèques	356	462	660	924	1,103	1,291	1,580	1,922	2,281	2,545	2,781	2,834	2,942	3,257	3,649	3,991
Obligations et bons du Trésor																
Administration fédérale	326	305	268	238	217	207	186	214	352	607	1,293	2,303	3,433	2,920	3,306	3,396
Administrations provinciales	1,712	1,919	1,889	1,892	1,994	2,136	2,452	3,248	3,921	4,969	6,070	7,364	9,453	12,116	15,135	16,361
Administrations municipales	2,138	2,472	2,870	3,237	3,547	3,774	4,328	4,847	5,422	5,974	6,579	6,660	7,292	8,221	9,611	10,199
Autres	692	948	238	314	303	260	286	476	744	1,057	1,153	1,080	1,169	1,679	1,637	1,867
Créances sur des entreprises associées	4,585	5,242	6,357	6,913	7,547	8,386	9,924	11,377	12,485	15,117	17,884	20,490	23,293	26,882	29,776	32,441
Actions	31	45	168	173	159	124	213	229	252	216	254	229	237	1,016	1,179	1,197
Autres actifs financiers	2,428	2,534	2,564	2,772	2,287	3,425	4,145	3,851	3,449	3,587	4,849	5,391	7,480	7,892	8,122	9,706
Total des actifs financiers	13,791	16,023	18,259	19,916	21,591	24,527	28,466	31,294	35,335	41,749	49,786	56,595	66,280	75,740	85,968	92,322
Excédent du passif sur l'actif	8,299	8,311	8,825	9,798	11,345	11,976	12,594	16,321	18,177	18,917	20,403	19,627	19,012	23,087	24,572	30,305

Source: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers.*

Tableau de référence 61
Gouvernement du Canada,
état des opérations financières
(Année financière close le 31 mars)
1975 – 1984
Sommaire[1]

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
					(Millions de dollars)					
I Opérations budgétaires										
A Recettes	27,581	29,512	32,020	32,093	34,313	38,936	45,398	54,068	55,123	56,326
B Dépenses	−29,529	−35,255	−38,515	−42,672	−46,834	−50,266	−58,416	−69,449	−80,001	−88,915
Excédent ou déficit (−)	−1,948	−5,743	−6,495	−10,579	−12,521	−11,330	−13,018	−15,381	−24,878	−32,589
II Opérations non budgétaires										
A Prêts, apports et avances	−1,858	−2,765	−2,001	−1,620	−952	−1,328	−423	−1,089	129	−625
B Comptes de rentes, d'assurance et de pensions	1,316	1,919	2,014	2,771	2,780	2,047	2,781	4,345	−220	5,157
C Autres opérations	351	1,815	934	979	−420	166	543	3,794	1,713	2,975
Ressource ou besoin (−) net	−191	969	947	2,130	1,408	885	2,901	7,050	1,622	7,507
Besoins financiers (compte non tenu des opérations de change)	−2,139	−4,774	−5,548	−8,449	−11,113	−10,445	−10,117	−8,331	−23,256	−25,082
III Opérations de change	593	−5	1,281	1,186	4,262	−128	1,157	−347	−1,177	447
Ensemble des besoins financiers[2]	−1,546	−4,779	−4,267	−7,263	−6,851	−10,573	−8,960	−8,678	−24,433	−24,635
IV Opérations de la dette[3]	3,940	4,627	4,812	8,172	8,778	7,878	11,153	9,367	22,392	26,468
Variation de la trésorerie[4]	2,394	−152	545	909	1,927	−2,695	2,193	689	−2,041	1,833
V Trésorerie en fin de période	3,204	3,052	3,597	4,506	6,433	3,738	5,931	6,620	4,579	6,412
Solde des avoirs en dollars canadiens	3,186	3,037	3,580	4,487	6,374	3,661	5,826	6,594	4,193	6,329

(1) Postes Canada est considéré comme société de la Couronne.
(2) Besoins de trésorerie (−).
(3) Excluant les variations de la dette non échue payable en devises étrangères.
(4) Diminution de caisse (−).

Tableau de référence 61 (suite)

Gouvernement du Canada, état des opérations financières (Année financière close le 31 mars) 1975 – 1984

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
					(Millions de dollars)					
I Opérations budgétaires										
A Recettes										
Impôt sur le revenu des particuliers	11,710	12,709	14,634	13,988	14,656	16,808	19,837	24,046	26,330	26,967
Impôt sur le revenu des sociétés	4,836	5,748	5,363	5,280	5,654	6,951	8,106	8,118	7,139	7,286
Autres impôts directs	434	493	451	503	568	787	894	1,882	2,958	3,014
Taxe de vente	3,866	3,515	3,929	4,427	4,729	4,698	5,429	6,185	5,894	6,660
Autres impôts directs	4,640	4,628	4,778	4,762	5,045	5,664	6,384	7,724	6,986	6,742
Recettes non fiscales	2,095	2,419	2,865	3,133	3,661	4,028	4,748	6,113	5,816	5,657
Total des recettes	27,581	29,512	32,020	32,093	34,313	38,936	45,398	54,068	55,123	56,326
B Dépenses										
Santé et bien-être social	10,286	12,534	13,873	14,773	16,642	16,876	18,721	20,968	24,630	28,604
Expansion et soutien économique	4,290	5,474	5,120	5,624	5,174	6,462	8,118	7,037	9,363	11,376
Dette publique	3,239	3,972	4,721	5,550	7,058	8,524	10,687	15,168	16,971	18,146
Défense	3,162	3,632	4,161	4,626	4,999	5,333	6,067	7,169	8,277	9,362
Paiements de transfert fiscal aux provinces	2,399	2,378	2,966	3,101	2,921	3,424	3,643	4,393	5,221	5,449
Transport et communications	1,727	1,913	2,043	2,137	2,227	2,096	2,524	3,227	3,477	3,989
Services généraux du gouvernement	1,237	1,509	1,688	1,969	2,143	2,289	2,452	3,002	3,273	3,697
Frais d'opération	889	989	1,104	1,308	1,452	1,332	1,419	1,836	1,741	2,019
Aide à l'éducation	641	701	872	1,402	1,666	1,798	1,884	1,926	1,878	2,447
Culture et récréation	638	681	712	883	1,053	1,018	1,163	1,370	1,864	1,831
Affaires étrangères	625	754	790	910	960	1,053	1,081	1,378	1,581	1,695
Total des dépenses affectées	29,133	34,537	38,050	42,283	46,295	50,205	57,759	67,474	78,276	88,615
Provision pour évaluation de l'actif et du passif	396	718	465	389	539	61	657	1,975	1,725	300
Total des dépenses	29,529	35,255	38,515	42,672	46,834	50,266	58,416	69,449	80,001	88,915
Excédent ou déficit (–) budgétaire	– 1,948	– 5,743	– 6,495	– 10,579	– 12,521	– 11,330	– 13,018	– 15,381	– 24,878	– 32,589

Tableau de référence 61 (suite)
Gouvernement du Canada, état des opérations financières (Année financière close le 31 mars) 1975 – 1984

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
					(Millions de dollars)					
II Opérations non budgétaires										
A Prêts, apports en capital et avances										
Sociétés et organismes de la Couronne										
Institutions de prêts	(–1,071)	(–1,909)	(–1,623)	(–1,144)	(–522)	(–763)	(–111)	(–570)	(–259)	(122)
Société d'assurance-dépôts du Canada	—	—	—	10	—	—	—	–200	60	140
Société canadienne d'hypothèques et de logement	–735	–1,058	–837	–532	–52	–366	–66	–199	–30	194
Société pour l'expansion des exportations	–93	–357	–202	–84	64	155	124	52	–40	–5
Société du crédit agricole	–243	–297	–277	–297	–267	–307	–270	–348	–394	–379
Banque fédérale de développement	—	–197	–307	–241	–267	–245	101	125	145	172
Autres sociétés de la Couronne	(–492)	(–925)	(–393)	(–323)	(–489)	(–373)	(537)	(–466)	(–774)	(–457)
Air Canada	–145	3	53	3	–341	16	13	14	16	17
Énergie atomique du Canada	–81	–202	–149	–201	–242	–216	697	8	3	37
Chemins de fer nationaux du Canada	–143	–213	–40	–99	385	–108	–8	—	–41	–62
Société d'investissement du développement du Canada	—	—	—	—	—	—	—	—	–396	—
Petro-Canada	—	–237	–257	–150	–280	–80	–440	–129	–457	–612
Autres	–123	–276	–30	124	–11	15	275	–359	101	163
Autres prêts	(–566)	(–519)	(–315)	(–402)	(–335)	(–503)	(–219)	(–403)	(–488)	(–590)
Finances-prêts-emplois	–67	–47	45	14	8	8	8	9	9	10
Expansion économique régionale	–52	–29	–17	4	–2	8	7	14	14	13
Société de développement du Canada	–50	—	–10	—	—	—	—	—	—	—
Prêts aux pays en voie de développement	–179	–215	–162	–198	–239	–242	–254	–282	–266	–182
Prêts aux organisations internationales	–97	–181	–159	–179	–173	–134	–110	–166	–213	–335
Autres	–121	–47	–12	–43	71	–143	130	22	–32	–96
Total des prêts, apports en capital et avances (compte non tenu des provisions)	–2,129	–3,353	–2,331	–1,869	–1,346	–1,639	207	–1,439	–1,521	–925
Provision pour évaluation	271	588	330	249	394	311	–630	350	1,650	300
Total des prêts, apports en capital et avances	–1,858	–2,765	–2,001	–1,620	–952	–1,328	–423	–1,089	129	–625
B Comptes d'objets spécifiques										
Régime de pensions du Canada	53	76	98	93	124	113	173	170	165	152
Comptes d'assurance-chômage	136	234	276	261	271	–150	–682	–15	–3,289	–459
Comptes de retraite	1,261	1,502	1,656	1,888	1,956	1,966	2,307	3,014	3,483	3,862
Comptes de rente sur l'État	–21	–10	–1	–9	–10	–14	–15	–21	–22	–26
Autres	12	20	24	34	36	28	29	49	58	62
Total des comptes de rentes, d'assurance et de pensions	1,441	1,822	2,053	2,267	2,377	1,943	1,812	3,197	395	3,591
Compte de perception fiscale pour les provinces	–196	67	–121	330	366	118	728	–56	–384	277
Autres dépôts et fiducies	71	30	82	174	37	–14	241	1,204	–231	1,289
Total des comptes de dépôts et de fiducies	–125	97	–39	504	403	104	969	1,148	–615	1,566
Total des comptes d'objets spécifiques	1,316	1,919	2,014	2,771	2,780	2,047	2,781	4,345	–220	5,157

Tableau de référence 61 (fin)
Gouvernement du Canada, état des opérations financières (Année financière close le 31 mars) 1975 – 1984

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
					(Millions de dollars)					
C Autres opérations										
Intérêt et dette échue	455	667	696	904	– 509	– 38	186	1,933	1,615	884
Comptes à payer et traitements courus	– 109	– 33	623	– 521	214	91	772	178	549	866
Espèces en transit	– 72	665	– 169	– 188	3	– 130	– 693	16	– 736	689
Chèques et mandats en circulation	5	366	– 361	632	– 243	506	9	29	208	516
Autres	– 53	20	10	12	– 30	– 13	19	13	2	20
Total des autres opérations	351	1,815	934	979	– 420	166	543	3,794	1,713	2,975
Besoins financiers non budgétaires	– 191	969	947	2,130	1,408	885	2,901	7,050	1,622	7,507
III Opérations de change (ressource ou besoin(–))										
Compte du fonds de change	673	39	1,537	248	– 2,375	2,143	1,263	– 237	– 1,990	767
Fonds monétaire international										
Souscriptions	44	– 89	110	– 310	– 482	– 7	– 930	181	64	– 1,279
Effet à payer	– 74	73	– 364	260	690	39	715	– 2	– 44	961
Dette non échue payable en devises étrangères	– 50	– 28	– 2	855	6,186	– 2,516	– 66	– 219	817	– 20
Droits de tirage spéciaux	—	—	—	133	243	213	175	– 70	– 24	18
Ensemble des opérations de change	593	– 5	1,281	1,186	4,262	– 128	1,157	– 347	– 1,177	447
IV Dette non échue (augmentation ou diminution (–))										
Obligations négociables	672	1,137	2,265	3,439	8,146	6,417	7,834	3,000	4,989	7,273
Bons du Trésor	725	865	1,760	3,040	2,240	2,790	5,445	– 2,395	9,750	12,575
Obligations d'épargne du Canada	2,509	2,602	787	1,707	1,236	– 1,166	– 2,269	9,166	7,663	5,563
Valeurs acquises par le RPC	9	10	10	12	12	17	23	18	17	18
Dette non échue payable en devises étrangères	—	—	—	850	3,390	– 2,528	– 5	– 585	703	1,214
Moins:										
Dette non échue payable en devises étrangères	50	28	2	– 855	– 6,186	2,516	66	219	– 817	20
OEC détenues pour les employés	– 13	– 1	– 5	– 7	– 15	– 6	– 1	– 24	– 6	– 13
Valeurs acquises par le RPC	– 3	– 10	– 10	– 12	– 12	– 17	– 23	– 18	– 17	– 18
Compte de portefeuille[1]	– 3	– 4	3	– 2	– 33	– 145	83	– 14	110	– 164
Ensemble des opérations de la dette non échue	3,940	4,627	4,812	8,172	8,778	7,878	11,153	9,367	22,392	26,468
V Trésorerie en fin de période										
En devises canadiennes	3,186	3,037	3,580	4,487	6,374	3,661	5,826	6,541	4,193	6,329
En devises étrangères	18	15	17	19	59	77	105	79	86	83

[1] Inclut les placements détenus contre l'endettement non échu.

Source: Comptes publics du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 62

Gouvernement du Canada, actif et passif, présentation des comptes publics (Année financière close le 31 mars) 1927 – 1984

	1927	1937	1947	1957	1962	1972	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
					(Millions de dollars)												
Passif																	
Comptes d'objets spécifiques	109	243	1,060	3,240	3,867	9,978	11,217	12,533	14,452	16,466	19,237	22,017	24,084	26,845	31,190	30,970	36,127
Passif à l'étranger	538	859	160	351	130	336	258	208	156	164	1,019	7,205	4,690	4,624	4,405	5,222	5,202
Autre passif[1]	781	624	1,404	1,756	1,673	3,985	6,520	6,756	7,405	8,452	9,561	9,138	9,401	10,618	14,396	16,845	19,131
Dette non échue (excluant les avoirs propres)																	
Obligations négociables	2,436	3,125	13,601	9,144	10,861	13,666	13,809	14,480	15,609	17,877	21,314	29,427	35,699	43,616	46,602	51,701	58,810
Obligations d'épargne du Canada	—	—	483	2,421	4,042	9,669	10,351	12,848	15,444	16,226	17,926	19,147	17,975	15,705	24,847	32,504	38,054
Bons du Trésor	—	150	1,280	1,625	1,885	3,830	4,905	5,630	6,495	8,255	11,295	13,535	16,325	21,770	19,375	29,125	41,700
Billets payables aux banques canadiennes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	850	4,240	1,712	1,707	1,122	1,825	3,039
Total de la dette non échue détenue par des tiers	2,436	3,275	15,364	13,190	16,788	27,165	29,065	32,958	37,548	42,358	51,385	66,349	71,711	82,798	91,946	115,155	141,603
Moins: dette non échue payable en devises étrangères	538	859	160	351	130	336	258	208	166	164	1,019	7,205	4,690	4,624	4,405	5,222	5,202
Total de dette non échue payable en dollars canadiens	1,898	2,416	15,204	12,839	16,658	26,829	28,807	32,750	37,382	42,194	50,366	59,144	67,021	78,174	87,541	109,933	136,401
Total du passif[1]	3,326	4,142	17,828	18,186	22,328	41,128	46,802	52,247	59,405	67,276	80,183	97,502	105,176	120,261	137,532	162,970	196,861
Actif																	
Prêts, apports en capital et avances	243	429	2,805	4,281	4,053	13,440	15,937	17,795	20,560	22,561	24,181	25,133	26,461	26,884	27,973	27,844	28,469
Actifs étrangers	—	—	1,025	2,183	2,095	5,537	5,403	4,760	4,737	3,454	3,123	5,048	2,660	1,437	1,565	3,559	3,092
Autres actifs	135	29	350	113	813	2,340	2,933	5,215	3,888	4,546	5,585	7,506	4,910	7,777	8,450	7,145	8,289
Total des actifs	378	458	4,180	6,577	6,961	21,317	24,273	27,770	29,185	30,561	32,889	37,687	34,031	36,098	37,988	38,548	39,850
Excédent du passif sur l'actif[1]	2,948	3,684	13,648	11,609	15,367	19,811	22,529	24,477	30,220	36,715	47,294	59,815	71,145	84,163	99,544	124,422	157,011

Remarque: Les passifs et actifs des années 1962 à 1984 sont rajustés pour affecter les prêts radiés et les provisions au cours des années où les fonds ont été déboursés plutôt qu'au cours des années où les prêts et provisions ont été radiés. En outre, les contributions de l'État au Compte de l'assurance-chômage ont été traitées, pour ces années, selon la méthode actuelle. Les soldes non déboursés des affectations aux comptes spéciaux sont éliminés et la portion non amortie des coûts d'émission d'obligations ordinaires et d'Obligations d'épargne du Canada est affectée aux dépenses budgétaires dans l'année d'engagement des coûts. Les ajustements tiennent également compte de la réaffectation de la provision pour réévaluation de 35,200 millions inscrite à la section 2, volume 1, des Comptes publics de 1983-84. Les chiffres des années antérieures à 1962 ne sont pas strictement conformes à ceux des années 1962 à 1984. Les opérations au titre de la Sécurité de la vieillesse sont affectées aux dépenses budgétaires dans tous les cas.

[1] Le total du passif signifie généralement la *dette brute du Canada* alors que l'excédent du passif comptabilisé sur l'actif comptabilisé représente la *dette nette du Canada*.

Sources: Comptes publics du Canada et ministère des Finances.

Tableau de référence 63

Résumé de la balance des paiements du Canada
1950 – 1984

Année	Exportations de marchandises	Importations de marchandises	Solde du poste marchandises	Services (recettes)	Services (paiements)	Solde du poste biens et services	Transferts nets	Solde des paiements courants	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties(–) À long terme	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties(–) À court terme[1]	Allocations de droits de tirage spéciaux	Variations des réserves officielles de liquidités internationales[2]
D	50501	50526	50551	50502	50544	50558	50557	50555	50687	50688 +50693	50710	50712
						(Millions de dollars)						
1950	3,139	3,132	7	1,034	1,405	–364	45	–319	610	431	—	722
1951	3,950	4,101	–151	1,120	1,535	–566	54	–512	666	–98	—	56
1952	4,339	3,854	485	1,217	1,516	186	1	187	455	–605	—	37
1953	4,152	4,212	–60	1,216	1,594	–438	–10	–448	649	–239	—	–38
1954	3,934	3,916	18	1,191	1,627	–418	–6	–424	599	–51	—	124
1955	4,332	4,543	–211	1,405	1,847	–653	–34	–687	414	229	—	–44
1956	4,837	5,565	–728	1,500	2,099	–1,327	–45	–1,372	1,490	–70	—	48
1957	4,894	5,488	–594	1,472	2,278	–1,400	–51	–1,451	1,320	26	—	–105
1958	4,890	5,066	–176	1,420	2,256	–1,012	–125	–1,137	1,153	93	—	109
1959	5,151	5,572	–421	1,503	2,456	–1,374	–113	–1,487	1,179	297	—	–11
1960	5,392	5,540	–148	1,590	2,549	–1,107	–126	–1,233	929	265	—	–39
1961	5,889	5,716	173	1,735	2,764	–856	–72	–928	930	290	—	292
1962	6,387	6,203	184	1,847	2,842	–811	–19	–830	688	296	—	154
1963	7,082	6,579	503	1,986	2,982	–493	–28	–521	637	29	—	145
1964	8,238	7,537	701	2,265	3,376	–410	–14	–424	750	38	—	364
1965	8,745	8,627	118	2,437	3,714	–1,159	29	–1,130	833	455	—	158
1966	10,326	10,102	224	2,719	4,157	–1,214	52	–1,132	1,228	–425	—	–359
1967	11,338	10,772	566	3,325	4,462	–571	72	–499	1,415	–896	—	20
1968	13,720	12,249	1,471	3,070	4,822	–281	184	–97	1,669	–1,223	—	349
1969	15,035	14,071	964	3,695	5,719	–1,060	143	–917	2,337	–1,355	—	65
1970	16,921	13,869	3,052	4,246	6,345	953	153	1,106	1,007	–583	133	1,663
1971	17,877	15,314	2,563	4,304	6,702	165	266	431	664	–318	119	896
1972	20,129	18,272	1,857	4,451	6,978	–670	284	–386	1,588	–983	117	336
1973	25,461	22,726	2,735	5,257	8,228	–236	344	108	628	–1,203	—	–467
1974	32,591	30,902	1,689	6,401	10,107	–2,017	557	–1,460	1,041	443	—	24
1975	33,511	33,962	–451	6,941	11,627	–5,137	380	–4,757	3,935	417	—	–405
1976	38,166	36,607	1,559	7,624	13,822	–4,639	530	–4,109	8,022	–3,390	—	522
1977	44,498	41,523	2,975	8,312	16,034	–4,747	413	–4,334	4,284	–1,371	—	–1,421
1978	53,362	49,047	4,315	9,945	19,227	–4,967	50	–4,917	3,221	–1,604	—	–3,299
1979	65,582	61,157	4,425	11,950	21,881	–5,506	666	–4,840	2,111	4,419	219	1,908
1980	76,681	67,903	8,778	14,350	25,443	–2,315	1,201	–1,114	1,112	–1,495	217	–1,280
1981	84,468	77,140	7,328	16,227	31,131	–7,577	1,513	–6,065	154	7,128	210	1,426
1982	84,539	66,726	17,814	17,201	33,722	1,294	1,372	2,665	8,085	–11,443	0	–694
1983	90,825	73,120	17,705	17,343	34,143	904	780	1,686	2,310	–3,448	0	549
1984	112,510	91,679	20,831	19,357	39,028	1,159	796	1,955	3,352	–6,396	0	–1,088

(1) Comprend erreurs nettes et omissions.
(2) Les variations nettes des réserves officielles comprennent les opérations et le passif des réserves officielles.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, nº de cat. 67-001.

Tableau de référence 64

Balance des paiements bilatéraux avec les États-Unis
1950 – 1984

Année	Solde du poste marchandises	Solde du poste biens et services	Solde des paiements courants	Mouvements nets de captiaux entrées ou sorties (–)		Solde net
				À long terme	À court terme	
D	51551	51558	51555	51687	51688	51690
			(Millions de dollars)			
1950	–50	–369	–385	625	220	460
1951	–520	–922	–945	560	–66	–451
1952	–473	–791	–830	387	–104	–547
1953	–590	–869	–907	440	–75	–542
1954	–440	–762	–800	395	54	–351
1955	–685	–981	–1,029	209	127	–693
1956	–1,167	–1,583	–1,650	1,034	–167	–783
1957	–947	–1,497	–1,579	963	–263	–879
1958	–532	–1,109	–1,167	950	–16	–233
1959	–536	–1,149	–1,221	927	68	–226
1960	–673	–1,266	–1,359	746	127	–486
1961	–615	–1,257	–1,341	953	205	–183
1962	–438	–1,019	–1,092	680	536	124
1963	–488	–1,070	–1,148	843	–49	–354
1964	–808	–1,565	–1,635	943	580	–112
1965	–1,041	–1,883	–1,937	1,074	–398	–1,261
1966	–993	–2,001	–2,030	1,393	–291	–928
1967	–569	–1,301	–1,342	1,317	–265	–290
1968	389	–744	–747	1,151	–639	–235
1969	472	–877	–845	1,669	–239	585
1970	1,121	–227	–165	989	47	871
1971	1,445	–215	–86	877	1,867	2,658
1972	1,513	–272	–137	1,059	–201	721
1973	1,242	–930	–834	1,134	–605	–305
1974	1,001	–1,639	–1,530	1,653	1,628	1,751
1975	–1,125	–4,903	–4,810	3,292	2,104	586
1976	690	–4,292	–4,217	4,649	141	573
1977	1,741	–4,068	–4,022	2,268	551	–1,203
1978	2,887	–4,396	–4,321	2,748	2,275	703
1979	602	–7,680	–7,581	850	3,070	–3,660
1980	1,632	–7,996	–7,849	601	–2,912	–10,161
1981	3,721	–7,938	–7,800	–1,994	13,924	4,131
1982	11,291	–1,529	–1,369	945	–5,860	–6,286
1983	14,064	1,869	1,973	–2,499	2,755	2,229
1984	19,857	6,015	6,094	–2,515	–1,500	2,077

Remarque: Les erreurs et omissions étant exclues, la répartition régionale de la balance canadienne des paiements ne sera pas égale à la somme des opérations avec tous les pays.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 65

Balance des paiements bilatéraux avec les autres pays
1950 – 1984

Année	Solde du poste marchandises	Solde du poste biens et services	Solde des paiements courants	Mouvements nets de capitaux entrées ou sorties(–)		Allocations de droits de tirage spéciaux	Solde net
				À long terme	À court terme		
			(Millions de dollars)				
1950	57	5	66	–15	110	—	161
1951	369	356	433	106	–94	—	445
1952	958	977	1,017	68	–112	—	973
1953	530	431	459	209	2	—	670
1954	458	344	376	204	–35	—	545
1955	474	328	342	205	72	—	619
1956	439	256	278	456	73	—	807
1957	353	97	128	357	47	—	532
1958	356	97	30	203	–2	—	231
1959	115	–225	–266	252	–88	—	–102
1960	525	159	126	183	37	—	346
1961	788	401	413	–23	–72	—	318
1962	622	208	262	8	–95	—	175
1963	991	577	627	–206	46	—	467
1964	1,509	1,155	1,211	–193	–655	—	363
1965	1,159	724	807	–241	1,092	—	1,658
1966	1,217	787	868	–165	48	—	751
1967	1,135	730	843	98	–130	—	811
1968	1,082	463	650	518	200	—	1,368
1969	492	–183	–72	668	–897	—	–301
1970	1,931	1,180	1,271	18	–243	133	1,046
1971	1,118	380	517	–213	–837	119	–533
1972	344	–398	–249	529	673	117	953
1973	1,493	694	942	–506	52	—	488
1974	688	–378	70	–612	–318	—	–860
1975	674	–234	53	643	–484	—	212
1976	869	–347	108	3,373	236	—	3,717
1977	1,234	–679	–312	2,016	339	—	2,043
1978	1,428	–571	–596	473	–753	—	–876
1979	3,823	2,174	2,741	1,261	3,980	219	7,982
1980	7,146	5,681	6,735	511	2,740	217	9,986
1981	3,607	361	1,735	2,148	2,456	210	6,339
1982	6,523	2,823	4,034	7,140	–3,782	—	7,392
1983	3,641	–965	–287	4,809	–637	—	3,885
1984	974	–4,865	–4,139	5,867	279	—	2,007

Remarque: Les erreurs et omissions étant exclues, la répartition régionale de la balance des paiements ne sera pas égale à la somme des opérations avec tous les pays.

Tableau de référence 66

Paiements internationaux: balance courante

1950 – 1984

Année	Recettes courantes							
	Exportations de marchandise (après correction)	Production d'or disponible pour l'exportation	Dépenses de voyage	Intérêt et dividendes	Transports et fret	Autres services (recettes)	Transferts (recettes)	Total des recettes courantes
D	50501	50717	50506	50508	50512	50516	50517	50525
	(Millions de dollars)							
1950	3,139	163	275	94	284	218	111	4,284
1951	3,950	150	274	115	351	230	133	5,203
1952	4,339	150	275	152	383	257	172	5,728
1953	4,152	144	302	164	318	288	179	5,547
1954	3,934	155	305	147	313	271	181	5,306
1955	4,332	155	328	161	398	363	189	5,926
1956	4,837	147	337	142	457	417	207	6,544
1957	4,894	144	363	153	445	367	246	6,612
1958	4,890	157	349	167	401	346	190	6,500
1959	5,151	148	391	180	420	364	233	6,887
1960	5,392	162	420	171	442	395	233	7,215
1961	5,889	162	482	213	486	392	280	7,904
1962	6,387	155	562	202	509	419	314	8,548
1963	7,082	154	609	230	563	430	348	9,416
1964	8,238	145	662	332	644	482	384	10,887
1965	8,745	138	747	322	668	562	466	11,648
1966	10,326	127	840	318	758	676	555	13,600
1967	11,338	112	1,318	295	830	770	640	15,303
1968	13,720	33	953	353	891	840	674	17,464
1969	15,035	—	1,047	451	935	1,262	695	19,425
1970	16,921	—	1,206	528	1,126	1,386	765	21,932
1971	17,877	—	1,246	558	1,184	1,316	870	23,051
1972	20,129	—	1,230	665	1,241	1,315	903	25,483
1973	25,461	—	1,446	790	1,494	1,527	1,058	31,776
1974	32,591	—	1,694	882	1,812	2,013	1,360	40,352
1975	33,511	—	1,815	926	1,714	2,486	1,388	41,840
1976	38,166	—	1,930	825	2,082	2,787	1,509	47,299
1977	44,498	—	2,025	874	2,371	3,042	1,555	54,365
1978	53,362	—	2,378	1,208	2,714	3,645	1,592	64,899
1979	65,582	—	2,887	1,271	3,463	4,329	2,003	79,535
1980	76,681	—	3,349	1,578	3,961	5,464	2,675	93,705
1981	84,468	—	3,760	1,828	4,293	6,345	3,059	103,753
1982	84,539	—	3,724	1,698	3,922	7,858	3,169	104,909
1983	90,825	—	3,841	2,017	3,963	7,521	2,737	110,904
1984	112,510	—	4,338	1,805	4,578	8,637	3,113	134,980

Tableau de référence 66 (suite)
Paiements internationaux: balance courante
1950 – 1984

Année	Paiements courants							
	Importations de marchandises (après correction)	Dépenses de voyage	Intérêt et dividendes	Transports et fret	Autres services (paiements)[1]	Contributions officielles	Autres transferts (paiements)	Total des paiements courants
D	50526	50531	50533	50537	50545	50542	50546 +50542	50550
	(Millions de dollars)							
1950	3,132	226	475	301	403	5	61	4,603
1951	4,101	280	452	354	449	9	70	5,715
1952	3,854	341	413	375	387	16	155	5,541
1953	4,212	365	406	374	449	25	164	5,995
1954	3,916	389	424	356	458	11	176	5,730
1955	4,543	449	473	415	510	24	199	6,613
1956	5,565	498	524	502	575	30	222	7,916
1957	5,488	525	594	515	644	40	257	8,063
1958	5,066	542	614	460	640	53	262	7,637
1959	5,572	598	671	525	662	72	274	8,374
1960	5,540	627	656	533	733	61	298	8,448
1961	5,716	642	764	568	790	56	296	8,832
1962	6,203	605	783	595	859	36	297	9,378
1963	6,579	585	860	648	889	65	311	9,937
1964	7,537	712	1,010	679	975	69	329	11,311
1965	8,627	796	1,086	761	1,071	93	344	12,778
1966	10,102	900	1,140	823	1,294	166	337	14,762
1967	10,772	895	1,211	861	1,495	182	386	15,802
1968	12,249	982	1,259	931	1,650	133	357	17,561
1969	14,071	1,261	1,366	996	2,096	144	408	20,342
1970	13,869	1,422	1,550	1,106	2,267	201	411	20,826
1971	15,314	1,448	1,699	1,196	2,359	201	403	22,620
1972	18,272	1,464	1,713	1,315	2,486	227	392	25,869
1973	22,726	1,742	2,050	1,560	2,876	253	461	31,668
1974	30,902	1,978	2,435	2,036	3,658	332	471	41,812
1975	33,962	2,542	2,879	2,147	4,059	513	495	46,597
1976	36,607	3,121	3,654	2,232	4,815	455	524	51,408
1977	41,523	3,666	4,715	2,397	5,256	543	599	58,699
1978	49,047	4,084	6,113	2,583	6,447	910	632	69,816
1979	61,157	3,955	6,640	3,159	8,127	645	692	84,375
1980	67,903	4,577	7,134	3,448	10,286	681	794	94,821
1981	77,140	4,876	8,533	3,853	13,870	719	827	109,818
1982	66,726	5,008	10,824	3,337	14,553	879	918	102,246
1983	73,120	6,045	10,971	3,422	13,704	983	973	109,220
1984	91,679	6,557	13,072	4,046	15,352	1,283	1,035	133,025

[1] Comprend la retenue d'impôt à la source.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 67

Exportations de marchandises: répartition par catégorie de produits
1971 – 1984

Année	Blé	Animaux et autres produits comestibles	Minerai et concentrés	Pétrole brut et gaz naturel	Autres produits bruts	Bois d'œuvre	Pâte de bois	Papier journal
D	399454					399478	399480	399481
				(Millions de dollars)				
1971	69	108	118	88	68	69	67	90
1972	78	121	116	112	71	98	69	96
1973	106	165	167	160	100	133	90	107
1974	176	154	198	342	126	108	157	144
1975	171	180	187	348	133	81	152	145
1976	143	217	212	317	157	138	182	167
1977	162	230	227	319	196	200	181	199
1978	160	287	201	316	223	271	184	243
1979	182	349	310	467	277	324	257	268
1980	324	372	351	573	310	282	324	308
1981	320	481	341	574	354	252	318	360
1982	357	498	266	630	344	245	267	339
1983	390	485	242	618	336	333	254	333
1984	384	514	307	704	452	357	325	398

	Métaux travaillés	Autres matières travaillées	Véhicules automobiles et pièces détachées	Autres machines et équipement	Biens de consommation et produits divers	Réexportations	Total[1]
						399516	399449
				(Millions de dollars)			
1971	160	121	347	161	34	3	1,490
1972	164	146	392	184	37	4	1,677
1973	194	187	449	223	47	4	2,122
1974	255	262	472	273	59	7	2,716
1975	242	247	533	319	59	7	2,793
1976	257	288	682	343	74	12	3,180
1977	299	382	860	373	77	6	3,708
1978	401	523	1,033	477	97	10	4,447
1979	445	747	984	673	155	15	5,465
1980	680	873	908	798	219	20	6,390
1981	658	992	1,124	930	214	57	7,039
1982	546	921	1,402	952	203	23	7,045
1983	570	1,011	1,788	925	216	19	7,569
1984	664	1,222	2,450	1,161	285	36	9,376

Remarque: Au cours de 1984, Statistique Canada a commencé à publier des données détaillées sur le commerce extérieur des denrées selon la méthode de balance des paiements plutôt que la méthode douanière utilisée auparavant. Donc, les données des tableaux 67 et 68 ne sont pas directement comparables à celles des numéros précédents de la *Revue*.

[1] Comprend les ajustements non engagés de la balance des paiements.

Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur*, nº cat. 65-001.

Tableau de référence 68

Importations de marchandises: répartition par catégorie de produits
1971 – 1984

Année	Animaux et produits comestibles	Pétrole brut	Autres matières brutes	Matières travaillées	Véhicules automobiles et pièces détachées	Autres machines et équipement	Autres produits finis et divers	Réex-portations	Total[1]
D		398010		398017					397990
				(Millions de dollars)					
1971	96	45	65	267	336	356	124	14	1,276
1972	117	57	72	304	404	433	152	17	1,523
1973	165	79	90	361	499	544	187	21	1,894
1974	210	221	119	556	578	695	235	24	2,575
1975	223	275	149	508	575	770	262	27	2,830
1976	239	273	151	522	774	803	315	41	3,051
1977	275	270	175	587	944	889	349	35	3,460
1978	315	291	202	735	1,090	1,108	400	33	4,087
1979	349	376	286	994	1,242	1,428	474	47	5,096
1980	400	576	369	1,069	1,110	1,652	528	64	5,659
1981	436	665	359	1,185	1,312	1,928	594	77	6,428
1982	411	412	309	984	1,220	1,681	575	84	5,561
1983	417	268	327	1,138	1,562	1,785	646	82	6,093
1984	492	282	385	1,387	2,142	2,265	779	128	7,640

Remarque: Voir la Remarque au Tableau 67.

[1] Comprend les ajustements non engagés de la balance des paiements.

Source: Statistique Canada, *Sommaire du commerce extérieur.*

Tableau de référence 69

Paiements internationaux: mouvements de capitaux

1950 – 1984

Année	Investissements directs au Canada	Investissements directs à l'étranger	Titres canadiens				Valeurs étrangères (nettes)	Prêts et souscriptions du gouvernement canadien		Crédits à l'exportation au risque du gouv.	Autres transactions en capital à long terme
			Nouvelles émissions	Retraits	Transactions sur les obligations et débentures en circulation	Transactions sur les actions ordinaires et privilégiées en circulation		Avances	Remboursements		
D	50560	50564			65000	50576			50629	50632	50650
					(Millions de dollars)						
1950	225	35	210	−284	—	329	76	−50	74	—	−5
1951	320	−30	411	−184	—	38	15	—	68	—	28
1952	360	−85	323	−89	−168	73	−11	—	56	—	−4
1953	450	−70	335	−146	−52	21	−1	—	87	—	11
1954	425	−90	333	−205	−66	129	−24	—	72	—	25
1955	445	−85	166	−185	−165	137	−5	—	69	—	37
1956	650	−105	667	−141	11	187	−3	−4	69	—	159
1957	545	−80	800	−134	−45	142	1	−1	50	—	42
1958	430	−40	688	−158	—	88	1	−34	64	—	114
1959	570	−85	709	−258	92	110	−34	−1	34	—	38
1960	670	−50	448	−266	3	51	−19	−11	32	—	60
1961	560	−80	548	−301	61	39	−35	−8	38	—	103
1962	505	−105	729	−319	64	−115	−65	−22	129	−63	−64
1963	280	−135	984	−404	39	−170	22	−18	25	−72	75
1964	270	−95	1,100	−382	77	−98	−52	−10	10	−164	46
1965	535	−125	1,240	−390	55	−274	−85	−14	10	−187	54
1966	790	−5	1,465	−499	−104	−136	−401	−35	24	−41	144
1967	691	−125	1,307	−357	−57	12	−432	−38	34	107	229
1968	590	−225	1,917	−431	−70	114	−467	−78	5	29	197
1969	720	−370	2,089	−440	2	53	102	−89	22	−12	228
1970	905	−315	1,230	−552	−40	−145	70	−145	36	−129	61
1971	925	−230	1,191	−845	−96	−142	196	−190	36	−230	25
1972	620	−400	1,722	−603	292	−59	244	−249	37	−246	230
1973	830	−770	1,323	−738	29	−24	69	−269	43	−189	323
1974	845	−810	2,423	−626	41	−112	46	−350	39	−573	118
1975	725	−915	5,038	−851	302	5	−17	−377	38	−355	342
1976	−299	−590	9,036	−936	559	−80	78	−435	18	−210	883
1977	475	−740	5,952	−928	243	−92	223	−539	35	−521	176
1978	135	−2,325	6,673	−1,314	36	−397	26	−509	261	−881	1,518
1979	750	−2,550	5,285	−2,109	476	360	−581	−552	33	−877	1,877
1980	800	−3,150	5,517	−2,503	1,071	987	−182	−519	38	−1,186	240
1981	−4,400	−6,900	14,067	−3,230	1,253	−1,112	−64	−630	41	−847	1,975
1982	−900	−950	16,388	−4,367	−117	−506	−543	−489	43	−2,239	1,766
1983	200	−2,700	10,727	−5,049	536	−262	−1,199	−665	48	262	410
1984	2,380	−4,025	9,664	−4,769	3,487	−239	−1,900	−663	42	−1,334	710

Tableau de référence 69 (suite)

Paiements internationaux: mouvements de capitaux

1950 – 1984

Année	Variations de certains avoirs canadiens des non-résidents				Autres engagements des sociétés de financement	Avoirs en devises étrangères des résidents	Autres transactions indiquées	Erreurs et omissions nettes	Mouvements nets de capitaux sauf ceux indiqués ci-après[2]	Allocations de droits de tirage spéciaux	Mouvements monétaires nets	
	Dépôts en dollars canadiens	Créances à vue sur le gouvernement canadien	Bons du Trésor	Billets à court terme[1]							Réserves officielles	Passif officiel
D	50652	58654	50656		50676		50686	50693		50710	50713	50714
	(Millions de dollars)											
1950	235	–4	–3	—	—	11	91	101	1,041	—	722	—
1951	–190	–8	2	—	—	–14	50	62	568	—	56	—
1952	–66	–5	1	—	35	–165	–16	–389	–150	—	37	—
1953	–22	–11	–2	—	–2	–80	44	–166	410	—	–38	—
1954	27	–15	8	—	10	–75	64	–70	548	—	124	—
1955	60	–9	29	—	23	91	5	30	643	—	–44	—
1956	–30	—	3	—	64	–216	85	24	1,420	—	48	—
1957	–15	—	–18	—	4	–274	87	242	1,346	—	–105	—
1958	39	45	21	—	24	–58	–89	111	1,246	—	109	—
1959	10	–8	14	—	68	–119	15	317	1,476	—	–11	—
1960	79	–12	56	—	59	–60	42	101	1,194	—	–39	—
1961	33	–2	–58	—	95	142	–77	157	1,220	—	296	–4
1962	–10	–4	4	—	119	92	240	–145	984	—	307	–153
1963	43	1	–27	70	35	–259	134	32	666	—	56	89
1964	28	—	–16	185	52	–329	5	113	788	—	297	67
1965	31	2	12	–152	209	415	177	–239	1,289	—	158	—
1966	11	5	–15	3	154	–520	119	–182	803	—	–360	1
1967	24	–4	4	–51	35	–362	–41	–501	519	—	17	3
1968	72	21	48	–132	24	–449	–23	–784	446	—	350	–1
1969	52	–34	20	218	116	–1,434	–74	–219	982	—	65	—
1970	26	–7	–79	310	–109	–154	–183	–387	424	133	1,662	1
1971	95	50	–3	77	–25	854	–18	–1,348	346	119	896	—
1972	139	27	22	–181	–30	448	47	–1,455	605	117	336	—
1973	143	77	–24	140	12	–519	–382	–650	–575	—	–467	—
1974	597	45	77	80	158	236	117	–867	1,484	—	24	—
1975	561	–4	37	350	–89	272	493	–1,203	4,352	—	–405	—
1976	157	8	439	522	47	–1,290	494	–3,767	4,632	—	522	—
1977	229	172	242	221	–31	729	–671	–2,261	2,913	—	–1,421	—
1978	37	55	–53	84	–66	2,105	–639	–3,126	1,617	—	–185	–3,114
1979	523	217	–179	677	–1	4,179	1,633	–2,631	6,530	219	–858	2,766
1980	–60	172	542	509	69	822	–2,223	–1,323	–383	217	–542	–738
1981	1,394	165	–2	1,206	471	10,571	2,576	–9,252	7,282	210	382	1,044
1982	–718	—	107	–961	54	–6,818	–1,307	–1,801	–3,358	—	–665	–29
1983	–710	221	997	1,120	–265	2,511	–1,754	–5,566	–1,138	—	549	—
1984	615	137	1,515	67	–66	–1,498	–1,991	–5,175	–3,044	—	–1,092	4

(1) Compris dans la catégorie «autres transactions» pour la période 1950 et 1951. Compris dans la catégorie «autres engagements des sociétés de financement» pour la période 1952 à 1962.

(2) Comprend les erreurs et omissions nettes.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau de référence 70

Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents

1950 – 1984

Année	Obligations du gouvernement du Canada (y compris les obligations garanties)			Obligations des provinces (y compris les obligations garanties)			Obligations des municipalités			Ensemble des obligations du secteur public		
	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net
D	65006	65011		65007	65012		65008	65013				
	(Millions de dollars)											
1950	62	159	–97	96	n.d.	n.d.	20	n.d.	n.d.	178	159	19
1951	7	94	–87	262	43	219	72	12	60	341	149	192
1952	1	18	–17	107	38	69	55	17	38	163	73	90
1953	6	84	–78	143	28	115	76	15	61	225	127	98
1954	8	69	–61	126	63	63	46	28	18	180	160	20
1955	5	100	–95	3	19	–16	44	18	26	52	137	–85
1956	9	83	–74	224	15	209	112	18	94	345	116	229
1957	16	29	–13	136	25	111	123	24	99	275	78	197
1958	76	25	51	168	45	123	148	30	118	392	100	292
1959	56	101	–45	334	41	293	157	33	124	547	175	372
1960	30	58	–28	103	57	46	135	38	97	268	153	115
1961	37	48	–11	66	24	42	47	38	9	150	110	40
1962	156	86	70	148	22	126	74	41	33	378	149	229
1963	173	76	97	343	70	273	62	77	–15	578	223	355
1964	43	88	–45	439	66	373	182	58	129	664	207	457
1965	28	85	–57	297	31	266	84	53	31	409	169	240
1966	32	203	–171	448	64	384	177	96	81	657	364	293
1967	20	95	–75	762	61	701	173	52	121	955	208	747
1968	288	57	231	852	76	776	124	60	64	1,264	193	1,071
1969	40	83	–43	1,063	91	972	177	88	89	1,280	262	1,018
1970	26	157	–131	528	112	416	65	92	–27	619	361	258
1971	28	31	–3	725	317	408	26	99	–73	779	447	332
1972	30	44	–14	1,140	220	920	169	98	71	1,339	362	977
1973	18	110	–92	857	234	623	109	117	–8	984	461	523
1974	14	55	–41	1,713	211	1,502	234	96	138	1,961	362	1,599
1975	46	92	–46	3,334	342	2,992	541	82	459	3,921	516	3,405
1976	369	148	221	4,938	308	4,630	782	120	662	6,089	576	5,513
1977	726	146	580	3,109	311	2,798	376	98	278	4,211	555	3,656
1978	3,095	211	2,884	2,053	586	1,467	130	194	–64	5,278	991	4,287
1979	1,747	210	1,537	2,046	861	1,185	179	429	–250	3,972	1,500	2,472
1980	1,238	299	939	1,415	1,097	318	265	362	–97	2,918	1,758	1,160
1981	2,001	463	1,538	6,468	1,136	5,332	433	228	205	8,902	1,827	7,075
1982	3,961	823	3,138	7,508	1,829	5,679	684	318	366	12,153	2,970	9,183
1983	2,313	2,045	268	5,299	1,657	3,642	333	300	33	7,945	4,002	3,943
1984	2,220	1,975	245	4,292	1,584	2,708	775	231	544	7,287	3,790	3,497

Tableau de référence 70 (suite)

Produit net des nouvelles émissions de valeurs canadiennes placées auprès des non-résidents
1950 – 1984

Année	Obligations des sociétés			Obligations totales			Actions ordinaires et privilégiées			Total		
	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net	Nouvelles émissions	Retraits	Produit net
D	65009	65014		65005	65010		50586	50587				
						(Millions de dollars)						
1950	28	n.d.	n.d.	206	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	206	284	–78
1951	28	n.d.	n.d.	369	n.d.	n.d.	42	7	35	411	184	227
1952	136	15	121	299	88	211	24	1	23	323	89	234
1953	64	13	51	289	140	149	46	6	40	335	146	189
1954	133	35	98	313	195	118	20	10	10	333	205	128
1955	51	41	10	103	178	–75	63	7	56	166	185	–19
1956	252	20	232	597	136	461	70	5	65	667	141	526
1957	464	31	433	739	109	630	61	25	36	800	134	666
1958	253	42	211	645	142	503	43	16	27	688	158	530
1959	114	66	48	661	241	420	48	17	31	709	258	451
1960	154	104	50	422	257	165	26	9	17	448	266	182
1961	354	136	218	504	246	258	44	55	–11	548	301	247
1962	331	140	191	709	289	420	20	30	–10	729	319	420
1963	392	101	291	970	324	646	14	80	–66	984	404	580
1964	414	117	297	1,078	324	754	22	58	–36	1,100	382	718
1965	807	214	593	1,216	383	833	24	7	17	1,240	390	850
1966	751	131	620	1,408	495	913	57	4	53	1,465	499	966
1967	315	148	167	1,270	356	914	37	1	36	1,307	357	950
1968	586	233	353	1,850	426	1,424	67	5	62	1,917	431	1,486
1969	597	176	421	1,877	438	1,439	212	2	210	2,089	440	1,649
1970	541	187	354	1,160	548	612	70	4	66	1,230	552	678
1971	391	393	–2	1,170	840	330	21	5	16	1,191	845	346
1972	345	239	106	1,684	601	1,083	38	2	36	1,722	603	1,119
1973	300	275	25	1,284	736	548	39	2	37	1,323	738	585
1974	448	223	225	2,409	585	1,824	14	41	–27	2,423	626	1,797
1975	1,031	331	700	4,952	847	4,105	86	4	82	5,038	851	4,187
1976	2,868	303	2,565	8,955	878	8,077	81	58	23	9,036	936	8,100
1977	1,729	345	1,384	5,939	902	5,037	13	26	–13	5,952	928	5,024
1978	1,267	325	942	6,547	1,314	5,233	126	0	126	6,673	1,314	5,359
1979	1,152	608	544	5,123	2,108	2,966	162	1	161	5,285	2,109	3,176
1980	2,101	744	1,357	5,017	2,502	2,515	500	1	499	5,517	2,503	3,014
1981	4,687	1,399	3,288	13,588	3,228	10,360	479	2	477	14,067	3,230	10,837
1982	4,043	1,393	2,650	16,195	4,363	11,832	193	4	189	16,388	4,367	12,021
1983	1,603	1,041	562	9,548	5,043	4,505	1,179	6	1,173	10,727	5,049	5,678
1984	1,962	969	993	9,250	4,759	4,491	414	10	404	9,664	4,769	4,895

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux.*

Tableau référence 71

Changement net dans les avoirs en devises étrangères des banques à charte canadiennes au Canada, sièges sociaux et succursales[1]
1965 – 1984

Année	Vis-à-vis des résidents des É.-U.:			Autres non-résidents			Tous les non-résidents			Vis-à-vis des résidents canadiens			Changements dans la position nette des banques
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net	
	(Millions de dollars)												
1965	−208	−727	519	−440	505	−945	−648	−222	−426	276	−107	383	−43
1966	208	−309	517	−2	48	−50	206	−261	467	84	401	−317	150
1967	273	76	197	375	188	187	648	264	384	−103	363	−466	−82
1968	168	−296	464	725	701	24	893	405	488	−49	189	−238	250
1969	815	338	477	1,395	1,366	29	2,210	1,704	506	215	1,237	−1,022	−516
1970[2]	−33	22	−55	1,389	1,212	177	1,356	1,234	122	216	101	115	237
1971	−933	592	−1,525	318	197	121	−615	789	−1,404	−43	−1,470	1,427	23
1972	−87	175	−262	1,288	1,663	−375	1,201	1,838	−637	−100	−89	−11	−648
1973	528	265	263	3,211	3,131	80	3,739	3,396	343	175	1,406	−1,231	−888
1974	−47	1,026	−1,073	1,492	−935	2,427	1,445	91	1,354	1,116	1,997	−881	473
1975	−652	833	−1,485	558	−438	996	−94	395	−489	569	−513	1,082	593
1976	884	275	609	2,407	2,075	332	3,291	2,350	941	498	1,789	−1,291	−350
1977	−31	851	−882	838	1,340	−502	807	2,191	−1,384	2,217	843	1,374	−10
1978	2,238	4,324	−2,086	1,881	2,566	−685	4,119	6,890	−2,771	5,442	3,425	2,017	−754
1979	672	2,526	−1,854	3,739	5,992	−2,253	4,411	8,518	−4,107	1,178	−572	1,750	−2,357
1980	5,786	4,135	1,651	6,251	9,212	−2,961	12,037	13,348	−1,311	2,759	1,056	1,703	392
1981	−645	8,677	−9,323	3,477	11,745	−8,269	2,831	20,423	−17,592	11,326	−4,293	15,619	−1,973
1982	189	−590	779	−777	−3,698	2,921	−589	−4,288	3,700	2,558	1,927	632	4,332
1983	1,292	8,647	−7,355	2,237	−3,566	5,803	3,529	5,081	−1,552	−1,147	−1,243	96	−1,456
1984	845	1,510	−666	−133	−53	−80	712	1,457	−746	362	751	−389	−1,136

(1) Corrigé des variations du taux de change.
(2) Depuis le 30 septembre 1970, les variations dans l'actif vis-à-vis des résidents de Porto Rico et des îles Vierges (États-Unis) sont comprises avec celles vis-à-vis des résidents des États-Unis au lieu d'être comprises dans les autres non-résidents.

Source: Statistique Canada, *Estimations trimestrielles des paiements internationaux.*

Tableau de référence 72

Position du Canada au Fonds monétaire international[1]
1946 – 1984

Année	Transactions du FMI avec le Canada				Prêts canadiens au FMI	Transactions du FMI en dollars canadiens avec d'autres pays	Position active en fin de période
	Augmentation de la souscription[2]	Tirages(–) et remboursements	Ventes d'or et de DTS	Autres			
	(Millions de DTS[3])						
1946-1960	137.5	—	—	—	—	14.9	152.5
1961	—	—	–25.0	—	—	84.6	212.1
1962	—	–300.0	—	—	—	–50.3	–138.2
1963	—	79.7	—	—	—	—	–58.5
1964	—	166.0	–9.0	—	—	99.0	197.5
1965	—	—	–27.5	—	—	183.4	353.4
1966	47.5	—	—	—	—	47.6	448.5
1967	—	—	—	—	—	–15.1	433.4
1968	—	–361.2	—	2.8	—	131.2	206.2
1969	—	—	–8.6	0.2	—	280.3	478.1
1970	90.0	—	–45.2	1.0	—	145.7	669.6
1971	—	—	–66.3	—	—	–270.7	332.6
1972	—	—	—	—	—	–16.6	315.9
1973	—	—	—	—	—	–35.5	280.4
1974	—	—	—	—	140.7	11.5	432.6
1975	—	—	—	—	106.2	14.7	553.5
1976	—	—	—	—	—	259.4	812.9
1977	—	—	–16.4	–22.1	–41.5	–31.5	701.4
1978	—	—	–8.2	14.8	–76.5	–204.1	427.4
1979	—	—	–8.2	18.5	–103.2	–38.0	296.5
1980	169.6	—	—	0.8	–13.0	—	454.0
1981	—	—	—	—	—	–108.4	345.6
1982	—	—	—	0.4	—	–15.1	330.9
1983	—	—	—	—	—	3.5	671.8
1984	—	—	—	—	—	20.3	692.1

(1) La position active comprend la quote-part, plus les prêts au FMI moins les avoirs du FMI en dollars canadiens; en d'autres termes, c'est le montant que le Canada est autorisé à tirer sur le Fonds en monnaies étrangères pour les besoins de sa balance des paiements.

(2) Fraction payée en devises autres que canadiennes.

(3) Avant le 8 mai 1972, un DTS valait un dollar américain. Du 8 mai 1972 au 18 octobre 1973, un DTS valait $1.08571 É.-U.; du 18 octobre 1973 au 1er juillet 1974, un DTS valait $1.20635 É.-U.; depuis cette date, la valeur du DTS par rapport au dollar américain est établie quotidiennement d'après la moyenne pondérée des cours des principales monnaies. Jusqu'en décembre 1980, la moyenne était établie sur 16 monnaies; le 1er janvier 1981, cette moyenne s'établissait à partir de cinq monnaies seulement.

Source: Ministère des Finances.

Tableau de référence 73

Réserves internationales officielles du Canada
1961 – 1984

Fin de période	Monnaies étrangères[1]		Or	Droits de tirage spéciaux	Position active au FMI	Total	Total
	Dollars É.-U.	Autres					
B	3801	3802	3803	3804	3805	3800	
	(Millions de dollars É.-U.)						(Millions de DTS)
1961	1,123.0	10.7	946.2	—	212.1	2,292.0	2,292.0
1962	1,842.8	9.2	708.5	—	—	2,560.5	2,560.5
1963	1,786.6	9.5	817.2	—	—	2,613.3	2,613.3
1964	1,654.5	11.8	1,025.7	—	197.5	2,889.5	2,889.5
1965	1,519.9	12.8	1,150.8	—	353.4	3,036.9	3,036.9
1966	1,195.4	12.4	1,045.6	—	448.5	2,701.9	2,701.9
1967	1,255.2	13.4	1,014.9	—	433.4	2,716.9	2,716.9
1968	1,964.9	11.6	863.1	—	206.2	3,045.8	3,045.8
1969	1,743.6	12.3	872.3	—	478.1	3,106.3	3,106.3
1970	3,022.1	14.5	790.7	182.1	669.6	4,679.0	4,679.0
1971	4,060.6	13.6	791.8	371.9	332.6	5,570.4	5,570.4
1972	4,355.0	12.6	834.1	505.2	342.9	6,049.9	5,572.3
1973	3,927.2	12.2	926.9	563.7	338.2	5,768.2	4,781.5
1974	3,767.7	12.9	940.7	574.3	529.7	5,825.3	4,757.9
1975	3,207.1	15.7	899.4	555.4	648.0	5,325.6	4,549.3
1976	3,446.3	15.8	879.0	557.8	944.5	5,843.4	5,029.3
1977	2,298.7	15.8	935.6	505.3	852.1	4,607.5	3,793.1
1978	2,459.5	18.4	1,009.1	522.4	556.8	4,566.2	3,504.9
1979	1,863.9	23.9	1,022.6	585.9	390.6	3,886.9	2,950.6
1980	2,037.6	23.1	936.6	453.2	579.0	4,029.6	3,159.5
1981	2,865.3	95.8	833.7	174.0	402.4	4,371.1	3,755.4
1982	2,454.9	120.1	782.3	70.8	365.0	3,793.2	3,438.6
1983	2,373.8	368.2	739.1	21.0	703.3	4,205.4	4,016.8
1984	1,692.1	48.6	690.8	72.2	678.4	3,182.1	3,246.4

[1] Monnaies étrangères détenues par le Fonds des changes, le Receveur général du Canada et la Banque du Canada.

Source: Ministère des Finances.

Tableau de référence 74

Valeur des devises étrangères au Canada
1955 – 1984

Année	Belgique (franc)	France (franc)	Allemagne (mark)	Italie (lire)	Japon (yen)	Pays-Bas (florin)	Suède (couronne)	Suisse (franc)	R.-U. (livre sterling)	É.-U. (dollar)
B	3402	3404	3405	3406	3407	3408	3410	3411	3412	3400
					(Moyenne des cours quotidiens)					
1955	0.0196	0.282	0.234	0.00158	0.00274	0.259	0.190	0.230	2.754	0.986
1956	0.0197	0.281	0.234	0.00158	0.00273	0.257	0.190	0.230	2.752	0.984
1957	0.0191	0.256	0.226	0.00154	0.00266	0.251	0.185	0.224	2.679	0.959
1958	0.0195	0.231	0.232	0.00156	0.00270	0.257	0.188	0.226	2.728	0.971
1959	0.0192	0.196	0.230	0.00155	0.00267	0.254	0.185	0.222	2.694	0.959
1960	0.0195	0.198	0.233	0.00156	0.00270	0.257	0.188	0.225	2.723	0.970
1961	0.0203	0.207	0.252	0.00163	0.00281	0.279	0.196	0.235	2.839	1.013
1962	0.0215	0.218	0.267	0.00172	0.00297	0.297	0.207	0.247	3.001	1.069
1963	0.0216	0.220	0.271	0.00174	0.00300	0.300	0.208	0.250	3.020	1.079
1964	0.0217	0.220	0.271	0.00173	0.00300	0.299	0.209	0.250	3.012	1.079
1965	0.0217	0.220	0.270	0.00173	0.00300	0.299	0.209	0.249	3.014	1.078
1966	0.0216	0.219	0.269	0.00173	0.00298	0.298	0.209	0.249	3.009	1.077
1967	0.0217	0.219	0.271	0.00173	0.00298	0.299	0.209	0.249	2.962	1.079
1968	0.0216	0.218	0.270	0.00173	0.00299	0.298	0.209	0.250	2.579	1.077
1969	0.0215	0.208	0.275	0.00172	0.00301	0.297	0.208	0.250	2.574	1.077
1970	0.0210	0.189	0.286	0.00167	0.00292	0.289	0.201	0.242	2.502	1.044
1971	0.0208	0.183	0.291	0.00163	0.00291	0.289	0.198	0.246	2.469	1.010
1972	0.0225	0.196	0.311	0.00170	0.00327	0.309	0.208	0.259	2.479	0.991
1973	0.0258	0.226	0.378	0.00172	0.00370	0.360	0.230	0.317	2.452	1.000
1974	0.0252	0.204	0.379	0.00150	0.00336	0.365	0.221	0.330	2.288	0.978
1975	0.0277	0.238	0.414	0.00156	0.00343	0.403	0.246	0.393	2.258	1.017
1976	0.0256	0.207	0.393	0.00119	0.00333	0.373	0.227	0.395	1.781	0.986
1977	0.0297	0.217	0.459	0.00121	0.00398	0.434	0.238	0.445	1.857	1.063
1978	0.0363	0.254	0.569	0.00135	0.00548	0.529	0.253	0.644	2.191	1.141
1979	0.0399	0.276	0.639	0.00141	0.00537	0.590	0.274	0.705	2.486	1.171
1980	0.0401	0.277	0.644	0.00137	0.00519	0.589	0.277	0.698	2.721	1.169
1981	0.0324	0.222	0.532	0.00106	0.00545	0.482	0.238	0.613	2.430	1.199
1982	0.0271	0.189	0.508	0.00091	0.00497	0.462	0.198	0.609	2.158	1.234
1983	0.0242	0.162	0.483	0.00081	0.00519	0.433	0.161	0.588	1.868	1.232
1984	0.0225	0.149	0.456	0.00074	0.00497	0.405	0.157	0.552	1.728	1.295

Source: Banque du Canada.

Tableau de référence 75

Indices des cours de change[1]
1970 – 1984
(1971 = 100)

Année et mois	Prix du dollar canadien			Prix du dollar américain		
	États-Unis	Autres pays du Gr. des Dix	Ens. des pays du Gr. des Dix	Canada	Autres pays du Gr. des Dix	Ens. des pays du Gr. des Dix
	(Moyenne des cours quotidiens)					
1970	96.7	99.4	97.2	103.4	102.9	103.1
1971	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1972	101.9	93.5	100.4	98.1	91.1	93.6
1973	101.0	84.8	97.8	99.0	82.3	87.9
1974	103.3	90.4	100.8	96.8	85.6	89.4
1975	99.3	86.1	96.7	100.7	84.1	89.7
1976	102.4	96.2	101.3	97.6	89.7	92.5
1977	95.0	85.8	93.3	105.3	85.5	92.1
1978	88.6	68.6	84.5	112.9	72.7	85.1
1979	86.2	64.3	81.7	116.0	70.4	84.2
1980	86.4	63.7	81.7	115.8	70.3	84.0
1981	84.2	70.4	81.5	118.7	79.5	91.8
1982	81.9	77.9	81.1	122.2	90.2	100.6
1983	81.9	82.7	82.1	122.0	94.8	103.8
1984	78.0	85.6	79.3	128.2	102.5	111.1
1982 J	84.7	73.6	82.6	118.1	82.3	93.7
F	83.2	74.9	81.6	120.2	85.4	96.5
M	82.7	76.1	81.5	120.9	87.1	98.0
A	82.4	76.9	81.4	121.3	88.4	99.0
M	81.8	74.3	80.4	122.2	86.0	97.5
J	79.2	75.6	78.5	126.3	90.7	102.1
J	79.5	77.2	79.1	125.8	92.2	103.0
A	81.1	79.5	80.8	123.3	93.1	102.9
S	81.8	81.2	81.7	122.3	94.3	103.5
O	82.1	83.3	82.3	121.8	96.4	104.8
N	82.4	83.9	82.6	121.4	96.5	104.7
D	81.6	79.4	81.2	122.6	91.6	101.7
1983 J	82.2	78.8	81.6	121.6	89.8	100.1
F	82.3	80.3	81.9	121.5	91.4	101.2
M	82.4	81.4	82.2	121.4	92.4	101.9
A	82.0	81.0	81.8	122.0	92.7	102.3
M	82.2	80.9	81.9	121.7	92.5	102.0
J	82.0	82.7	82.1	122.0	94.5	104.5
J	81.9	83.5	82.2	122.0	95.8	104.5
A	81.9	85.3	82.5	122.2	96.1	106.1
S	81.9	85.3	82.5	122.0	97.9	105.9
O	82.0	83.5	82.3	122.0	95.6	104.3
N	81.7	84.8	82.2	122.5	97.4	105.7
D	81.0	85.4	81.8	123.5	98.9	107.1
1984 J	80.9	86.5	81.9	123.6	100.2	108.0
F	80.9	84.8	81.6	123.6	98.2	106.6
M	79.5	80.8	79.7	125.8	95.0	105.1
A	78.9	81.3	79.3	126.7	96.2	106.1
M	78.0	82.7	78.8	128.2	99.0	108.6
J	77.4	82.6	78.4	129.1	99.6	109.3
J	76.3	84.6	77.7	131.1	103.6	112.7
A	77.5	86.4	79.0	129.1	104.1	112.4
S	76.8	88.7	78.9	130.2	107.7	115.3
O	76.6	89.7	78.8	130.6	109.1	116.4
N	76.7	88.2	78.7	130.4	107.1	114.9
D	76.5	90.7	78.9	130.4	110.3	117.2

[1] Pondération: géométrique d'après les parts du commerce bilatéral de 1971-81. Le Groupe des Dix se compose de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, de la France, de l'Italie, du Japon, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et des États-Unis, plus la Suisse.

Source: Ministère des Finances.

Tableau de référence 76

Taux du marché monétaire et de l'eurodollar

1980 – 1984

Mois	Canada	É.-U.	Japon	France	Allemagne	R.-U.	Pays-Bas	Belgique	Eurodollar: Londres
				(En pourcentage)					
1980 J	13.50	12.04	8.06	11.99	8.25	15.79	11.18	11.74	14.41
F	13.55	12.81	8.74	12.17	8.06	16.14	10.99	9.66	16.97
M	15.24	15.53	10.73	12.96	8.61	16.18	9.50	12.59	19.94
A	15.15	14.00	12.21	12.40	9.05	16.17	10.47	14.83	13.94
M	11.58	9.15	12.56	12.61	9.80	16.09	11.14	13.47	9.75
J	10.38	7.00	12.64	12.43	10.04	15.80	10.97	11.96	9.75
J	10.06	8.13	12.70	12.04	9.80	14.55	10.31	11.84	9.81
A	10.49	9.26	12.09	11.32	8.92	14.86	10.09	9.80	12.50
S	10.95	10.32	11.40	11.37	9.27	14.40	9.86	9.51	13.94
O	11.91	11.58	11.04	11.22	9.01	14.29	9.34	9.50	15.25
N	13.70	13.89	9.50	10.74	8.76	13.95	9.05	10.04	18.31
D	17.01	15.66	9.49	10.88	9.16	13.07	8.60	9.73	17.75
1981 J	16.86	14.72	8.91	10.74	9.09	12.85	8.97	10.20	17.44
F	16.83	14.91	8.60	10.91	10.38	12.09	9.08	8.93	16.69
M	16.44	13.48	8.04	11.72	11.97	11.53	9.90	10.25	14.87
A	17.35	13.64	7.19	12.23	11.31	11.33	9.61	16.44	16.97
M	18.43	16.30	7.06	16.03	11.83	11.35	10.68	12.51	17.75
J	18.83	14.56	7.12	19.93	11.93	12.09	11.57	9.40	17.69
J	20.29	14.70	7.26	18.49	11.98	13.28	12.33	10.56	18.75
A	20.82	15.61	7.24	17.50	11.97	13.42	12.67	11.93	18.69
S	19.35	14.95	7.26	17.78	12.00	13.96	11.91	11.26	17.87
O	17.96	13.87	7.05	17.09	11.30	15.55	12.76	12.72	15.66
N	15.07	11.27	6.80	15.72	10.81	14.41	11.89	10.94	12.00
D	14.41	10.93	6.70	15.46	10.58	14.51	10.77	12.45	13.75
1982 J	14.34	12.41	6.64	15.25	10.46	14.06	10.18	12.27	14.62
F	14.58	12.78	6.68	14.56	10.27	13.56	9.98	12.00	15.00
M	15.07	12.49	6.61	15.72	9.87	12.49	7.76	10.21	15.47
A	14.98	12.62	7.15	16.81	9.33	12.84	8.43	12.56	14.87
M	15.18	12.15	7.28	16.41	9.18	12.63	8.87	12.90	14.44
J	16.33	12.11	7.37	15.86	9.28	12.27	8.14	11.59	15.66
J	15.25	11.91	7.40	14.84	9.46	11.73	8.78	13.05	14.36
A	13.70	9.01	7.44	14.68	9.00	10.53	8.51	11.63	11.63
S	12.73	8.20	7.31	14.28	8.18	9.88	7.37	10.43	11.78
O	11.21	7.75	7.19	13.64	7.58	9.22	7.24	10.98	10.41
N	10.72	8.04	7.22	13.17	7.30	8.82	6.29	10.32	9.79
D	9.80	8.01	7.19	12.90	6.60	9.91	5.19	9.29	9.52
1983 J	9.58	7.81	7.00	12.75	5.80	10.36	5.14	9.65	8.99
F	9.23	8.13	6.92	13.05	5.80	10.68	4.89	9.88	9.18
M	9.17	8.30	6.85	12.76	5.50	10.50	4.44	11.28	9.30
A	9.12	8.25	6.76	12.31	5.20	9.85	5.18	9.60	9.23
M	9.25	8.19	6.66	12.73	5.30	9.73	5.21	7.21	9.02
J	9.17	8.82	6.64	12.81	5.60	9.37	4.94	7.22	9.71
J	9.24	9.12	6.72	12.44	5.60	9.38	5.28	7.46	10.04
A	9.32	9.39	6.80	12.62	5.70	9.32	5.56	7.57	10.33
S	9.24	9.05	6.86	12.61	5.90	9.11	5.67	5.85	9.86
O	9.24	8.71	6.69	12.63	6.20	8.83	5.75	6.73	9.61
N	9.38	8.71	6.38	12.50	6.30	8.84	5.60	8.32	9.84
D	9.71	8.96	6.38	12.36	6.50	8.87	5.75	7.39	10.14
1984 J	9.73	8.93	6.22	12.62	6.10	9.07	5.71	7.92	9.81
F	9.82	9.03	6.34	12.61	6.00	9.06	5.80	7.17	9.96
M	10.53	9.44	6.38	12.72	5.90	8.58	6.06	10.93	10.46
A	10.59	9.69	6.25	12.65	5.80	8.55	5.78	11.13	10.87
M	11.29	9.90	6.25	12.37	6.10	9.04	5.61	9.03	11.60
J	12.11	9.94	6.28	12.39	6.10	9.00	5.72	9.55	11.73
J	12.73	10.13	6.26	11.87	6.10	11.19	5.97	10.03	12.05
A	12.13	10.49	6.36	11.57	6.00	10.47	5.81	10.62	11.87
S	12.02	10.41	6.39	11.25	5.80	10.24	5.83	8.68	11.71
O	11.46	9.97	6.32	11.02	6.10	10.04	5.90	9.43	10.81
N	10.50	8.79	6.43	10.85	6.00	9.36	5.57	10.07	9.56
D	9.84	8.16	6.41	10.69	5.80	9.31	5.63	9.12	8.96

Source: Fonds monétaire international, *Statistiques financières internationales.*

Tableau de référence 77

Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligations négociables émises ou garanties par le gouvernement du Canada entre le 1er janvier 1984 et le 31 décembre 1984

Date	Obligations échues	Montant	Total partiel	Devises de paiement	Nouvelles obligations	Montant émis	Total partiel	Devises de paiement	Rendement à l'échéance (%)	Variation nette de l'encours
					(Millions de dollars, valeur nominale)					
1er février	9¾ % 1er février 1984	1,000	1,000	C	15 décembre 1986	100		C	10.46 %	
					15 décembre 1989	250		C	11.25 %	
					15 octobre 1993	500		C	11.79 %	
					1er mars 2005	350	1,200	C	12.18 %	200
21 février					15 février 1989	200		C	11.07 %	
					15 décembre 1993	275		C	11.71 %	
					1er mars 2005	300	775	C	12.13 %	975
6 mars					6 mars 1986	350	350	C	10.69 %	1,325
13 mars					15 décembre 1989	150		C	11.54 %	
					1er mars 1994	225		C	12.24 %	
					1er mars 2006	250	625	C	12.67 %	1,950
20 mars	3⅛ % 20 mars 1989[1]	7		F.s.						1,943
27 mars	6.4 % 27 mars 1984	161								1,782
1er avril	7½ % 1er avril 1984	70		C	15 novembre 1987	150		C	12.43 %	
	9¼ % 1er avril 1984	322		C	15 mars 1989	200		C	12.67 %	
	16¼ % 1er avril 1984	575	967	C	1er avril 1994	250		C	13.28 %	
					1er juin 2004	250	850	C	13.60 %	1,665
15 avril	5 % 15 octobre 1987[2]	1	1	É.-U.						1,664
1er mai					15 mars 1989	175		C	12.50 %	
					1er avril 1994	300		C	13.27 %	
					1er juin 2004	300	775	C	13.61 %	2,439
8 mai					1er mai 1987	300	300	C	12.35 %	2,739
10 mai	5 % 10 mai 1984	247	247	DM	10 mai 1992	113	113	F.s.	5.25 %	2,605
15 mai					15 novembre 1987	171		F.s.	4.87 %	
					15 mai 1990	114	285	F.s.	5.12 %	2,890
1er juin	10 % 1er juin 1984	1,075	1,075	C	1er juin 1987	150		C	13.17 %	
					1er juin 1989	225		C	13.39 %	
					15 mai 1994	450		C	13.84 %	
					1er octobre 2006	375	1,200	C	14.10 %	3,015
6 juin					6 juin 1986	375	375	C	13.16 %	3,390
19 juin					1er juin 1987	100		C	12.89 %	
					1er juin 1989	175		C	13.14 %	
					15 juillet 1994	250		C	13.59 %	
					1er mars 2007	325	850	C	13.80 %	4,240

Tableau de référence 77 (suite)

Détails des nouvelles émissions et des remboursements d'obligations négociables émises ou garanties par le gouvernement du Canada entre le 1er janvier 1984 et le 31 décembre 1984

Date	Obligations échues	Montant	Total partiel	Devises de paiement	Nouvelles obligations	Montant émis	Total partiel	Devises de paiement	Rendement à l'échéance (%)	Variation nette de l'encours
					(Millions de dollars, valeur nominale)					
11 juillet					1er juin 1987	125		C	13.07%	
					1er juin 1989	125		C	13.35%	
					15 mai 1994	325		C	13.86%	
					1er octobre 2006	275	850	C	14.03%	5,090
1er août	13¾% 1er août 1984	8		C	1er septembre 1987	150		C	13.59%	
	16% 1er août 1984	300		C	1er juillet 1989	150		C	13.63%	
	15% 1er août 1984	325	633	C	15 mai 1994	425		C	13.83%	
					1er octobre 2006	375		C	13.97%	5,557
22 août					1er mai 1987	100		C	12.19%	
					15 mars 1989	100		C	12.35%	
					1er avril 1994	475		C	12.92%	
					1er octobre 2007	375	1,050	C	13.19%	6,607
5 septembre					5 septembre 1986	400	400	C	12.44%	7,007
12 septembre					1er mai 1987	100		C	12.58%	
					15 mars 1989	100		C	12.65%	
					1er octobre 1994	475		C	13.00%	
					1er octobre 2007	325	1,000	C	13.10%	8,007
1er octobre	8¾% 1er octobre 1984	1		C	1er mai 1987	150		C	12.19%	
	10½% 1er octobre 1984	300		C	1er novembre 1989	175		C	12.31%	
	12½% 1er octobre 1984	752	1,053	C	15 décembre 1994	550		C	12.62%	
					1er mars 2008	425	1,300	C	12.78%	8,254
15 octobre	5% 1er octobre 1987[2]	1		É.-U.						8,253
24 octobre					15 novembre 1987	125		C	12.24%	
					1er novembre 1989	150		C	12.45%	
					15 décembre 1994	350		C	12.76%	
					1er mars 2008	325	950	C	12.92%	9,203
14 novembre					1er février 1988	125		C	11.83%	
					1er février 1990	150		C	12.00%	
					1er février 1995	425		C	12.37%	
					1er mars 2006	350	1,050	C	12.50%	10,253
5 décembre					5 décembre 1986	450	450	C	10.75%	10,703
15 décembre	11½% 15 décembre 1984	700		C	15 décembre 1987	125		C	11.04%	
	14¾% 15 décembre 1984	100	800	C	15 décembre 1991	225		C	11.61%	
					1er mars 1995	475		C	11.79%	
					1er mars 2005	375	1,200	C	12.09%	11,103

(1) Cancellations de titres détenus par des fonds d'achat.
(2) Rachat partiel pour les fonds d'amortissement.

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Tableau de référence 78
Prêts hypothécaires approuvés
1977 – 1984

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
				(Millions de dollars)				
Prêts pour la construction résidentielle:								
Institutions prêteuses privées:								
Prêts LNH	6,207	4,446	4,147	3,410	3,232	3,771	7,934	7,791
nouveaux	3,936	2,093	1,586	1,330	1,838	1,866	2,937	2,568
existants	2,271	2,353	2,561	2,080	1,394	1,905	4,997	5,223
Prêts conventionnels:	8,396	9,441	9,902	8,578	6,082	7,256	14,772	12,310
nouveaux	2,685	3,324	3,983	3,173	2,663	1,555	2,398	2,249
existants	5,711	6,117	5,919	5,405	3,419	5,701	12,374	10,061
Total des prêts consentis par les institutions privées:	14,603	13,887	14,049	11,988	9,314	11,027	22,706	20,101
nouveaux	6,621	5,417	5,569	4,503	4,501	3,421	5,335	4,817
existants	7,982	8,470	8,480	7,485	4,813	7,606	17,371	15,284
SCHL	363	289	22	22	29	22	17	6
nouveaux	326	254	15	16	18	5	5	5
existants	37	35	7	6	11	17	12	1
Total des prêts consentis pour la construction résidentielle:	14,966	14,176	14,071	12,010	9,343	11,049	22,723	20,107
nouveaux	6,947	5,671	5,584	4,519	4,519	3,426	5,340	4,822
existants	8,019	8,505	8,487	7,491	4,824	7,623	17,383	15,285
Total des prêts consentis pour la construction résidentielle:	17,146	16,655	17,219	14,367	10,921	12,529	26,427	23,617
résidentielle	14,966	14,176	14,071	12,010	9,343	11,049	22,723	20,107
autres	2,180	2,479	3,148	2,357	1,578	1,480	3,704	3,510

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques du logement au Canada.*

Tableau de référence 79

Prêts hypothécaires approuvés par les institutions prêteuses privées[1] 1977 – 1984

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
				(Millions de dollars)				
Banques à charte	4,690	5,182	5,510	4,793	3,441	4,166	9,911	9,399
Prêts pour la construction résidentielle	4,605	4,977	5,205	4,464	3,183	3,935	9,378	8,715
nouveaux	1,762	1,751	1,936	1,660	1,556	978	1,910	1,930
existants	2,843	3,226	3,269	2,805	1,627	2,957	7,468	6,785
Prêts pour la construction non résidentielle	85	204	305	328	258	231	533	684
Compagnies d'assurance-vie	3,014	2,504	2,865	2,497	1,942	2,105	3,721	2,869
Prêt pour la construction résidentielle	1,610	1,200	1,239	1,277	1,076	1,218	1,461	1,169
nouveaux	1,208	853	823	718	667	675	595	458
existants	402	347	416	559	409	543	866	711
Prêts pour la construction non résidentielle	1,404	1,304	1,626	1,220	866	887	2,260	1,700
Sociétés de prêts de fiducie, etc.[2]	9,083	8,689	8,822	7,056	5,509	6,236	12,778	11,343
Prêts pour la construction résidentielle	8,394	7,719	7,605	6,246	5,055	5,874	11,867	10,217
nouveaux	3,657	2,822	2,813	2,124	2,278	1,769	2,830	2,430
existants	4,737	4,897	4,792	4,122	2,777	4,105	9,037	7,787
Prêts pour la construction non résidentielle	689	970	1,217	810	454	362	911	1,126
Total des prêts consentis pour la construction résidentielle	14,609	13,896	14,134	12,106	9,314	11,027	22,706	20,101
Total des prêts consentis pour la construction non résidentielle	2,178	2,478	3,148	2,358	1,578	1,480	3,704	3,510
Total des prêts consentis par les institutions prêteuses privées	16,787	16,374	17,282	14,464	10,892	12,507	26,410	23,611

[1] Comprend les prêts LNH et conventionnels.

[2] Comprend les sociétés de prêts hypothécaires, les sociétés de fiducie, les sociétés fraternelles et mutuelles et les banques d'épargne du Québec.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistiques du logement au Canada*, supplémentaire mensuel.

Tableau de référence 80

Agrégats monétaires et quelques statistiques du système bancaire
1970 – 1984

Année	Monnaie et dépôts à vue (M1)	Monnaie et ensemble des dépôts transférables par chèque (M1B)	Monnaie et ensemble des dépôts transférables par chèque plus dépôts à terme des particuliers et dépôts à préavis (M2)	Monnaie plus ensemble des dépôts bancaires du public (M3)	Monnaie et dépôts détenus par le public en dollars	Prêts généraux	Principaux avoirs en dollars canadiens	Prêts personnels ordinaires	Prêts aux entreprises
	(Moyenne de mercredi)							(En fin de période)	
B	1627	1624	1630	1628	1626	1606	1617	1622	1623
	(Millions de dollars)								
1970	9,057	9,713	25,800	32,564	29,411	16,376	28,288	4,934	11,438
1971	10,221	11,300	29,059	35,941	33,660	18,054	32,692	5,862	12,194
1972	11,684	12,707	32,190	41,033	39,656	22,318	39,011	7,202	15,115
1973	13,396	14,393	36,932	47,418	45,242	27,438	45,683	9,064	18,374
1974	14,648	15,662	44,497	59,761	54,853	33,618	54,751	10,773	22,846
1975	16,674	18,133	51,276	69,132	64,944	39,118	63,445	12,838	26,278
1976	18,018	19,497	57,944	82,064	76,199	46,612	74,020	15,518	31,093
1977	19,531	21,223	66,205	95,585	88,296	54,204	85,677	18,362	35,841
1978	21,498	23,561	73,563	109,468	99,512	60,563	98,286	21,168	39,393
1979	23,017	25,319	85,138	131,549	118,994	72,508	117,043	24,546	47,964
1980	24,471	27,642	101,278	153,831	140,596	87,036	133,553	27,718	59,315
1981	25,417	29,361	116,571	173,903	163,059	109,192	159,001	31,509	77,693
1982	25,574	30,976	127,482	182,614	172,977	122,105	186,071	31,309	90,794
1983	28,184	35,788	134,827	185,148	174,827	114,451	184,209	30,935	83,510
1984	28,874	40,616	140,493	189,113	178,266	114,774	187,491	32,914	81,860
	(Variation en pourcentage)								
1970	2.5	2.5	7.2	—	6.9	3.9	5.2	5.1	3.4
1971	12.9	16.3	12.6	10.4	14.4	10.2	15.6	18.8	6.6
1972	14.3	12.5	10.8	14.2	17.8	23.6	19.3	22.9	24.0
1973	14.6	13.3	14.7	15.6	14.1	22.9	17.1	25.8	21.6
1974	9.3	8.8	20.5	26.0	21.2	22.5	19.8	18.9	24.3
1975	13.8	15.8	15.2	15.7	18.4	16.4	15.9	19.2	15.0
1976	8.1	7.5	13.0	18.7	17.3	19.2	16.7	20.9	18.3
1977	8.4	8.9	14.3	16.5	15.9	16.3	15.7	18.3	15.3
1978	10.1	11.0	11.1	14.5	12.7	11.7	14.7	15.3	9.9
1979	7.1	7.5	15.7	20.2	19.6	19.7	19.1	16.0	21.8
1980	6.3	9.2	19.0	16.9	18.2	20.0	14.1	12.9	23.7
1981	3.9	6.2	15.1	13.0	16.0	25.4	19.1	13.7	30.9
1982	0.6	5.5	9.4	5.0	6.1	11.6	17.0	−0.6	16.6
1983	10.2	15.5	5.8	1.4	1.1	−6.3	−1.0	−1.1	−8.0
1984	2.4	13.5	4.2	2.1	2.0	0.3	1.7	6.4	−2.0

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Tableau de référence 81

Titres canadiens négociables, offre de titres et répartition des portefeuilles (flux) 1974 – 1984

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984[1]
	(Millions de dollars)										
Offre de titres											
À court terme											
Bons du Trésor canadien	938	561	1,602	2,350	2,673	2,282	5,451	−55	4,884	13,286	12,156
Bons du Trésor et billets des gouvernements prov. et locaux	−55	294	−86	−317	231	−78	326	685	1,830	1,501	392
Autres papiers à court terme	2,765	278	1,189	793	2,415	3,925	5,304	−458	3,039	4,020	2,328
À long terme											
Obligations du gouv. canadien	753	689	1,765	3,796	5,944	7,612	7,147	4,459	5,767	6,667	8,088
Obligations des autres paliers de gouvernement	3,095	5,527	7,426	5,868	4,497	3,644	3,585	7,379	8,264	8,640	7,377
Obligations de sociétés non financières	1,457	2,112	2,132	2,028	1,563	474	2,141	5,381	2,838	2,963	1,916
Obligations de sociétés financières	644	967	1,716	1,088	875	1,079	650	1,604	482	−643	371
Obligations d'entreprises publ.	−1	1	521	560	470	825	1,070	1,713	1,490	885	427
Actions	1,170	1,931	1,680	3,503	8,674	6,840	7,703	13,273	6,475	10,869	9,418
Placements étrangers	−46	17	−78	−223	−26	581	182	64	543	1,199	813
Total	10,720	12,377	17,867	19,446	27,316	27,184	33,559	34,025	35,612	49,387	43,286
Répartition des portefeuilles											
Résidents	8,837	7,496	8,327	13,603	22,294	22,673	27,436	21,838	25,067	41,319	35,722
Banque du Canada	1,103	734	638	1,749	1,707	1,605	2,243	1,121	−1,544	1,655	−414
Banques à charte	1,545	−123	1,504	3,582	7,182	48	−910	3,490	1,982	5,841	1,172
Quasi-banques	−40	610	546	1,459	1,165	1,228	3,356	1,487	4,503	5,262	2,581[2]
Organismes de prévoyance	2,329	3,468	3,843	4,420	5,781	7,789	9,028	9,933	9,603	11,997	10,481
Autres organismes financiers privés	652	726	1,129	725	1,236	489	799	889	1,900	1,778	2,303
Autres résidents	3,248	2,081	667	1,868	5,223	11,514	12,920	4,918	8,623	14,786	19,599
Non-résidents	1,883	4,881	9,540	5,643	5,022	4,511	6,123	12,187	10,545	8,068	7,564

[1] De janvier à septembre.
[2] Regroupe toutes les filiales de banques d'épargne du Québec sous contrôle entier ou majoritaire.

Source: Ministère des Finances et Banque du Canada.

Tableau de référence 82
Taux d'intérêt choisis: Canada et États-Unis
1970 – 1984

Année	Canada						États-Unis			
	Taux d'escompte	Bons du Trésor (3 mois)	Gouv. du Canada, obligations (plus de 10 ans)	Billets de sociétés (90 jours)	Taux des banques	Hypothèques conventionnelles (5 ans)	Taux d'escompte	Fonds fédéraux	Billets de sociétés commerciales (90 jours)	Taux privilégié des banques
B	14006	14007	14013	14017	14020	14024	54405	54408	54412	54404
	(Moyenne annuelle en pourcentage)									
1970	7.13	5.99	7.91	7.34	8.17	10.45	5.94	6.98	8.11	7.81
1971	5.19	3.56	6.95	4.51	6.48	9.43	4.83	4.66	5.17	5.69
1972	4.75	3.56	7.23	5.10	6.00	9.21	4.50	4.48	4.83	5.29
1973	6.13	5.47	7.56	7.45	7.65	9.59	6.54	8.80	8.55	8.17
1974	8.50	7.82	8.90	10.51	10.75	11.24	7.85	10.42	10.33	10.75
1975	8.50	7.39	9.03	7.94	9.42	11.43	6.21	5.84	6.26	7.73
1976	9.29	8.87	9.18	9.17	10.04	11.78	5.46	5.07	5.31	6.81
1977	7.71	7.33	8.70	7.47	8.50	10.36	5.52	5.62	5.75	6.88
1978	8.98	8.68	9.27	8.83	9.69	10.59	7.54	8.05	8.32	9.17
1979	12.10	11.69	10.21	12.07	12.90	11.98	10.38	11.32	11.44	12.79
1980	12.89	12.79	12.48	13.15	14.25	14.32	11.75	13.21	13.03	15.44
1981	17.93	17.72	15.22	18.33	19.29	18.15	13.42	15.96	15.89	18.75
1982	13.96	13.66	14.26	14.15	15.81	17.90	10.92	11.95	12.12	14.69
1983	9.56	9.32	11.79	9.45	11.17	13.29	8.50	8.96	9.20	10.79
1984	11.31	11.06	12.75	11.19	12.06	13.61	8.75	10.06	10.37	12.00
	(Dernier mercredi en pourcentage)									
1984 J	9.98	9.73	11.92	9.80	11.00	12.55	8.50	9.53	9.53	11.00
F	10.04	9.82	12.40	9.85	11.00	12.52	8.50	9.62	9.78	11.00
M	10.76	10.53	13.06	10.60	11.50	12.82	8.50	9.97	10.39	11.50
A	10.82	10.59	13.31	10.75	11.50	13.51	9.00	9.98	10.59	12.00
M	11.60	11.29	13.93	11.50	12.00	14.26	9.00	10.30	10.99	12.50
J	11.98	12.11	13.81	12.10	12.50	14.53	9.00	11.27	11.63	13.00
J	13.24	12.73	13.41	12.95	13.50	14.96	9.00	11.19	11.60	13.00
A	12.39	12.13	12.89	12.25	13.00	14.45	9.00	11.50	11.67	13.00
S	12.28	12.02	12.63	12.15	13.00	13.99	9.00	10.73	11.13	12.75-13.00
O	11.71	11.42	12.18	11.60	12.50	13.72	9.00	9.73	9.91	12.00
N	10.78	10.50	11.81	10.70	12.00	13.25	8.50	9.00	8.91	11.25-11.50
D	10.16	9.84	11.66	10.00	11.25	12.74	8.00	7.95	8.29	10.75

Source: Banque du Canada, *Revue*, mensuelle.

Tableau de référence 83

Nouvelles émissions nettes d'obligations et de titres négociables
1974 – 1984

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
						(flux nets, milliards de dollars)					
Obligations fédérales[1]											
Canada	601	719	1,768	3,797	3,424	6,886	7,203	4,220	4,467	7,220	11,025
Total	756	682	1,767	3,795	5,738	7,612	7,201	4,577	5,795	6,726	10,855
Obligations provinciales[2] et municipales											
Canada	894	1,844	1,973	2,592	2,930	2,767	4,474	3,310	4,357	5,064	3,942
Total	2,484	5,234	7,212	5,596	4,560	4,154	4,606	8,679	10,093	9,136	7,206
Obligations de sociétés et autres											
Canada	1,637	2,341	1,255	3,229	3,173	1,240	1,694	1,914	373	1,036	1,460
Total	1,871	2,948	4,006	5,145	4,642	2,764	3,894	6,107	4,675	2,969	3,248
Actions											
Canada	769	1,241	1,210	3,143	6,799	4,290	4,927	6,972	4,846	8,051	7,264
Total	793	1,257	1,275	3,143	6,623	4,421	5,392	7,139	4,961	8,708	7,522
Total[3]											
Canada	4,101	6,146	6,206	12,761	16,346	15,184	18,298	16,416	14,042	21,375	23,692
Total	5,903	10,121	14,260	17,680	21,763	18,951	21,094	26,502	25,524	27,538	28,832

[1] Non compris les titres détenus dans les comptes fédéraux, les bons du Trésor et les obligations d'épargne.
[2] Non compris les obligations d'épargne, les obligations détenues dans les comptes provinciaux et le Régime de pensions du Canada. Comprend les obligations achetées par la Caisse de dépôt et de placements de Québec.
[3] Comprend les émissions des sociétés de financement.

Source: Banque du Canada

Tableau de référence 84
Prêts à des particuliers
1977 – 1984

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
				(Flux nets, millions de dollars)				
Crédit à la consommation								
Banques à charte	2,593	2,991	3,648	3,582	1,864	−694	730	2,833
Autres institutions de dépôt[1]	728	2,031	315	755	−245	−83	958	965
Autres prêteurs[2]	−5	373	115	184	1,011	−487	−34	315
Total	3,316	5,395	4,078	4,521	2,630	−1,264	1,654	4,113
Autres prêts à des particuliers[3]	−54	200	185	248	570	83	828	287
Total des prêts à des particuliers[4]	3,262	5,595	4,263	4,769	3,200	−1,181	2,482	4,400
				(Variation en pourcentage)				
Total du crédit à la consommation	12.4	15.4	13.9	11.4	6.1	−2.7	3.7	8.6
Dépense de consommation	10.7	10.5	11.4	11.9	13.6	8.6	9.1	7.5
Dépense de consommation pour des biens durables	7.7	9.4	13.0	6.7	9.3	−2.6	14.8	13.1

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données pour 1984 sont des estimations du ministère des Finances.

(1) Caisses de crédit et caisses populaires, banque d'épargne de Québec, sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires.

(2) Magasins de ventes au détail, sociétés de financement des ventes et de prêts à la consommation et compagnies d'assurance-vie.

(3) Prêts à l'achat d'Obligations d'épargne du Canada et prêts garantis de sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires.

(4) Les prêts consentis pour l'achat de titres négociables et pour les rénovations domiciliaires exclus.

Sources: Revue de la Banque du Canada; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*, nº de cat. 13-002; et ministère des Finances.

Tableau de référence 85
Prêts hypothécaires
1977 – 1984

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	(Flux nets, millions de dollars)							
Prêts privés								
Banques à charte[1]	3,497	3,800	4,323	3,294	2,114	428	2,997	3,332
Sociétés de fiducie et autres non bancaires de prêts hypothécaires[2]	3,244	3,780	4,257	2,630	690	536	2,766	2,900
Caisses de crédit et caisses populaires	2,318	2,443	2,296	1,603	530	−522	2,703	2,800
Autres prêteurs privés[3]	622	1,238	192	177	1,053	212	405	450
Total partiel	12,132	13,496	13,409	9,806	6,337	2,123	10,845	11,532
Prêts du secteur public	1,154	642	290	834	1,309	1,196	1,262	1,200
Total[4]	13,286	14,138	13,698	10,640	7,646	3,319	12,107	12,732

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données pour 1984 sont des estimations du ministère des Finances.

(1) Comprend les filiales de prêt hypothécaire des banques à charte, mais exclut les prêts hypothécaires non résidentiels.

(2) Exclut les filiales de prêt hypothécaire des banques à charte.

(3) Fonds mutuels, compagnies d'assurance-incendie et risques divers, sociétés de fiducie de placements hypothécaires, compagnies de financement des ventes et de prêts à la consommation, banques d'épargne du Québec, sociétés non financières et autres sociétés financières privées.

(4) Exclut les prêts hypothécaires de particuliers et d'entreprises non constituées.

Source: *Revue* de la Banque du Canada; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*; et ministère des Finances.

Tableau de référence 86

Variation de l'actif des banques à charte[1]

1979-1984

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	(Flux nets, en millions de dollars)					
Actifs liquides canadiens	608	−130	255	1,750	3,852	−2,943
Bons du Trésor	915	670	443	1,918	3,889	−2,041
Autre	−307	−800	−188	−168	−37	−902
Actifs moins liquides	19,929	17,271	36,282	−42	−6,762	12,202
Prêts personnels	3,637	3,565	1,903	−679	720	2,680
Prêts commerciaux	12,178	10,036	26,907	−426	−9,761	4,846
Hypothèques[1]	4,495	3,564	425	367	2,920	3,103
Autres prêts	141	351	882	−477	−662	−187
Titres de sociétés	−391	−129	1,682	359	−806	1,039
Autres actifs[2]	−131	−116	4,483	834	826	671
Total—principaux actifs en dollars canadiens	20,537	17,141	36,537	1,708	−2,910	9,259
Prêts intérieurs en devises étrangères	495	2,131	11,421	3,159	357	−351
Total—actifs en devises étrangères	14,893	28,083	37,439	9,103	256	23,558[e]

[1] Les données antérieures à 1981 sont de nouvelles estimations conformes au nouveau système de déclaration des banques à charte.

[2] Comprend les hypothèques non résidentielles, les titres provinciaux et municipaux, les comptes recevables au titre de location de bail, les titres de sociétés associées aux banques.

Source: Revue de la Banque du Canada.

Tableau de référence 87

Variation de l'actif des institutions de dépôt non bancaires[1]
1972 – 1984

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
							(Millions de dollars)						
Monnaie et dépôts	272	396	378	524	554	522	358	6	407	1,904	1,432	– 2,138	1,000
Crédit à la consommation	312	467	423	546	775	701	1,165	1,100	760	492	71	1,116	965
Autres prêts	79	74	165	196	460	36	188	586	505	806	775	1,555	1,500
Hypothèques	2,284	3,681	3,284	3,779	4,977	6,450	6,606	8,017	7,143	6,408	7,255	13,549	8,400
Titres canadiens négociables	187	65	– 52	595	523	1,340	1,155	1,281	3,309	1,182	4,580	4,591	3,500
Autres actifs	162	153	160	150	297	116	529	109	627	1,486	374	1,656	235
Total	3,296	5,836	4,358	5,789	7,586	9,165	10,001	11,099	12,755	12,278	14,487	20,329	15,600
(Variation en pourcentage)	(18.0)	(22.4)	(16.5)	(18.8)	(20.7)	(20.7)	(18.8)	(17.5)	(17.1)	(14.2)	(14.5)	(17.8)	(11.6)
Dépôts	3,088	4,247	4,032	5,368	6,569	8,269	8,913	9,255	10,896	10,343	10,859	15,092	13,600
(Variation en pourcentage)	(19.4)	(22.3)	(17.3)	(19.7)	(20.1)	(21.1)	(18.8)	(16.4)	(16.6)	(13.6)	(12.6)	(15.4)	(12.0)

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total peut ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données pour 1984 sont des estimations du ministère des Finances.

[1] Comprend les sociétés de prêt hypothécaire et fiducies, les caisses de crédit et caisses populaires locales et la Banque d'épargne du Québec. Comprend les sociétés de prêt hypothécaire et fiducies associées aux banques à charte.

Sources: Banque du Canada, *Revue*; Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*.

Tableau de référence 88

Variation de l'actif des compagnies d'assurance et des fonds de pensions
1970 – 1984

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
								(Millions de dollars)							
Monnaie et dépôts	107	– 65	151	196	268	– 7	86	332	256	473	562	1,255	911	– 290	1,000
Prêts	58	78	44	69	201	71	268	91	210	240	462	625	272	35	550
Obligations et papier à court terme	298	287	446	948	1,199	1,308	1,962	2,451	2,235	2,340	2,102	1,949	1,462	1,859	2,050
Titres	458	804	990	753	502	655	968	305	452	776	2;434	2,280	1,977	4,184	2,700
Autres actifs	– 13	34	85	140	90	188	343	215	567	488	860	719	1,343	1,373	2,000
Total	1,769	2,148	2,863	3,617	4,084	5,043	6,502	7,509	9,049	11,330	13,014	14,039	13,445	14,752	17,800
(Variation en pourcentage)	(7.7)	(8.8)	(10.7)	(12.2)	(12.3)	(13.5)	(15.3)	(15.3)	(16.0)	(17.3)	(17.0)	(15.6)	(12.3)	(12.0	(13.0)

Remarque: Les chiffres étant arrondis, le total pourra ne pas correspondre à la somme des éléments. Les données pour 1984 sont des estimations du ministère des Finances.

Sources: Statistique Canada, *Comptes des flux financiers*; ministère des Finances.

Tableau de référence 89
Expansion du crédit par type d'instrument
1980–1984

	1980	1981	1982	1983	1984
	(Flux nets en milliards de dollars)				
Instruments à court terme	24.2	52.3	22.0	15.0	20.5
Prêts à des particuliers	4.8	3.2	−1.2	2.5	4.4
Prêts commerciaux des banques à charte	10.0	26.9	−0.4	−9.8	4.9
Prêts en devises étrangères	2.1	11.4	3.2	0.4	−0.4
Bons du Trésor et papier à court terme	8.3	2.0	12.8	16.6	11.9
Obligations d'épargne du Canada	−1.3	8.1	8.0	6.1	3.8
Prêts aux provinces et municipalités	0.3	0.7	−0.4	−0.8	−0.5
Instruments à long terme[1]	32.5	33.3	31.9	39.9	39.4
Obligations négociables	18.6	21.7	25.5	22.3	23.8
Hypothèques[2]	9.8	6.3	2.1	10.8	11.5
Titres	4.1	5.3	4.3	6.8	4.1
Autres instruments	−3.9	−7.0	−1.2	−9.3	
Ensemble des fonds obtenus	56.7	85.6	53.9	54.9	59.9

[1] Les emprunts d'institutions financières sont exclus. Les données pour 1984 sont des estimations du ministère des Finances.
[2] Les emprunts hypothécaires du secteur gouvernemental ne sont pas inclus.

Source: Revue, Banque du Canada.

Tableau de référence 90

Secteur commercial non financier: nouveaux emprunts nets par type d'instrument
1975 – 1984

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
	(Flux nets en millions de dollars)									
Total	7,767	9,534	11,310	16,341	19,619	21,937	45,063	14,983	1,265	1,1375
À court terme	4,018	6,468	4,374	7,007	14,718	14,760	40,176	8,600	– 7,461	4,953
Prêts bancaires	3,804	6,120	4,460	6,687	12,673	12,167	38,328	2,661	– 9,404	4,543
(dont prêts en devises engagés au Canada)	(696)	(510)	(1,039)	(2,681)	(495)	(2,131)	(11,421)	(3,159)	(358)	(– 352)
Papier commercial	70	260	– 117	– 178	234	163	652	– 166	751	627
Acceptations bancaires	144	88	31	498	1,271	2,430	1,196	6,105	1,192	– 217
À long terme	3,024	3,365	6,462	9,039	4,591	6,378	9,320	7,895	8,726	6,422
Obligations	2,139	2,329	3,658	3,276	1,158	2,311	4,066	3,635	2,071	2,369
Actions	885	1,036	2,804	5,763	3,433	4,067	5,254	4,260	6,655	4,053
Investissements directs de l'étranger	725	– 299	475	135	750	800	– 4,400	– 1,425	200	

Source: Revue, Banque du Canada.

Tableau de référence 91

Évolution des indicateurs économiques récents de l'OCDE
1966 – 1984

	Moyenne 1966-1973	Moyenne 1974-1978	Moyenne 1980-1983	1980	1981	1982	1983	1984
				(En pourcentage)				
Croissance du PNB/PIB réel[1][4]								
États-Unis	3.9	2.8	2.1	−0.3	2.5	−2.1	3.7	6.8
Japon	9.9	3.7	4.2	4.8	4.0	3.3	3.0	5.8
Allemagne	4.1	2.4	0.9	1.9	−0.2	−1.1	1.3	2.5
France	5.4	3.1	1.2	1.1	0.2	2.0	0.7	1.8
Royaume-Uni	3.2	1.4	0.8	−2.1	−1.1	1.9	3.3	2.0
Italie	5.4	2.7	1.1	3.9	0.2	−0.4	−1.2	3.0
Canada	5.5	3.2	1.5	1.1	3.3	−4.4	3.3	4.7
Sept principaux pays	5.4	2.8	2.1	1.2	1.9	−0.5	2.8	5.0
Croissance de l'emploi[4]								
États-Unis	2.3	2.6	1.3	0.5	1.1	−0.9	1.3	4.1
Japon	1.3	0.7	1.0	1.0	0.8	1.0	1.7	0.5
Allemagne	0.0	−1.3	−0.8	0.9	−0.8	−1.9	−1.7	−0.3
France	0.6	0.3	−0.5	0.2	−0.8	0.1	−0.8	−1.0
Royaume-Uni	−0.1	0.2	−1.1	−1.1	−3.4	−1.5	−0.4	1.0
Italie	−0.2	1.0	0.3	1.4	0.5	−0.4	0.1	0.0
Canada	2.9	2.9	1.1	3.0	2.8	−3.3	0.8	2.5
Sept principaux pays	1.4	1.3	0.6	0.7	0.3	−0.6	0.6	1.8
Taux de chômage[2][4]								
États-Unis	4.5	6.8	8.3	7.2	7.6	9.7	9.6	7.5
Japon	1.2	1.9	2.4	2.0	2.2	2.4	2.7	2.7
Allemagne	0.9	3.5	6.2	3.3	4.6	6.7	8.2	8.3
France	2.2	4.5	7.8	6.3	7.3	8.0	8.0	9.3
Royaume-Uni	2.2	4.2	9.6	5.7	9.0	10.4	11.1	11.8
Italie	5.7	6.5	8.9	7.5	8.3	8.9	9.7	10.0
Canada	4.8	7.2	9.9	7.5	7.5	11.0	11.9	11.3
Sept principaux pays	3.2	5.3	7.2	5.6	6.5	7.9	8.3	7.5
Inflation des prix à la consommation[3][4]								
États-Unis	4.4	8.6	7.5	13.5	10.3	6.1	3.2	4.3
Japon	6.2	10.0	4.0	8.0	4.9	2.7	1.9	2.4
Allemagne	3.9	4.7	4.4	5.5	6.3	5.3	3.3	2.4
France	5.1	10.7	11.1	13.6	13.4	11.8	9.6	7.3
Royaume-Uni	6.1	15.7	9.6	18.0	11.9	8.6	4.6	5.0
Italie	4.5	16.4	16.0	21.2	17.8	16.6	14.6	10.8
Canada	4.3	9.2	8.6	10.2	12.5	10.8	5.8	4.4
Sept principaux pays	4.7	9.6	7.6	12.2	10.0	7.0	4.5	4.5
Croissance de la productivité[1][4]								
États-Unis	1.5	0.3	0.8	−0.8	1.4	−1.3	2.4	2.5
Japon	8.6	3.0	3.2	3.8	3.2	2.2	1.3	5.3
Allemagne	4.1	3.0	1.7	1.0	0.6	0.7	3.1	3.0
France	4.8	3.0	1.7	1.1	1.0	1.8	1.5	2.8
Royaume-Uni	3.1	1.2	1.9	−1.0	2.0	4.1	3.6	1.0
Italie	5.6	1.5	0.8	2.5	−0.3	0.0	−1.3	3.0
Canada	2.5	0.3	0.4	−1.9	0.5	−1.2	2.4	2.1
Sept principaux pays	3.9	1.5	1.5	0.5	1.6	0.1	2.2	3.2

(1) PNB pour les États-Unis, le Japon, l'Allemagne et le Canada et PIB pour la France, le Royaume-Uni et l'Italie.
(2) Les taux de chômage indiqués sont calculés d'après les définitions nationales.
(3) Mesurée par la variation annuelle des prix à la consommation.
(4) Les moyennes sont pondérées en fonction des parts respectives du PIB/PNB en 1981.

Source: OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1983, et *Principaux indicateurs économiques*, mis à jour dans certains cas; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*; *La population active*, et *Prix à la consommation et indices de prix*; U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*; et U.S. Department of Labour, *Monthly Labour Review*.

Tableau de référence 92

Comparaison internationale des soldes budgétaires des administrations centrales et de l'ensemble des administrations publiques en pourcentage du Produit intérieur brut (PIB) ou du Produit national brut (PNB)

1975 – 1984

	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	France	Allemagne	Italie	Japon
				(En pourcentage)			
Administration centrale							
Moyenne, 1967-1974	0.2	−1.0	1.7	0.6	−0.2[1]	−3.7[1]	0.7[1]
1975	−2.3	−4.5	−3.3	−1.9	−3.0	−7.4	−4.2
1976	−1.8	−3.1	−4.0	−0.1	−2.3	−4.6	−4.5
1977	−3.5	−2.4	−2.8	−0.7	−1.6	−4.9	−5.5
1978	−4.6	−1.4	−3.6	−1.3	−1.6	−11.0	−6.2
1979	−3.5	−0.7	−2.6	−0.8	−1.5	−9.1	−5.6
1980	−3.5	−2.3	−2.9	−0.2	−1.7	−7.5	−5.4
1981	−2.2	−2.2	−4.2	−1.2	−2.1	−9.8	−5.7
1982	−5.3	−4.8	−2.6	−1.9	−2.1	−10.5	−5.4
1983	−6.2	−5.4	—	—	—	—	—
1984[2]	−7.0	−4.8	—	—	—	—	—
Ensemble des administrations[3]							
Moyenne, 1967-1974	0.9	−0.5	−0.9	0.5	−0.2[1]	−6.3[1]	−0.9[1]
1975	−2.4	−4.1	−4.8	−2.2	−5.7	−11.7	−2.8
1976	−1.7	−2.1	−4.9	−0.5	−3.5	−9.0	−3.8
1977	−2.4	−0.9	−3.4	−0.8	−2.4	−8.0	−3.7
1978	−3.1	0.0	−4.2	−1.8	−2.5	−9.7	−5.9
1979	−1.8	0.6	−3.2	−0.7	−2.7	−9.5	−4.8
1980	−2.7	−1.2	−3.8	0.2	−3.1	−8.0	−4.5
1981	−1.6	−0.9	−3.1	−1.8	−3.8	−11.9	−4.0
1982	−5.0	−3.8	−2.4	−2.5	−3.4	−12.7	−3.4
1983	−6.2	−4.1	−3.3	−3.4	−2.7	−11.8	−3.3
1984[2]	−6.4	−3.3	−3.1	−3.5	−1.7	−13.5	−2.2

(1) Moyenne de 1970 à 1974 plutôt que de 1967 à 1974.
(2) Estimations de l'OCDE, sauf pour le Canada et les États-Unis (chiffres réels).
(3) Comprend les administrations centrales et locales ainsi que le système de sécurité sociale, mais non les sociétés publiques.

Source: OCDE, *Comptes nationaux*, 1964-1982, volume II; *Perspectives économiques*, décembre 1984; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses; Executive Office of the President, Council of Economic Advisers, Economic Report of the President*, mis à jour dans certains cas à l'aide de données plus récentes.

Tableau de référence 93

Comparaison internationale des dépenses totales de l'ensemble des gouvernements et des gouvernements nationaux en pourcentage des produits intérieur brut ou national brut 1976 – 1983

	Moyenne 1969-75	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Ensemble des gouvernements[1]									
Australie	28.3	32.9	34.3	33.5	32.9	33.5	33.8	36.1	—
Autriche	39.3	44.8	45.0	47.9	47.3	47.0	48.0	48.6	—
Canada	37.4	40.0	41.1	41.7	40.2	41.8	43.0	47.5	47.9
Danemark	39.5	44.7	43.7	—	—	—	—	—	—
France	39.1	43.0	43.8	44.9	45.2	46.0	48.9	50.4	—
Allemagne	40.1	46.0	45.8	45.8	45.6	46.4	47.5	47.6	—
Italie	36.8	41.5	41.9	44.8	44.1	44.9	50.1	52.6	—
Japon	21.1	26.8	28.1	29.4	30.6	31.6	32.7	33.2	—
Pays-Bas	49.5	55.3	53.7	55.1	56.6	57.3	58.7	61.2	—
Norvège	44.2	48.5	50.1	52.3	50.9	48.9	48.5	48.8	—
Suède	46.4	52.1	57.6	59.1	59.9	61.7	64.4	66.1	—
Royaume-Uni	40.3	45.0	42.9	42.3	42.4	44.6	46.0	46.2	—
États-Unis[2]	32.9	34.9	33.9	33.1	33.0	35.1	35.5	37.9	37.9
Moyenne	36.0	42.6	43.2	44.2	44.1	44.9	46.4	48.0	—
Gouvernements nationaux[3]									
Australie	13.9	17.6	18.3	17.8	17.4	17.9	18.2	19.6	—
Autriche	16.4	17.5	17.5	19.3	19.1	18.6	19.0	19.7	—
Canada									
Moins RPC/RRQ	14.9	15.7	16.1	16.4	15.5	16.2	17.1	19.6	19.8
Plus RPC/RRQ	15.2	16.3	16.8	17.2	16.3	17.1	18.0	20.7	21.0
France	17.7	17.9	18.2	18.4	18.2	18.2	19.5	20.0	—
Allemagne	9.5	10.6	10.6	10.8	10.7	10.6	10.9	10.9	—
Italie[4]	16.0	17.2	18.2	20.1	20.0	19.8	22.2	23.9	—
Japon[4]	5.3	6.2	6.6	7.0	7.4	8.0	8.3	8.4	—
Pays-Bas	14.8	16.2	15.7	16.2	16.8	16.9	17.3	18.2	—
Norvège	30.2	34.1	32.5	31.5	30.5	29.7	29.3	28.9	—
Suède	19.8	21.9	23.8	24.9	25.3	26.3	27.9	29.2	—
Royaume-Uni	21.0	23.9	23.4	23.7	24.1	25.6	26.8	27.5	—
États-Unis[2]	17.8	19.0	18.6	18.0	18.2	19.9	20.9	22.9	22.8
Moyenne[5]	16.5	18.2	18.4	18.7	18.7	19.1	19.9	20.8	—

(1) Comprend tous les niveaux d'administration et la Sécurité sociale, mais non les sociétés et institutions financières publiques.

(2) En conformité aux conventions des comptes nationaux canadiens et pour faciliter les comparaisons Canada/États-Unis, les excédents courants des entreprises publiques et l'intérêt perçu par l'État ont ajouté aux dépenses de l'État. Dans les comptes nationaux américains, ces postes sont soustraits des subventions et des paiements d'intérêt. En outre, les dépenses au titre des services postaux ont été exclues des données américaines.

(3) Net des transferts aux autres niveaux de gouvernement.

(4) Moyenne de 1970-74 plutôt que de 1969-74.

(5) Les moyennes sont fondées sur des estimations canadiennes qui tiennent compte des RPC/RRQ.

Source: OCDE, *Comptes nationaux des pays membres de l'OCDE*, 1962 volume II; Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, et pour les États-Unis, *Economic Report of the President* et le *Survey of Current Business*.

Tableau de référence 94

Évolution des taux d'intérêt et de change des sept principaux pays de l'OCDE
1980 – 1984

	1980	1981	1982	1983	1984	1984 Mars	1984 Juin	1984 Sept.	1984 Déc.
	(En pourcentage)								
Taux d'intérêt représentatifs du marché monétaire à court terme[1]									
États-Unis	13.17	15.68	11.95	9.10	10.25	10.30	11.63	10.94	8.22
Japon	10.75	7.30	6.84	6.48	6.32	6.40	6.32	6.32	6.29
Allemagne	9.54	12.24	8.67	5.73	5.95	5.80	6.10	6.05	5.75
France	12.20	15.58	14.55	12.42	11.60	12.56	12.06	10.94	10.69
Royaume-Uni	16.55	13.99	12.15	10.08	9.97	8.88	9.44	10.69	9.88
Italie	17.49	19.88	19.76	17.99	17.09	17.25	16.63	17.25	17.25
Canada	13.23	18.25	14.23	9.54	11.30	10.70	12.50	12.25	10.10
Taux d'intérêt réels du marché monétaire[2]									
États-Unis	−0.33	5.38	5.85	5.90	5.95	5.60	6.93	6.74	4.22
Japon	2.75	2.40	4.14	4.58	4.12	5.90	3.82	4.42	3.69
Allemagne	4.14	5.94	3.37	2.43	3.55	2.70	3.00	3.25	3.75
France	−1.40	2.18	2.75	2.82	4.30	3.96	3.46	3.24	3.99
Royaume-Uni	−1.45	2.09	3.55	5.48	4.97	3.68	4.24	5.59	5.28
Italie	−3.71	0.38	3.16	3.39	6.29	5.35	4.73	5.95	7.85
Canada	3.03	5.75	3.43	3.64	7.00	6.00	7.80	8.15	6.30
Indices du taux de change effectif[1]									
États-Unis	89.40	100.60	109.90	112.70	118.20	111.90	116.30	121.60	124.20
Japon	103.00	104.60	92.30	96.60	97.60	99.90	97.70	96.70	95.60
Allemagne	103.50	97.30	99.20	99.30	96.50	96.50	97.00	95.10	94.90
France	102.20	100.10	97.70	95.90	96.20	96.40	97.30	95.90	95.80
Royaume-Uni	99.90	102.30	97.90	92.00	89.20	90.60	89.60	88.50	85.20
Italie	103.50	98.70	97.80	100.10	101.10	100.60	101.30	100.80	102.30
Canada	99.60	100.00	100.40	103.10	101.20	101.70	99.90	101.20	100.90

Remarque: Selon la source de ce tableau, «l'indice de taux de change effectif d'une monnaie est une mesure de sa hausse ou de sa baisse pondérée moyenne par rapport aux monnaies de 15 autres grands pays. Les taux de change utilisés aux fins de cet indice sont les moyennes quotidiennes de midi cotées à New York... La pondération utilisée est fondée sur le commerce bilatéral des articles manufacturés en 1980. L'indice du taux de change effectif réel est l'indice du taux de change effectif corrigé des écarts dus à l'inflation, mesurée à partir des prix de gros produits manufacturés non alimentaires. Les taux de change et la pondération utilisés aux fins de cet indice sont les mêmes que pour les indices de taux de change effectifs.»

(1) Les chiffres annuels sont des moyennes des données mensuelles. Les chiffres mensuels sont les données de fin de mois.

(2) On obtient les taux réels en soustrayant l'inflation, définie comme la variation en pourcentage d'une année sur l'autre de l'IPC, (voir tableau de référence 90), des taux d'intérêt représentatifs du marché monétaire à court terme.

Source: Morgan Guaranty Trust Company of New York, *World Financial Markets*.

Tableau de référence 95

Soldes des balances courantes des pays de l'OCDE
1977 – 1984

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984[1]
				(En milliards de $ É.-U.)				
États-Unis	−3.6	−3.9	−0.2	1.9	6.3	−9.2	−41.6	−101.7
Japon	10.9	16.5	−8.8	−10.7	4.8	6.9	0.8	35.0
Allemagne	4.1	9.0	−6.1	−15.7	−5.8	3.6	4.1	6.3
France	−0.4	7.0	5.2	−4.2	−4.7	−12.1	−4.4	−0.0
Royaume-Uni	0.1	2.2	−1.1	8.4	14.5	9.1	4.4	0.1
Italie	2.5	6.2	5.5	−9.7	−8.1	−5.5	0.3	−0.6
Canada	−4.1	−4.3	−4.1	−0.9	−5.1	2.2	1.4	1.5
Sept principaux pays	−9.4	32.7	9.6	−31.8	−1.8	−5.1	−14.6	−59.4
Total — OCDE	−21.3	24.0	−27.4	−67.0	−24.5	−27.5	−24.8	−70.5
				(En pourcentage du PNB/PIB)				
États-Unis	−0.8	−0.7	0.0	−0.1	0.2	−0.3	−1.3	2.8
Japon	1.6	1.7	−0.9	−1.0	0.4	0.6	1.8	2.8
Allemagne	0.8	1.4	−0.8	−1.9	−0.9	0.5	0.6	1.0
France	−0.1	1.5	0.9	−0.6	−0.8	−2.2	−0.9	−0.1
Royaume-Uni	0.0	0.7	−0.3	1.6	2.8	1.9	1.0	0.0
Italie	1.1	2.4	1.7	−2.5	−2.3	−1.6	0.2	−1.6
Canada	−2.1	−2.1	−1.8	−0.4	−1.8	0.7	0.4	0.5
Sept principaux pays	0.0	0.4	−0.2	−0.5	0.0	−0.1	−0.2	−0.9
Total — OCDE	−0.4	0.2	−0.4	−0.9	−0.3	−0.4	−0.3	−0.9

[1] Les chiffres de 1984 sont des estimations fondées sur des données partielles.

Source: OCDE, *Perspectives économiques*, décembre 1983 et *Principaux indicateurs économiques*, mis à jour dans certains cas selon les renseignements disponibles; Statistique Canada, *Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux*, trim., nº de cat. 67-001; *Comptes nationaux des revenus et des dépenses*, trim., nº de cat. 13-001; et U.S. Department of Commerce, *Survey of Current Business*.

Tableau de référence 96
Parts des exportations de l'OCDE
1972 – 1984[1]

Année	Canada	É.-U.	Japon	CEE	Autres de l'OCDE[2]	Total des exportations de l'OCDE[3]
			(En pourcentage)			(Milliards de dollars É.-U.)
Aliments, boissons et tabac (CTCI 0, 1)						
1972	9	24	2	60	5	27.3
1973	7	31	2	56	4	42.2
1974	8	31	2	55	4	49.5
1975	7	30	1	57	4	55.7
1976	7	30	2	57	4	58.4
1977	7	25	1	62	4	62.8
1978	6	27	1	62	4	77.3
1979	6	27	1	63	4	92.7
1980	6	28	1	61	4	110.5
1981	7	30	2	58	4	112.4
1982	8	25	1	59	7	107.4
1983	8	26	1	57	7	104.1
1984	8	25	1	56	9	105.0
Matières brutes (CTCI 2, 4)						
1972	23	29	3	30	15	19.0
1973	20	32	3	30	15	28.6
1974	19	32	3	31	15	38.1
1975	19	32	3	31	15	33.2
1976	21	31	2	31	15	38.1
1977	20	33	2	31	13	43.0
1978	18	35	2	32	13	48.7
1979	19	35	2	31	13	64.0
1980	18	36	2	31	13	71.7
1981	19	36	2	30	13	64.0
1982	16	33	2	29	20	63.4
1983	17	32	2	30	20	63.6
1984	18	32	2	30	19	69.9
Carburants (CTCI 3)						
1972	19	17	1	60	3	9.1
1973	18	13	1	64	4	13.3
1974	21	14	1	60	4	24.8
1975	19	16	1	57	6	27.3
1976	18	14	0	60	8	9.1
1977	15	13	0	64	7	33.4
1978	13	10	1	66	10	37.9
1979	12	9	1	66	11	59.9
1980	11	10	1	64	14	83.4
1981	11	11	1	64	13	89.7
1982	11	13	1	58	17	94.7
1983	11	11	1	59	18	90.3
1984	12	10	1	58	20	92.1

Tableau de référence 96 (suite)
Parts des exportations de l'OCDE
1972 – 1984[1]

Année	Canada	É.-U.	Japon	CEE	Autres de l'OCDE[2]	Total des exportations de l'OCDE[3]
			(En pourcentage)			(Milliards de dollars É.-U.)
Machinerie et équipement de transport (CTCI 7)						
1972	7	21	14	53	6	101.4
1973	6	21	14	53	6	133.5
1974	5	23	15	51	6	169.0
1975	5	23	14	52	7	199.2
1976	5	22	16	51	6	226.0
1977	5	20	17	52	6	256.4
1978	5	19	18	52	6	310.4
1979	5	20	16	54	6	355.9
1980	4	20	17	53	5	413.2
1981	5	23	20	47	5	421.8
1982	5	21	19	43	6	406.3
1983	6	21	21	47	6	402.5
1984	8	21	23	43	5	442.9
Matériaux fabriqués et produits manufacturés (CTCI 5, 6, 8, 9)						
1972	4	12	12	63	8	110.7
1973	4	12	11	65	8	151.9
1974	3	13	13	62	8	215.1
1975	3	13	12	63	8	214.0
1976	4	13	12	63	8	236.3
1977	3	13	12	64	8	271.8
1978	4	12	12	64	8	324.1
1979	3	14	11	64	8	408.1
1980	4	14	12	62	8	475.7
1981	4	15	14	59	8	444.4
1982	4	14	14	60	8	419.6
1983	4	14	14	60	8	416.9
1984	5	14	14	59	8	428.6
Total						
1972	7	18	11	56	7	267.3
1973	7	19	10	57	7	369.6
1974	7	20	11	55	7	496.5
1975	6	20	11	56	8	529.5
1976	6	19	11	55	7	588.5
1977	6	18	12	57	7	668.0
1978	6	18	12	57	7	798.5
1979	6	18	11	58	7	980.7
1980	6	19	11	57	7	1,154.4
1981	6	20	13	53	7	1,132.4
1982	6	19	13	54	9	1,091.3
1983	7	18	14	53	9	1,077.4
1984	7	18	15	51	9	1,138.6

Remarque: Les chiffres étant arrondis les produits pourront ne pas correspondre à la somme des éléments. CTCI: Classification type pour le commerce international.

[1] Les chiffres pour 1984 sont des estimations fondées sur des données partielles.

[2] Sont incluses: l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède. L'Australie est incluse depuis 1982.

[3] Sont exclus: l'Islande, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, l'Espagne, la Suisse et la Turquie.

Source: Séries A sur le commerce, OCDE; ministère des Finances.